



HAL
open science

Les enjeux socioéconomiques de la sortie de l'extractivisme pétrolier et de la mise en œuvre du buen vivir en Équateur

Lucile Marchand

► **To cite this version:**

Lucile Marchand. Les enjeux socioéconomiques de la sortie de l'extractivisme pétrolier et de la mise en œuvre du buen vivir en Équateur. Economies et finances. Université de Bordeaux, 2021. Français. NNT : 2021BORD0003 . tel-03710823

HAL Id: tel-03710823

<https://theses.hal.science/tel-03710823>

Submitted on 1 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE PRÉSENTÉE
POUR OBTENIR LE GRADE DE
DOCTEUR DE
L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

ÉCOLE DOCTORALE ENTREPRISE ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ
SPÉCIALITÉ : SCIENCES ÉCONOMIQUES

Par Lucile MARCHAND

**Les enjeux socioéconomiques de la sortie de l'extractivisme
pétrolier et de la mise en œuvre du *buen vivir* en Équateur**

Sous la direction de : Éric BERR

Soutenue le 05 Janvier 2021

Membres du jury :

M. BALLET, Jérôme, Maître de conférences, Université de Bordeaux, *Examineur*

M. BERR, Éric, Maître de conférences, Université de Bordeaux, *Directeur de thèse*

M. BOIDIN, Bruno, Professeur, Université de Lille, *Rapporteur*

Mme FIGUIÈRE, Catherine, Maître de conférences, Université Grenoble Alpes, *Examinatrice*

M. ROUGIER, Éric, Professeur, Université de Bordeaux, *Examineur*

M. VIVIEN, Franck-Dominique, Professeur, Université de Reims, *Rapporteur*

Titre : Les enjeux socioéconomiques de la sortie de l'extractivisme pétrolier et de la mise en œuvre du *buen vivir* en Équateur

Résumé : Ce travail de recherche repose sur la volonté de déterminer les différents enjeux qu'implique la mise en œuvre du *buen vivir* en Équateur. Cette notion traduit un état de bien-être subjectif, holistique et aborde la relation Homme/Nature en tant qu'équilibre. Le *buen vivir* est caractérisé par sa polysémie qui complexifie sa lisibilité mais permet l'exploration de certaines limites des différents courants de la science économique auquel il fait écho. Sa mise en œuvre induit un double défi : la possibilité de mettre en place un développement plus durable et la transformation de la structure productive équatorienne. Après avoir confronté la gouvernance du *buen vivir* à celle des ressources naturelles et de la transformation de la structure productive, nous analyserons son efficacité de manière multidimensionnelle à travers une analyse de données descriptive ne nous permettant pas la détermination d'une relation causale. Elle montre néanmoins une amélioration des indicateurs sociaux financée par l'augmentation de la dette externe et une diversification de la structure productive limitée. Nous complétons notre étude par une analyse qualitative reposant sur 40 entretiens réalisés auprès de parties prenantes clés de la mise en œuvre du *buen vivir*. Ces entretiens sont traités par une approche mixte d'analyse de contenu manuelle et assistée par le logiciel *Iramuteq*. La polysémie du *buen vivir* est plus contrastée, les parties prenantes privilégiant l'approche originelle pour le caractériser. Les politiques publiques sont globalement perçues comme inefficaces, soulignant les échecs des projets emblématiques. Les enjeux définis par les parties prenantes sont de quatre ordres : Changement structurel et Dette publique, Éducation au *buen vivir*, Économie politique de la transition et l'enjeu conceptuel de la définition d'un développement pluriculturel.

Mots clés : *Buen vivir*, Changement Structurel, Gouvernance

Title : The socio-economic stakes of moving from oil extractivism to the implementation of *buen vivir* in Ecuador

Abstract : This thesis attempts to determine the different issues involved in the implementation of *buen vivir* in Ecuador. This notion refers to a state of subjective, holistic well-being that integrates a balanced relationship between man and nature. *Buen vivir* is characterized by its polysemy, which complicates its readability but allows the exploration of certain limits of the different schools of economic thought to which it refers. Its implementation induces a twofold challenge: the possibility of implementing a more sustainable development and the transformation of the Ecuadorian productive structure. After confronting the governance of *buen vivir* with that of natural resources and the transformation of the productive structure, we will analyze its effectiveness in a multidimensional way through a descriptive data analysis that does not allow us to determine a causal relationship. Nevertheless, it shows an improvement in social indicators financed by the increase in external debt and limited diversification of the productive structure. We complete our study with a qualitative analysis based on 40 interviews conducted with key stakeholders in the implementation of *buen vivir*. These interviews are processed through a mixed approach of manual and software-assisted content analysis using *Iramuteq*. The polysemy of *buen vivir* is more contrasted, with stakeholders preferring the original approach to characterize it. Public policies are generally perceived as ineffective, highlighting the failures of emblematic projects. The issues defined by the stakeholders are of four types: structural change and public debt, education for *buen vivir*, the political economy of transition, and the conceptual challenge of defining multicultural development.

Keywords : *Buen vivir*, Structural Change, Governance

GREThA UMR CNRS 5113 – Université de Bordeaux

[Avenue Léon Duguit, 33608 Pessac Cedex]

Remerciements

Quel exercice complexe que de montrer sa reconnaissance, de déterminer les personnes ayant contribué de près ou de loin à l'élaboration de cette thèse.

Mes premiers remerciements sont destinés aux membres de mon jury. Je remercie *Franck-Dominique Vivien* et *Bruno Boidin*, d'avoir accepté d'en être les rapporteurs avec le travail préalable que cela implique. Je remercie *Jérôme Ballet*, *Catherine Figuière* et *Éric Rougier*, pour l'examen de ce travail de recherche et la participation au jury de soutenance.

J'aimerais remercier mon directeur de thèse, *Éric Berr*, pour m'avoir accompagnée durant ces cinq années. Il a su se montrer à l'écoute, face à mes doutes, mes explorations parfois orthodoxes et mes incertitudes. J'aimerais saluer sa patience, en mémoire de toutes ces deadlines non-respectées.

Je remercie également le GREThA, l'École doctorale EES et l'Institut des Amériques pour leur soutien matériel et leur contribution au financement de mes déplacements en Équateur. Je remercie également l'Université Andine Simón Bolívar qui m'a accueillie durant mon séjour de recherche, et plus particulièrement Michel Levi, qui a accepté d'en être le tuteur.

Je remercie chaleureusement, ceux et celles ayant permis à la fois le financement de cette thèse mais ayant également contribué à la consolidation de mes aspirations. En premier lieu, je remercie les membres de l'Espace Orientation Carrière, *Martine Cogné*, *Jean-Luc Nabat*, *Marie Maurel*, *Stéphanie Briant* et *Claire Girault*, qui m'ont donnée l'opportunité de réfléchir la question de l'orientation et de l'insertion professionnelle, d'accéder aux aspirations et souhaits d'orientation des étudiant·e·s, et d'avoir un espace de travail chaleureux et bienveillant. Je remercie plus particulièrement *Audrey Richard*, pour toutes ces conversations riches en suggestions culturelles et pour ses conseils si précieux. En second lieu, je remercie les chargés de cours avec qui j'ai eu la chance de travailler, *Frédéric Poulon*, *Marc-Alexandre Sénégas* et *François Combarous* pour leur confiance, les connaissances et techniques pédagogiques tirées de ces expériences, et leur manière, particulièrement éloquente, de raconter la science économique.

Je remercie également les membres de l'équipe développement, *Antoine Bouët*, *Tanguy Bernard*, *Clément Matthieu*, *André Meunié*, pour vos conseils et soutiens. Je tiens à remercier

plus spécifiquement *Claire Gondard-Delcroix*, pour avoir accepté de faire partie de mon comité de suivi de thèse, pour ses relectures, ses précieux conseils et pour avoir été à l'écoute de mes questions et mes inquiétudes.

Je tenais à remercier les doctorant·e·s, qui ont fait du laboratoire, un espace d'échanges, de débats plus ou moins fructueux et de convivialité. J'aimerais remercier plus particulièrement les doctorant·e·s ayant séjourné en D317 sur une plus ou moins longue durée. Symboliquement, ce bureau marque mon expérience de thèse tout comme il témoigne du passage de plusieurs générations de doctorant·e·s. *Pauline, Tsiry, Nicolas, Marjorie, Tomi, Valentina, Riana, Damien, Marine, Jeanne, Jérémy, Laura*, ont contribué à faire de ce lieu, un espace réellement chaleureux et bienveillant en dépit de ses défauts logistiques. Sensiblement pour les mêmes raisons, je remercie *Suneha, Thibaud, Louis, Léo, Erwan, Dan, Élodie, Diane, Arnaud, Sébastien et Lionel*.

Je remercie plus spécifiquement mes compagnes de voyage, *Valentina*, qui a été particulièrement à l'écoute, présente et avec qui j'ai partagé d'innombrables recettes de cuisine à 11h30, son arrivée dans le bureau a été une grande chance pour moi. Je remercie également *Lucie*, pour son incroyable générosité, son enthousiasme et ces petites attentions qui égayaient une journée de travail. Je remercie *Pauline*, toujours fidèle au poste, ses conseils, ses relectures, sa réactivité ont été une aide extrêmement précieuse.

J'aimerais remercier également ceux avec qui j'ai commencé cette aventure et qui depuis le master ont fortement contribué à enjoliver mon quotidien, *Marjorie*, par ses précieux mets, ses conseils, son édition de la *Bassillac Summer School* qui restera dans les annales et *Hamza*, par sa curiosité, sa tolérance et ces riches conversations permises grâce à sa volonté incompréhensible de boire le café lorsqu'il est froid. Un grand merci à *Tomi*, qui a été d'une aide précieuse en plus d'avoir cette joie de vivre particulièrement communicative. Je te dois beaucoup et la fin de notre collocation professionnelle m'attriste particulièrement, en dépit du temps gagné à ne plus répondre aux questions d'ordre administratif.

Je remercie *Mathilde*, pour le soutien moral et l'aide incroyable qu'elle a pu me donner. Le travail fourni pour les entretiens et les retranscriptions a fortement contribué à la qualité de cette thèse. Je ne la remercierai jamais assez pour tout ce qu'elle a fait durant ces cinq années.

Je remercie plus globalement mes amies de toujours, *Laura, Mélissa, Claire, Julie, Lucie, Jany et Nadège* pour votre énergie, votre soutien, vos râleries, votre humour et votre réconfort. Notre amitié constitue un réel refuge.

Je remercie le clan *Vos, Sylvia, Berry, Eva et Ilse*, pour votre écoute, votre soutien dépassant les frontières et les séjours, hors du temps, que vous avez pu m'offrir.

Je remercie mon frère, *Michaël*, pour son humour répétitif et son soutien, ma sœur, *Delphine*, pour sa détermination inspirante, *Anne*, pour ses encouragements et ses petites intentions, et *Patrice, Maria, Simone, Christophe, mon petit frère Paul et ma petite sœur Valéria* pour leurs marques de soutien. J'aimerais témoigner ici ma profonde gratitude envers mon père, *Jean-Claude*, pour son soutien et pour les enseignements qu'il m'a transmis. Il est difficile de trouver les mots justes qui me permettraient d'exprimer ma reconnaissance. J'espère l'avoir rendu fier et, d'une certaine manière, lui montrer, que ses mots, ses encouragements et les parenthèses bergeracoises m'ont permis de mener à bien ce projet.

Enfin, je remercie *Robin*, qui a été mon premier soutien. Tu as accueilli mes doutes et mes sautes d'humeur, tu m'as aidée à les discipliner par ton raisonnement cartésien et ton amour. Ta rigueur, ta curiosité, ta quête de la *Vérité*, tes convictions, ta rhétorique ont donné lieux à des débats, plus ou moins enflammés, mais dont je tire des enseignements, de la motivation et de l'admiration. Vois, en ces mots, le témoignage d'une profonde et sincère reconnaissance.

J'aimerais dédier ce travail à ma mère, *Chantal*, dont le souvenir de ses étreintes a été source de réconfort. Son soutien et son amour ont été si forts et si marquants qu'ils m'accompagnent encore aujourd'hui.

Sommaire

Sommaire	9
Introduction générale.....	11
Chapitre 1 : Les trois approches du <i>buen vivir</i>	17
1. L'approche culturaliste.....	19
2. L'approche écologiste	23
3. L'approche sociale-étatiste, l'État comme garant de la satisfaction des besoins fondamentaux	38
4. Conclusion du chapitre.....	51
Chapitre 2 : La gouvernance des ressources naturelles et de la transformation de la structure productive en Équateur (2007-2017)	53
1. Ressources naturelles, institutions et <i>buen vivir</i>	54
2. Impulser le changement structurel	76
3. Conclusion du chapitre.....	102
Chapitre 3 : Évaluation des politiques publiques du <i>buen vivir</i> (2007-2017).....	105
1. Les droits au <i>buen vivir</i> : quelles avancées ?	105
2. Indicateurs macroéconomiques	133
3. Conclusion du chapitre.....	152
Chapitre 4 : La mise en œuvre du <i>buen vivir</i> et ses enjeux : une analyse de discours des parties prenantes	155
1. Choix du cadre d'analyse	156
2. Méthodologie d'analyse	167
3. Résultats	174
4. Conclusion du chapitre.....	206
Conclusion générale	209
BIBLIOGRAPHIE	213
ANNEXES.....	239

Liste des tableaux	249
Liste des figures	251
Liste des acronymes	253
Table des matières	255

Introduction générale

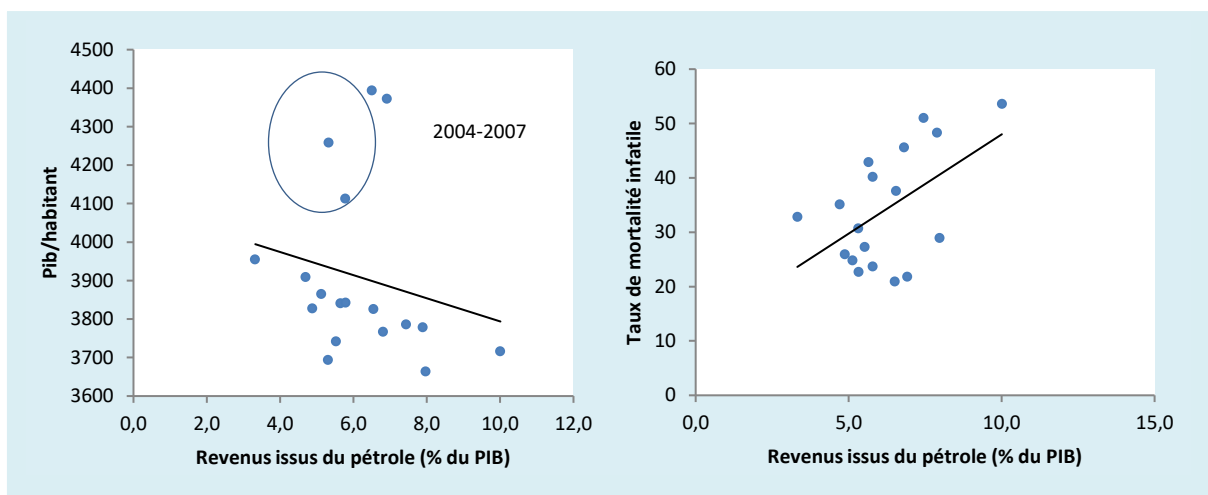
« Ce que nous appelons la terre est un élément de la nature qui est inextricablement entrelacé avec les institutions de l'homme. La plus étrange de toutes les entreprises de nos ancêtres a peut-être été de l'isoler et d'en former un marché. » (Polanyi, 1983 [1944] : 253). Parmi les différents arguments développés par Karl Polanyi, on remarque une critique du capitalisme agricole qui, par le biais du libre-échange, permettrait le développement d'un lien de subordination des populations paysannes aux populations industrielles et dans une plus large mesure, des populations colonisées aux populations colonisatrices. Des décennies plus tard, cette division internationale du travail ne saurait être remise en cause. Son maintien induit celui des écarts de développement entre les pays aux systèmes économiques spécialisés dans les exportations de matières premières et ceux portés par le secteur industriel et par des biens plus sophistiqués. À l'heure actuelle, aux enjeux sociaux de développement qu'impliquent ces inégalités s'ajoute l'impérative prise en compte de l'urgence climatique. À nouveau, la réponse apportée aux enjeux environnementaux repose sur le marché. C'est au croisement de ces différentes problématiques que se positionne le *buen vivir*.

À l'origine, le *buen vivir* est la traduction d'un terme utilisé par les communautés sud-américaines pour exprimer un sentiment de bonheur immatériel et repose sur une forme d'équilibre entre les différentes composantes d'une société et l'environnement naturel. Son usage s'est démocratisé au cours des trois dernières décennies, notamment suite aux mouvements sociaux indigènes, particulièrement importants en Équateur et en Bolivie. Ils sont principalement portés par deux revendications qui sont la reconnaissance institutionnelle de la diversité culturelle et la gouvernance des terres indigènes (García, 2007). Ce mouvement a pris de plus en plus d'ampleur, mettant en cause une idée plus globale qui est celle du développement et des politiques qui lui sont liées. Le développement est discuté conceptuellement ; le mouvement cherche à redéfinir le progrès et le bien-être en y intégrant une dimension subjective et immatérielle. Et, d'après le mouvement, le développement tel qu'il a été pensé n'a pas permis une amélioration notable des conditions de vie et ses externalités négatives sur l'environnement exacerbent les inquiétudes. Le *buen vivir* devient

une proposition politique qui veille à redéfinir les liens entre la société et la Nature et qui induit une remise en cause du système économique porté par l'exportation des ressources naturelles qui maintient les inégalités entre les individus et s'avère néfaste pour la préservation de la biodiversité. En Équateur, le *buen vivir* est institutionnalisé, en 2007, par l'accession au pouvoir de Rafael Correa, le candidat d'*Alianza País*, ouvrant la voie à une *Révolution Citoyenne* et donnant lieu à la rédaction de la nouvelle Constitution par une assemblée citoyenne, votée en 2008. La Nature devient sujet de droit en Équateur. Le caractère normatif de ces droits est discutable mais ils traduisent une certaine volonté de reconsidérer la coévolution des systèmes sociaux et naturels, pour reprendre la terminologie utilisée par Norgaard (1992). Ils nous invitent à mieux appréhender les interactions entre les sociétés et l'environnement naturel, d'une part en valorisant les apports subjectifs de la nature sur les individus ; d'autre part, en lui attribuant une valeur intrinsèque qui motiverait sa préservation à des fins biocentriques et de précaution. Ces éléments induisent une remise en cause de la commensurabilité et de la « mercantilisation » des ressources et du rôle du marché comme agent régulateur.

Cependant, le système économique équatorien est dépendant d'un régime de croissance porté par les exportations des matières premières, en premier lieu le pétrole brut. La présence de cette rente rend plus complexe le processus de diversification de la structure productive et n'est pas nécessairement associée à de meilleurs indicateurs sociaux. La forte variabilité des rentrées financières vient notamment fragiliser l'investissement public. La figure 0.1. souligne les années pour lesquelles la part des revenus pétroliers relativement à la richesse totale équatorienne est la plus élevée sont celles où les niveaux de PIB/habitant sont les plus faibles et les niveaux de mortalité infantile les plus élevés. Ainsi, non seulement la division internationale du travail induit des politiques d'extraction de ressources naturelles, parfois non-renouvelables, à destination des pays industrialisés, mais, en outre, les bénéfices tirés de cette répartition entretiennent la dynamique de pauvreté et d'inégalité.

Figure 0.1. Niveaux de PIB/habitant et du taux de mortalité infantile selon la part des revenus tirés de l'exploitation pétrolière (Équateur ; 1990 - 2007)



Source : CEPAL – CEPALSTAT. Traitement : Autrice

Ainsi, la mise en œuvre du *buen vivir* induit deux problématiques. En premier lieu, elle met en cause les mécanismes traditionnels de régulation des enjeux environnementaux en abordant un degré de soutenabilité allant au-delà de la dichotomie faible/forte proposée par la littérature. En second lieu, elle vient confronter les enjeux de la sortie de l'extractivisme pétrolier aux enjeux de soutenabilité sociale, environnementale et culturelle. En définissant une structure institutionnelle cherchant à redéfinir le système économique à des fins sociales et au regard des contraintes naturelles, le *buen vivir* propose le ré-encastrement de la sphère économique dans la sphère sociale, et de cet ensemble dans la sphère naturelle pour reprendre l'architecture proposée par René Passet (1979).

Ce travail de thèse cherche à identifier les enjeux rencontrés lors de la mise en œuvre du *buen vivir* en Équateur. Il suppose préalablement d'identifier la manière avec laquelle le *buen vivir* va discuter les cadres d'analyse et les recommandations politiques de la science économique. Il s'agit également d'analyser spécifiquement la confrontation entre la gouvernance des ressources naturelles et celle de la transformation de la structure productive et d'évaluer leur efficacité.

Notre travail s'inscrit dans une démarche éminemment institutionnelle. En premier lieu, car le *buen vivir* est un projet politique, dont les contours représentent le fruit d'un compromis social et dont la réalisation a été confrontée aux enjeux locaux, nationaux et internationaux. En second lieu, car le politique doit être vu comme « un espace de médiation ou d'arbitrage entre des demandes sociales contradictoires, qui permet la régulation (au sens d'une

stabilisation temporaire) des conflits » (Douai et Vivien, 2009 : 151). L'efficacité des politiques publiques qui en découle ne saurait être mesurée sans la prise en compte du contrat social, de la coordination des différentes instances de gouvernance et des intérêts, en conflits, des différentes classes sociales aux niveaux de pouvoirs distincts.

Notre approche est également systémique. À l'origine, le *buen vivir* est la traduction de la notion de *Sumak Kawsay* qui spécifie un état de bonheur, de plénitude et d'équilibre. Toutes les relations, que ce soit avec l'environnement naturel et les autres membres d'une communauté, sont réciproques et complémentaires. Ainsi, plusieurs éléments nous amènent à considérer le *buen vivir* dans une perspective holistique. D'une part, car le *buen vivir* illustre l'équilibre de sous-systèmes ; il ne peut être étudié à l'échelle de l'action individuelle. D'autre part, le *buen vivir* véhicule une historicité et une spécificité socioculturelle susceptible de structurer les différents systèmes institutionnels. Étudier le *buen vivir* exige l'analyse de ses interférences sur les dimensions que recouvrent le projet politique.

Au regard de ces éléments, ce travail de thèse repose sur une approche pluridisciplinaire mobilisant des travaux académiques issus de l'économie, de la sociologie, de la science politique et de l'anthropologie. Il s'inscrit dans la continuité des travaux de la socioéconomie écologique dont l'objet d'étude repose sur la détermination des normes d'action, dans une perspective systémique et institutionnelle (Boidin et Zuindeau, 2006).

Le **premier chapitre** décrit les trois approches du *buen vivir*. Les principes qui les composent viennent discuter la pertinence de certains cadres d'analyse en science économique. Nous comparerons les recommandations politiques des trois visions aux différentes propositions issues de courants de la science économique, en économie du développement et de l'environnement.

Le **second chapitre** aborde la gouvernance des enjeux majeurs de la transition, celle des ressources naturelles et de la transformation productive. Nous analyserons les politiques publiques mises en œuvre sur la période au prisme des travaux économiques évaluant les différents types de gouvernance. Nous compléterons ce point en explorant les travaux qui analysent spécifiquement la gouvernance des ressources naturelles équatorienne et qui reposent particulièrement sur l'étude des conflits socio-environnementaux.

Le **troisième chapitre** propose une première évaluation des politiques publiques sur la période. Faute de données, elle repose principalement sur l'analyse de statistiques descriptive

ne permettant pas la définition de relations causales. L'efficacité des politiques publiques sera mesurée au prisme de l'évolution des indicateurs sociaux mesurant les différentes composantes du *buen vivir* mais également au regard de l'évolution de la structure productive.

Le **quatrième chapitre** vient compléter notre analyse quantitative en explorant les représentations sociales des parties prenantes du *buen vivir*. Les trois chapitres précédents révèlent des difficultés institutionnelles de la transition: difficulté de coordination, ingérence des acteurs transnationaux, conflits sociaux, manque de lisibilité des politiques publiques. Afin de mieux appréhender l'environnement institutionnel du *buen vivir* nous avons mobilisé une méthodologie originale issue d'autres disciplines.

Chapitre 1 : Les trois approches du *buen vivir*

Inspiré de la culture des communautés autochtones sud-américaines, le *buen vivir* est une notion plurielle sujette à de multiples interprétations. La littérature détermine trois approches du *buen vivir* dont les caractéristiques sont regroupées dans le tableau 1.1. présenté ci-dessous.

Tableau 1.1. Les trois approches du buen vivir

	Indigène/Culturaliste	Écologiste/post-développementaliste	Sociale-étatiste/éco-marxiste
Epistémologie	Cosmovision ancestrale andine et amazonienne	Post-moderne	Moderne
Terminologie	Sumak kawsay Bien coexister	<i>Buen vivir</i>	<i>Buen vivir</i> Bien-être Développement humain
Priorités	Cosmovision andine (identité et spiritualité) Autogestion des communautés Autonomie	Préservation de la nature Émancipation sociale localisée	Rétablissement de l'Etat Équité et justice sociale
Nature	Communauté de vie élargie	Biocentrisme Soutenabilité forte	Soutenabilité (faible) pragmatique / tactique
Relation avec développement	Alternative au développement	Alternative au développement	Néo-développementalisme
Principal agent	Peuples et les nationalités	Société	État
Stratégies	(Re)Construction communautaire	Post-extractivisme Transitions participative et collective	Transformation de la matrice productive Accumulation endogène Gestion publique

Source : Villalba-Eguiluz et Etxano (2017 : 3)

L'approche indigène/culturaliste est la vision originelle, centrée sur la notion de *Sumak Kawsay*, et décrit l'ensemble des principes qui structurent les modes de vie indigènes sud-américains. Sa mise en œuvre est régie par la communauté et s'applique à l'échelle communautaire. Elle repose sur une organisation socioéconomique collective à petite échelle, incompatible avec le *développement* défini dans cette littérature comme un processus d'accumulation illimitée privilégiant une approche matérialiste du bonheur. L'approche écologiste représente une première tentative d'élargissement de l'approche culturaliste à une échelle nationale intégrant les enjeux environnementaux contemporains. Il s'agit de

considérer les spécificités des communautés indigènes et de proposer un ensemble de politiques publiques nationales régies par la démocratie participative, capable de prendre en compte la diversité culturelle et respectueux de l'environnement. Être en capacité de considérer l'ensemble des modes de vie possibles implique nécessairement de soutenir une vision biocentrique des enjeux environnementaux car les communautés attribuent une valeur intrinsèque à la Nature. L'approche écologiste est sensiblement proche de deux littératures en économie du développement et de l'environnement : l'approche par les *capabilités* et la décroissance. Ce sont deux champs de la littérature qui s'établissent sur deux niveaux d'analyse différents, individuelle/communautaire et nationale respectivement. Enfin, l'approche sociale/étatiste est une autre traduction du *Sumak Kawsay* et illustre les politiques publiques du *buen vivir* mises en place dès 2007. Contrairement aux deux autres approches, elle ne discute pas le concept de développement mais se concentre sur la remise en cause des moyens qui ont été mobilisés pour l'atteindre. Elle cible particulièrement les politiques d'ajustement structurel et néolibérales qui privilégient les logiques de marché à l'intervention de l'État. Ainsi, l'approche sociale-étatiste représente une restauration de l'État comme principal agent et défend des politiques de développement inclusives, notamment via la modification de la structure productive équatorienne. Le fil conducteur des politiques du *buen vivir* repose sur l'amélioration de la soutenabilité multidimensionnelle de la structure productive : réduire les inégalités socioéconomiques et les externalités négatives environnementales et déterminer un système économique créateur de valeur ajoutée. Les auteurs attribuent un principe de soutenabilité *faible* aux politiques du *buen vivir*, qui, au regard des plans de planification est discutable.

Le premier enjeu de cette thèse repose sur la délimitation théorique du *buen vivir* et de ses approches. Nous proposons dans ce chapitre une revue de la littérature détaillée étudiant les apports du concept andin au sein de l'économie du développement et de l'environnement et aux niveaux microéconomique et macroéconomique. Ce chapitre est composé de trois sections, chacune présentant les caractéristiques des trois approches et leurs ressemblances avec les sous-champs de la science économique dont ils sont sensiblement proches.

1. L'approche culturaliste

L'approche culturaliste bouscule certains fondements de la science économique en discutant les relations et les motivations de l'action individuelle. Nous présenterons les principes du *sumak kawsay* : relationnalité, réciprocité et complémentarité. Nous analyserons ensuite comment ces derniers remettent en question la manière d'appréhender le bien-être et l'action individuelle en science économique.

1.1. Les principes du *Sumak Kawsay*

Le *buen vivir* – *sumak kawsay* en quechua – reflète la cosmovision andine, que l'on peut traduire comme une matrice des pratiques culturelles qui structure la manière de voir le monde des communautés autochtones en Équateur (SENPLADES, 2009 ; Le Quang et Vercoutère, 2013). Il est nécessaire d'appréhender cette cosmovision comme bien distincte de la cosmovision occidentale. À titre illustratif, les communautés indigènes n'appréhendent pas les concepts de « pauvreté » ou de « développement », ces derniers n'ont pas de traduction ou d'équivalent (Viteri-Gualinga, 2002 ; Walsh 2010 ; Villalba, 2013). Le développement ne peut être considéré dans la mesure ou la pensée andine ne conçoit pas le temps de la même manière que la pensée occidentale, *être développé* induit la situation préalable de *pré(sous)-développement*, une situation impensable pour les communautés indigènes (Villalba, 2013). Par ailleurs, la manière d'appréhender la Nature est bien distincte de la pensée occidentale. Vue comme la Terre-Mère, elle intègre une très forte portée symbolique et spirituelle (Le Quang et Vercoutère, 2013). De ce fait, l'étude du bonheur dans ce cas de figure se doit d'être adaptée à ces codes et pratiques culturels. Selon Etxano et Villalba (2017), cette cosmovision repose sur trois principes : *relationnalité*¹, réciprocité et complémentarité. Nous nous concentrerons sur ces trois axes pour discuter le concept autochtone.

La relationnalité ne connaît pas de réelle définition en français mais peut être vue comme le fait que cet ensemble – les individus, les communautés et la Nature – est constitué d'une multitude de relations. Ainsi, l'individu n'est pas considéré, il faut privilégier la relation, « un individu isolé est une abstraction » (Manosalvas, 2014 : 113). En réalisant une revue de la littérature, Margarita Manosalvas (2014) tente de comprendre les origines et les différentes interprétations du Sumak Kawsay. Elle souligne que pour certains, il est nécessaire de

¹ Traduction du terme espagnol *relacionalidad*.

comprendre le *buen vivir* comme un ensemble de relations entre les individus mais également entre le « monde physique et métaphysique » (Manosalvas, 2014 : 113). Elle ajoute que la « substance – l'être » ne représenterait pas le cœur de la pensée andine, contrairement à la relation (Manosalvas, 2014). L'individualité ne constitue pas le moteur de l'action de ces communautés, elle se réalise différemment : « la communauté est conçue comme une unité de vie composée de toutes les formes d'existence, et non comme une simple structure sociale composée uniquement d'êtres humains. La communauté n'implique pas un manque d'individualité, puisque l'individualité s'exprime par la complémentarité avec les autres êtres du groupe.» (Villalba, 2013 : 1430). Par ailleurs, la notion de *relationnalité* est liée à celle de convivialité et au *bien convivre* souligné dans le tableau 1.1.. En reprenant les travaux de Illich (2003), Le Quang et Vercoutere (2013) opposent la relation *industrielle* à la relation *conviviale*. La première est définie comme « un réflexe conditionné, une réponse spontanée de l'individu aux messages émis par un utilisateur différent, qu'il ne connaîtra jamais ou par un moyen artificiel, ne comprendra jamais » (Le Quang et Vercoutere, 2013 : 15). Cette dernière traduit alors des relations unilatérales, parcellisées et pouvant reposer sur une forme d'opacité. Elle exige notamment un intérêt économique et matériel. La relation conviviale suggère quant à elle « le produit de personnes qui participent dans la création de la vie sociale ». Plus inclusive et participative, elle serait le moyen de passer d'une valeur technique à une valeur éthique. À travers la définition de la relationnalité, il doit être considéré également que ce principe s'applique à l'ensemble des espèces, « alors que l'ontologie moderne est double, créant une division entre la nature et la société, l'ontologie des peuples indigènes est relationnelle, la distinction est donc moins nette » (Villalba, 2013 : 1430).

Le principe de réciprocité est illustré par une forme d'équité induit par les relations de convivialité, comprenant les échanges de biens, services et savoirs effectués entre les individus et les communautés (Farah et Vasopollo, 2011). La réciprocité influe également sur le rapport au travail ; elle représente une incitation pour les individus (Villalba, 2013) Au sein de la littérature, cette notion de réciprocité va de pair avec celle de proximité. On peut également parler d'économie de réciprocité en opposition à l'économie de marché. Il s'agit d'avoir des échanges équitables entre les acteurs et non des relations d'exploitation ou de domination l'un vis-à-vis de l'autre (Huanacuni, 2010). L'injustice et l'inégalité ne sont pas concevables.

Ensuite, la notion de complémentarité vient préciser que l'atteinte du *buen vivir* est permise par la complémentarité qui existe entre les différents acteurs : individus –

communautés – Nature (Huanacuni, 2010 ; Medina, 2011 ; Puente, 2011). Cette complémentarité est la traduction d'un équilibre à atteindre entre les rôles et fonctions de chacun en intégrant leurs spécificités. Nous pouvons synthétiser ces éléments en affirmant que ces trois principes sont liés à la perception de l'Univers des communautés autochtones qui serait vu comme un Tout dans lequel tous les acteurs sont en relation avec les autres, avec leur communauté et avec leur environnement naturel. Ces relations sont complémentaires et réciproques, chaque acteur détient un rôle permettant, à une échelle plus agrégée, un équilibre (Guardiola et al., 2014).

1.2. Les implications du Sumak Kawsay sur la définition du bien-être

Au regard de ces éléments, l'étude du bien-être d'un membre d'une communauté implique plusieurs précautions. Premièrement, il est nécessaire de penser la relation que l'individu détient avec son entourage, sa communauté et son environnement naturel. Comme le souligne Guardiola et Garcia-Quero (2014), la communauté prime sur l'individu et par extension, le bien-être de la communauté prime sur celui de l'individu. Sans définir une hiérarchie stricte entre le bien-être individuel et collectif, le bonheur d'un individu ne peut pas être vu exclusivement à l'échelle individuelle. Cette relation peut être une relation d'échange, le principe de réciprocité implique, dès lors, que les répercussions des actions d'un individu sur son entourage sont à prendre en compte pour l'étude de son bien-être.

Deuxièmement, ces différents principes conduisent les auteurs de cette littérature à envisager le *buen vivir* au prisme du holisme méthodologique « pour lequel le « tout » (la société) est irréductible aux parties ("les individus") qui la composent » (Corcuff, 2011 : 11). L'importance des relations et des complémentarités entre les individus et les communautés nous invite à tendre vers l'idée que le « tout » représente davantage que la somme des comportements individuels. De manière générale, les relations dans les communautés autochtones impliquent une multitude d'interdépendances faisant que la parcellisation d'une problématique au niveau individuel ou sur un thème très spécifique est complexe. De plus, penser à travers l'holisme méthodologique la notion du bien-être nous invite à penser cette dernière comme un concept multidimensionnel et touchant à des aspects quantitatifs comme qualitatifs. Le *buen vivir* est souvent décrit comme « un état de plénitude » (Huanacuni, 2010 : 24), « un principe de vie, de plénitude » (Vanhulst et Beling, 2013 : 44) sans préciser les éléments qui l'atteignent. On retrouve ainsi cette méthode d'analyse, c'est-à-dire

holistique, pour la notion équivalente au bien-être. Cet état de plénitude détient une multitude d'éléments explicatifs multidimensionnels : économique, social, environnemental, culturel et politique (Guardiola et Garcia-Quero, 2014). Il est admis qu'il n'existe pas de hiérarchie entre ces dimensions. La dimension économique n'est pas plus importante que les autres, et l'on ne peut pas traiter l'économique de manière stricte sans prendre en compte ses répercussions sur les autres dimensions.

Troisièmement, comme le souligne Fernando Huanacuni, il faut distinguer « *vivir mejor* – vivre mieux » et « *vivir bien* – vivre bien » (Huanacuni, 2010 ; Villalba, 2013). Selon lui, le premier propose quelque chose d'illimité et d'insatiable contrairement au second qui se traduirait par le fait de vivre en harmonie avec son environnement. Par le biais du principe de réciprocité et en intégrant le fait que l'environnement représente un ensemble d'êtres vivants ayant la même importance que les êtres humains, le *buen vivir* discute l'importance de la consommation et du progrès illimité dans l'appréciation du bien-être. Cet élément implique d'autres. D'une part, cette consommation insatiable peut avoir des effets contraires sur le bien-être, dans la mesure où elle implique des répercussions négatives sur l'environnement par le biais de l'épuisement des ressources naturelles. Il est nécessaire de voir cette remarque au prisme de la forte portée symbolique que peut avoir la Nature dans ces communautés. D'autre part, cela implique que la consommation et le revenu ne sont pas adéquats pour étudier le bien-être au sein de ces communautés.

Plus globalement, Villalba (2013) réalise une synthèse des enjeux de l'approche culturaliste, au regard de ses différences avec la dynamique de la globalisation² :

- La vision communautaire des communautés indigènes, qui contraste avec la logique individualiste contemporaine.
- L'appréciation de l'environnement naturel dont les communautés ne se désolidarisent pas. La Nature fait partie de la communauté et ne peut être « exploitée ».
- Un système politique axé sur le consensus à l'échelle communautaire plutôt que sur le vote majoritaire qui régit les systèmes démocratiques.
- « Bien vivre » plutôt que « vivre mieux », il s'agit de considérer davantage la suffisance plutôt que l'accumulation.

² Cette synthèse est similaire aux conclusions établies par Houtard (2011).

- Le travail repose sur la notion de *reciprocité* et s'inscrit ainsi dans une logique communautaire. Il est détaché des questions matérielles et privilégie l'épanouissement et la participation à la vie de la communauté.
- La décolonisation des pratiques culturelles qui implique une plus grande part de spiritualité et de subjectivité dans les rapports sociaux.

En résumé, l'enjeu théorique ici est de prendre en considération ces éléments dans cette contextualisation théorique qui, a priori, peuvent être difficilement appréhendables par la science économique. Cette section souligne le décalage existant entre les principes du *sumak kawsay* et ceux de la science économique. L'approche culturaliste discute la manière d'appréhender les relations d'échange, les déterminants du bien-être et les motivations de l'action individuelle. Ces éléments nous invitent à mobiliser un cadre d'analyse permettant l'appréciation de la singularité émanant de cette approche. Il ne s'agit pas de penser le *buen vivir* uniquement au prisme de cette vision, mais d'affirmer qu'elle est à l'origine de sa démocratisation et qu'elle est associée à des attentes spécifiques d'une tranche de la population équatorienne.

2. L'approche écologiste

L'approche écologiste représente la première proposition de généralisation de l'approche culturaliste. Elle est considérée comme étant « en construction », finalisée au gré des concertations publiques (Gudynas, 2011a ; Acosta, 2014 ; Hidalgo-Capitán et Cubillo-Guevara, 2014). Elle représente alors « une plate-forme politique, interprétable à partir de diverses traditions, de positions variées et spécifiques ; un lieu où une critique du développement serait partagée et où des alternatives à ce dernier seraient pensées » (Le Quang et Vercoutere, 2013 : 29). En dépit de l'absence de propositions politiques tangibles, elle repose sur deux postulats. En premier lieu, elle marque la volonté de s'extraire des logiques *développementalistes* dans une perspective polanyienne de *Grande Transformation* (Beling et al., 2018). En second lieu, elle établit un pont entre la pensée andine et le monde globalisé, *une perspective « globale »* des enjeux socio-environnementaux actuels (Beling et al., 2018).

Celle-ci reconnaît la diversité culturelle sud-américaine et veille à déterminer un cadre sociopolitique et un système économique capable de l’appréhender.

2.1. *Buen vivir* et les approches post-développementalistes du développement

Après avoir présentée la proposition post-développementaliste de l’approche écologiste, nous présentons les principales ressemblances du *buen vivir* avec la décroissance.

2.1.1. *Une approche post-développementaliste et biocentrique*

Comme le souligne le tableau 1.1. présenté dans l’introduction de ce chapitre, l’approche écologiste s’inscrit dans une démarche post-moderne et post-développementaliste. Elle défend la nécessaire rupture avec *l’ontologie moderne* qui repose sur « la linéarité, l’individualisme, l’anthropocentrisme, l’expansionnisme, la rationalité instrumentale, etc. et pose les principes de circularité, relationnalité, biocentrisme, holisme et d’une rationalité environnementale » (Beling et al., 2018 : 309). Ces *grandes transformations*, que constituent les approches post-développementalistes, révèlent la critique de pathologies sociales : « [...] en dépit du fait qu’elles [les approches post-développementalistes] émanent généralement de groupes traditionnellement marginalisés (souvent des majorités plutôt que des minorités au sein de la population), leur critique ne se limite pas aux questions de justice sociale, mais vise également à dénoncer des pathologies sociales. Ou, plus précisément : leur critique de l’injustice sociale est ancrée dans une critique des pathologies sociales » (Beling et al., 2018 : 307). Les propositions post-développementalistes, dont le *buen vivir* fait partie, discutent les politiques de croissance en soulignant que leur universalisation n’est pas soutenable, qu’elles se sont « avérées irréalisables » et n’ont pas contribué à l’atteinte d’un niveau de bonheur significatif (Alexander et Rutherford, 2014).

Cette perspective n’empêche pas l’influence de courants pré-modernes (traditions et savoirs ancestraux) et modernes (socialisme) (Hidalgo-Capitán et Cubillo-Guevara, 2014). Influencée par les mouvements sociaux indigènes, l’approche écologiste cherche à considérer l’ensemble des préoccupations socio-environnementales contemporaines. Le Quang et Vercoutere (2013) précisent que l’approche écologiste ne relève pas d’une instrumentalisation des communautés autochtones. Elle s’inscrit davantage dans un souci de considérer l’ensemble des acteurs préoccupés par des problématiques communes. D’après Le Quang et

Vercoutere (2013), l'approche écologiste se distingue de l'approche culturaliste sur deux points principaux. En premier lieu, la lutte pour la défense de l'environnement structure l'approche écologiste alors que pour les communautés indigènes, elles relèvent davantage d'un apprentissage, au fil du temps, au fil des luttes environnementales locales. Ce sont davantage les traditions, comme nous avons pu le voir à la section précédente, qui structurent les modes de vie des communautés. En second lieu, les critiques du capitalisme ne sont pas de même nature. Les communautés indigènes vont se concentrer sur les différences culturelles entre leurs traditions et les modes de vies occidentaux. De leur côté, les écologistes vont davantage dénoncer les externalités négatives du capitalisme sur l'environnement (Le Quang et Vercoutère, 2013).

En soulignant les limites du capitalisme sur les questions environnementales en découle la volonté de s'extraire des logiques développementalistes (Gudynas, 2011a ; Le Quang et Vercoutere, 2013 ; Acosta, 2014 ; Hidalgo-Capitán et Cubillo-Guevara, 2014). Cette prise de distance avec le *développement* survient face aux limites de cette notion et des politiques publiques qu'elle a induites. Ces limites relèvent à la fois du manque de résultat des politiques de développement en Amérique Latine et de la faible considération des enjeux environnementaux³ (Beling et al., 2018). Le *développement* a conduit les pays d'Amérique Latine à une insertion sur les marchés économiques internationaux via l'exploitation des ressources naturelles sans pour autant permettre une amélioration significative des conditions de vie d'après les auteurs de cette littérature (Le Quang et Vercoutère, 2013). Par ailleurs, d'après les penseurs de ce courant, la notion de *développement* induit celle de l'universel. Le développement repose sur la définition d'un cadre de pensée, de politiques publiques et d'objectifs supposés généralisables (Hidalgo-Capitán et Cubillo-Guevara, 2014). Beling et al. (2018) ajoutent que « le *développement* (ou ce que nous avons choisi d'appeler une sorte d'évolution humaine positive) est une vision unidirectionnelle, mécaniste et réductionniste de la croissance économique. En fin de compte, la conception du "progrès" elle-même, qui soutient l'idéologie du développement, doit être repolitisée » (Beling et al., 2018 : 305). L'approche écologiste tend à redéfinir l'objectif et les politiques publiques à mettre en œuvre.

L'atteinte du *buen vivir*, d'après l'approche écologiste requiert la mise en place d'une vision biocentrique. Plutôt que de considérer les problématiques économiques et socio-environnementales au prisme des intérêts individuels, l'approche biocentrique « souligne la

³ Nous verrons ce point plus amplement dans la section suivante, les arguments mobilisés par l'approche écologiste sont proches de ceux utilisés par le courant de la décroissance.

nécessité de se libérer d'une vision qui soumet la nature au service des ambitions humaines » (Le Quang et Vercoutère, 2013 : 33). Cette vision biocentrique, opposée à l'approche anthropocentrique, impliquerait « la démercantilisation de la nature » ainsi qu'une inversion des interactions entre les systèmes économiques et les systèmes environnementaux. Le système économique ne doit pas structurer les systèmes environnementaux, il doit être régi par les systèmes naturels (Le Quang et Vercoutère, 2013). Ainsi, les Droits de la Nature représentent cette approche biocentrique, en attribuant une valeur intrinsèque à l'environnement naturel.

La sortie de l'extractivisme constitue un élément central de l'approche écologiste. L'exploitation des ressources naturelles relèverait d'un héritage colonial et ce, peu importe la forme qu'elle puisse prendre. On distingue, en Amérique Latine, l'extractivisme et le néo-extractivisme. Alors que le premier est lié aux politiques néolibérales, le second repose sur un contrat tacite permettant l'exploitation des ressources naturelles, en particulier extractives, à condition qu'elle soit dédiée à des fins sociales (réduction des inégalités, financement du système éducatif et de santé, redistribution,...). Pour l'approche écologiste, ces deux formes d'extractivisme ne sont pas soutenables, en plus de ne pas respecter une vision biocentrique. La sortie de l'extractivisme implique la modification profonde de la structure productive qui se ferait via une régulation sociale et étatique des marchés. Elle se traduit par une meilleure décentralisation politique ainsi qu'un processus participatif. Elle implique également une renégociation des accords commerciaux internationaux ainsi qu'une meilleure intégration régionale (Gudynas, 2011b). Tout comme l'approche culturaliste, les écologistes soulignent l'importance du développement des secteurs promouvant des échanges socioéconomiques alternatifs : l'économie sociale et solidaire, l'économie communautaire ; l'économie paysanne (Villalba, 2013).

2.1.2. L'approche écologique, décroissance et développement durable

L'approche écologiste du *buen vivir* se positionne alors dans la littérature de l'économie de l'environnement et de l'économie écologique. Elle constitue une posture radicale reposant sur plusieurs thèses du courant de la décroissance et de la socioéconomie écologique, branche hétérodoxe de l'économie écologique, notamment la proposition post-développementaliste issue des travaux de Joan Martinez-Alier (Spash, 2020). Comme nous l'avons vu plus tôt, ce positionnement résulte de la faiblesse de développement durable à constituer un projet

politique suffisamment à la hauteur des enjeux environnementaux actuels pour ses partisans (Khotari et al., 2014 ; Beling et al., 2018).

Le *buen vivir* présente beaucoup de similitudes avec le courant de la décroissance. À de multiples reprises, l'approche écologiste se réfère à plusieurs figures emblématiques de la décroissance, en particulier Serge Latouche et Joan Martinez-Alier pour les contemporains (Acosta, 2011 ; Thomson, 2011 ; Le Quang et Vercoutere, 2013 ; Acosta 2014 ; Khotari et al., 2014 ; Vanhulst et Beling, 2014 ; Beling et al., 2018). Martinez-Alier et al. (2010) définissent la décroissance comme un courant au carrefour entre l'écologie politique et la critique du développement, tout comme le *buen vivir*. Cette critique du développement s'inscrit à l'échelle microéconomique comme macroéconomique.

À l'échelle individuelle, elle repose essentiellement sur la discussion de la notion de bien-être et sa relation avec la consommation. Ces deux courants se rejoignent dans la critique énoncée plus tôt du principe de non-satiété qui structure la pensée néoclassique (Latouche, 2006 ; Acosta, 2011 ; Le Quang et Vercoutere, 2013 ; Acosta 2014 ; Khotari et al., 2014 ; Vanhulst et Beling, 2014). L'approche écologiste mobilise la distinction établie entre « vivre bien » et « vivre mejor » utilisée par l'approche culturaliste. Le premier suggère une forme de sérénité, de bonheur en adéquation avec son environnement et sans excès alors que le second propose un sentiment qui peut être infini, il est toujours possible de vivre mieux. Cet aspect implique, selon l'auteur, cette volonté d'accumulation de biens et en conséquence une relation de domination avec l'environnement. Produire plus de biens implique d'extraire plus de ressources et de détruire les écosystèmes. Larrea (2013) ajoute qu'il est nécessaire d'accumuler des savoirs pour combler les nécessités plutôt que des biens.

Ce point nous permet d'explorer une autre similitude entre le bien-être décrit au sein de la décroissance et le *buen vivir*. Le rejet du consumérisme est en partie lié à la prise en compte d'éléments sociaux et environnementaux au sein des deux courants. Khotari et al. (2014) recensent l'ensemble des valeurs communes entre les deux courants et qui vont structurer leur définition du bonheur : « l'éthique environnementale [...], une vision holistique du bien-être qui donne la même importance aux éléments non-matériels (incluant la spiritualité) et matériels, l'éthique et la justice, la diversité et le pluralisme, la gouvernance qui repose sur la participation directe, le travail collectif, la solidarité et la réciprocité qui respectent l'individu, la responsabilité, l'intégrité écologique et la résilience [...], la dignité au travail, et la poursuite qualitative du bien-être » (Khotari et al., 2014 : 370). Ainsi, les deux courants

soulignent la nécessité de prendre en compte différemment la question environnementale en laissant place à des éléments subjectifs comme objectifs, d'avoir un autre rapport à l'autre et ainsi une autre organisation, plus horizontale que verticale, permettant une meilleure participation politique.

À l'échelle macroéconomique, les relations théoriques entre le *buen vivir* et la décroissance reposent en partie sur la dénonciation des limites du développement capitaliste. Comme le souligne l'extrait suivant, la décroissance souhaite définir « une société construite sur la qualité plutôt que sur la quantité, sur la coopération plutôt que sur la concurrence [...] [une] humanité libérée de l'économisme dont la justice sociale est l'objectif [...]. La devise de la décroissance vise avant tout à pointer l'objectif insensé de la croissance pour la croissance. La décroissance n'est pas une croissance négative, un concept qui serait contradictoire et absurde» (Latouche, 2006 : 16). Cet extrait est sensiblement proche de l'objectif global du *buen vivir* (Beling et al., 2018). En termes de projet politique, la décroissance propose « une structure sociale différente, de transformer les institutions et les règles actuelles, de promouvoir un équilibre différent de formes de prospérité matérielles et immatérielles : prospérité temporelle, 'biens relationnels' (amitié, voisinage, etc.), non-capitaliste, les formes de production, d'échange et de consommation basées sur la communauté, entre autres, retrouvent une place centrale dans la vie sociale et individuelle face au consumérisme matériel sans entraves aujourd'hui » (Beling et al., 2018 : 307).

On remarque également que les grandes étapes de la construction théorique de la décroissance font écho à des éléments évoqués dans la littérature du *buen vivir*. Dans un premier temps, Martinez-Alier et al. (2010) soulignent que le courant naît en France à la suite des travaux de Jacques Ellul (1988) et Bernard Charbonneau (1969) qui discutaient les notions de Modernité, de technique et le *gigantisme*⁴ créatrices d'aliénation, de productivisme et d'individualisme (Martinez-Alier et al., 2010). Des concepts tout autant discutés dans la littérature du *buen vivir* comme nous l'avons vu dans la section précédente. Par la suite, on observe deux mouvements au sein de la décroissance : écologiste et culturaliste. Le premier souligne les relations d'interdépendance entre la sphère économique et la sphère environnementale et prône l'État stationnaire (Martinez-Alier, et al., 2010 ; Beling et al., 2018). Le second questionne la diffusion de l'économisme en faveur du marché et de l'utilitarisme et la pertinence du développement et de la croissance, ces derniers ne pouvant

⁴ Défini comme « *les grandes villes, les grandes compagnies, l'accumulation du capital, le développement de la publicité et de la bureaucratie* » (Martinez-Alier et al., 2010 :1742)

être soutenables et transposables (Latouche, 2006 ; Martinez-Alier et al., 2010 ; Beling et al., 2018). La remise en cause de paradigme du développement et de la croissance représente le socle à la fois de la décroissance et du *buen vivir* (Beling et al., 2018).

Mettre en lien la décroissance et le *buen vivir* exige de nous interroger sur une possible généralisation des principes de la décroissance aux pays en développement. Ses partisans s'accordent sur le fait qu'un régime de décroissance ne peut être appliqué dans les pays du Sud dont les besoins de première nécessité ne sont pas satisfaits (Martinez-Alier et al., 2010). Ainsi, la décroissance peut se diffuser mais pas au même degré. Les pays du Nord doivent réduire drastiquement leur niveau de consommation et en conséquence leur empreinte carbone. Cette dernière atteignant des niveaux relativement faibles dans les pays du Sud, il est justifié que ces derniers puissent augmenter à la fois leur niveau de production et de consommation pour augmenter leur niveau de vie (Martinez-Alier et al., 2010). La réponse théorique du *buen vivir* face à cette question dépend de l'approche de ce dernier. Les approches culturaliste et écologique défendent une forme de sobriété heureuse qui nous incite à considérer que le *buen vivir* et la décroissance évoluent dans la même voie. L'idée n'est pas de réduire la consommation des individus mais plutôt d'éviter le sentier de dépendance (Khotari et al., 2014). Les externalités sociales et environnementales du développement sont telles qu'il est nécessaire de définir une alternative au développement (Khotari et al., 2014 ; Beling et al., 2018).

Les similitudes entre le courant de la décroissance et l'approche écologiste du *buen vivir* est en partie le fait de leur « ennemi commun » : le développement durable. Le tableau 1.2. souligne les différences entre, d'une part, le *buen vivir* (accompagné de la décroissance et *l'ecological swaraj*) et, d'autre part, le développement durable et l'économie verte. Il nous permet de mieux comprendre ce qui oppose ces courants pour chaque dimension citée plus haut. Les travaux académiques veillant à intégrer les apports et les limites du *buen vivir* au regard de la science économique se réfèrent principalement aux approches culturaliste et écologiste de ce dernier. La proposition politique du *buen vivir* n'est mobilisée qu'à titre illustratif (Khotari et al., 2014 ; Beling et al., 2018).

Sur la question de la gouvernance économique, le développement durable met en avant les acteurs traditionnels : l'État et le Marché. Le développement durable ne remet en question ni la croissance ni les inégalités issus du commerce international. Il se concentre sur la soutenabilité financière du modèle de développement. Il faut réduire l'endettement public

pour les générations futures (Treillet, 2011) Le *buen vivir* théorique est quant à lui centré sur les individus et les communautés. Les politiques publiques doivent être soutenables et cibler le bien-être collectif plutôt qu'individuel (Le Quang et Vercoutere, 2013 ; Hidalgo-Capitán et Cubillo-Guevara, 2014).

Les limites du développement durable du point de vue économique sont intimement liées aux externalités négatives environnementales que la sphère économique peut provoquer. Cela nous amène à analyser les différences entre la gouvernance environnementale du développement durable et du *buen vivir*. La rupture fondamentale entre ces deux courants repose sur l'approche qui est considérée pour l'étude des enjeux environnementaux. Le développement durable propose une vision anthropocentrique ce qui signifie que l'analyse s'effectue au prisme des intérêts de l'espèce humaine. Le *buen vivir* défend quant à lui une vision dite biocentrique qui fait de l'Homme une composante de la Nature. L'étude des enjeux environnementaux se concentre sur les intérêts de la Nature dont l'Homme fait partie. (Gudynas, 2011a, 2011c ; Le Quang et Vercoutere, 2013 ; Acosta, 2014).

Tableau 1.2. Différences théoriques entre le développement durable et les approches radicales du bien-être (*Buen vivir*, décroissance et *Ecological Swaraj*)

Paramètres	Développement durable / Économie verte	Approches radicales du bien-être
Gouvernance économique	Centré sur l'Etat et les entreprises ; La croissance verte en tant que principal moteur; la centralité des mesures financières et de marché pour la durabilité ainsi que les politiques publiques; accent continu sur le commerce concurrentiel et la mondialisation économique	Centré sur la communauté ; propriété communautaire ou publique des moyens de production; orienté vers le bien-être holistique; centralité des mesures coutumières et / ou des politiques publiques en faveur de la durabilité; Autonomie localisée pour les besoins de base
Soutenabilité écologique	Objectif central, mais pas nécessairement excessif; acceptabilité peu claire des «limites» absolues des flux de matières et d'énergie	Non-négociable en tant que fondement de l'existence humaine; «limites» absolues d'énergie et de matériaux clairement acceptées, avec le principe de précaution dans les situations d'incertitude des connaissances
Relation Homme-Nature	Centré sur l'Homme; la durabilité en tant qu'objectif instrumentiste; la nature est soit commune soit privatisée	Centré sur la vie; valeur inhérente de la nature non humaine; lien spirituel entre les humains et la nature non humaine; la nature comme principalement les communs

Justice sociale et éthique	Développement inclusif et droits; le bien-être de l'Etat ou la responsabilité envers les faibles.	Redistribution radicale du pouvoir et de la richesse; habiliter les faibles à prendre leur vie en main; à court terme, un rôle de bien-être et de facilitation pour l'État
Connaissance, culture et technologie	Concentration prédominante sur la science et la technologie modernes, certaines concessions au savoir traditionnel, à la science et à la technologie; acceptation de la privatisation; aspects culturels et spirituels marginalisés ou marchandisés	Statut égal à la diversité des systèmes de connaissances; création et conservation de connaissances dans le domaine public; le respect de la diversité culturelle et la réalisation de soi spirituelle.
Gouvernance politique	Centré sur l'État et les entreprises, mesures de responsabilité et de transparence; représentant démocratique	Centré sur la communauté ; démocratie directe avec des institutions de gouvernance représentatives responsables devant les institutions locales

Source : Khotari et al. (2014)

Cette rupture s'explique par la relation Homme/Nature établie dans les deux courants. Le *buen vivir* discute la relation de domination propre aux sociétés capitalistes et dont le développement durable ne représente pas une réelle alternative (Gudynas, 2011a ; Vanhulst et Beling, 2014). Établir que la Nature et l'Homme sont au même niveau implique que la Nature devienne incommensurable au même titre qu'une vie humaine n'est pas valorisable monétairement.

Sur les questions sociale et culturelle, le *buen vivir* développe une approche plus radicale par le biais d'une redistribution plus horizontale des richesses et des pouvoirs. Alors que le développement durable suit une logique de responsabilisation des individus, y compris les plus marginalisés, les thèses dites radicales, dont le *buen vivir* fait partie, justifient un meilleur accompagnement et un meilleur accès aux biens de première nécessité. La pauvreté et l'exclusion sont de la responsabilité de la société entière. Naturellement, le développement durable et le *buen vivir* se distinguent fortement sur la question culturelle. D'une part, leurs origines théoriques sont bien distinctes. Le développement durable est la réponse qui a été donnée par les institutions internationales aux enjeux environnementaux. Le *buen vivir* représente la diversité culturelle sud-américaine qui n'a, par ailleurs, pas vocation à être généralisée. D'autre part, les deux courants reposent sur des principes et des valeurs distinctes. D'après les penseurs de l'approche écologiste, le développement durable s'inscrit dans une logique néoclassique et capitaliste prônant l'individualisme et l'accumulation. Le *buen vivir* repose sur une approche du bien-être subjective, spirituelle et collective. Enfin, sur

le plan politique, le *buen vivir* questionne la littérature du développement durable sur la question de la gouvernance des ressources naturelles. Cela constituera l'objet du chapitre 2.

Le parallèle établi entre la décroissance et le *buen vivir* est limité par l'ancrage territorial du *buen vivir*. Ce dernier repose sur des principes et codes culturels propres aux communautés équatoriennes. Un volet culturel qui ne constitue pas un élément structurant du courant européen (Gudynas, 2011a). Ce point est accentué par le fait que le *buen vivir* marque la volonté des sociétés sud-américaines de créer leur propre voie, leur propre définition du bonheur et ne pas rester influencé par les écrits provenant des pays du Nord. Cet ancrage territorial constitue à la fois la force et la faiblesse du *buen vivir* en tant que projet politique de *Grande Transformation*. La remise en cause des politiques de croissance et de développement a peu d'écho dans les débats publics dans les pays en développement (Beling et al., 2018).

En **résumé**, l'approche écologiste s'inscrit dans une perspective post-développementaliste, principalement au regard des enjeux environnementaux actuels. Elle défend une approche biocentrique allant au-delà de la dichotomie faible/forte de la soutenabilité. Les arguments défendus par cette approche sont sensiblement proches de ceux mobilisés par la littérature de la décroissance. Néanmoins, l'approche écologiste se détache de ce courant dans la mesure où elle repose sur des facteurs culturels et identitaires et elle fait face à des enjeux propres aux économies en développement. Contrairement à l'approche culturaliste, l'approche écologiste se veut être un projet de société et s'inscrit dans une perspective nationale. Or, ce projet est défini comme étant « en construction », les propositions politiques sont déterminées au gré des concertations publiques. Ce volet participatif et la volonté d'appréhender la diversité culturelle nous amènent à explorer les similarités entre l'approche écologiste et l'approche par les capacités.

2.2. *Buen vivir*, libertés et politiques publiques

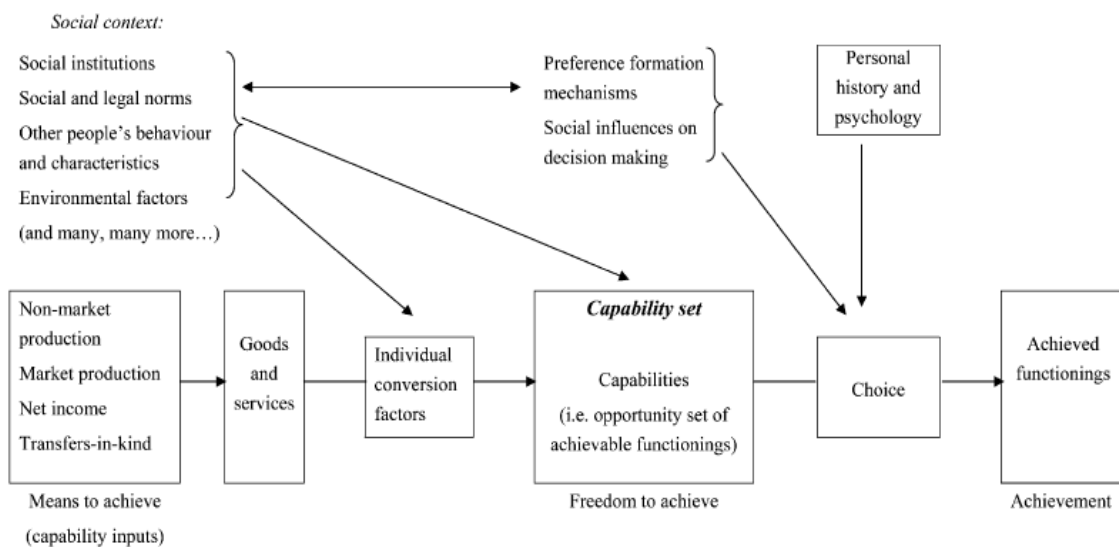
En parallèle, l'approche écologiste représente une tentative de généralisation à l'échelle nationale de l'approche culturaliste. À travers un processus participatif, les défenseurs de l'approche écologiste tentent de définir une proposition politique et un cadre d'analyse permettant la considération de l'ensemble des modes de vie possible. En économie du développement, l'approche par les capacités (AC) représente un cadre d'analyse

particulièrement adapté pour apprécier la diversité culturelle équatorienne. Néanmoins, cette approche ne détermine pas de recommandations politiques claires. Il convient à chaque société de les déterminer.

2.2.1. Les capacités, une approche universelle du bien-être

L'approche par les capacités suggère que le bien-être « doit être évalué en termes de libertés et d'opportunités, d'être ou de faire, que les gens souhaitent valoriser. Ces libertés d'être et de faire constituent les fondements de la qualité de vie » (Ballet et al., 2013 : 29). Ces libertés, ou capacités, sont liées à l'environnement de l'individu, constitué de ses dotations matérielles (revenu, patrimoine,...) et immatérielles (éducation formelle et informelle, culture, relations sociales, spiritualité,...). De ces capacités découlent celles qui sont achevées (*achievement*), c'est-à-dire, l'ensemble des actions que l'individu a choisi d'effectuer. Par le biais des capacités possibles et réalisées, ce courant théorique rend simple une réalité complexe. Il permet d'intégrer l'ensemble des dimensions et des facteurs qui affectent le bien-être d'un individu tout en donnant un cadre permettant de singulariser la définition de la qualité de vie (Pelenc et Ballet, 2015). La représentation ci-dessous extraite de l'article de Robeyns (2005) nous donne une vision générale et théorique de cette approche.

Figure 1.1. Représentation stylisée et non-dynamique de l'approche par les capacités



Source : Robeyns (2005 :98)

L'ambition de l'approche par les capacités est d'enrichir la littérature de l'économie du bien-être en proposant une nouvelle approche qui se distingue de la formalisation dominante utilitariste comme le souligne Martins (2011) : « tandis que l'utilitarisme fournit un espace dans lequel évaluer le bien-être (l'espace de l'utilité) et un critère pour choisir un scénario possible (la maximisation de la somme des utilitaires individuels), l'approche par les capacités se concentre uniquement sur l'espace » (Martins, 2011 : 2). L'AC intègre de nouveaux éléments peu ou pas considérés par l'utilitarisme, notamment les besoins spécifiques de certains groupes sociaux ainsi que des questions morales liées à la réduction des discriminations sociales (Robeyns, 2005). De la sorte, le *buen vivir*, en particulier l'approche écologiste, et l'approche capacitaire se rejoignent dans la volonté d'élargir et d'enrichir la notion de bien-être vue dans l'économie standard néoclassique.

De plus, l'approche par les capacités est la plus adaptée pour apprécier le *buen vivir* et sa polysémie. Comme nous l'avons évoqué plus tôt, il existe plusieurs interprétations du concept andin propres à différentes cultures et choix de vie en Équateur. De l'entrepreneur-exportateur à l'indigène Shuar, il existe une multitude de choix de vie et de visions du bonheur que seule l'approche par les capacités peut valoriser. La singularisation de la définition de ce qu'est « une bonne vie » proposée par cette dernière est pertinente pour prendre en compte cette diversité culturelle sans devoir favoriser telle ou telle manière d'appréhender le bonheur. Elle évite également une forme de paternalisme dans la manière de considérer les déterminants du bien-être (Deneulin et McGregor, 2010). La dynamique actuelle du courant théorique veille à le sophistiquer davantage à l'instar de Ballet et al. (2018) qui intègrent de nouveaux facteurs de conversion liés à l'identité d'un individu.

Néanmoins, l'AC est considérée trop individualiste, considérant l'influence du groupe et de la structure sociale de façon insuffisante (Robeyns, 2005). Robeyns (2005) souligne que l'A.C. intègre ces éléments par le biais des facteurs de conversion, entre les dotations et les fonctionnements mais également en tenant compte des multiples facteurs déterminant les choix des individus. L'AC est centrée sur l'action individuelle, néanmoins, en analysant les déterminants de l'action elle intègre des éléments issus de la structure sociale (pression sociale, importance du groupe/collectif,...) (Nussbaum, 1998, 2000 ; Alkire, 2002 ; Robeyns, 2005). Gigler (2005) démontre qu'il est nécessaire de développer davantage la notion de capacités sociales qui permettraient de rendre compte des interactions entre les individus ainsi que les multiples manières dont le collectivisme permet d'augmenter les capacités d'un individu.

2.2.2. *La responsabilité de l'État et l'approche par les capacités*

L'approche par les capacités propose un nouveau cadre d'analyse à l'étude du bien-être. Elle s'inscrit dès lors à une échelle microéconomique et s'avère « peu » mobilisée par la littérature macroéconomique. La question des recommandations politiques est clivante au sein du courant. D'un côté, Amartya Sen affirme que les recommandations politiques émanant d'une analyse par les capacités doivent être le fruit du débat public (Robeyns, 2005 ; Deneulin et McGregor, 2010). Ce dernier est rendu indispensable par la confrontation des libertés des individus qui ne vont pas nécessairement dans la même direction. D'un autre côté, Martha Nussbaum souligne que les déterminants des facteurs de conversion et de la valorisation des éléments qui affectent le bonheur d'un individu peuvent être le fruit de rapports de force. Plus globalement, l'AC ne considère pas la dynamique politique institutionnelle et les jeux de pouvoirs de manière suffisante (Deneulin et McGregor, 2010). Nussbaum en conclue que « les libertés » ne se valent pas toutes et qu'il relève de la responsabilité de l'État de déterminer et protéger un ensemble de « droits aux opportunités ». Cela se traduit par la définition d'un set de capacités « stratégiques » inaliénable, une *liste des capacités indispensables* (Robeyns, 2005 ; Deneulin et McGregor, 2010 ; Nussbaum, 2011). Cette liste est constituée de 10 catégories : (1) vie ; (2) santé corporelle ; (3) intégrité corporelle ; (4) sens, imagination et pensée ; (5) émotions ; (6) raison pratique ; (7) affiliation ; (8) autres espèces ; (9) jeu ; et (10) contrôle sur son environnement.⁵ Elle se distingue de l'approche par les besoins essentiels dans la mesure où elle ne résume pas à un ensemble de biens primaires, de dotations matérielles, nécessaires à la survie de l'individu.

Si l'on considère la perspective de mise en place de politiques publiques associées à l'approche par les capacités, recourir à une forme de paternalisme est inévitable (Deneulin, 2002). Partant de ce constat, Deneulin (2002) analyse les relations théoriques entre l'approche par les capacités et des notions de philosophie politique : *paternalisme*, *libéralisme*, *perfectionnisme*. Le paternalisme repose sur l'idée que les autorités publiques, et particulièrement politiques, déterminent ce qui est bon pour une société et agissent en fonction. Le libéralisme politique, défendu implicitement par l'approche de Sen, suggère que la société elle-même détermine le bon. Le perfectionnisme repose sur l'hypothèse que l'objectif des politiques publiques est d'augmenter ou d'améliorer les capacités humaines. Ce qui est considéré bon est ici lié à l'expansion de l'espace des capacités. Ces différentes

⁵ La liste des capacités est détaillée dans l'annexe 1.1.

notions attribuent une responsabilité différente à l'État. Le libéralisme politique implique un État neutre servant la société et attribuant à cette dernière les moyens nécessaires à l'expansion de leurs capacités. Le perfectionnisme, assimilé par l'autrice à la vision de Martha Nussbaum, repose sur un État capable de définir le bon, même si ce dernier va à l'encontre des libertés individuelles. L'autrice affirme alors que l'approche par les capacités doit impérativement se rapprocher du perfectionnisme lorsque que l'on souhaite mettre en œuvre des politiques publiques. Nussbaum et Sen s'accordent sur le fait qu'il convient à chaque société de déterminer « le domaine d'interférence » des autorités publiques (Deneulin, 2002). Ce domaine d'interférence est défini par la liste des capacités de Martha Nussbaum.

Les travaux de Nussbaum seront repris par le PNUD, ce qui donnera lieu à l'émergence de la notion de développement humain (Robeyns, 2005). Le discours du développement humain repose sur la centralité de l'individu et de la population, « le développement du peuple, pour le peuple, par le peuple » (PNUD, 1991 : 13) C'est un discours institutionnel qui entend remettre en question la centralité de l'approche par la croissance et le PIB et discuter le rôle de l'État pour privilégier celui de l'individu (Beling et al., 2018). Le développement humain est défini comme étant « un processus d'amélioration des capacités humaines - pour élargir les choix et les opportunités afin que chacun puisse mener une vie respectueuse et valorisante" (PNUD, 2000 : 2). C'est une thèse libérale pour laquelle il faut veiller à réduire/supprimer les barrières qui empêchent l'individu d'être et d'agir mais qui attribue à l'individu un rôle crucial dans la détermination des politiques publiques, via le débat public. Les politiques publiques défendues par le PNUD reposent sur « l'augmentation des capacités humaines » notamment via l'éducation et la santé. Il s'agit de réduire les inégalités verticales et horizontales qui leur sont associées via l'intervention publique financée par l'impôt (PNUD, 2019). Cela permet « de libérer le potentiel productif » du pays générateur de revenu (PNUD, 2019 : 262). Ces investissements sont accompagnés de régulation sur les marchés, notamment en veillant à leur bon fonctionnement et à limiter la concentration des entreprises.

En résumé, en termes d'économie politique, cette littérature veille davantage à déplacer la discussion non pas sur les moyens à mettre en œuvre, en termes de politiques publiques, mais sur l'objectif à poursuivre et les systèmes de valeurs associés (Sen, 1987 ; Deneulin et McGegor, 2010) :

« L'approche par les capacités réaffirme ainsi la centralité des jugements de valeur sur la "bonne vie" et la "bonne société", jugements que, depuis Adam Smith, l'économie néoclassique a progressivement enfoui sous des fonctions mathématiques et des axiomes apparemment bénins. [...] La rationalité proposée pour étayer la prise de décision politique repose entièrement sur l'évaluation normative de ses objectifs ; autrement dit, les objectifs sont-ils "bons" ? Permettent-ils aux gens de vivre "bien" ou "mieux" ? Cela contraste avec la rationalité instrumentale, qui a été dominante dans de nombreuses façons dont les sciences sociales ont été appliquées à la politique publique et qui a été illustrée par excellence par la domination de l'économie néoclassique dans les cours de politique : ce n'est pas le but qui est la question pour l'analyste mais l'efficacité des moyens par lesquels nous y parvenons » (Deneulin et McGregor, 2010 : 507-508)

L'AC ne définit pas de recommandations politiques précises et ne soutient pas une régulation des enjeux socioéconomiques en faveur du marché ou de la sphère publique. Elle se positionne, d'après Deneulin et McGregor (2010), de façon neutre et soutient davantage l'expansion des libertés individuelles positives. Or, se concentrer sur les libertés individuelles posent certaines limites, notamment morales et éthiques. Il en vient à l'État et à la société civile de convenir des institutions à mettre en place. Ce point n'est que très peu développé et mériterait une analyse pluridisciplinaire pour résoudre cette question (Sen, 2002 ; Robeyns, 2005). Enfin, bien qu'évoqué par les travaux de Martha Nussbaum, les libertés individuelles ne traduisent pas nécessairement ce qui est *bon* pour une société. Elle défend une forme de paternalisme politique, indispensable, mais qui ne se traduit pas en recommandations politiques, si ce n'est au travers de la défense de l'intégrité humaine et du débat public pour déterminer les moyens à mettre en œuvre. Ce qui résume, partiellement, les recommandations politiques de l'approche écologiste du *buen vivir*.

En résumé, l'approche écologiste et l'approche par les capacités se rejoignent sur deux points. D'une part, ces deux visions mobilisent une approche universelle du bien-être capable d'appréhender la diversité culturelle équatorienne. D'autre part, le débat public constitue un élément clé dans la détermination des politiques publiques à mettre en œuvre pour les deux approches. L'approche écologiste s'inscrit davantage dans la vision de Martha Nussbaum, proche du paternalisme politique. En revanche, pour l'approche écologiste, la responsabilité de l'État va au-delà de la défense de l'intégrité humaine et de la mise en œuvre du débat public. L'État est le garant du respect des Droits de la Nature. Les recommandations politiques issues de la concertation publique doivent les respecter.

3. L'approche sociale-étatiste, l'État comme garant de la satisfaction des besoins fondamentaux

Au sein des plans de planification, la définition du *buen vivir* donnée par René Ramirez (2008) intègre des termes faisant écho à la théorie des capacités : « potentialités » et « capacités ». On retrouve cette référence au sein du plan de planification 2009-2013 dans lequel il est indiqué, qu'au-delà de la satisfaction des besoins minimaux, il est nécessaire de développer les capacités de chaque individu (SENPLADES, 2009). Les références à l'approche par les capacités sont multiples au sein des plans de planification,⁶ elles restent néanmoins superficielles. Les plans de planification définissent ces capacités comme étant les opportunités découlant de la satisfaction des besoins essentiels et de l'amélioration des infrastructures. Cette définition fait écho à la thèse du développement humain (Villalba, 2013 ; Beling et al., 2018). Néanmoins, les plans de planification attribuent un rôle prépondérant au gouvernement équatorien laissant peu de place à la concertation publique. De plus, l'interchangeabilité entre les notions de *buen vivir*, de développement et de croissance ainsi que l'ensemble des contradictions au sein des plans accentuent la confusion sur les implications de la mise en œuvre du *buen vivir* (Villalba, 2013 ; Etxano et Villalba-Eguiluz, 2017). Cela nous amène à penser l'approche sociale-étatiste comme une nouvelle forme de structuralisme axée sur la réallocation des richesses et des facteurs de production à des fins sociales. Nous décrivons les *capacités* ciblées par le gouvernement équatorien, puis nous analyserons le rôle de l'État établi dans les plans de planification et comment l'application du *buen vivir* traduit un retour à l'intervention publique pour amorcer le développement.

3.1. Les Droits au *buen vivir* et les capacités individuelles

Les politiques publiques décrites dans les plans de planification de 2009 et 2013 ciblent l'atteinte du *buen vivir* pour la majorité de la population équatorienne. Dans un premier temps, nous verrons que les droits au *buen vivir* sont sensiblement proches de la thèse de la satisfaction des besoins essentiels. Bien que les plans mobilisent plusieurs notions de la littérature des capacités, l'amélioration des *capacités* individuelles repose principalement sur la satisfaction de besoins de première nécessité. Dans un second et troisième temps, nous

⁶ Les plans de planification se réfèrent aux travaux d'Amartya Sen (1992) et Martha Nussbaum (2006) ainsi que du rapport du PNUD de 1997 (SENPLADES, 2009).

analyserons plus en détails les différents droits au *buen vivir* et nous verrons comment le gouvernement équatorien les hiérarchise.

3.1.1. Cadre général

Dès la lecture du préambule de la Constitution équatorienne, nous pouvons voir apparaître la notion de *buen vivir*. Elle est décrite succinctement à travers la description très globale du projet national défini comme suit :

« Nous décidons de construire une nouvelle forme de cohabitation /convivialité citoyenne, dans la diversité et l'harmonie avec la Nature pour atteindre le *buen vivir*, le Sumak Kawsay ; une société qui respecte, dans toutes ses dimensions, la dignité des personnes et des communautés ; un pays démocratique, attaché à l'intégration latino-américaine – rêve de Bolivar et Alfaro -, la paix et la solidarité avec tous les peuples de la Terre. » (Préambule de la Constitution Équatorienne, 2008).

Le plan de planification de 2009 se réfère à des éléments relativement plus concrets. Ce dernier reprend la définition de René Ramirez (2008), qui décrit le *buen vivir* comme étant :

«La satisfaction des besoins, la réalisation d'une qualité de vie et de mort digne, l'amour et être aimé, et l'épanouissement sain de tous et de toutes, en paix et en harmonie avec la Nature et la prolongation indéfinie des cultures humaines. Le *buen vivir* suppose d'avoir du temps libre pour la contemplation et l'émancipation, et que les libertés, les opportunités, les capacités et les potentialités réelles des individus s'élargissent et fleurissent, de sorte qu'elles permettent de réussir simultanément ce que la société, les territoires, les identités diverses et que chaque individu [...] définissent comme objectif de vie souhaitable (autant sur l'aspect matériel et subjectif et sans impliquer une quelconque domination sur autrui) » (Ramírez ; 2008: 387).

Tout d'abord, cette définition traduit une approche du *bien vivir* qui ne paraît pas antinomique avec l'approche culturaliste vue plus tôt. Elle se veut néanmoins plus globalisante, prenant en compte la diversité de la population équatorienne sans vraiment se détacher de la dimension spirituelle et subjective de la vision originelle de la notion. Elle se veut également libre, laissant possibles des modes de vie et des représentations pouvant être radicalement différents : chaque individu définit *un objectif de vie souhaitable*. Pour finir, elle ne traite de la dimension monétaire qu'à la fin, dans une parenthèse, ce qui relaye cette dimension à un niveau plutôt secondaire.

En outre, à travers cette citation, nous pouvons déduire une définition du bien-être de l'approche sociale-étatiste qui se retrouve au croisement de deux visions : celle par les besoins essentiels et celle par les capacités. Les plans de planification définissent la satisfaction des

besoins essentiels comme un vecteur d'amélioration des capacités des individus. Cet élément est difficilement réfutable, mais il ne permet pas d'établir que la position du gouvernement équatorien s'inscrit dans une approche capabilitaire. Ce questionnement fait écho aux limites et clivages de l'approche par les capacités. Sur le plan analytique, la thèse des capacités peut être spécifique, basée sur une approche participative, ou au contraire, elle peut reposer sur l'étude des indicateurs de développement humain très généraux (Robeyns, 2006). Bien que l'approche sociale-étatiste partage des similitudes avec le développement humain, nous défendons l'idée qu'elle ne peut être associée à l'approche par les capacités. D'une part, car on remarque une confusion entre les *fonctionnements*, qui apparaissent dans les plans comme étant les *droits au buen vivir*, et les *capacités* des individus. D'autre part, car l'approche sociale-étatiste attribue à l'État un rôle prépondérant allant au-delà du paternalisme politique défendu par Martha Nussbaum. L'État équatorien détermine l'ensemble des fonctionnements et, en conséquence, les capacités qui en découlent.

En parallèle, les expressions « satisfaction des besoins » et « réalisation d'une vie digne », font écho à des travaux pionniers de l'approche par les besoins essentiels, en particulier ceux de Streeten et al. (1981) et Stewart (1985) dont les recherches ont pour objet de définir des seuils, au sein de plusieurs dimensions du bien-être, permettant l'assurance d'une vie décente (Stewart, 1985). Au-delà de cette référence de René Ramirez, l'objectif des plans de planification est de structurer les politiques publiques en Équateur. Ces dernières doivent être orientées pour que la population équatorienne atteigne le *buen vivir*. Ainsi, les plans suggèrent des « droits au *buen vivir* » qui sont proches d'une liste exhaustive de besoins essentiels. L'enjeu réside dès lors, dans la définition de ce qu'est un besoin essentiel ou un droit au *buen vivir*.

3.1.2. La définition des besoins essentiels dans les plans de planification

Le tableau 1.3. est une synthèse des « droits au *buen vivir* » recensés dans la Constitution équatorienne et dans les plans de planification (Constitution, 2008 ; SENPLADES, 2009). Les droits au *buen vivir* représentent une catégorie distincte au sein du texte constitutionnel, ils sont définis en premier lieu puis laissent place aux « droits des personnes et groupes d'attention prioritaire », aux « droits des communautés, peuples et nationalités », « aux droits de participation », aux « droits à la liberté », aux droits de la Nature » ainsi qu'aux « droits de protection ». Nous allons traiter uniquement les droits au *buen vivir* au sein de cette section.

Ces droits représentent, dans leur ensemble et lorsqu'ils sont atteints, un niveau de bien-être satisfaisant d'après le gouvernement équatorien. Au sein de la constitution, les droits au *buen vivir* sont subdivisés en huit dimensions, regroupées dans la deuxième colonne : 'Eau et Alimentation', 'Environnement sain', 'Communication et information', 'Culture et Science', 'Éducation', 'Habitat et Logement', 'Santé', et 'Travail et Sécurité Sociale'. Ces huit dimensions sont associées à un ou plusieurs articles de la Constitution. Toutefois, leur signification est sujette à plusieurs interprétations. Les articles constitutionnels peuvent exprimer à la fois des objectifs de politiques publiques, des droits au *buen vivir* ou des seuils de besoins essentiels. Prenons par exemple l'objectif « Garantir la consommation calorique quotidienne en protéine d'au moins 260 » (SENPLADES, 2009 : 174). Cet objectif traduit l'idée que le gouvernement doit assurer et garantir un minimum calorique quotidien en protéines mais également une définition d'un seuil considéré minimal par les autorités pour assurer un besoin élémentaire. De plus, il traduit le droit d'avoir d'accès à une alimentation élémentaire pour la survie et l'existence d'un individu. Les articles constitutionnels nous permettent une vision plus détaillée des « besoins essentiels » ou « droits au *buen vivir* » formulés par le gouvernement équatorien.

Tableau 1.3. Les droits au bien vivre

Dimensions	Droits au <i>buen vivir</i>
Eau et alimentation	Art 12 : « Le droit d'accès à l'eau est fondamental et non réfutable » (Constitution, 2008 : 24) ; Art 13 : « Les personnes et les communautés ont le droit à un accès sûr et permanent, suffisant et nutritif, à des produits de préférence locaux » (Constitution, 2008 : 24).
Environnement sain	Art 14 : « Est reconnu le droit de la population à vivre dans un environnement sain et écologiquement équilibré qui garantit la soutenabilité et le <i>buen vivir</i> ». (Constitution, 2008 : 24) ; Art 15 : Le gouvernement équatorien fera la promotion des énergies renouvelables ou propres, au sein du secteur public comme privé.
Communication et information	Art 16 : Toute la population a le droit de communiquer de manière libre, inclusive, de manière participative et en respectant la diversité culturelle du pays. Toute la population doit avoir accès aux NTIC ; Art 17 : Accès à des moyens de communication diversifiés dans leur gestion : privé, publique et communautaire ; Art 18 : Libre accès à l'information et liberté de diffuser l'information ; Art 19 : Accès à un espace pour des créations nationales et régulation de la quantité de programmes à des fins d'éducation, d'informations et culturelles ; Art 20 : Liberté de conscience et du secret professionnel.
Culture et Science	Art 21 : Liberté de culte et de « construire sa propre identité culturelle » (Constitution, 2008 : 26) ; Art 22 : Droit « à l'exercice digne des pratiques culturelles et artistiques » (Constitution, 2008 : 27) ; Art 23 : Droit d'utiliser les espaces publics pour pratiquer les rites culturels, diffuser et promouvoir les pratiques culturelles ; Art 24 : Droit de pratiquer des activités récréatives et du sport ; Art 25 : « Droit de jouir des bénéfices et applications des progrès scientifiques et des savoirs ancestraux » (Constitution, 2008 : 27).
Éducation	Art 26 : « L'éducation est un droit pour toutes les personnes, tout au long de leur vie, et un devoir inéluctable et « inexcusable » du gouvernement » (Constitution, 2008, 27) ; Art 27 : Traite des objectifs de l'éducation. Cette dernière doit être : obligatoire, inclusive, participative, interculturelle, démocratique et qui respecte la diversité. Elle doit promouvoir, l'égalité de genre, la justice, la solidarité et la paix ; Art 28 : L'éducation doit être universelle, laïque et gratuite jusqu'au troisième cycle ; Art 29 : Accorde la liberté d'enseigner et le droit d'apprendre sa propre langue et son environnement culturel.
Habitat et logement	Art 30 : « Les individus ont le droit à un habitat sûr et sain, et à un logement adéquat et digne, indépendamment de leur situation sociale et économique » (Constitution, 2008, 28) ; Art 31 : « Droit à la ville » : Traite de la liberté d'accès aux espaces publics sous conditions de respecter les autres individus, la soutenabilité de cet espace et de justice sociale.
Santé	Art 32 : « La santé est un droit que garantit l'État, sa réalisation est associée à d'autres droits, entre autre, le droit à l'eau, à l'alimentation, à l'éducation, à la culture physique, au travail et à la sécurité sociale et à environnement sain » (Constitution, 2008 : 29).
Travail et sécurité sociale	Art 33 : « Le travail est un droit, un devoir social et un droit économique, une source de réalisation personnelle et la base de l'économie. L'État garantira aux travailleurs le respect de leur dignité, une vie décente, des rémunérations et des redistributions justes et l'accomplissement d'un travail sain et librement accepté et exécuté » (Constitution, 2008 : 29) Art 34 : Droit à la sécurité sociale ; ce droit est accessible « pour les personnes travaillant de manière non-rémunérée dans les foyers, l'autosubsistance et toute forme de travail autonome et les personnes se retrouvant en situation de chômage » (Constitution, 2008 : 29)

Source : Constitution de la République d'Équateur (2008), Mise en forme par l'auteurice.

Cette liste des droits au *buen vivir* est sensiblement proche de la liste des capacités de Martha Nussbaum (cf : Annexe 1.1.) et la liste des besoins essentiels présentée dans le tableau 1.4. L’approche sociale-étatiste intègre des éléments culturels et des enjeux plus actuels notamment environnementaux.

Tableau 1.4. Liste des besoins essentiels (Weigel, 1986 : 1429)

Attributs essentiels de la vie humaine	Ensemble universel de besoins essentiels	Temporalité de l’ensemble des besoins essentiels
Existence	Alimentation, eau, air, rétention de la chaleur corporelle, sommeil, mécanismes de protection collectifs	Nutrition minimale, systèmes des eaux potable/usée, soins de santé primaires, Abri/Vêtements/Energie/Transport, Protection Municipale/Défense Nationale
Intelligence	Communication, éducation informelle (ex : rites de passage)	Éducation de base/Alphabétisation, Accès aux médias non-censurés, Accès aux méthodes de contraception
Sociabilité	Liberté d’expression, liberté d’association	Absence de répression politique

3.1.3. Objectifs et hiérarchisation des besoins

Comme le souligne Weigel (1986), un des enjeux de cette littérature est la définition des seuils pour chaque besoin essentiel : comment et quand est-ce que les autorités publiques équatoriennes considèrent qu’un individu a atteint le *buen vivir* ? Les seuils ne sont pas clairement définis au sein des plans de planification. Globalement, la notion de « droit au *buen vivir* » donne lieu à une interprétation binaire d’accès ou non aux besoins élémentaires. Atteindre le *buen vivir* signifie dès lors que les besoins élémentaires sont tous satisfaits. Néanmoins les plans ne proposent pas réellement de définitions concrètes desdits besoins et ce que représente une vie ou un travail digne. Ils décrivent un ensemble d’objectifs des politiques publiques, illustrant davantage les résultats de l’accès aux droits du *buen vivir* mais desquels nous pouvons induire ce que représenterait le *buen vivir*. Contrairement au tableau

1.3. extrait de la Constitution et présentant les *Droits au buen vivir*, le tableau 1.5. représente une forme de traduction, en termes pratiques, de ce que représente l'atteinte du *buen vivir*.

Tableau 1.5. Les composantes des « droits au buen vivir »

<i>Dimensions</i>	<i>Composantes et seuils des droits au buen vivir</i>
Eau et alimentation	Réduire la prévalence à la dénutrition et à l'obésité ; augmenter la part des logements ayant accès à un système d'évacuation des eaux ; augmenter la part des logements ayant accès à l'eau. Avoir une alimentation saine, un accès à l'eau et au système d'évacuation des eaux.
Environnement sain	Augmenter le pourcentage de zones protégées ; augmenter la restauration de la forêt ; augmenter la restauration des points d'extraction pétrolifères contaminés ; améliorer le système de tri sélectif. Avoir un environnement sain, les enjeux économiques n'ont pas d'incidence sur la santé publique.
Communication et information	Améliorer les infrastructures de télécommunications ; améliorer les capacités numériques des individus sur les questions numériques ; garantir l'accès aux médias et garantir la diversité de l'offre (médias). Être informé et pouvoir communiquer.
Culture et science	Augmenter la part de la population, s'identifiant indigène, qui parle la langue native ; augmenter le nombre d'œuvres artistiques nationales ; augmenter la transmission intergénérationnelle de la langue. Pouvoir apprendre la langue de ma communauté, avoir accès à l'Histoire et à l'Art aborigène.
Éducation	Augmenter le taux de scolarisation (niveaux primaire et secondaire) ; augmenter le taux de participation aux programmes de la petite enfance ; réduire l'analphabétisme ; Augmenter la couverture Internet des établissements scolaires ; augmenter le nombre d'inscription dans l'enseignement supérieur ; augmenter la part des diplômés. Être éduqué, savoir lire et écrire, avoir accès au numérique.
Habitat et logement	Réduire la surpopulation des logements ; réduire la pénurie des logements Avoir un logement
Santé	Réduire les maladies infectieuses (SIDA, Dengue, Paludisme, Tuberculose) ; réduire la mortalité infantile et maternelle. Être en bonne santé, le plus longtemps possible.
Travail et sécurité sociale	Réduire l'indice de pauvreté et d'extrême pauvreté ; réduire le niveau des inégalités ; augmenter le taux d'emploi ; diminuer le sous-emploi ; réduire le chômage des jeunes ; réduire la part de l'emploi informel ; éradiquer le travail des enfants ; augmenter la formation pour les travailleurs ; augmenter la couverture de la sécurité sociale. Avoir un emploi formel, avoir une situation économique résiliente
Sécurité	Réduire le pourcentage des victimes de délits ; diminuer le taux de mortalité liée aux accidents de la route ; réduire le taux d'homicides ; diminuer la surpopulation carcérale ; améliorer la fluidité du système judiciaire ; augmenter le nombre de juges, de procureurs, d'avocats de la défense. Respect de l'intégrité physique

Source : Senplades (2013)

Ainsi, pour les besoins qui induisent une composante qualitative telles l'éducation et la santé, les plans de planification proposent des niveaux d'évaluation. Ainsi pour les questions de santé, les politiques publiques ciblent la réduction de l'incidence des maladies infectieuses (Paludisme, Dengue, Tuberculose et le Sida). Lorsque l'on regarde la question de la nutrition, on peut induire qu'au-delà d'un niveau minimal de calories par jour (non-défini dans les plans de planification), le gouvernement équatorien suggère l'importance d'un niveau de protéines quotidien d'au minimum 260 calories/jour. Enfin, la mesure de la qualité du système éducatif se concentre à la fois sur le niveau d'alphabétisation mais également sur l'amélioration du niveau des élèves qui se traduiraient via la part des élèves ayant une mention durant leur scolarité.

En termes de hiérarchisation, il existe, au sein de la littérature traitant l'approche par les besoins essentiels, une catégorisation des besoins universels comme celle proposée par Weigel (1986). Il définit des besoins de premier ordre ou d'existence⁷ qui regroupent les besoins physiologiques d'un individu pour le maintenir en vie tel que le minimum nutritionnel. Il ajoute des besoins de second et de troisième ordre qui recensent les besoins d'intelligence, comme l'éducation et la communication, et de sociabilité intégrant respectivement les libertés d'expression et d'association. La position du gouvernement équatorien quant à la hiérarchisation de ces besoins est contradictoire. Elle ne repose pas précisément sur une catégorisation comme celle de Weigel (1986). À la lecture de la Constitution équatorienne, il n'y pas de droits au *buen vivir* plus importants que les autres, chacun est traité indépendamment des autres. On constate également une volonté de souligner davantage la vision multidimensionnelle et holistique du bien-être, à l'instar de la définition du concept de René Ramirez, citée plus tôt, que de définir une hiérarchie entre les différents déterminants du bien-être (Ramirez, 2008).

Néanmoins, on déduit une certaine hiérarchie entre les différents types de droits – Droits au *buen vivir* et Droits de la Nature – définis dans la Constitution. Premièrement, les droits au *buen vivir* sont présentés avant ceux de la Nature. Deuxièmement, on retrouve de manière implicite cette distinction, les besoins de premier ordre sont regroupés au sein des droits au *buen vivir*. Les autres besoins se répartissent dans les différentes catégories de droits. Troisièmement, nous pouvons compléter notre analyse en regardant les stratégies et objectifs ciblés dans les plans de planification. Les plans suggèrent une forte intervention étatique en

⁷ Weigel (1986) intègre l'accès à un air et une eau de qualité, des niveaux de sommeil et de nutrition minimaux ainsi qu'une protection minimale

termes d'investissements financiers et de régulation de manière à subvenir à certains besoins fondamentaux et à rendre le système économique plus efficient pour que ce dernier satisfasse d'autres besoins essentiels. Comme le soulignent Guardiola et Garcia-Quero (2014) cela suggère que la satisfaction des droits aux *buen vivir* passe en partie par le canal du revenu et celui de l'accès à l'emploi. Pour ce faire, les droits de la Nature et les droits des communautés autochtones sont mis de côté comme le démontre la confrontation entre l'exploitation pétrolière de l'Amazonie équatorienne avec le maintien de la biodiversité des espaces naturels protégés et les communautés qui y résident (Bebbington et al., 2008).

En **résumé**, l'approche sociale-étatiste reprend la terminologie de l'approche culturaliste pour définir le *buen vivir* dans la Constitution et dans les plans de planification. On retrouve la dimension subjective et symbolique de la notion andine. Une lecture du cadre général des plans de planification nous amène à penser l'approche sociale-étatiste comme un ensemble de politiques dédié à l'amélioration des capacités individuelles, et dans cette lignée, à penser cette approche du *buen vivir* comme une application de l'approche par les capacités. Ainsi, elle correspondrait aux attentes politiques des défenseurs de l'approche écologiste. Néanmoins, le rôle prépondérant attribué à l'État dans les plans de planification nous semble à l'opposé de la philosophie libérale défendue par l'approche par les capacités. Ce phénomène est accentué par le faible nombre de concertations publiques réalisées durant les deux mandats. Il ne s'agit pas de discuter la pertinence du rôle attribué à l'État équatorien, mais plutôt de souligner les décalages entre les références théoriques mobilisées, les discours et les politiques publiques proposées. Malgré cela, l'approche sociale-étatiste justifie cet interventionnisme en garantissant un meilleur accès aux biens de première nécessité, en mettant l'accent sur les besoins d'existence et d'intelligence.

3.2. *Buen vivir* et macroéconomie du développement

L'approche sociale-étatiste repose sur les directives politiques mises en œuvre entre 2007 et 2017, et de ce fait, s'inscrit davantage dans une perspective macroéconomique. Nous présentons ici un cadre général ; l'analyse de la gouvernance du *buen vivir* sera plus détaillée dans le chapitre 2. Nous analyserons dans un premier temps, les similarités entre les propositions du gouvernement équatorien et les thèses (néo)-structuralistes. Ces dernières discutent l'efficacité des politiques économiques libérales. Il est ainsi question de croissance

et de développement. Nous traiterons, dans un second temps, la position paradoxale de l'approche sociale-étatiste vis-à-vis de ces notions, parfois rejetées, parfois défendues.

3.2.1. (Néo)-structuralisme et buen vivir

Le *buen vivir* appliqué en Équateur serait inspiré des thèses structuraliste et néo-structuraliste portées par la CEPAL (Gudynas, 2011b ; Garcia-Alvarez, 2013 ; Purcell et al., 2016). Les propositions des structuralistes reposent sur un « recentrage du développement sur le marché interne et une intervention de l'État [qui] devaient permettre un renversement de la tendance à l'inégalité du développement entre le centre et la périphérie et rendre possible un démarrage de la croissance dans les économies sous-développées » (Ben Hammouda, 2001 : 37). Ainsi, contrairement aux politiques néolibérales, le structuralisme attribue plus de pouvoirs à l'État pour réguler les marchés, en particulier pour corriger les imperfections, spécifiques aux pays en développement, à l'instar des goulets d'étranglement (Brasseul, 2011). La thèse structuraliste s'inscrit dans un contexte globalisé jouant en la défaveur des pays en développement à travers la détérioration des termes de l'échange démontrée par Raul Prebisch (1950) et Hans Singer (1950). Ainsi, la dynamique du commerce international a un impact direct sur le niveau de croissance de ces pays et les inégalités des échanges internationaux entretiennent les inégalités entre le Nord et le Sud (Brasseul, 2011). Pour contrer cela, la thèse structuraliste suggère la mise en place d'une stratégie de substitution des importations (ISI) afin de protéger les industries naissantes fragilisées par la concurrence internationale (Brasseul, 2011). L'industrialisation par substitution des importations (ISI) a été appliquée en Amérique latine après la seconde guerre mondiale car « il paraissait plus facile de produire des biens pour lesquels un marché existait déjà (produits importés) et plus simple pour réduire un déséquilibre externe en remplaçant les importations, plutôt qu'en accroissant les exportations, qui de toute façon, composées de produits primaires, semblaient condamnées à la stagnation. En outre la mise en place de barrières douanières était aisée à mettre en œuvre, procurait des recettes à l'État et attirait les investissements étrangers qui pouvaient ainsi participer au processus » (Brasseul, 2011 : 327). Par ailleurs, la thèse structuraliste soutient le commerce régional et les échanges Sud-Sud, permettant ainsi davantage d'effets d'entraînement que de dépendance entre les pays.

La crise de la dette met fin au paradigme interventionniste dans les années 1970 (Hugon, 2010). S'en suivent les politiques d'ajustement structurel néolibérales (PAS) dont les

répercussions négatives marquent les pays sud-américains. Le *buen vivir* et le néo-structuralisme en sont une résultante. Ce qui distingue le structuralisme et le néo-structuralisme relève de plusieurs points selon Mulot (2001). Tout d'abord, il souligne que le néo-structuralisme prend forme là où les politiques néolibérales ont failli, c'est-à-dire sur la question des inégalités socioéconomiques, tout en prenant en considération les limites du structuralisme ayant, en partie, conduit à la crise de la dette (Fontaine et Lanzarotti, 2001). Ainsi, il est nécessaire que le changement structurel associe croissance rapide et équité. Pour cela, la politique industrielle recommandée repose sur un vaste investissement technologique (Ben Hammouda, 2001 ; Fontaine et Lanzarotti, 2001, CEPAL, 2012 ; Purcell et al., 2016). Du fait des spécificités des pays en développement et de la refonte globale à la fois du système éducatif et de la dynamique d'innovation, ce point justifie partiellement l'intervention étatique (Fontaine et Lanzarotti, 2001). L'action de l'État est également nécessaire pour accompagner et identifier les secteurs stratégiques facteurs de croissance à moyen/long terme (Fontaine et Lanzarotti, 2001).

Néanmoins, plusieurs travaux distinguent le structuralisme et le néo-structuralisme par la proximité de ce dernier avec les thèses néoclassiques (Ben Hammouda, 2001 ; Mulot, 2001 ; Purcell et al., 2016). Cette proximité s'explique selon Mulot (2001) par une remise en cause des capacités de l'État dans l'élaboration des politiques publiques. Le discours néo-structuraliste s'inscrit dans celui de la « bonne gouvernance » issue des institutions économiques internationales comme le souligne cet extrait : « Ce sont les théoriciens néolibéraux qui ont dans un premier temps remis en cause les interventions de l'État, mais la CEPAL a peu à peu accepté à son tour la limitation du rôle de l'État dans l'économie, au point de cantonner son rôle à celui de coordination, de gestion et de compensation des imperfections de marché, l'ampleur de ces dernières étant considérée comme beaucoup plus limitées que dans la pensée structuraliste initiale ou dans la pensée keynésienne » (Mulot, 2001 : 66). La nécessité d'une plus grande transparence de la sphère politique est également soulignée dans le rapport de la CEPAL (2012). La discussion des capacités de l'État est une réponse aux critiques faites aux structuralistes qui, en donnant plus de responsabilités à ce dernier, a vu se créer des classes politiques rentières et clientélistes (Fontaine et Lanzarotti, 2001 ; Brasseul, 2011). De plus, le « virage » néoclassique prend forme à travers le discours du capital humain et de l'innovation que l'on peut lier à la théorie de la croissance endogène (Mulot, 2001). D'une part, cette thèse défend la restructuration de l'offre des pays en développement dans les échanges internationaux. D'autre part, elle met de côté le caractère

inégal des échanges internationaux, trop longtemps en faveur des pays développés (Mulot, 2001).

La stratégie du gouvernement équatorien intègre des éléments des deux courants. D'un côté, en se reposant sur l'État comme le principal agent régulateur, elle rappelle les politiques interventionnistes des années 1960 en Amérique Latine. L'État définit les secteurs stratégiques à protéger de la concurrence internationale par le biais de l'ISI et se focalise sur le développement du marché interne (SENPLADES, 2009 ; 2013). D'un autre côté, les plans de planification s'intéressent particulièrement aux rigidités de l'offre de production et s'inscrivent ainsi davantage dans une logique de relance par l'offre que par la demande interne. La restructuration de cette dernière passe par un vaste investissement dans la recherche et le développement dans le but de créer des avantages comparatifs sur les marchés internationaux. Ce point nous laisse penser que la stratégie du *buen vivir* se rapproche également de la thèse néoclassique.

De plus, les similitudes entre le *buen vivir* et les thèses structuraliste et néo-structuraliste sont à mettre en lien avec les multiples comparaisons effectuées entre les expériences sud-américaines et sud-asiatiques qui ont, elles-mêmes, appliqué l'ISI (Acosta, 2013 ; Caria et Dominguez, 2014 ; Bell, 2016). Néanmoins, les deux expériences sont à distinguer, en particulier durant les années 1960-1970. Les pays sud-asiatiques ont opté plus rapidement pour un renforcement des exportations plutôt que le développement des industries intermédiaires (Fontaine et Lanzarotti, 2001 ; Brasseul, 2011).

3.2.2. Développement durable et *buen vivir*

L'approche sociale-étatiste reprend certains critiques des approches culturaliste et écologiste concernant le développement et la croissance. Or, paradoxalement, le *buen vivir* et le développement sont deux notions à la fois opposées et interchangeable dans les plans de planification (SENPLADES, 2009 ; 2013). Nous expliquons cela par la confusion entre les moyens et les fins, c'est-à-dire entre les politiques de croissance néolibérales et le développement (Acosta et Gudynas 2011 ; Acosta, 2014 ; Escobar, 2010 ; Radcliffe, 2012). Le discours politique, construit sur la valorisation de l'identité culturelle équatorienne, souligne plutôt l'importance de la mise en place d'un développement endogène et emprunte les notions de dépendance et d'impérialisme développées par les thèses hétérodoxes.

Les différentes approches du *buen vivir* soulignent la nécessité d'une rupture avec le développement traditionnel qui est le reflet de la domination européenne sur le continent. D'après Samir Amin (1986) cette domination s'exerce par le biais du développement capitaliste qui « fait courir aux peuples de la Périphérie des dangers mortels, au sens propre du terme : destruction des cultures « non-européennes », assimilation forcée et déculturation massive, appauvrissement technologique et famines chroniques » (Amin, 1986). Cet extrait nous montre deux enjeux majeurs révélés par cette littérature : la dépendance économique des pays en développement envers les pays occidentaux pouvant engendrer des effets particulièrement néfastes socialement mais également l'impérialisme donnant lieu à une homogénéisation culturelle globale. Sur ces deux points, le *buen vivir* peut être mis en lien avec les thèses radicales du développement.

La dépendance des pays en développement vis-à-vis des pays du Nord représente une « situation où une économie n'est que le reflet des économies dominantes et n'a pas de possibilités de développement autonome car son surplus est transféré à l'extérieur ou gaspillé sur place par les classes dominantes » (Brasseul, 2011 : 270). Le *buen vivir* tente de créer ou de renforcer l'autonomie du pays sur le plan économique dans le but de réduire les répercussions sociales des relations économiques avec le reste du monde (SENPLADES, 2009 ; 2013). La dépendance économique en Équateur se manifeste par la dynamique du commerce international qui est en faveur des pays industrialisés ainsi que par la dollarisation de l'économie qui réduit les marges de manœuvre du gouvernement équatorien. Concernant le commerce international, le discours politique du *buen vivir* défend la mise en place d'accords commerciaux Sud-Sud et régionaux, la réduction de la dépendance financière envers les institutions financières internationales, la restructuration des exportations qui jusqu'alors favorisaient les élites économiques et les pays industrialisés et le financement de la recherche et du développement pour réduire la dépendance technologique (SENPLADES, 2009 ; 2013).

La remise en cause de l'impérialisme apparaît dans une moindre mesure dans l'approche sociale étatiste. Elle est présente dans la présentation du cadre général des plans de planification. Ces derniers marquent la volonté de reconnaître la diversité culturelle équatorienne, et de restaurer l'histoire précoloniale du pays. Cibler le *buen vivir* comme objectif, en se fiant à la définition de René Ramirez, remet en question les concepts de Modernité et de progrès ainsi que les mécanismes d'accumulation liés aux logiques capitalistes. Ces éléments sont associés à l'impérialisme. Le *buen vivir* « constitue une rupture avec la logique du pouvoir de marché et de la domination/accumulation ancrées dans les

structures sociales » (SENPLADES, 2013 : 38). Dans les faits, cette posture est principalement véhiculée à l'échelle internationale, par la volonté de modifier les rapports de force entre l'État équatorien, les pays industrialisés et les institutions financières internationales. Elle est illustrée par l'audit de la dette équatorienne contractée principalement auprès du FMI, réalisé au début du premier mandat, qui a permis la réduction considérable du niveau de la dette équatorienne, ainsi que l'initiative Yasuni ITT qui partage la responsabilité de la préservation de la biodiversité aux différents acteurs internationaux (pays industrialisés, institutions financières internationales). En revanche, en interne, la reconnaissance de la diversité culturelle équatorienne est plus discutable. Alors qu'elle constitue une part importante de la légitimité institutionnelle des politiques publiques du *buen vivir*. Il ne s'agit pas de remettre en cause le capitalisme, mais de « gouverner et modifier le capitalisme » (SENPLADES, 2013 : 24). Les décalages importants entre les approches du *buen vivir*, entre la posture nationale et internationale, marque une fissure dans le contrat social équatorien.

4. Conclusion du chapitre

Ce premier chapitre nous a permis d'appréhender le concept de *buen vivir*, qui a aiguillé les politiques publiques équatoriennes entre 2007 et 2017. Nous avons pu saisir sa pluralité au travers de la délimitation théorique de ses différentes approches. En tant qu'économiste du développement, ce travail nous conduit à plusieurs enseignements.

En premier lieu, les différentes approches du *buen vivir* viennent questionner des principes fondateurs de la science économique ou marquent la volonté de repolitiser le développement économique. D'un côté, la singularité du *sumak kawsay* déconsidère les notions de richesse, de bien-être et de valeur mobilisés par la science économique et plus particulièrement sa branche orthodoxe. Elle nous invite à définir un nouveau cadre d'analyse capable d'appréhender la diversité culturelle. D'un autre côté, l'approche écologiste propose la mise en œuvre d'une société de décroissance et, portée par les associations militantes et les mouvements altermondialistes, politise les enjeux sociaux et environnementaux liés au développement. Enfin, les politiques publiques du *buen vivir* renouent avec les thèses structuralistes et montrent les difficultés des pays en développement à concilier enjeux sociaux et environnementaux. Par sa polysémie, le *buen vivir* représente une expérimentation des recommandations politiques émanant de courants théoriques parfois divergents et permet ainsi de les confronter à une forme de réalité.

En second lieu, ce chapitre constitue une première lecture des enjeux de la mise en œuvre du *buen vivir*. Des différents courants faisant écho aux composantes du *buen vivir* découlent la définition ou l'anticipation de différents enjeux qu'induit cette transition, à l'instar de la gouvernance et du rôle attribué à l'État dans cette voie. Celui-ci constitue un point de clivage important dans la littérature des capacités, dont le cadre d'analyse nous semble le plus pertinent pour appréhender la diversité culturelle équatorienne. Les enjeux sociaux représentent la pierre angulaire des trois approches du *buen vivir*, cependant, les moyens proposés pour résorber les difficultés sociales sont distincts. Les chapitres suivants préciseront davantage les moyens mobilisés par le gouvernement équatorien et mesureront leur efficacité.

Chapitre 2 : La gouvernance des ressources naturelles et de la transformation de la structure productive en Équateur (2007-2017)

Le premier chapitre a mis en exergue les différences entre les trois approches du *buen vivir*, et plus particulièrement entre les approches défendues par les communautés autochtones et écologistes d'une part, et celle illustrant les politiques publiques mises en œuvre d'autre part. Ces dissemblances sont exacerbées par un changement d'orientation politique dès le début du premier mandat de Rafael Correa avec la réforme de la gouvernance des ressources pétrolifères au second trimestre de 2008. Cette réforme attribue à l'État équatorien un contrôle complet de l'exploitation des ressources naturelles des territoires autochtones sans que les communautés et peuples autochtones puissent avoir un rôle dans le processus décisionnel (si ce n'est consultatif lorsque le gouvernement équatorien le décide) (Walter et Urkidi, 2017). Allant à l'encontre de la Constitution équatorienne et des discours en faveur du dialogue social et d'une législation participative, le contrat social entre *Alianza País* et la population équatorienne est fragilisé. Le parti au pouvoir perd des soutiens clés à l'instar de la *Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador* (CONAIE) et des mouvements écologistes, impliquant une augmentation des conflits socio-environnementaux dans les régions concernées (Almeida, 2019). Ce changement de cap est justifié par le gouvernement équatorien par la nécessité de réduire le niveau de pauvreté en Équateur. Les contrats de concession établis impliquant l'exploitation des ressources naturelles, notamment stratégiques (pétrolière et minière), seraient la source de financement des principaux investissements publics pour l'éducation et la santé et contribueraient également à la diversification de la structure productive. L'un des objectifs du *buen vivir* est de développer une économie plus inclusive et moins dépendante des ressources naturelles. Ce chapitre veillera à répondre à plusieurs interrogations que suscitent ces faits. Il s'agit tout d'abord d'appréhender les implications de la mise en œuvre du *buen vivir* en matière de gouvernance des ressources naturelles. En d'autres termes, nous souhaitons analyser la législation mise en œuvre, au travers de la Constitution et des plans de planification, et comprendre comment celle-ci s'est traduite en politique publique. Les enjeux du type de la gouvernance seront explorés à travers une revue de la littérature pluridisciplinaire, soulignant les implications économiques, sociales

et environnementales. Cette revue nous permettra de déterminer les éléments à analyser pour réaliser une première évaluation des politiques publiques du *buen vivir* dans le chapitre suivant. Ensuite, l'expansion de la frontière d'exploitation des ressources pétrolière et minière étant qualifiée d'étape temporaire et nécessaire au financement du changement structurel, nous étudierons les incitations et les mécanismes publics mis en place par le gouvernement équatorien pour amorcer le changement de la matrice productive.

1. Ressources naturelles, institutions et *buen vivir*

L'analyse de la gouvernance environnementale équatorienne peut être réalisée à deux niveaux. D'un côté la littérature vient questionner la gouvernance macroéconomique des ressources naturelles au regard des Droits de la Nature. D'un autre côté, les sciences sociales se concentrent sur la confrontation des enjeux nationaux et locaux, illustrée à travers la multiplicité des conflits socio-environnementaux.

1.1. Gouvernance des ressources naturelles en Équateur

En premier lieu, il est nécessaire de déterminer les implications de l'institutionnalisation des Droits de la Nature dans la Constitution équatorienne. Nous analyserons par la suite les politiques publiques mises en œuvre entre 2008 et 2017.

1.1.1. La remise en cause de la commensurabilité des ressources naturelles

« La Nature ou la Pacha Mama, où est reproduit et réalisé la vie, a le droit de voir son existence, le maintien et la régénération de ses cycles de vie, sa structure, ses fonctions et ses processus évolutifs pleinement respectés. Toute personne, communauté, peuple ou nationalité peut exiger auprès des autorités publiques le respect des droits de la nature. Pour appliquer et interpréter ces droits, ils observeront les principes établis dans la Constitution le cas échéant. L'État encouragera les personnes physiques et morales, et les collectifs afin qu'ils protègent la nature, à promouvoir le respect de tous les éléments qui forment un écosystème » (Constitution de la République d'Équateur, 2008, Art 71.). Cet extrait de la Constitution décrit d'une part une approche biocentrique des considérations environnementales et attribue la possibilité à la société civile d'exiger le respect de ce droit auprès de l'autorité publique. Trois autres articles de la Constitution sont dédiés à cette question. Dans l'article 72, le

gouvernement équatorien s'engage à restaurer les zones polluées et/ou impactées par le système économique tout en indemnisant les populations touchées par la dégradation de l'environnement. L'article 73 souligne la mise en œuvre d'un principe de précaution, certifiant le respect d'un niveau minimal de capital naturel. Enfin, l'article 74 est ambivalent. Il signale que « les personnes, les communautés, les villes et les nationalités » peuvent bénéficier des ressources naturelles leur permettant l'atteinte du *buen vivir*, mais que les activités de production, de distribution sont réglementées par l'État (Constitution de la République d'Équateur, 2008)⁸. La lecture des articles de la Constitution souligne le paradoxe de la ligne politique du gouvernement équatorien dans la mesure où ils abordent une approche biocentrique des enjeux environnementaux et une démarche inclusive en considérant la société civile dans le processus de décision mais suggère également une gouvernance centralisée.

Cette position ambivalente se répercute sur la gouvernance des ressources naturelles comme en témoigne l'expérience du projet Yasuni-ITT (détaillée dans l'encadré 2.1.). À travers ce projet, réside la proposition d'une alternative aux problèmes de la commensurabilité de la Nature. Les services écosystémiques sont définis comme les conditions et les processus par lesquels les écosystèmes naturels et les espèces qui la composent réalisent et soutiennent la vie humaine (Daly, 1997 ; Costanza et al., 2014). Ils sont multiples et reposent sur les fonctions d'approvisionnement, de régulation, d'habitat et d'information⁹ (De Groot et al., 2002). C'est un enjeu fondamental en économie de l'environnement car leur quantification est considérée comme un outil clé pour le processus décisionnel (Costanza et al., 2014). Ces services intègrent des éléments objectifs et quantifiables mais également des composantes subjectives pour lesquelles l'attribution d'une valeur relève d'un exercice difficile. Certains travaux ne considèrent pas les services socioculturels, à l'instar de Fisher et al. (2009), pour d'autres, la valorisation des fonctions subjectives des services écosystémiques repose principalement sur les évaluations dites contingentes, en déterminant le consentement à payer des individus pour profiter de tel ou tel service (Norton et Noonan, 2007 ; Rotillon, 2013 ;

⁸ Le détail de ces articles est présenté dans l'Annexe 2.1.

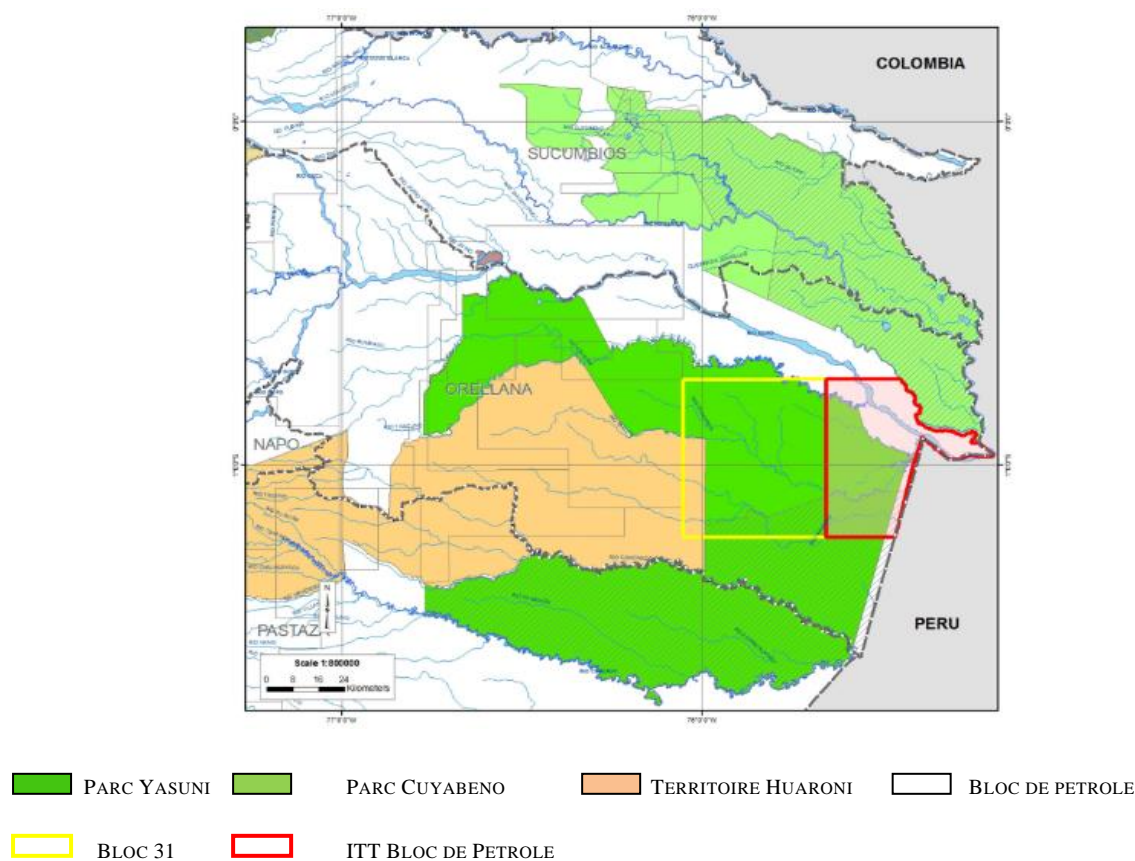
⁹ Les fonctions de régulation regroupent les éléments soutenant la « capacité des écosystèmes naturels et semi-naturels à réguler les processus écologiques essentiels et les systèmes de maintien de la vie par le biais des cycles biogéochimiques et les autres processus biosphériques » (De Groot et al. 2002 : 395). Les fonctions d'habitat reposent sur la capacité de l'environnement naturel à abriter les différentes espèces. Les fonctions d'approvisionnement se concentrent sur la fourniture de matières premières mais également sur le maintien de leur production, à l'instar du processus de pollinisation. Enfin, les fonctions d'information sont représentées par une forme de référence permettant d'enrichir les connaissances des individus. Elles regroupent également les activités spirituelles et de récréation. (De Groot et al., 2002).

Kopmann et Rehdanz, 2013 ; Costanza, 2014). Les valeurs définies sont alors sous-estimées (Jax et al., 2013). La proposition Yasuni-ITT reposait sur un refus des associations écologistes et des communautés autochtones de recourir à la quantification des services écosystémiques de la zone à protéger. Le cadre d'analyse qui structure la littérature des services écosystémiques ne convenait pas au contexte équatorien¹⁰. En dépit des désaccords entre les associations écologistes et le gouvernement équatorien, le plan de planification de 2013 souligne la nécessité de définir un cadre d'analyse adapté aux spécificités socioculturelles équatoriennes. Il s'agit de « promouvoir l'analyse des paysages et l'interaction socio-économique du territoire dans les processus de planification et de gestion du territoire, de manière articulée entre les différents niveaux de gouvernement » ou « développer un système d'évaluation intégrale du patrimoine naturel et de ses services écologiques qui permette son incorporation dans les comptes nationaux, conformément aux nouveaux indicateurs de mesure du bien-vivre et aux indicateurs quantitatifs et qualitatifs de l'état et de la pression [du patrimoine naturel] et de la réponse [à adopter]» (SENPLADES, 2013 : 234).

¹⁰ La détermination des services écosystémiques induit plusieurs limites conceptuelles et méthodologiques. Au regard de notre sujet, nous n'explorons ici uniquement les inadéquations entre le cadre d'analyse et le contexte équatorien (Droits de la Nature et Initiative Yasuni-ITT). Pour plus de détails sur les limites internes de cette littérature, voir Lele et al. (2013).

Encadré 2.1. L’initiative Yasuni-ITT

L’expérimentation du projet Yasuni-ITT repose sur l’engagement de gouvernement équatorien à ne pas exploiter les ressources pétrolières de trois zones du parc Yasuni à l’est du pays : Ishpingo, Tambococho, Tiputini (ITT). Cet engagement, se traduit du point de vue économique, au renoncement de l’exploitation de 20% des réserves pétrolières connues en 2008, soit approximativement 846 millions de barils, et estimées à 7,2 milliards de dollars, au profit de la réduction de l’émission de CO₂ estimée à 407 millions de tonnes métriques associées à la « non-extraction » et 800 millions de tonnes métriques liées à la « non-déforestation »¹¹ (Pelligrini et al., 2014). Le projet Yasuni-ITT est néanmoins conditionné à la participation de la communauté internationale¹² au financement (Espinosa, 2013 ; Pelligrini et al., 2014). La proposition initiale, et cela constitue son originalité, était de financer 50% du coût d’opportunité lié à la non-extraction, soit 3,6 milliards de dollars environ. L’autre moitié aurait été financée par le gouvernement équatorien (Larrea et Warnars, 2009 ; Rival, 2010 ; Vallejo et al. 2015). Faute de consensus sur la valeur du pétrole laissé sous terre, de difficultés internes, de manque de fonds, le gouvernement équatorien décide la reprise de l’exploration pétrolière dans la région en 2013. La carte ci-dessous est extraite de l’article de Pelligrini et al. (2014) et résume les différents éléments du projet.



Source : Pelligrini et al. (2014)

¹¹ Ces estimations ont été réalisées au début du projet, lorsqu’il représentait une proposition de politique publique.

¹² Cet appel à financement a conduit à la multiplication des acteurs partis prenantes du projet notamment le PNUD qui supervisait la gestion des fonds récoltés.

Sur le plan conceptuel, les services écosystémiques reposent sur une logique instrumentale, négligeant ainsi la valeur intrinsèque attribuée à la nature par les communautés autochtones (Polischuk et Rauschmayer, 2012 ; Davidson, 2013 ; Lele et al., 2013). Il convient également de mieux appréhender les relations entre les individus et la Nature, en intégrant leurs interactions dans l'analyse¹³ (Armsworth et al., 2007 ; Winthrop, 2014). En effet, Winthrop (2014) souligne la nécessité de définir un cadre d'analyse plus complet, appréhendant « les systèmes de connaissances, les relations sociales, le sentiment d'appartenance, ou les *capabilités* découlant des relations entre l'homme et l'écosystème » (Winthrop, 2014 : 2009). En faisant cela, il serait possible de prendre en compte les différentes manières de concevoir l'environnement naturel et plus globalement de considérer les spécificités socioculturelles (Adamowicz et al., 1998 ; Ring et al., 2010 ; Jax et al., 2013). Enfin, la littérature des services écosystémiques ne parvient pas à considérer leurs interdépendances (Ring et al., 2010). Sur le plan pratique, leur détermination et leur(s) mesure(s) soulèvent des limites méthodologiques et éthiques (Minteer et Miller, 2011 ; Winthrop, 2014). À l'origine, leur quantification n'a pas pour objectif la privatisation de l'environnement naturel mais de constater leur évolution au regard du changement climatique et de constituer un outil clé permettant de mieux appréhender les implications d'un projet (Costanza et al., 2014). Néanmoins, leur popularisation a fortement contribué à la détermination des paiements pour les services écosystémiques qui proposent une régulation des enjeux environnementaux via des mécanismes de marché allant à l'encontre des principes et valeurs des mouvements écologistes et indigènes en Équateur (Norton et Noonan, 2007 ; Norgaard, 2010). De plus, au regard de la sous-évaluation des services écosystémiques, les décideurs politiques doivent considérer les limites de cette littérature (Jobstvogt, et al., 2014). Cette confrontation s'explique par l'inadéquation entre les mécanismes de marché induite par l'analyse des services écosystémiques avec les modes de vie autochtones. Cinq éléments d'explication sont avancés par Winthrop (2014) lorsqu'il réalise une étude de cas en Colombie-Britannique auprès des communautés indigènes et peuvent illustrer la situation équatorienne :

- (i) La mesure économique des systèmes de croyances implique un biais, « les convictions éthiques ne sont pas des avantages économiques et ne peuvent être mesurées en tant que telles » (Winthrop, 2014 : 209).

¹³ Voir Ballet et al. (2018)

- (ii) Pour certains individus, il n'est pas concevable d'*exploiter* la Nature.
- (iii) Des catégories de valeurs sont incommensurables.
- (iv) Le cadre d'analyse néoclassique (rationalité, individualisme) ne permet pas l'analyse du caractère social des pratiques environnementales.
- (v) Les communautés autochtones sont régies de manière communautaire, elles ne conçoivent pas les concepts de pauvreté et de propriété.

Face aux enjeux théoriques et méthodologiques des services écosystémiques, le gouvernement équatorien, en collaboration avec les associations écologistes et les communautés autochtones ont choisi, d'une certaine manière, de contourner la commensurabilité du parc Yasuni en déterminant le coût d'opportunité de son exploitation. En revanche, il ne s'agit pas de dédommager les entreprises pétrolières, mais le gouvernement équatorien. Les travaux académiques mobilisant les coûts d'opportunité comme paiements des services écosystémiques veillent à déterminer les frontières de production des entreprises/individus impactés négativement par la préservation des zones protégées et vulnérables économiquement¹⁴ (Zelek et Shively, 2003 ; Pagiola et al., 2004 ; 2005 ; Ruijs et al., 2017).

1.1.2. Les mécanismes de gouvernance des enjeux environnementaux

En Équateur, le gouvernement s'est positionné comme seul garant de la préservation de l'environnement naturel (Arsel, 2012 ; Barié, 2014). En effet, malgré le caractère normatif limité des articles de la Constitution¹⁵, ces derniers attribuent un rôle prépondérant à l'État équatorien, qui décidera de la priorité des réformes à mettre en œuvre. Nous verrons que la démarche participative, défendue dans la Constitution et les plans de planification, est discutable.

Nous pouvons effectuer un premier état des lieux des politiques publiques planifiées sur la période 2007-2017 en matière de gouvernance des ressources naturelles. Le tableau 2.1.,

¹⁴ Les travaux académiques se concentrent sur la détermination des fonctions de production des entrepreneurs agricoles.

¹⁵ Arsel (2012) et Barié (2014) soulignent que la constitution équatorienne représente davantage une liste d'objectifs qu'un texte encadrant les réformes qui seront mises en place.

présenté ci-dessous, est un extrait du plan de planification élaboré après l’instauration de la nouvelle Constitution. Les deux colonnes, *Politiques* et *Objectifs* sont définies comme telles dans le plan de planification et correspondent à l’Objectif 4 intitulé *Garantir les Droits de la Nature et promouvoir un environnement sain et soutenable*. Ce qui est défini comme *Politique*, traduit plutôt des axes de travail. Il est relativement complexe d’extraire des politiques publiques clairement identifiées dans les plans de planification, au regard des incohérences et de l’absence de normativité. Néanmoins, ils nous renseignent sur leur orientation et le fil conducteur de ce que signifie « l’achèvement du *buen vivir* ».

Tableau 2.1. Garantir les droits de la nature et promouvoir un environnement sain et soutenable : politiques et objectifs

Politiques	Objectifs
Axe 1 : Conserver et gérer durablement le patrimoine naturel et sa biodiversité terrestre et marine, considéré comme un volet stratégique	Augmenter de 5 points de pourcentage la superficie du territoire sous conservation ou gestion environnementale d'ici 2013. Inclure 2 521 km ² de superficie marine/côtière continentale en cours de conservation ou de gestion de l'environnement à partir de 2013. Réduire le taux de déforestation de 30 % d'ici 2013.
Axe 2 : Gérer le patrimoine hydrique avec une approche intégrée et globale par bassin hydrographique, d'utilisation stratégique de l'État et d'évaluation socioculturelle et environnementale.	Réduire à 0,0001 mg/l la présence de mercure dans l'activité minière d'ici 2013.
Axe 3 : Diversifier la matrice énergétique nationale, en favorisant une meilleure efficacité et une plus grande participation des énergies renouvelables durables	Augmenter la capacité installée de 1 091 mégawatts (MW) d'ici 2013 et de 487 MW supplémentaires d'ici 2014. Réduire l'empreinte écologique afin qu'elle ne dépasse pas la bio-capacité de l'Équateur d'ici 2013. Atteindre 6 % de la capacité totale installée des énergies alternatives d'ici 2013. Atteindre 97 % des foyers équipés d'un service électrique d'ici 2013. D'ici 2013, 98 % des foyers des zones urbaines seront raccordés au réseau électrique. D'ici 2013, 96 % des foyers des zones rurales seront raccordés au réseau électrique.
Axe 4 : Prévenir, contrôler et atténuer la contamination de l'environnement afin de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie.	Maintenir les concentrations annuelles moyennes de polluants atmosphériques en dessous des normes autorisées d'ici 2013. Remédier à 60 % du passif environnemental d'ici 2013 ¹⁶ . Réduire le montant des biphényles polychlorés, un polluant chimique industriel, de 40% d'ici 2013. Réduire la quantité de pesticides (COPS) de 60 % d'ici 2013.
Axe 5 : Promouvoir l'adaptation et l'atténuation de la variabilité du climat en mettant l'accent sur le processus du changement climatique.	Réduire le niveau de menace élevé de l'indice de vulnérabilité des écosystèmes au changement climatique à 23 % et le niveau de menace moyen à 69 % d'ici 2013.

¹⁶ Les passifs environnementaux sont, en comptabilité environnementales, des obligations contractuelles pour les entreprises de restaurer les zones, occupées durant l’activité, en cas de contamination et/ou de perte de biodiversité. Par « remédier », il s’agit ici d’identifier les contaminations et les responsables associés. Le focus est porté sur les entreprises d’extraction des ressources naturelles.

Axe 6 : Réduire la vulnérabilité sociale et environnementale aux effets des processus naturels et anthropiques générés par les risques	N/R
Axe 7 : Intégrer l'approche environnementale dans les processus sociaux, économiques et culturels au sein de la gestion publique.	N/R

Source : SENPLADES (2009) ; N/R : non-indiqué dans le plan de planification.

Nous proposons ici une lecture des politiques publiques proposées dans les plans de planification de 2009 et 2013, complétée par des travaux académiques déterminant une première ébauche d'évaluation de la gouvernance des ressources naturelles en Équateur.

(i) *Axe 1 : Conserver et gérer durablement le patrimoine naturel et sa biodiversité terrestre et marine, considéré comme un volet stratégique*

Cet axe traduit la volonté d'augmenter la surface des zones protégées régies par différentes organisations : l'agence gouvernementale PANE (*Patrimonio de Áreas Naturales del Estado*) ; les gouvernements autonomes décentralisés, organismes privés et le programme *Socio Bosque*. L'évolution des surfaces protégées est présentée dans le tableau 2.1. et confirme la stratégie gouvernementale. On remarque une hausse de la surface protégée sur la période, principalement portée par le programme d'indemnisations *Socio Bosque*¹⁷.

Tableau 2.2. Superficie du territoire continental sous protection et gestion environnementale (en hectares)

Organismes	2008	2009	2010	2011	2012
PANE et Gouvernements Autonomes Décentralisés	4 142 392	4 197 080	4 277 240	4 290 195	4 344 465
Forêts et végétations protégées	2 042 545	2 042 649	2 208 180	2 260 190	2 265 627
Programme <i>Socio Bosque</i>	151 734	365 253	525 275	684 504	878 923
Mangroves	90 572	90 573	87 319	87 317	86 506
Total	6427 243	6 696 554	7 098 015	7 322 207	7 575 522

Source : MAE (2013) et SENPLADES (2013)

¹⁷ Le programme *Socio Bosque* repose sur l'attribution d'indemnisations financières auprès des propriétaires terriens qui ne déforêtent pas leur terrain. Le montant de cette aide dépend de la superficie du terrain. Les propriétaires des surfaces les plus petites, inférieures à 20 hectares, perçoivent 60\$ par hectare et par an ; plus la surface augmente plus l'indemnisation par hectare est faible (MAE, 2013).

La préservation est considérée comme « un volet stratégique » du fait des droits de la Nature mais également dans une perspective de développement économique. Il s'agit de valoriser économiquement ce patrimoine naturel : « La nature a une valeur directe et indirecte dans les activités de la société, et la biodiversité devrait être comprise comme une source importante de science, de technologie et d'activité économique dérivée, une garantie de souveraineté et de sécurité alimentaire, une source de tourisme national et international, ou une source d'oxygène dans le cas des forêts, avec une importance potentielle dans le marché mondial des crédits carbone » (SENPLADES, 2009 : 100). Ce point est repris dans le plan de 2013 bien que la nécessité d'améliorer l'efficacité de la gestion plutôt que l'augmentation des zones protégées est davantage soulignée.

Plusieurs travaux académiques soulignent néanmoins la position paradoxale du gouvernement équatorien au sujet de la préservation des zones protégées, notamment le bloc 31 du Parc Yasuni (cf : Encadré 2.1. ; Espinosa, 2013). Cette posture est reflétée par la concomitance entre l'intégration d'un volet dédié à la *Consolidation de l'Initiative Yasuni-ITT* dans le plan de 2013 et la mise à terme du projet la même année. Les engagements politiques associés à la consolidation de l'initiative se concentrent sur les mécanismes institutionnels régulant la préservation et l'activité du Parc Yasuni et ne traitent pas des modalités de l'exploitation des ressources d'hydrocarbures dans la région. Les éléments déterminants la fin du projet sont bien explorés dans la littérature scientifique et soulignent les limites de la gouvernance équatorienne des enjeux environnementaux. Espinosa (2013) analyse la rhétorique politique liée à l'Initiative Yasuni-ITT et évoque la juxtaposition de deux postures politiques différentes avec, en 2008, d'un côté, la définition d'un moratoire limitant l'expansion pétrolière dans les zones protégées et de l'autre côté, un appel d'offre réalisé auprès des entreprises pétrolières et des associations pour l'exploitation (ou la préservation) des zones protégées. Cette position contradictoire n'est pas isolée. Martins (2011) et Pelligrini et al. (2014) décrivent une situation qualifiée de « ping pong » durant laquelle des discours politiques soulignaient les difficultés financières du pays, suggérant une volonté d'extraction des ressources, tout en maintenant les discussions avec les différents partenaires, notamment les financeurs. Or, cette forme d'instabilité a instauré un climat de méfiance envers la fiabilité et la viabilité du projet pour les parties prenantes, notamment les financeurs (Martin 2011 ; Pelligrini et al., 2014).

En parallèle, la gestion du patrimoine naturel est liée à l'application des droits de la Nature. Le plan de planification de 2013 souligne la nécessité de déterminer un cadre normatif

pour faire respecter ces droits. C'est une limite souvent soulignée dans la littérature du *buen vivir*, sa présence dans le plan de planification de 2013 l'illustre. La mise en place de mécanismes institutionnels veillant non seulement à la préservation du patrimoine naturel mais également aux différentes sanctions associées n'est, pour autant, toujours pas explicitée. Le plan de 2013 se concentre sur la nécessité de déterminer ces mécanismes et leur degré d'application aux différents niveaux du gouvernement (État et/ou Provinces). De plus, le gouvernement équatorien souhaite « consolider la position de la Déclaration Universelle des Droits de la Nature et la gestion durable des biens communs mondiaux dans les négociations internationales » (SENPLADES, 2013 : 223). Or, sans cadre normatif, cet objectif est inadapté.

Enfin, la préservation du patrimoine naturel est également liée aux enjeux de la déforestation. Un focus sur ce thème est réalisé au sein du plan de planification de 2013. La position du gouvernement est ambivalente. D'une part, la détermination de mécanismes juridictionnels est définie comme un objectif majeur pour la conservation et la préservation des forêts équatoriennes. L'importance d'une gouvernance multi-niveaux et participative, intégrant les populations directement concernées tout comme les partenaires privés, est jugée essentielle au regard des objectifs de conservation. D'autre part, il s'agit également de « promouvoir l'industrialisation de la production forestière dans les plantations et leurs chaînes de production, sur la base d'une gestion responsable, participative et durable de leurs ressources » (SENPLADES, 2013 : 235)

(ii) *Axe 2 : Gérer le patrimoine hydrique avec une approche intégrée et globale par bassin hydrographique, une utilisation stratégique de l'État et une évaluation socioculturelle et environnementale.*

On constate à la lecture du plan de planification, que peu de politiques publiques sont réellement explicites. Le gouvernement équatorien propose un investissement public important dans le secteur hydraulique; notamment au regard des objectifs décrits dans l'axe 3. Globalement, il s'agit de mieux penser le système hydraulique de façon à réduire les inégalités d'accès à l'eau et de définir des solutions qui permettraient la réduction de la pollution des eaux (SENPLADES, 2009 ; 2013). Une première analyse de la gouvernance du système hydraulique a été réalisée par Kayser et al. (2015) qui souligne les difficultés de coordination entre les différentes instances de gouvernance intervenant sur plusieurs niveaux et dont les missions se juxtaposent : national (Secrétariat de l'eau, Ministère du

développement urbain, Ministère de la santé), municipale et communautaire. Un investissement important a été réalisé mais d'après les entretiens réalisés par les auteurs, peu de moyens sont attribués aux aspects techniques et logistiques (assainissement et test de qualité).

(iii) *Axe 3 : Diversifier la matrice énergétique nationale, en favorisant une meilleure efficacité et une plus grande participation des énergies renouvelables durables*

Le changement de la matrice énergétique relève d'un enjeu fondamental. Le ministère SENPLADES note que 90% de l'offre nationale d'énergie repose sur l'exploitation du pétrole et du gaz naturel (SENPLADES, 2009). Afin de remédier à cela, le gouvernement équatorien suggère, dans le plan de planification de 2009, un fort investissement public dans le secteur hydroélectrique et, dans une moindre mesure, dans les ressources renouvelables alternatives. En 2013, l'usage de ressources renouvelables alternatives devient impératif. Il s'agit non seulement d'investir via le développement technologique et les infrastructures mais également de développer un système tarifaire spécifique pour promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables dans les différents secteurs économiques.

(iv) *Axe 4 : Prévenir, contrôler et atténuer la contamination de l'environnement afin de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie*

Sans remettre en cause l'extraction pétrolière, le plan de planification souligne la nécessité d'atténuer l'impact environnemental de cette activité. Ainsi, il est précisé qu'un contrôle strict des normes et réglementations environnementales sera réalisé. Il est également annoncé que cette action se fera dans une démarche participative, en discussion avec les communautés autochtones : « Sera également considérée la participation des communautés locales aux différentes étapes de la conceptualisation et de la mise en œuvre des projets, tous les travaux structurels de l'État devraient être discutés avec la communauté par le biais de mécanismes tels que la consultation préalable et d'autres formes de participation sociale. » (SENPLADES, 2019 : 103).

- (v) *Axes 5, 6, 7 : Promouvoir l'adaptation et l'atténuation de la variabilité du climat en mettant l'accent sur le processus du changement climatique, réduire la vulnérabilité sociale et environnementale aux effets des processus naturels et anthropiques générés par les risques ; intégrer l'approche environnementale dans les processus sociaux, économiques et culturels au sein de la gestion publique.*

Ces axes sont davantage développés dans le plan de planification de 2013. Globalement, il s'agit de réduire les risques socio-environnementaux, qu'ils proviennent du changement climatique ou du développement économique et technologique. Les politiques proposées se déclinent en quatre volets : éducation au développement durable, détermination et consolidation de mécanismes de régulation, développement de secteurs économiques et de technologies alternatifs et application du principe de précaution. L'éducation au développement durable relève à la fois de la formation aux risques environnementaux liés au changement climatique mais également des répercussions environnementales du développement économique et technologique. Des campagnes publicitaires dédiées à l'éthique environnementale sont suggérées par les plans de planification : tri sélectif, consommation responsable, etc. Les mécanismes institutionnels se concentrent quant à eux sur la détermination d'un cadre normatif régulant le développement économique dans une perspective écologique à travers le développement de normes de qualité et de règles de contrôle et de sanctions, valables sur la production, la gestion des déchets et les intrants (pesticides, produits chimiques). Ce cadre normatif est illustré par la proposition du développement de licences environnementales, payées par les entreprises, qui conditionneraient les activités industrielles. Le prix des licences repose sur l'estimation des dommages environnementaux éventuels. La régulation devra également déterminer les responsabilités de chacun lors des phénomènes de pollution. Le gouvernement s'engage à exiger des différentes parties prenantes l'investissement nécessaire à une réparation complète des dommages causés. En dernier lieu, il s'agit également de modifier les incitations des acteurs, notamment le comportement des consommateurs, à travers la consolidation des labels éco-responsables. En parallèle, le gouvernement équatorien souhaite promouvoir et investir dans le développement d'alternatives aux mécanismes de marché traditionnels et renforcer les activités *propres*. Enfin, l'application du principe de précaution exige une analyse plus approfondie des risques environnementaux associés à l'exploitation des ressources naturelles et à la préservation des espèces (SENPLADES, 2013).

- (vi) *Renforcer la gouvernance environnementale du régime spécial pour l'archipel des Galápagos et consolider la planification intégrée pour l'Amazonie (SENPLADES, 2013)*

Une attention particulière est portée, dans le plan de planification de 2013, à la gouvernance des Iles Galápagos et à l'Amazonie. Néanmoins, les propositions législatives ne se distinguent pas réellement de celles développées précédemment. La notion de *régime spécial* suggère un contrôle renforcé des espèces et produits chimiques intrants au regard de la vulnérabilité et de la richesse environnementale des Galápagos. La *planification intégrée* proposée pour les territoires de l'Amazonie repose sur « une planification participative [...] tenant compte des caractéristiques particulières des établissements humains et de la capacité de charge des territoires, sur la base de limites de croissance et de plafonds environnementaux » (SENPLADES, 2013 : 240). Pour ces deux régions protégées, la circulation des personnes serait également limitée afin de réduire la pression sur les ressources naturelles.

La lecture des plans de planification ne permet pas une réelle appréciation de la méthode de gouvernance mobilisée par le gouvernement équatorien en ce qui concerne les enjeux environnementaux. L'initiative Yasuni-ITT illustre une position hybride essentiellement centralisée, mobilisant des mécanismes de marché et des consultations participatives, sans que les responsabilités de chacun soient clairement identifiées, hormis celles de l'État. Elle peut être qualifiée de paradoxale dans la mesure où l'initiative prend forme sur une posture de rejet des mécanismes traditionnels de marché (Rival, 2010). Or, ces mécanismes ne sont pas réellement remis en question dans les plans de planification (SENPLADES, 2009). Les travaux académiques traitant de la gouvernance du *buen vivir* décrivent principalement une gouvernance très centralisée dans les faits (Arsel, 2012 ; Arsel et Angel, 2012).

En science économique, la définition d'un système de gouvernance optimal en matière de préservation des ressources naturelles est une question vaste, qui débute avec les travaux de Hardin (1968) soulignant l'urgence de définir le type de gouvernance des biens communs. S'opposent en premier lieu la gouvernance privée, par les marchés, de la gestion publique, par l'État. En termes d'efficacité, la littérature ne tranche pas entre ces deux types de gouvernance. La gouvernance centralisée ou publique intègre la création ou l'expansion des

zones protégées, les nationalisations d'entreprises d'exploitation des ressources naturelles et la mise en place de réglementations et/ou de normes. Plusieurs travaux démontrent qu'elle n'est pas efficiente car elle représente un coût élevé, lié à la mise en place de la législation, mais surtout du contrôle de cette dernière, pour un impact sur la préservation des ressources naturelles, relativement aux autres formes de gouvernance, peu significatif (Hayes, 2006). Dans les faits, l'efficacité de la gouvernance publique est conditionnée au niveau de légitimité attribué à la règle mise en place et à l'investissement réalisé pour le contrôle de celle-ci (Ostrom et Nagendra, 2006). Deux points qui pourraient être évités si la réglementation publique était élaborée et régulée de manière participative en incluant les utilisateurs (Ostrom et Nagendra, 2006 ; Dietz et al., 2008 ; Chhatre et Agrawal, 2009 ; Ostrom, 2009).

Les mécanismes de marché reposent, quant à eux, sur la modification des incitations, sur la détermination de limites (normes, réglementations) contrôlant le comportement des agents, sur les paiements pour les services écosystémiques et sur la création de marchés tel que celui des droits à polluer (Bontemps et Rotillon, 2007). Ils constituent l'approche dominante limitant les actions des autres instances de gouvernance, notamment publiques (Norgaard, 2010). Or, l'efficacité de ces politiques environnementales est conditionnée par la quantité d'informations disponibles afin de mieux déterminer la valeur des dommages environnementaux, mais exige également une capacité de coordination importante (Bontemps et Rotillon, 2007 ; Muradian et Rival, 2012)¹⁸. Or, nous avons vu dans la section précédente que la mesure des services écosystémiques était sous-évaluée. Muradian et Rival (2012) soulignent que la complexité des services écosystémiques au travers de leurs interactions, du niveau d'incertitude, des barrières cognitives, ne permet que difficilement la coordination. Enfin, le manque de considération de la dimension socioculturelle induit des rapports de négociations déséquilibrés entre les offreurs (les pays en développement) et les payeurs (les pays industrialisés) (Lele, et al., 2013). Ce phénomène est amplifié lorsque l'on considère l'évolution des coûts de transaction et d'accès à la technologie. Norgaard précise que « la durabilité est difficile, c'est-à-dire que les coûts de transaction seront élevés ; travailler avec des écosystèmes en évolution rapide entraînera des coûts de transaction encore plus élevés et il faudra sans cesse repenser les droits de propriété à la lumière de l'évolution de la dynamique écologique, des connaissances écologiques et des objectifs sociaux à mesure que de nouveaux

¹⁸ Le manque d'efficacité des mécanismes de marché serait le fait, en partie, de la mauvaise qualité institutionnelle (Brown et al., 2008; Campbell et al., 2008; Peskett et al., 2008; Bond et al., 2009; Cotula et Mayers, 2009).

problèmes se poseront » (Norgaard, 2010 : 1225). Les individus ne sont pas tous égaux face à l'augmentation de ces coûts.

La mise en place d'une structure de gouvernance hybride, mêlant des mécanismes de marché, étatiques et des communautés locales, permettrait une gouvernance des ressources naturelles plus optimale. C'est ce que propose le gouvernement équatorien dans les plans de planification. La démarche participative défendue n'est que consultative et la position vis-à-vis des mécanismes de marché est fluctuante. Cette posture a entraîné une rupture entre la politique nationale et les enjeux locaux de gestion des ressources naturelles, qui se manifeste par la multiplicité des conflits socio-environnementaux dans la région.

Pour **résumer**, la gestion des ressources naturelles en Équateur sur la période 2007-2017 proposée dans le cadre général des plans de planification montre une certaine volonté de s'extraire d'une régulation via les mécanismes de marché qui supposent la commensurabilité de l'environnement naturel. Les plans de planification proposent une gouvernance centralisée qui, d'après la littérature académique, n'est pas la plus efficace comparée aux résultats positifs des systèmes de gouvernance hybrides. La gouvernance centralisée équatorienne a permis le maintien de la part de la surface du territoire protégé. Néanmoins, d'après la littérature, on observe des difficultés institutionnelles de coordination, de jeux de pouvoirs et des incohérences institutionnelles qui affectent la lisibilité de la gouvernance et, en conséquence, sa légitimité et son efficacité.

1.2. Gouvernance des ressources naturelles en Équateur : la confrontation entre les enjeux locaux et nationaux

Nous sommes amenés à nous interroger sur les déterminants et les implications qui ont conduit le gouvernement équatorien à maintenir l'extraction des ressources naturelles dans les régions dites protégées. L'impérative réduction du taux de pauvreté constitue la principale justification du gouvernement équatorien à contrecarrer le projet initial du *buen vivir*. Elle illustre la confrontation entre les enjeux nationaux et locaux de la mise en œuvre du *buen vivir*. Dès lors, nous traiterons ces deux points dans les sections suivantes.

1.2.1. La légitimité de la gouvernance des ressources naturelles en Équateur

Le maintien de l'extractivisme en Équateur, même s'il constitue une étape temporaire de l'achèvement du *buen vivir*, nous incite à nous interroger sur sa légitimité et à nous demander si cette phase représente un accord tacite avec la population équatorienne ou reflète un comportement de captation des richesses (*rent-seeking*) de la part du gouvernement équatorien. Plusieurs travaux essaient de définir le positionnement de la population équatorienne. Guardiola et García-Quero (2014) ont réalisé une analyse économétrique afin de déterminer l'impact des approches conservacionniste et extractiviste du *buen vivir* sur le bien-être subjectif. Cette étude repose sur un échantillon représentatif de deux cantons équatoriens, *Nabón* et *Pucará*, de la région *Azuay*, au sud de l'Équateur. Deux régions pauvres dans lesquelles l'emploi est principalement porté par le secteur agricole. L'approche extractiviste est représentée par des variables économiques, de revenu et d'accès à l'emploi, alors que l'approche conservacionniste repose sur des variables *ethos* liées à l'environnement, la participation communautaire et la souveraineté alimentaire. Ces éléments représentent les enjeux des deux approches. L'ensemble de ces variables augmente la probabilité d'accéder à un niveau de satisfaction supérieur. Les auteurs concluent qu'aucune des deux approches ne se distingue en termes d'impact sur le bien-être subjectif. En termes d'implications politiques, ils suggèrent qu'un processus délibératif continu est nécessaire afin de mieux considérer les enjeux environnementaux et communautaires du côté du gouvernement, la stratégie économique de l'approche conservacionniste de l'autre côté.

Rival (2010) réalise une analyse anthropologique afin d'identifier les implications de la transformation de la valeur de marché à la valeur communautaire, traduite par l'Initiative Yasuni-ITT, sur les systèmes de valeurs des individus. L'hypothèse sous-jacente est que les « échanges économiques s'inscrivent dans des systèmes plus larges de production de valeur » (Rival, 2010 : 359). À travers une analyse de données ethnographiques (entretiens informels, participation à des réunions de travail, coupures de presse), elle met en avant la manière avec laquelle les individus se sont appropriés le projet de l'Initiative Yasuni-ITT et la détermination du dédommagement lié à sa préservation. Certaines données récoltées soulignent que le niveau de richesse de l'Équateur n'est pas « suffisamment » faible au point de dévaster une des zones les plus riches et diversifiée en termes biodiversité. Elles montrent également que certains individus sont sceptiques quant à la méthode d'estimation des coûts et des avantages de l'exploitation, notamment sociaux, mettant en cause le caractère redistributif

du secteur pétrolier. Bien que le critère de représentativité ne soit pas respecté, ce qui constitue la principale limite de l'analyse qualitative en général, l'étude de Rival (2010) met en lumière l'enthousiasme de plusieurs individus ou médias quant à la préservation du parc Yasuni. Elle ajoute que le processus de réévaluation du dédommagement (le passage de l'estimation du coût d'opportunité à celle des émissions de carbone évitées) a constitué une première mise en doute de la véracité de la parole gouvernementale sous Rafael Correa. L'initiative Yasuni-ITT n'avait pas encore pris fin.

En parallèle, Vallejo et al. (2015) effectuent une analyse multicritère afin de mieux appréhender les enjeux multidimensionnels de l'initiative Yasuni-ITT. Elle repose sur l'étude de la matrice d'impact, « qui comprend l'ensemble des critères techniques permettant d'évaluer les différentes options politiques » (Vallejo et al., 2015 : 176). Leur approche compare alors deux plans, eux-mêmes ayant chacun deux approches. Le plan « A » décrit la conservation des ressources naturelles du Parc Yasuni, avec une vision optimiste du projet qui suppose l'accès au financement demandé, et une vision pessimiste qui émet l'hypothèse d'un financement amputé de 20% de la somme demandée. Le plan « B » suppose l'extraction des ressources naturelles dans la région, avec à nouveau, deux applications possibles du plan B : l'exploitation de toute la zone Ishpingo – Tiputini – Tambococha ou la préservation de la région Ishpingo qui fait partie de la zone dite intangible (zone créée par décret en 1999). Parmi les dimensions traitées figurent les enjeux culturels et politiques, notamment l'impact de la gouvernance et la cohésion sociale. Ces derniers sont mesurés à travers un indice déterminé par les experts interrogés. Ils intègrent (i) « l'accès à un niveau de bien-être de base pour la population », (ii) « l'intégration sociale via des mécanismes institutionnels » et (iii) « une configuration sociale éthique » (Vallejo et al., 2015 : 184). Alors que les deux scénarios du plan A montrent un impact positif, à court et à long terme, ceux du plan B fragilisent la cohésion sociale en Équateur.

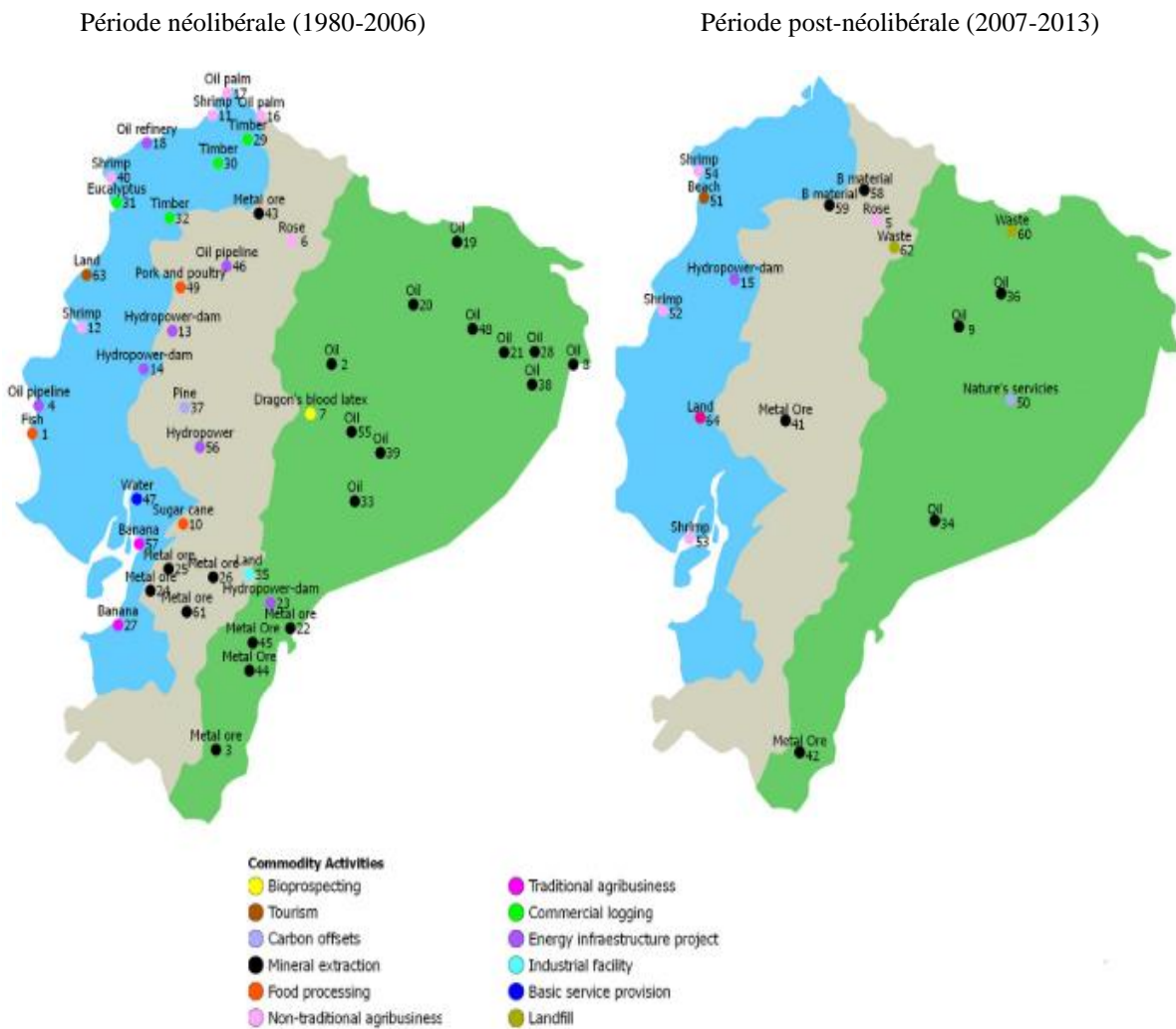
Les représentations sociales des politiques publiques équatoriennes en matière de gestion des ressources naturelles sont indexées sur les plausibles retombées socioéconomiques des divers projets d'exploitation.

1.2.2. Économie politique des conflits socio-environnementaux

Alors que de multiples travaux soulignent l'importance de la décentralisation et de l'inclusion des acteurs locaux dans le processus de gouvernance pour la préservation de la biodiversité (Ribot, 2006 ; Campbell et al, 2001; Meinzen-Dick, 2007; Nagendra, 2007), la gouvernance centralisée des enjeux environnementaux a conduit à l'augmentation des conflits socio-environnementaux en Équateur. Ces mouvements socio-environnementaux reposent soit sur la volonté d'une meilleure redistribution locale de la richesse créée par l'investissement minier et sont portés par les syndicats et les ouvriers, *l'accumulation par l'exploitation*, soit sur la remise en cause du projet et de la gouvernance des ressources naturelles, *l'accumulation par la dépossession*, et sont portés par les minorités (Harvey, 2003 ; Bebbington et al., 2008). Latorre et al. (2015) analysent les différents liens entre le système économique équatorien, établi dans un contexte globalisé, et les mouvements de résistance qui en émergent. Ils se reposent sur une étude comparative de près de 64 conflits socio-environnementaux entre 1980 et 2013. Ces conflits sont principalement portés par les communautés indigènes, avec le soutien d'ONG nationales comme internationales. Les revendications de ces dernières portent principalement sur l'arrêt de l'extraction pétrolière et la restauration de l'environnement pollué pour ensuite intégrer la demande de la reconnaissance des droits des communautés indigènes, et plus particulièrement celui de la consultation préalable. Les communautés autochtones sont également soutenues par les organisations syndicales lorsque les conflits sont associés au secteur agroalimentaire, les conditions de travail pouvant être rudimentaires voire désastreuses. L'inventaire réalisé par les auteurs est illustré par la figure 2.1. présentée ci-dessous. En Amazonie, les auteurs observent une forme de continuité dans les mouvements de résistance tout comme dans la logique d'expansion de l'exploitation des ressources naturelles. Naturellement, les revendications portées par les mouvements sociaux sont liées à leur historicité. Pour illustrer cela, nous pouvons nous référer aux contestations liées à l'affaire *Chevron-Texaco* dans laquelle l'entreprise américaine est accusée d'avoir pollué les eaux et enterré les déchets toxiques sans les traiter, impliquant des conséquences désastreuses sur la santé des populations locales. Cette affaire structure le mouvement social dans la région, qui, en conséquence, porte davantage sur les dégradations environnementales. En parallèle, d'autres formes de revendications apparaissent, notamment autour des nouvelles zones de conflits (36 et 60), qui ne remettent pas en cause les projets d'extraction pétrolière mais demandent une compensation via l'investissement dans de nouvelles infrastructures dans

la région. Sur la côte et dans les Andes, les auteurs mettent en avant les mouvements sociaux dénonçant les dégradations environnementales des exploitations agricoles et d'élevage, en particulier dans le secteur des fleurs, des bananes et des crevettes. Ces secteurs sont qualifiés de stratégiques par le gouvernement équatorien dans la perspective de réduire la dépendance au pétrole. Or, les infrastructures mises en place pour permettre l'expansion de la filière, les bouleversements que ces secteurs peuvent engendrer sur les petites surfaces agricoles, la gestion des terres, le manque de législation et les dégradations environnementales participent à la recrudescence des conflits.

Figure 2.1. Les conflits socio-environnementaux : une comparaison entre l'ère néolibérale (1980-2006) et post-néolibérale (2007-2013)



Source : Latorre et al. (2015).

Une région équatorienne en tension, particulièrement étudiée dans la littérature, est celle d'*Intag*, située au nord de Quito. La richesse en ressources naturelles de cette région a entraîné plusieurs mouvements sociaux. Bebbington et al. (2008) étudient la manière avec laquelle les mouvements sociaux contre l'exploitation des gisements de cuivre ont influencé le développement rural de la région. Le mouvement social est porté par *Acción Ecológica* qui entreprend un processus d'éducation aux enjeux socio-environnementaux liés au projet extractif. Cela a conduit à un changement de rhétorique des populations locales ; émerge le discours de *colonisation des modes de vie* et de *dépossession de la Nature*. Bien que *Acción Ecológica* représente un acteur majeur des luttes socio-environnementales en Équateur, plusieurs acteurs isolés structurent également le mouvement social. La convergence de ces différents micro-mouvements a conduit à *une escalade de violence*, illustrée par l'incendie du campement de la mine impliquant le retrait de la compagnie japonaise en charge de l'exploitation. S'en est suivi un processus de médiation entre le gouvernement, les représentants politiques locaux et les populations locales, qui a permis une plus forte implication de ces dernières dans le processus politique, notamment à l'échelle municipale. Suite à un processus délibératif, la zone d'*Intag* est qualifiée de « canton écologique » refusant l'exploitation minière¹⁹. L'institutionnalisation du mouvement a permis une plus grande visibilité à l'échelle régionale comme internationale, renforçant la position du gouvernement local. Elle a permis également l'exploration de nouvelles sources de richesses, alternative à l'exploitation minière, et permettant à la population de satisfaire les besoins de base. Le projet fut réactivé par le rachat de l'exploitation par une société canadienne mais les retombées sociales locales de l'activité étaient trop faibles pour fragiliser le mouvement écologiste. La société canadienne se retire également du projet en 2006. Il fut réactivé en 2013, porté par Rafael Correa qui entame un processus de délégitimation des militants clés et des organismes associés (Walter et al., 2016).

Les travaux de Bebbington et al. (2008) ont été réalisés avant l'institutionnalisation du *buen vivir*, cependant ils témoignent de l'influence de mouvements sociaux sur le développement rural de la région et comment l'implication des individus dans les politiques locales permet la définition d'alternatives à l'extraction des ressources naturelles. Néanmoins, ils soulignent indirectement les limites de la gouvernance centralisée lorsque les décisions politiques ne sont pas considérées comme légitimes. En parallèle, l'analyse multicritères

¹⁹ Suite au départ de la compagnie japonaise, le projet a été figé durant cette période.

réalisée par Walter et al. (2016) permet une vue d'ensemble du projet d'exploitation des minerais. Sur le plan méthodologique, ils ont réalisé 40 entretiens avec des parties prenantes du projet, qui exploraient les perspectives de développement économique de la région, les représentations sociales de la zone géographique (et sa délimitation) et plus globalement les enjeux du projet d'extraction des ressources minières. Ils ont également assisté à des réunions de paroisses, regroupant 1000 personnes environ, dont l'objet était la détermination de voies de développement économique alternatives. Comme les auteurs le soulignent, la limite de ces réunions et ateliers relève du manque de diversité des individus présents, peu de personnes favorables au projet s'y présentent. Ces données qualitatives ont été complétées par des entretiens réalisés auprès d'acteurs nationaux, privés comme publics. Cette première étape a permis l'identification de plusieurs scénarios. Sont comparés deux projets, celui de l'extraction des ressources, dont le modèle repose sur celui mis en place depuis 2013, et celui de la non-extraction qui repose sur le développement de plusieurs secteurs d'activités (tourisme, agroforesterie, café, etc.). Afin de consolider les prévisions de chacune des voies, les auteurs se sont aidés des enseignements tirés de deux projets similaires : le projet d'extraction des minerais du Mirador et le modèle de développement touristique de la région de Mindo. Les estimations réalisées indiquent que le scénario « Développement Touristique » générerait plus de retombées positives que celui de l'exploitation minière. Le modèle de développement du tourisme offre plus d'opportunités d'emploi et est plus inclusif (niveau d'éducation, genre), contrairement au scénario minier qui ne représenterait pas une source de revenu stable localement. Les auteurs concluent sur la notion de « zones sacrifiées », qualifiées de lieux dans lesquels les déterminants sociaux ou environnementaux sont mis de côté au profit du plus grand nombre. Ils mettent ainsi en perspective les alternatives qui sont proposées localement.

Le conflit de la région d'Intag est également l'objet d'étude des travaux de Karen Buchanan (2013) qui réalise une analyse des discours des différentes parties prenantes du projet et montre comment les connaissances qu'elles déploient servent leurs intérêts politiques. Contrairement à Bebbigton et al. (2008), l'analyse compose également avec le mouvement social local qui défend le projet minier. Le discours des conservationnistes est porté par la rhétorique de l'extinction de la faune et la flore, conséquence de l'exploitation minière, ainsi que l'association de la région d'*Intag* comme berceau de la biodiversité. Ce type de discours bénéficie d'une forte aura auprès des acteurs nationaux et transnationaux. Il est complété néanmoins par des anecdotes, des expériences personnelles et des connaissances

scientifiques et empiriques. Ce discours mixte permet de renforcer l'identité locale et le lien entre les individus et leur environnement naturel mais également d'inciter les individus à proposer des alternatives pour le développement de la région. Les discours des pro-exploitation, quant à eux, discutent la véracité des revendications du camp opposé, mobilisant les termes de « lavage de cerveau » ou « mythes », par exemple, mobilisant des arguments plutôt subjectifs et non-constructifs.

Walter et Urkidi (2017) réalisent une étude comparative des différentes consultations publiques réalisées dans différents pays d'Amérique Latine en analysant plus spécifiquement les déterminants de leur émergence et comment elles remettent en question la gouvernance des ressources naturelles. Parmi ces consultations, ils s'intéressent à la consultation réalisée en 2011 autour du projet *Quimsacocha* d'extraction de métaux précieux. Cette consultation était organisée par une organisation indigène paysanne qui gère le système des eaux dans la région. La consultation a été encadrée par des organismes internationaux, notamment l'Organisation International du Travail (OIT). Le taux de participation a été de 67% et 92,3% des votants se sont opposés à la compagnie minière. À travers cette étude comparative, les auteurs mettent en avant les déterminants de la multiplicité des conflits socio-environnementaux en Amérique Latine. Ces conflits illustrent des mauvaises représentations sociales envers le secteur minier, portées par ses externalités négatives environnementales (pollution des eaux) mais également par le manque de redistribution de cette richesse en termes d'investissements publics et d'emplois. Plus globalement, ce type de consultation se développe par manque de confiance envers les consultations « formelles » organisées par les autorités locales ou nationales et/ou les entreprises privées. En Équateur, ces consultations formelles n'auraient pas été organisées (Perez Guartambel, 2012).

Pour **résumer**, plusieurs références académiques montrent que le maintien de l'exploitation des ressources naturelles, et plus particulièrement les ressources extractives, ne fait pas consensus auprès de la population équatorienne. Elles font apparaître des résultats contrastés selon les types de données et d'analyses réalisées. Les travaux mobilisant des approches qualitatives vont plutôt mettre en lumière les arguments de l'approche conservacionniste et des représentations sociales plutôt négatives au sujet des politiques publiques du *buen vivir*. Les approches quantitatives, permettant une meilleure représentativité et objectivité, démontrent qu'une approche ne l'emporte pas sur une autre, que le maintien de l'extractivisme participe à l'amélioration du bien-être subjectif tout autant

que la conservation des ressources naturelles. Ainsi, il n'apparaît pas de consensus légitimant la gouvernance des ressources naturelles en Équateur. Au mieux, les analyses montrent que les individus considèrent les retombées positives de l'exploitation des ressources naturelles au même niveau que celles de l'approche conservacionniste. Si le maintien de l'exploitation des ressources naturelles ne fait pas l'unanimité à l'échelle régionale ou nationale, la possibilité qu'elle soit considérée légitime à l'échelle locale, où les externalités négatives sont plus visibles, est faible. Cette hypothèse est confirmée par l'augmentation des conflits socio-environnementaux durant les deux mandats de Rafael Correa. Les analyses réalisées ne nous permettent pas pour autant de définir les déterminants de cette hausse et sa relation avec les politiques publiques du *buen vivir*.

2. Impulser le changement structurel

L'application des Droits de la Nature est conditionnée par le développement d'une structure productive diversifiée, inclusive et plus résiliente. L'économie équatorienne est principalement portée par l'exportation des ressources naturelles, qu'elles soient extractives ou agricoles. Cette dépendance nous amène à réfléchir aux rigidités freinant la diversification de la structure productive. Ce phénomène n'est pas propre à l'Équateur et a été largement étudié au sein de la science économique par le biais de la littérature sur la malédiction des ressources naturelles. Une fois les enjeux de la diversification de la structure productive définis, nous analyserons les politiques publiques mises en œuvre depuis 2007 en Équateur au regard des objectifs de résilience et de soutenabilité macroéconomique.

2.1. La dépendance aux ressources naturelles en Équateur

La diversification de la structure productive représente un enjeu fondamental des politiques du *buen vivir* (SENPLADES, 2009 ; 2013). Elle nous amène à envisager la dépendance aux ressources naturelles comme un cercle vicieux décrit abondamment par la littérature consacrée à la malédiction des ressources naturelles. La notion de malédiction des ressources naturelles naît des travaux de Richard Auty (1990 ; 1993 ; 1995) et désigne une relation négative entre la part des ressources naturelles dans la structure productive et le développement économique. Cette relation est démontrée empiriquement par les travaux de Sachs et Warner (1999). Par la suite, ce champ de recherche détermine plusieurs canaux de transmission liés, soit aux mécanismes économiques de commerce international qui, via la

dynamique du taux de change peut biaiser les incitations des agents économiques par exemple, soit à des mécanismes d'ordre institutionnel de gestion de la rente pétrolière. Mieux appréhender ces mécanismes nous permet de mieux définir les enjeux de la mise en œuvre du *buen vivir*.

2.1.1. Les conséquences de la dépendance aux ressources naturelles sur le système économique

Les canaux économiques de la malédiction des ressources naturelles relèvent des distorsions perceptibles, directement sur les marchés et indirectement via la modification des dotations factorielles, et sont la résultante de la spécialisation dans le secteur des matières premières.

La littérature démontre que la dépendance économique aux ressources naturelles implique une valorisation du taux de change (Corden, 1984 ; Collier et Goderis, 2008 ; Brückner, 2010). Collier et Goderis (2008) se focalisent sur la détermination de l'impact de la dotation en ressources naturelles sur la croissance de court et long terme. Ils démontrent que cette forme de spécialisation a un effet positif sur la croissance de court-terme mais négatif sur celle de long-terme. Ils lient ce phénomène à la variation du taux de change que cette spécialisation est susceptible de provoquer. Ce résultat est également la première étape des travaux de Corden et Neary (1982) traitant du *syndrome hollandais* et des effets sur la désindustrialisation des économies. Le syndrome hollandais met en exergue la hausse du taux de change induite par un boom des ressources naturelles qui joue négativement sur la compétitivité des autres secteurs. C'est une baisse de compétitivité directe pour les autres secteurs qui exportent, et indirecte via la réallocation de la main d'œuvre vers le secteur sujet aux chocs et par l'augmentation du prix relatifs des matières premières (Corden et Neary, 1982 ; Corden, 1984). À long terme, cette baisse de compétitivité peut impacter structurellement la dynamique économique du pays en réduisant la taille du secteur industriel (Corden et Neary, 1982). D'après l'analyse des chocs pétroliers ayant eu lieu sur la période 1971-1983, Gelb (1988) souligne que le syndrome hollandais serait amplifié pour les économies dépendantes des ressources pétrolières.

De plus, le caractère volatile du prix des matières premières ne permet pas une croissance économique stable. Elle rend complexe la stabilité du financement de l'économie. En effet, Crivelli et Gupta (2014) soulignent que la spécialisation primaire des économies a un

effet négatif sur les autres sources de revenus des économies en question, et plus particulièrement sur les ressources fiscales. La spécialisation de ces économies induit des modifications régulières de la taxation et, de ce fait, fragilise la stabilité macroéconomique de ces pays (Davis et Tilton, 2005). Cette volatilité aurait également des effets sur le niveau d'endettement des pays, plus enclins à augmenter la dette extérieure lorsque les niveaux des prix des matières premières sont élevés, et en difficulté de remboursement lorsque ces derniers diminuent (Van Der Ploeg, 2011). Enfin, elle conduirait à augmenter la volatilité du taux de change des économies, ce qui entraînerait de faibles niveaux de productivité (Gylfason et al., 1999).

Un autre élément explicatif de la malédiction des ressources naturelles serait les effets de ruissellement limités sur les autres secteurs économiques. La diversification de la structure productive serait amorcée selon le degré de « transformabilité » des matières premières en question (Murshed et Serino, 2011). De plus, les ressources extractives ne sont pas le résultat de la production. Leur exploitation relève d'un phénomène extérieur et constitue une forme de rareté. Malgré leur forte valeur ajoutée, elles ne sont pas créatrices d'emplois et, étant une activité intensive en capital, requiert un certain niveau technologique qui ne correspond pas au profil des économies en développement (Karl, 2007 ; Badeeb et al., 2017).

Cette littérature nous montre également comment la dépendance aux ressources naturelles influence les dotations factorielles des pays. Plusieurs travaux mettent en avant le capital humain comme élément explicatif de la malédiction des ressources naturelles (Gylfason, 2001, 2006; and Gylfason and Zoega, 2006). Les travaux d'Ebeke et al. (2015) démontrent que la spécialisation modifie les incitations des étudiants en ingénierie en termes d'orientation. Les secteurs rentiers, plus attractifs en matière de revenu, absorbent la main d'œuvre qualifiée. Cela contribuerait à un modèle sous-productif dans la mesure où la main d'œuvre très qualifiée se concentre dans les secteurs à faible effets d'entraînement, les secteurs les plus enclavés. Ainsi, il y aurait des conséquences structurelles dans la mesure où les pays rentiers ne parviendraient pas à développer d'autres secteurs plus sophistiqués.

Les études citées dans cette sous-section recommandent une meilleure gestion des revenus issus des ressources naturelles, mais également une meilleure protection publique contre la volatilité des revenus et du taux de change, ce qui nous amène à aborder les déterminants institutionnels de la malédiction des ressources naturelles.

2.1.2. Les déterminants institutionnels de la dépendance aux ressources naturelles

En termes de gouvernance, Badeeb et al. (2017) déterminent trois sous-éléments explicatifs de la malédiction des ressources naturelles : la gouvernance des politiques économiques et fiscales, le comportement « d'accaparement de la rente » et la corruption. Cette littérature se concentre davantage sur les ressources naturelles extractives qui sont à forte valeur ajoutée. Afin de la compléter, nous explorerons également la littérature des déterminants institutionnels du changement structurel.

La question de la volatilité du prix des matières premières, impliquant une forte variabilité du budget étatique, souligne l'importance des politiques fiscales et de la gestion des fonds souverains pour les économies rentières. L'existence d'une rente publique a tendance à limiter le développement d'une politique fiscale adéquate, laquelle permettrait de fournir un financement stable pour les politiques publiques (Iimi, 2007). Atkinson et Hamilton (2003) déterminent une relation négative entre la dotation en ressources naturelles et la croissance via son effet sur les niveaux d'épargne et d'investissement. Ces deux derniers sont à des niveaux insuffisants pour permettre le changement structurel ou pour permettre une forme de soutenabilité macroéconomique. L'enjeu de l'épargne publique pour ces pays est également présenté dans les travaux de Collier (2013). Ce dernier s'attèle à la détermination de recommandations politiques pour les pays à faible revenu et dépendant des ressources naturelles. Il souligne la nécessité de définir un modèle propre à ces pays, ces derniers ne pouvant se référer aux modèles de réussite économique que sont la Norvège, l'Australie et le Moyen-Orient. Ainsi, il recommande un maintien des dépenses prévues, même en cas de chute des revenus, et une diminution de l'estimation des dépenses annuelles par précaution. Il convient également de privilégier l'investissement à la consommation. Pour ce faire, l'auteur recommande de favoriser les secteurs des biens dits commercialisables c'est-à-dire le secteur des services et des bâtiments. Les biens d'équipement ou manufacturés sont des biens importables. Ces travaux complètent ceux de Collier et Goderis (2008) soulignant l'importance d'une gestion optimale de la dette externe. Or, nous avons vu précédemment que la dette externe pouvait également représenter une difficulté supplémentaire pour ces pays.

En parallèle, l'usage de la rente conditionne la relation entre la dépendance en ressources naturelles et les indicateurs socioéconomiques. La sortie de la malédiction des ressources naturelles serait permise par un fort investissement dans le système éducatif, stimulant l'innovation et une meilleure qualification des individus et favorisant en

conséquence le développement d'un réel tissu industriel (Gylfason, 2001 ; Kolstad et Wig, 2009). Or, les travaux de Gylfason (2001) montrent une corrélation négative entre la part du capital naturel dans la richesse totale et le nombre d'années d'éducation des jeunes filles, le nombre d'inscriptions dans le secondaire ainsi que les dépenses publiques dans l'éducation. De plus, d'après la littérature, la malédiction des ressources naturelles serait en partie expliquée par un excès de dépenses publiques (Collier et Goderis, 2008). Du fait du caractère rentier de certaines ressources, les dépenses publiques seraient moins contraintes par la rentabilité ou seraient mobilisées par les gouvernements pour se maintenir au pouvoir. Le gaspillage d'argent public fait écho au concept d'*éléphants blancs* décrivant la stratégie politique des grands projets, peu rentables, servant à renforcer la légitimité politique des gouvernements et financés par la rente (Robinson et Torvik, 2005).

Un autre facteur explicatif de la dépendance aux ressources naturelles relève des comportements opportunistes et d'accaparement que la présence d'une rente est susceptible de renforcer (Imi, 2007 ; Badeeb et al., 2017). Ce phénomène est amplifié lorsque le pays est fragmenté ethniquement, la rente représente un sujet de conflit et un moyen de se maintenir au pouvoir (Hodler, 2006 ; Bjorvatn, et Selvik, 2009). Bjorvatn et Selvik (2009) effectuent une modélisation de la dynamique entre les groupes ethniques, la performance économique et les revenus pétroliers dans le cas de l'Iran. L'environnement politique, fractionné depuis la révolution du Shah, oblige dans une certaine mesure les entrepreneurs à avoir des connexions politiques avec tel ou tel groupe d'influence. Ils ajoutent que l'augmentation de l'influence d'un groupe politique ne permet pas une augmentation notable des performances économiques. Et, à l'inverse, une dynamique politique fractionnée mais avec une répartition équilibrée du pouvoir permet d'augmenter l'investissement économique mais ne protège pas l'économie des comportements d'accaparement de la rente. Al-Ubaydli (2012) et Boschini et al. (2013) ajoutent que la relation est négative selon le régime politique mis en place. Les régimes autocratiques, par le biais de l'accaparement de la rente, par la répression, font des dotations en ressources naturelles un frein au développement.

En découle, le troisième canal institutionnel de la malédiction des ressources naturelles, qui se concentre sur la « *qualité institutionnelle* » pour reprendre les termes utilisés par Badeeb et al. (2017). Cette notion désigne à la fois le type de régime politique et les politiques publiques mises en place et la littérature s'interroge sur la *bonne gouvernance* à adopter pour amorcer ou consolider le développement économique. Ross (2001) analyse le canal institutionnel de la malédiction des ressources naturelles et démontre que les régimes

autocratiques font un mauvais usage de la rente, qui lui-même consoliderait la structure de pouvoir et renforcerait ainsi la dépendance. Les régimes politiques autocratiques seraient alors plus enclins à renforcer le secteur de la rente qu'à déterminer de nouveaux avantages comparatifs via les dépenses en recherche et développement (Iwanow et Kirkpatrick, 2009). Il s'agit, en d'autres termes, de déterminer un cadre institutionnel favorisant le climat des affaires et permettant une dynamique d'innovation et d'implantation des firmes (Papyrakis et Gerlagh, 2004 ; Bjorvatn et Selvik, 2009 ; Collier et Goderis, 2008 ; Al-Ubaydli, 2012 ; De Meideros Costa et Moutinhos Dos Santos, 2013 ; Robinson, Torvik et Verdier, 2006). La littérature consacrée à la malédiction des ressources naturelles souligne que la dépendance aux ressources naturelles freine le développement socioéconomique dans la mesure où elle favorise le développement d'institutions non-adaptées pour le secteur privé et la diversification de la structure productive. Pauline Lectard (2016) veille à identifier les déterminants de la transformation productive. Elle souligne que les institutions impactent la structure des échanges mais que leur influence sur la diversification et la sophistication de la structure productive est moins évidente. Indirectement, les institutions influencent la structure des échanges à travers le coût de l'échange, le coût et la coordination de l'investissement. L'environnement institutionnel contribue alors au développement d'un climat de confiance veillant à réduire le niveau d'incertitude à travers la consolidation et le respect des droits de propriété et des contrats (Calvert, 1995 ; De Groot et al., 2004, Kingston et Caballero, 2009 ; Yu, 2010). Cela serait d'autant plus important lorsque le bien gagne en complexité (Levchenko, 2007 ; Martincus et Gallo, 2009). Directement, les institutions influencent la structure des échanges à travers la détermination politique des avantages comparatifs stratégiques.

La littérature sur la malédiction des ressources naturelles détermine l'environnement institutionnel comme un facteur soutenant la relation négative entre la dépendance en ressources naturelles et des indicateurs socioéconomiques. Les recommandations politiques de cette littérature reposent sur l'amélioration des institutions. Nous développons ce point dans la section suivante.

2.1.3. Les limites de la littérature consacrée à la malédiction des ressources naturelles

La littérature sur la malédiction des ressources naturelles est discutable sur plusieurs points.

Dans un premier temps, plusieurs travaux révèlent les limites méthodologiques des travaux de la malédiction sur les ressources naturelles. La majorité des analyses citées plus tôt repose sur des analyses économétriques. Or, la détermination d'une relation négative entre les dotations en ressources naturelles est discutée notamment au regard de l'hétérogénéité des résultats. Par exemple, les travaux de Brunnschweiler (2009) démontrent que l'abondance en ressources naturelles a un effet positif sur la croissance et que le canal institutionnel, bien établi dans la littérature, n'est pas significatif. En parallèle, Parcero et Papyrakis (2016) ajoutent qu'il existe un effet seuil dans la relation entre les dotations en ressources naturelles et les inégalités. Leur étude montre que les dotations en ressources naturelles ont un effet positif sur la réduction des inégalités hormis dans les pays dépendants des ressources naturelles à forte rente. L'hétérogénéité des résultats est telle que Havranek et al. (2016) effectuent une méta-analyse sur un panel de 43 articles. Ce panel est constitué à 40% d'articles démontrant une relation négative, tandis que 40% des articles ne parviennent pas à déterminer un effet significatif, et le reste de l'échantillon de travaux scientifiques montre une relation positive. A travers la méta-analyse, ils démontrent que l'effet des dotations naturelles sur la croissance économique n'est pas interprétable. Ils expliquent que le résultat obtenu est sensible à la revue dans laquelle l'article a été publié, au type de modèle économétrique mobilisé, au fait que les ressources naturelles soient distinguées selon leur type, que les auteurs aient distingué abondance et dépendance en ressources naturelles, et au choix des variables de contrôle (niveau d'investissement, qualité institutionnelle, un terme d'interactions entre les dotations en ressources naturelles et la qualité institutionnelle). La sensibilité des résultats à la distinction entre abondance et dépendance en ressources naturelles est importante. Alors que l'abondance en ressources naturelles, traduite comme le stock des ressources naturelles, serait positive pour la croissance (Brunnschweiler et Bulte, 2008 ; Kropf, 2010), la littérature ne parvient pas à démontrer une relation significative lorsqu'il s'agit de dépendance (traduite comme le degré auquel les pays dépendent des exportations des ressources naturelles) (Havranek et al. 2016).

L'analyse du canal institutionnel et des comportements prédateurs est associée à des travaux de modélisation, une méthode qui n'est pas sans limite. Elle repose sur

l'individualisme méthodologique et les hypothèses que cela implique (agent rationnel, utilitariste et maximisateur). Ces hypothèses sont fortes mais elles illustrent également une très faible considération des éléments socioculturels et subjectifs qui fondent et structurent l'action des individus et les institutions (Wilber et Harrison, 1978 ; Caballero et Soto-Oñate, 2015). En effet, l'importance de ces éléments est souvent évoquée (les spécificités socioculturelles, l'ethnicité, religions) sans pour autant être pleinement explorée²⁰. Par ailleurs, Toboso (2001) discute la pertinence de l'individualisme méthodologique dans l'appréciation de plusieurs institutions et s'interroge sur la possibilité de définir une réelle responsabilité individuelle d'événements sociaux déterminant pour les institutions, tels que le niveau d'inflation ou l'évolution des normes socioculturelles entre autres.

Dans un second temps, le canal institutionnel de la malédiction des ressources naturelles est remis en cause par les limites de la science économique à appréhender l'environnement institutionnel. Ces limites sont principalement celles de l'approche de la nouvelle économie institutionnelle (NEI) qui repose sur une analyse fonctionnaliste des institutions en les abordant au prisme de leurs fonctions, correspondant à un ou plusieurs besoins (Roland, 2004). Cela suppose de bien déterminer à la fois les besoins et les institutions correspondantes. Or, Chang (2007) souligne qu'il y a dans cette littérature une confusion entre les formes d'institutions et les fonctions de ces dernières, ce qui ne permet pas une réelle compréhension des enjeux institutionnels, en particulier lorsqu'il s'agit de les quantifier.

L'ensemble des canaux institutionnels est résumé par les travaux de Ross (2011) qui suggèrent trois thèses principales : « les théories cognitives, qui attribuent les échecs politiques à la myopie des acteurs étatiques, les théories sociétales, qui citent l'influence permanente des classes, secteurs, réseaux de clients ou groupes d'intérêt privilégiés et les théories étatiques qui critiquent la force ou la faiblesse institutionnelle d'un État – sa capacité à extraire et à déployer des ressources, à faire respecter les droits de propriété et à résister aux

²⁰ Les institutions informelles sont intégrées dans les différentes modélisations, théories des jeux et analyses économétriques, à travers un processus de quantification. Elles sont rendues objectives alors qu'elles sont composées d'une forte subjectivité, et analysées au prisme de la rationalité économique. Or, ce qui est rationnel économiquement ne l'est pas forcément dans d'autres dimensions. On observe plus globalement, une déconnexion entre les institutions formelles et informelles. La Nouvelle économie institutionnelle (NEI) répond à cette critique en deux temps. D'un côté, comme l'illustrent les travaux d'Avner Greif à travers l'exploration des implications de l'organisation socioéconomique informelle ainsi que la dynamique politique sur les performances économiques (Greif, 1989 ; 1994 ; 1997 ; 1998 ; North et Weingast, 1989). En découle, d'un autre côté, l'intégration de paramètres illustrant les institutions informelles dans les différentes modélisations effectuées, que ce soient les relations entre la structure sociale et les institutions, la réputation (Milgrom et al., 1999 ; Fafchamps, 1998), les mécanismes informels régulant les marchés (Clay, 1997)

demandes des groupes d'intérêts et des demandeurs de loyers » (Ross, 2011 : 308). Cette définition montre la diversité des éléments influents l'environnement institutionnel qui est réduite par la NEI à une forme de dichotomie favorable/défavorable au développement. Cela accentue une forme de biais idéologique favorisant l'environnement institutionnel néoclassique (Evans, 1989 ; Shleifer et Vishny, 1999 ; Roland, 2004). Elle se focalise sur l'incidence des institutions sur les performances économiques en particulier via des institutions spécifiques tels que les coûts de transaction et le droit de propriété privée (Toboso, 2001). La littérature de la malédiction des ressources naturelles, plutôt que d'approfondir l'analyse de la dynamique institutionnelle, mobilise régulièrement la dichotomie bonnes/mauvaises institutions. Cette dichotomie est discutable conceptuellement en plus d'être non-mesurable. Les limites conceptuelles du traitement du canal institutionnel reposent, d'une part, sur la signification de ce qu'est une bonne institution pour le développement et, d'autre part, sur l'absence des déterminants qui constituent une institution formelle et/ou informelle. D'après Stevens et Dietshe (2008), la littérature détermine que « dans les pays où les institutions sont bonnes, les politiciens sont moins en mesure d'utiliser le favoritisme pour influencer les résultats des élections. Là où les institutions sont mauvaises, les motivations politiques perverses vont dominer et cela aura un impact négatif sur les revenus » (Stevens et Dietshe, 2008 : 60). De manière générale, on retrouve derrière l'idée de mauvaises institutions les comportements de corruption, de clientélisme (Bulte et al., 2005 ; Mehlum et al., 2006) ainsi que les structures politiques autocratiques. Sans pour autant discuter les effets de ces phénomènes politiques, nous souhaitons souligner que le qualificatif de bonnes/mauvaises institutions attribue non seulement un jugement de valeur dépourvu de références sociopolitiques académiques mais également un biais idéologique.

La NEI ne se réfère que très peu à la sociologie politique et met de côté les déterminants de la structure institutionnelle des pays concernés, notamment la légitimité culturelle et historique des institutions mises en place. De plus, cette dernière ne peut être vue sans intégrer les représentations des acteurs. Elle fournit une vision rostowienne du développement institutionnel d'un État, négligeant ainsi les spécificités socioculturelles et politiques et de ce fait, les populations concernées. Pour autant, les travaux académiques définissent un ensemble de recommandations politiques. Ces dernières représentent une question cruciale mais qui, déconnectées du contexte sociopolitique, paraissent soit irréalisables soit inappropriées. Ce point est exacerbé par la présence d'un biais idéologique pour lequel toute forme d'intervention étatique pourrait être qualifiée de mauvaise (Stevens et

Dietshe, 2008). Cela se manifeste par exemple par les recommandations politiques néolibérales qu'il est nécessaire de mettre en œuvre, synonyme d'amélioration de la qualité institutionnelle (Stevens et Dietshe, 2008). Ce point peut être illustré par les travaux d'Acemoglu et al. (2003), basés sur le cas du Botswana qui est présenté comme le succès africain, parvenu à s'extraire de la malédiction des ressources naturelles car ce dernier avait renforcé les droits de propriété et des institutions en faveur du marché. De plus, au-delà du biais idéologique, l'objectif de notre analyse n'est pas de défendre ou de définir un environnement institutionnel favorable à la sortie de la malédiction des ressources naturelles. Ce qui nous paraît nécessaire est d'effectuer une analyse de la dynamique institutionnelle sans a priori, intégrant les spécificités socioculturelles, et d'effectuer cette analyse au regard de l'environnement politique équatorien. Il n'est pas question de définir un modèle institutionnel exportable, uniquement des pistes de travail sur les rigidités observées. Par le biais d'une approche qualitative, ces dernières peuvent être mieux appréhendées.

En parallèle, la littérature sur la malédiction des ressources naturelles nous interroge sur la manière de mesurer quantitativement la qualité institutionnelle d'un pays. En plus de poser un problème conceptuel, cette littérature utilise plusieurs bases de données qu'il est nécessaire de mobiliser avec précaution (Stevens et Dietsche, 2008). Stevens et Dietsche (2008) prennent l'exemple de *l'International Country Risk Guide*, qui est souvent utilisé pour déterminer les risques potentiels dans le développement des relations d'affaires. Les auteurs soulignent que cette base de données est relativement ancienne et offre ainsi des opportunités statistiques intéressantes. Néanmoins, d'après les auteurs, ces indicateurs sont construits sur la base de la subjectivité d'experts. Le travail, parfois considérable, qui est réalisé pour définir des données n'est pas l'objet de notre discussion. C'est l'usage qui en est fait dans la littérature que nous considérons comme étant problématique. Au regard des profils institutionnels définis par le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), la construction de ces bases de données est le fruit d'un travail fastidieux regroupant différentes disciplines et qui, à défaut d'autre chose, repose sur la subjectivité des experts. Néanmoins, il est signalé dans les documents méthodologiques les limites de l'évaluation des institutions : « La question des institutions est difficile à appréhender. Tout d'abord, l'analyse des institutions nécessite une approche pluridisciplinaire qui mobilise les savoirs de l'histoire, du droit, des sciences politiques, de l'économie, de la sociologie, de l'anthropologie, etc. Aucune discipline ne peut prétendre épuiser ni maîtriser seule ce champ du savoir. De plus, la question des institutions touche au champ des valeurs, posant ainsi des problèmes de normativité et appelant à une

prudence particulière. En outre, il n'existe pas de cadre théorique assurant la cohérence du champ d'analyse des institutions, aucun consensus n'existe pour borner ni structurer ce champ» (Bertho, 2013 : 9). Les limites méthodologiques des bases de données ne sont que très peu référencées dans la littérature de la malédiction des ressources naturelles.

Ainsi, l'hétérogénéité des résultats économétriques nous amène à discuter la pertinence de ces méthodes pour révéler l'ensemble des enjeux de la spécialisation dans les exportations des matières premières. En parallèle de la difficulté de savoir si la malédiction des ressources naturelles existe réellement, la persistance de ces méthodes implique une mise de côté d'éléments clés dans l'étude de cette thématique. Elles ne permettent pas l'intégration des spécificités de ces pays sur les plans politiques, sociaux, environnementaux et culturels. Cela se traduit par exemple par une simplification de la dynamique politique des pays concernés en une logique binaire de *bonnes* ou *mauvaises* institutions. À de très rares occasions, une approche multidisciplinaire est mobilisée. De plus, et comme le soulignent Gilberthøpe et Papyrakis (2015), l'objectif de définir une relation globale entre les dotations en ressources naturelles et les performances économiques ne permet pas la mise en valeur des enjeux de la sphère réelle. Ils précisent l'importance de mobiliser une analyse multi-niveaux (macro – méso – micro) pour rendre compte des enjeux de cette littérature. D'autant plus que la littérature traitant des conflits socio-environnementaux est abondante. Ce type d'approche permettrait davantage une vision pluridisciplinaire.

Nous privilégierons pour l'analyse de la gouvernance du *buen vivir* en Équateur, une approche systémique qui nous permettra de nous concentrer sur la cohérence institutionnelle et qui réduira la mobilisation d'une forme de biais idéologique. À l'inverse de l'approche fonctionnaliste, elle repose sur l'analyse d'un ensemble d'institutions, globales comme spécifiques, permettant de mieux comprendre leurs implications, d'appréhender leurs interactions et/ou de pouvoir mobiliser des analyses institutionnelles comparatives (Roland, 2004). Au lieu de penser le politique comme une forme de marché dans lequel des individus rationnels échangeraient des ressources, il peut au contraire représenter un système complexe d'interdépendances, lui-même régi par des règles, normes et pratiques socialement construites « publiquement connues, anticipées et acceptées » (March et Olsen, 1996 : 249). Les institutions peuvent être objectives mais également profondément subjectives (March et Olsen, 1996). À l'inverse de l'approche fonctionnaliste, l'approche systémique repose sur le holisme méthodologique dans la mesure où certains phénomènes ne peuvent être appréhendés

à l'échelle individuelle²¹ (Toboso, 2001 ; Caballero et Soto-Oñate, 2015). Cela s'effectue à deux niveaux. D'une part, les institutions ne sont pas considérées comme l'agrégation d'actions individuelles et, d'autre part, les institutions ne sont pas analysées de manière décontextualisée. Cela permet de mieux comprendre les différentes complémentarités institutionnelles et les interactions entre les institutions elles-mêmes mais également entre les systèmes institutionnels (marchés des biens, système financier, protection sociale etc.) (Amable, 2005 ; Rougier et Combarous, 2017 ; Chavance, 2018). Elle permet également une analyse pluridisciplinaire mêlant perspective historique, sociologie politique et science économique, afin de mieux appréhender les institutions formelles comme informelles, leur déploiement et leurs interactions. Une thématique centrale de cette approche relève de la mise en avant des jeux de pouvoir et des conflits (Wilber et Harrison, 1978). La notion de conflit a une importance capitale dans cette approche car ce dernier « est généré par des changements technologiques, des institutions sociales et de la distribution du pouvoir faisant partie du processus économique » (Wilber et Harrison, 1978 : 72). Les configurations institutionnelles sont alors définies préalablement à l'analyse de leurs implications sur les performances économiques.

Pour **résumer**, la littérature sur la malédiction des ressources naturelles met en exergue une relation négative de la spécialisation primaire sur le développement économique. Cette spécialisation, et plus particulièrement lorsqu'il s'agit des ressources dites extractives, induit de faibles effets d'entraînement sur les autres secteurs économiques, modifie les incitations des agents économiques et valorise le taux de change limitant la compétitivité prix. Se prémunir de ces effets négatifs demande un cadre institutionnel capable de mettre en place les politiques économiques adéquates. D'une part, il s'agit de protéger l'économie de la forte variabilité du cours des matières premières, qui implique celle du financement de l'économie, via le développement de fonds souverains et de politiques fiscales adaptées. D'autre part, la littérature sur la malédiction des ressources naturelles met en cause les systèmes politiques autocratiques, la corruption et les comportements d'accaparement de la rente. Cette littérature est contestée sur le plan méthodologique, pouvant qualifier la relation négative de « mirage statistique », mais également sur le plan conceptuel, notamment sur les questions institutionnelles. Il est nécessaire d'appréhender l'évolution de la structure productive à l'échelle d'un pays de manière systémique et de mobiliser une approche pluridisciplinaire afin

²¹ Plusieurs travaux essaient de déterminer une troisième voie : Toboso (2001) avec l'individualisme institutionnel ; Chavance (2018) avec l'*holiindividualisme* méthodologique.

des saisir les théories cognitives, sociétales et étatiques pour reprendre les termes de Ross (2001).

2.2. Diversification de la structure productive, soutenabilité et gouvernance

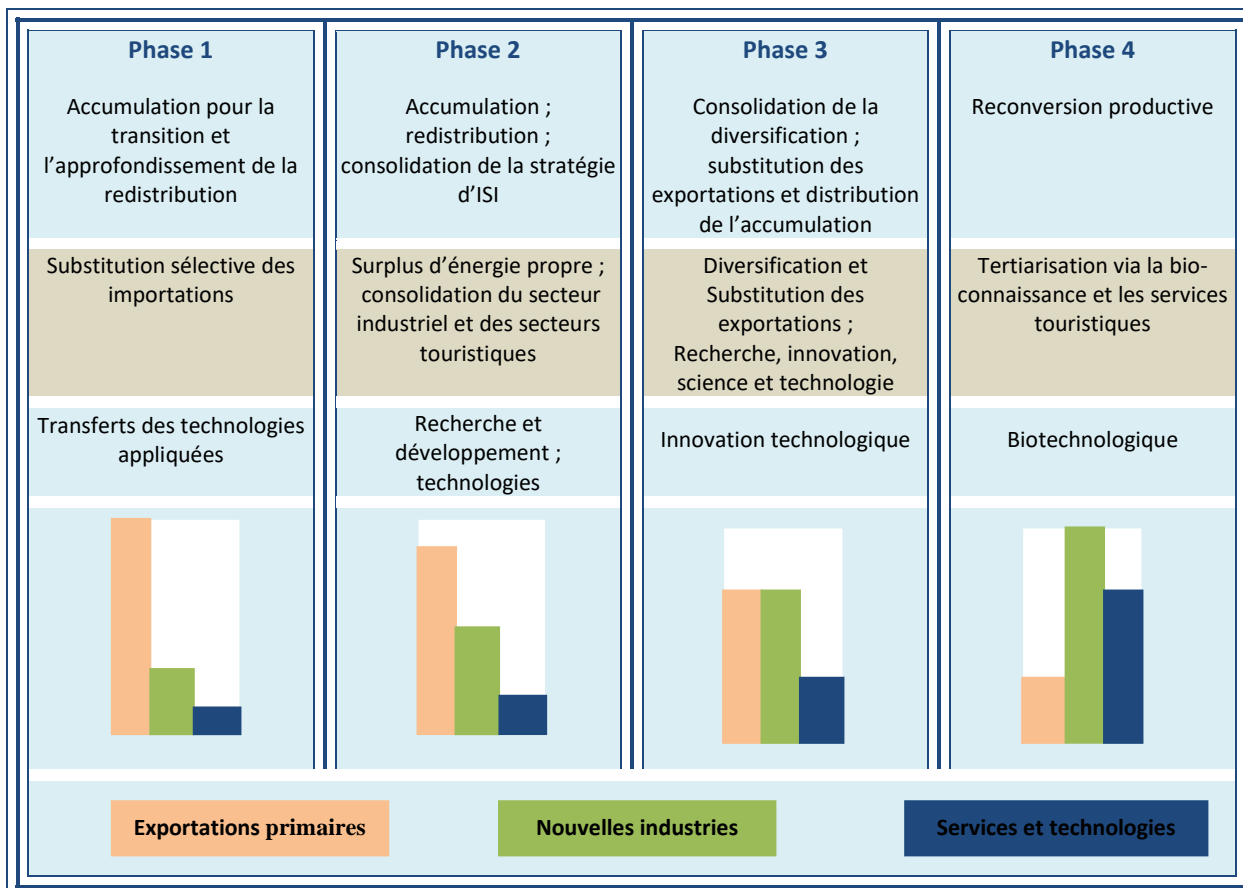
Les politiques industrielles mises en œuvre en Équateur ont un enjeu double : permettre d'outrepasser les barrières et rigidités mises en lumière par la malédiction des ressources naturelles et déterminer une structure productive soutenable sur l'ensemble des dimensions du *buen vivir*. La transformation productive de l'économie peut-être vue soit au travers de la diversification des biens exportés, soit au travers du niveau de sophistication des biens produits. La diversification est définie comme « la dispersion des activités productives dans un grand nombre d'activités différentes les unes des autres par la nature des biens et des services produits » (Berthélemy, 2005 : 598). Cette dispersion n'implique pas nécessairement le développement de secteurs d'activités à forte valeur ajoutée ou porteurs en termes d'effets d'entraînement et de croissance. Elle permet la réduction des risques macroéconomiques en diminuant la spécialisation. La sophistication décrit quant à elle le degré de complexité des biens échangés. Sa mesure repose sur les caractéristiques des produits et/ou sur ceux des pays exportateurs (dotations factorielles) (Lectard, 2016). La diversification et la sophistication peuvent être temporaires. Il est alors nécessaire d'appréhender la durabilité de la transformation productive. Cette dernière peut être le fait d'une plus forte proximité avec les avantages comparatifs dans une perspective néoclassique (Lin, 2009) et des caractéristiques des produits et leur proximité avec les autres filières (Hidalgo et al., 2007).

Au regard de ces éléments et de la littérature sur les déterminants de la transformation productive, nous explorons dans cette section les politiques publiques dédiées à la diversification de la structure productive décrites dans les plans de planification. Après la présentation du cadre général de ces politiques, nous nous concentrerons sur les éléments abordant la politique commerciale, l'amélioration du capital humain, la gouvernance des finances publiques et l'intervention étatique en matière de régulation des marchés des biens.

2.2.1. La diversification de la structure productive en Équateur : un cadre général

Le gouvernement équatorien établit en 2009 une stratégie de diversification qui se décompose en quatre étapes présentées dans la figure 2.2 ²².

Figure 2.2. Phases de la diversification de la structure productive



Source : SENPLADES (2009)

La première phase est une étape d'accumulation des richesses issues de l'extraction des ressources naturelles accompagnée d'une stratégie de substitution des importations pour les secteurs dits stratégiques. Les secteurs ciblés doivent répondre aux critères suivants : « secondaire-tertiaire, générateur de valeur, soutenant le développement d'infrastructures et de capacités stratégiques pour le secteur en question, emploi de main-d'œuvre qualifiée, développement de la technologie et des capacités humaines spécialisées. En outre, ils doivent se conformer aux caractéristiques suivantes : (i) être intensif en travail mais avec une plus grande valeur ajoutée ; (ii) contribuer à la souveraineté alimentaire ; (iii) ne pas multiplier les impacts environnementaux ; (iv) être liés à des secteurs stratégiques (v) ne pas fonder leur

²² Un tableau synthétise les suggestions du gouvernement équatorien sur les questions de diversification de la structure productive dans l'Annexe 2.2.

productivité sur des avantages comparatifs naturels » (SENPLADES, 2009 : 60). Il s'agit alors d'encourager le développement des industries naissantes (pétrochimie, bioénergie, biocarburants, métallurgie, biomédecine, produits pharmaceutiques et génériques, biochimie, matériel informatique et logiciels, services environnementaux). Le gouvernement propose également de protéger les activités économiques créatrices de valeur et d'emplois (BTP, agriculture, pêche artisanale, artisanat, tourisme communautaire, textile et chaussures) (SENPLADES, 2009 : 57). La seconde phase repose sur le soutien financier et en termes d'infrastructures des entreprises et organisations issues de l'économie sociale et solidaire. Elle constitue également le point d'ancrage des politiques publiques d'accompagnement à l'innovation à travers l'investissement en R&D et le renforcement des alliances entre les universités, les entreprises (publiques comme privées) et les instituts de recherche. L'exploitation des ressources minières et pétrolifères garantit financièrement ces investissements. La troisième phase est conditionnée aux étapes précédentes. L'amélioration de la dynamique d'innovation permettrait la modification de la structure des échanges et ainsi la sophistication des biens exportés, une condition nécessaire au développement d'une structure productive « bien » diversifiée, comme précisé plus tôt (Hausmann et al, 2007 ; Chandra et al, 2007 ; Hidalgo et al, 2007, Lectard, 2016). La quatrième phase repose sur la consolidation des « services environnementaux » ou « bio-services », eux-mêmes mis en lien avec les industries protégées de la première phase. L'idée générale est de développer une structure économique qui repose sur la bio-connaissance. La phase 4, comme la phase précédente, est très peu développée dans le plan de planification de 2009. Il n'y a pas de propositions concrètes. Une absence qui peut se justifier par leur dépendance aux développements des phases 1 et 2.

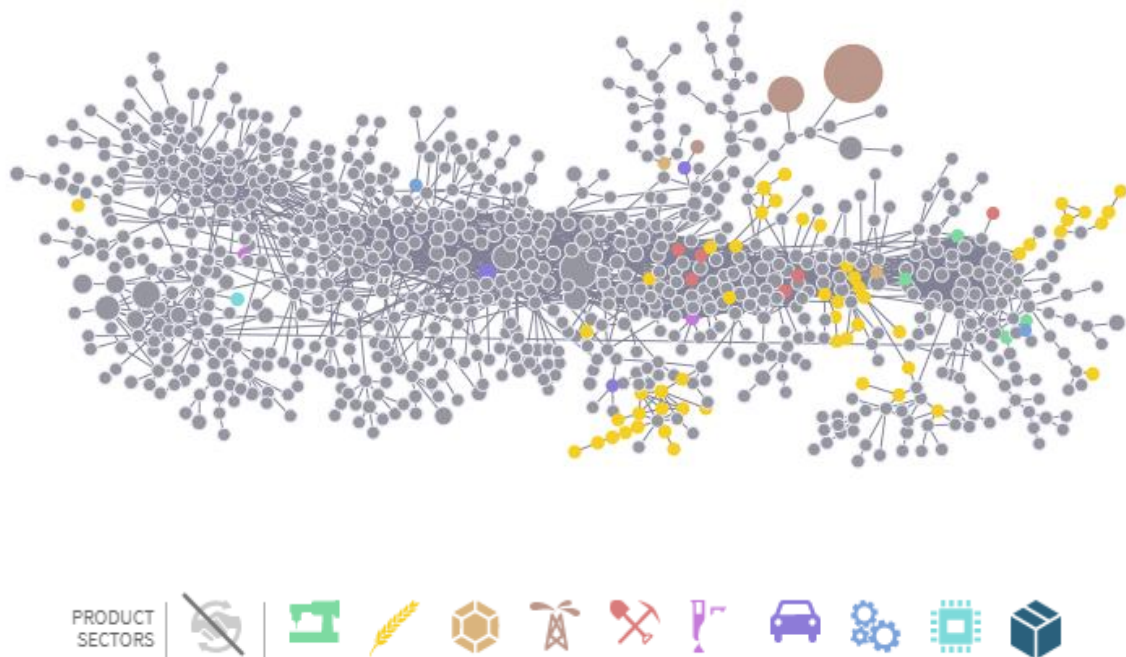
2.2.2. Intervention publique et définition des secteurs stratégiques

L'approche structuraliste mobilisée par le gouvernement équatorien repose sur la stratégie d'ISI. L'enjeu est de déterminer les secteurs stratégiques, les industries naissantes et les effets d'entraînement desdits secteurs sur les autres pans de l'économie. La littérature des déterminants du changement structurel propose plusieurs indicateurs accompagnant la définition des politiques industrielles. Les thèses néoclassiques, ainsi que la Banque Mondiale, mobilisent les avantages comparatifs révélés. Or, la non-conformité aux avantages comparatifs révélés est définie comme un facteur déterminant pour la transformation productive (Lectard, 2016) . Il n'est pas établi que les économies en développement, en ne

mobilisant que leurs avantages comparatifs révélés (ACR), puissent obtenir les dotations factorielles nécessaires au changement structurel. Pour combler les lacunes des ACR, Hidalgo et al. (2007) proposent une cartographie des liaisons entre les biens produits permettant de mieux cibler les secteurs stratégiques ayant de fortes connexions avec le reste de l'économie : *Product Space*. Cet outil permet de définir les secteurs économiques mobilisant à peu près les mêmes dotations factorielles. Il permet, à l'inverse, de déterminer le degré de spécificité de certaines branches représentant alors une forme d'enclavement. À titre purement illustratif, la figure 2.3. représente le *Product Space* de l'Équateur en 2007. Les points gris représentent les biens non-produits en Équateur. Pour chaque point, le *Product Space* détermine un niveau de proximité avec d'autres secteurs économiques représentés sur le graphique par les liaisons entre les points. Ainsi, plus les points se situent à la périphérie de la carte, moins ils ont des liaisons économiques avec les autres. Au contraire, les points se situant dans les zones denses de la carte, au centre, représentent des opportunités. Ainsi, lorsque l'on regarde la situation équatorienne, on constate que les points sont essentiellement de couleur jaune (agriculture/alimentation) ; rose (métaux) et ; taupe (pétrole)²³. Au centre, on retrouve certains biens agricoles/alimentaires, par exemple les « sauces et préparations ». Ce type de biens est lié non seulement aux matières premières agricoles, mais également aux divers procédés chimiques. En rose, au centre, on trouve les productions de « bouchons, couvercles en métal » indispensables au secteur agroalimentaire. On remarque également qu'une part non-négligeable des biens produits en Équateur se situe à la périphérie du *Product Space*, ce qui indique une production relativement enclavée.

²³ Les autres secteurs sont représentés par les couleurs suivantes : textiles (vert), pierres précieuses (ocre), métaux (rose foncé), produits chimiques (mauve), véhicules (violet), machinerie (bleu), électroniques (turquoise) et autres (bleu marine).

Figure 2.3. Product Space - Équateur (2007)



Source : *The Atlas of Economic Complexity, Center for International Development at Harvard University*, <http://www.atlas.cid.harvard.edu>

D'après les plans de planification, le ciblage de l'investissement public intégrerait les critères d'équité – les secteurs économiques visés devront être plus inclusifs et réduire les inégalités régionales – ainsi que des critères de productivité, générateurs de valeur, et de promouvoir le développement des capacités et opportunités pour la population équatorienne (SENPLADES, 2013). Certains secteurs stratégiques, présentés dans la section précédente, se trouvent au centre du *Product space*, à l'instar des activités associées à la pétrochimie (raffinage et produits dérivés du pétrole comme le plastique). Le secteur du BTP et du textile sont également porteurs, à condition qu'ils consolident la production de biens destinés aux consommations intermédiaires.

Par ailleurs, le gouvernement équatorien souhaite « consolider le rôle de l'État en tant que facilitateur de la production et régulateur du marché ». L'accès aux marchés économiques équatoriens devra répondre à des « critères d'exigence de performance » soutenant la transformation productive en termes d'emplois, de transferts technologiques, d'intégration de biens équatoriens dans le processus de production et de réinvestissement des bénéfices. Sur la base de ces critères, des incitations fiscales sont également suggérées en maintenant des critères de progressivité. Le gouvernement équatorien propose également la mise en place de mécanismes de contrôle pour la redistribution des bénéfices au sein des entreprises afin de

diminuer les relations de dépendances entre les salariés et les employeurs. Il s'agit également de contrôler et sanctionner les abus de pouvoir sur les marchés et de réglementer et contrôler les prix de façon à rémunérer correctement les producteurs locaux (SENPLADES, 2013).

Il s'agit également de (re)définir les relations entre l'État et les autres acteurs économiques. Le gouvernement équatorien s'engage à consolider le climat des affaires, le stabiliser de façon à attirer les investissements nationaux et étrangers. Plus globalement, il est proposé un ensemble de mécanismes incitatifs ayant pour objectif d'orienter le secteur privé (national comme étranger) vers le développement des secteurs dits « stratégiques » et le renforcement de la participation de l'économie équatorienne au processus de production dans un système globalisé. Par exemple, le gouvernement équatorien promeut l'octroi de crédits aux entreprises étrangères uniquement pour l'importation de produits équatoriens ou s'engage à consolider la formation technique et spécialisée destinée au secteur privé lorsqu'il s'agit de soutenir l'ISI. Enfin, le gouvernement équatorien souhaite approfondir les relations de l'État avec le secteur de l'économie sociale et solidaire, ce qui se manifeste par la volonté de soutenir la formation, affirmer leur intégration dans le système économique « traditionnel », assouplir les conditions d'accès aux crédits, réglementer la chaîne de production (réduction du nombre des intermédiaires, labels), faciliter la création administrative des entreprises de l'économie sociale et solidaire et promouvoir le tourisme communautaire et social (SENPLADES, 2013).

2.2.3. Les politiques commerciales et la stratégie d'industrialisation par substitution des importations

Le processus d'intégration commerciale, l'insertion dans les chaînes de valeur globales et les IDE ont un impact sur le processus de diversification de la structure productive.

La dynamique du commerce international peut soutenir la diversification productive par le biais de la réduction du coût de l'échange et de l'accès à de nouveaux marchés (Dennis et Shepherd, 2011). Par ailleurs, l'ouverture commerciale permet l'importation de consommations intermédiaires de meilleure qualité ainsi que la diffusion technologique favorisant l'augmentation des gains de productivité et ainsi le développement de nouvelles filières (Grossman et Helpman, 1991 ; Bas et Strauss-Kahn, 2014). Néanmoins, la diffusion technologique est conditionnée aux capacités d'absorption du pays importateur et exige un niveau de main d'œuvre suffisamment qualifiée. Cela constitue une des limites de la diffusion

technologique entre les pays industrialisés et les économies en développement²⁴ (Grossman et Helpman, 1991). Enfin, Lectard (2016) souligne que la relation entre l'ouverture commerciale et les indicateurs de sophistication et de concentration des exportations n'est pas évidente.

En matière d'investissements directs étrangers (IDE), Farole et Winkler (2014) étudient la relation entre ces investissements et le développement économique considérant l'emploi, la production, les échanges et la productivité des firmes. Par le biais des IDE, les firmes multinationales peuvent exporter leurs compétences et leurs technologies. Ce phénomène est susceptible d'avoir des effets d'entraînement au sein de la branche (*spillover* horizontaux) et au sein d'autres filières (*spillover* verticaux). Les effets positifs des IDE sont conditionnés par le niveau d'enclavement et de protection des firmes multinationales, mais également par le secteur d'activité (Bwalya, 2006 ; Paus et Gallagher, 2008). Plus les firmes multinationales vont recourir aux acteurs locaux, plus les effets de diffusion seront importants. À nouveau, les capacités, le niveau de la main d'œuvre du pays, et, plus globalement, les capacités d'absorption, sont des facteurs déterminants (Kokko, 1994 ; Blomstrom et Kokko, 1997 ; Kokko et al, 2001 ; Görg et Greenaway ; 2003). L'augmentation des IDE n'est pas sans limite, en particulier au regard des écarts technologiques entre pays industrialisés et pays en développement. La présence des firmes multinationales, au niveau de productivité fort, accentue la concurrence sur les marchés domestiques impliquant la sortie des entreprises n'ayant pas les moyens de s'adapter (Lectard, 2016). L'État peut alors jouer un rôle clé dans la protection des firmes domestiques via la réduction des barrières à l'entrée pour les marchés concernés (Paus et Gallagher, 2008). Les analyses empiriques montrent des effets des IDE mitigés au niveau microéconomique (Paus et Gallagher, 2008). Du point de vue macroéconomique, plusieurs travaux démontrent une relation positive entre les IDE et le niveau de sophistication (Harding et Javorcik ; 2011 ; Iwamoto et Nabeshima ; 2012 ; Weldemicael ; 2012).

Enfin, le lien entre la mise en place de zones franches spéciales et la transformation productive est étudié dans les travaux de Farole et Akinci (2011). À travers plusieurs études de cas, les auteurs démontrent que les effets des zones franches sont variés. Elles doivent être accompagnées d'investissement en capital humain, de la promotion des « grappes industrielles », du ciblage des entreprises clés, du soutien à l'intégration des chaînes de valeur

²⁴ Grossman et Helpman (1991) ajoutent que l'écart entre le niveau technologique et la qualification de la main d'œuvre peut constituer un effet pervers pour les économies en développement ouvertes. Plus l'écart est grand, plus les pays en développement sont susceptibles de consolider les secteurs traditionnels primaires.

globale et d'un environnement institutionnel favorisant la mobilité des facteurs de production. Malgré les effets positifs des zones franches spéciales en matière d'emploi et d'exportations pour le cas de la République Dominicaine, le succès est sensible aux variations des politiques fiscales et les effets de diffusion sont limités géographiquement à la région concernée (Farole et Akinci, 2011) ou aux firmes multinationales impliquées (Naudé et Szirmai, 2012).

En termes de politique commerciale, le gouvernement équatorien est évasif. Il propose la consolidation des accords multilatéraux, en particulier avec les pays d'Amérique latine et les Caraïbes permettant la réduction des coûts de transaction, le développement de nouveaux marchés et de chaînes de valeur régionales. Privilégier les pays d'Amérique Latine pourrait s'avérer bénéfique sur plusieurs points. D'une part, les écarts technologiques sont plus faibles, les capacités d'absorption équatoriennes seraient plus adaptées pour la diffusion technologique. D'autre part, la proximité géographique permettrait de réduire davantage le coût de l'échange. Enfin, les accords commerciaux définis seraient plus susceptibles de correspondre aux exigences équatoriennes, le pouvoir de négociation étant différent de celui avec les pays industrialisés. Le gouvernement équatorien souligne dans les plans de planification le souhait de consolider les accords commerciaux qui favorisent le développement du pays et au contraire, de discuter ceux que le pays considère comme défavorables. Cela s'inscrit également dans une démarche de « préférence nationale » afin de dynamiser le marché intérieur et se protéger des chocs extérieurs.

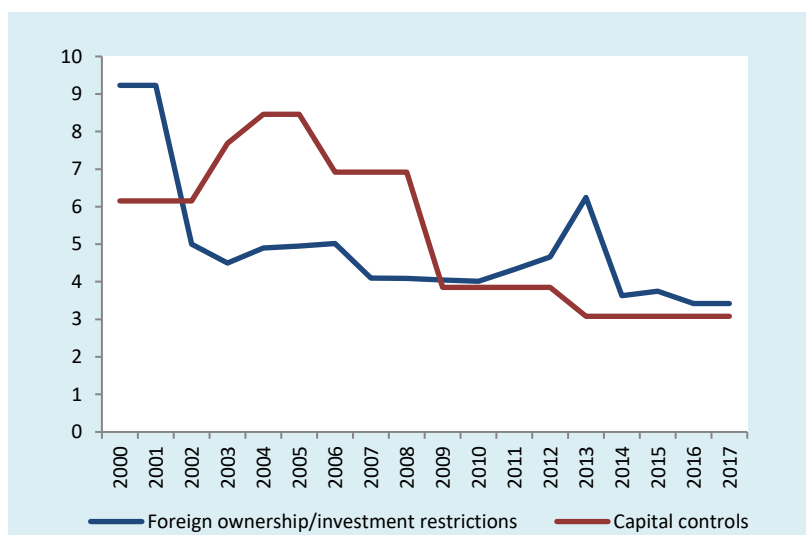
Alors que les plans décrivent une forte préférence pour la régulation des marchés via l'intervention de l'État, les plans de planification souhaitent la création de zones franches (*Zonas Especiales de Desarrollo Economico* en espagnol) dans lesquelles les entreprises bénéficieraient d'avantages fiscaux. Une de ces zones comprend la capitale économique équatorienne, Guayaquil.

Les plans de planification ne décrivent que l'orientation politique envisagée. Nous pouvons compléter notre analyse avec l'étude des indicateurs de mesure des politiques commerciales proposés par le Fraser Institute. Nous présentons ci-dessous les trois sous-composantes du volet *Freedom To Trade Internationally*.

La figure 2.4. présente l'évolution de deux indicateurs de contrôle des capitaux (et des personnes). La mesure *Foreign ownership/Investment restrictions* repose sur deux questions posées aux enquêtés « *Quelle est l'importance de la propriété étrangère des entreprises dans votre pays ?* » et « *Dans quelle mesure les réglementations de votre pays relatives aux flux de*

capitaux internationaux sont-elles restrictives ? ». Les personnes interrogées devaient estimer, sur une échelle de 1 à 7, l'importance de la propriété étrangère et les mesures de restriction des capitaux étrangers. Si la réponse tend vers 1, cela signifie que le pays considéré paraît plus fermé aux capitaux étrangers, si elle tend vers 7, le pays est perçu comme plus ouvert par les personnes interrogées. L'indicateur composite qui en découle modifie l'échelle, en passant de 7 à 10 pour une meilleure comparabilité et lisibilité. Sur la période considérée dans ce travail de thèse (2007-2017), on observe que les personnes interrogées considéraient une forme d'ouverture aux capitaux étrangers durant le premier mandat de Rafael Correa. Sur le second mandat, on observe un indice chutant brutalement entre 2013 et 2014. La mesure du contrôle des capitaux est extrait des données du FMI et représente la part des contrôles non recensés par le FMI sur les contrôles listés par l'institution financière internationale.

Figure 2.4. Niveau de contrôle du mouvement des capitaux

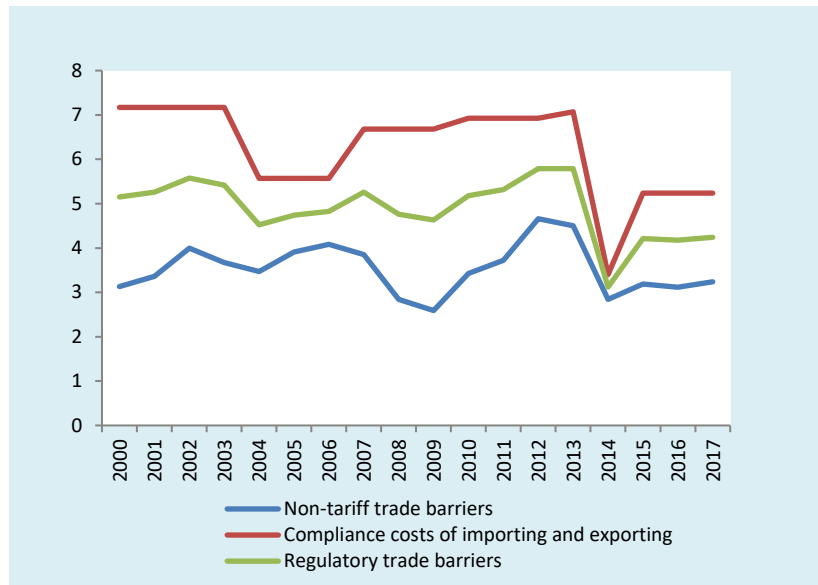


Source : Fraser Institute – Economic Freedom. Mise en forme par l'auteurice

La figure 2.5. décrit quant à elle l'évolution des barrières tarifaires en Équateur. La variable *Non-tariff trade barriers* repose également sur des données subjectives issues du *Global Competitiveness Report* et notamment la question « *Dans votre pays, les barrières tarifaires et non tarifaires réduisent considérablement la capacité des biens importés à être concurrentiels sur le marché intérieur (1-7)* ». On observe à nouveau une forte chute de l'indice entre 2013 et 2014, après une phase de représentations « positives » de la politique commerciale entre 2008 et 2012. La variable *Compliance costs of importing and exporting* représente le coût associé à l'importation d'un conteneur de marchandises (non-militaire et non-dangereux). Cette variable, issue de l'enquête *Doing Business*, intègre les coûts (en

heures) de la mise en conformité à l'importation et à l'exportation. Plus la variable approche de 10, plus le coût est réduit. On observe à nouveau une chute de l'indice entre 2013 et 2014. La variable *Regulatory trade barriers* synthétise les deux variables précédentes.

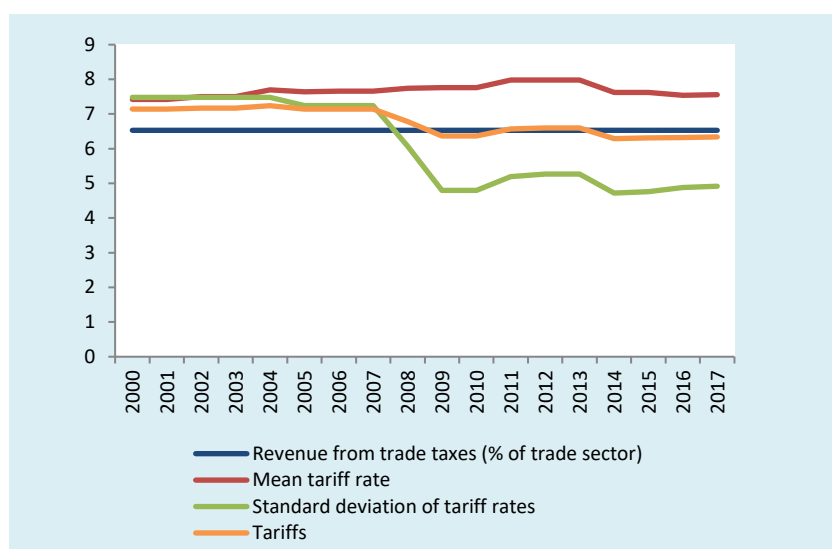
Figure 2.5. Barrières non-tarifaires au commerce



Source : Fraser Institute – Economic Freedom. Mise en forme par l'auteurice

Enfin, la figure 2.6. présente plusieurs mesures des barrières tarifaires du commerce. La variable *Tariffs* est la synthèse des variables *Mean tariff*, la moyenne des tarifs appliqués, *Revenue from trade taxes*, le montant total des taxes appliqués au commerce international sur la part des importations et des exportations et *Standard deviation of tariff rates*, la variation des tarifs douaniers. *Standard deviation of tariff rates* représente implicitement le degré de gouvernance étatique des échanges internationaux, il est considéré que les fortes variations des tarifs appliqués représentent un fort interventionnisme étatique. Alors que le revenu tiré du commerce international est stable tout au long de la période, les variations des tarifs douaniers sont importantes entre 2007 et 2009, ce qui traduirait, selon le Fraser Institute, un plus fort niveau d'interventionnisme. Les politiques commerciales tarifaires semblent se stabiliser par la suite.

Figure 2.6. Barrières tarifaires au commerce



Source : Fraser Institute – Economic Freedom. Mise en forme par l’auteur

2.2.4. Capital humain

Comme cela a été évoqué précédemment, le niveau de capital humain conditionne les effets de la structure des échanges sur la transformation productive. Il pourrait également avoir un effet direct sur les niveaux de productivité des firmes et enrichir la dynamique d’innovation du pays. Or, Lectard (2016) souligne que la relation entre le capital humain et la diversification productive n’est pas évidente dans la littérature des déterminants du changement structurel. Plusieurs travaux déterminent une relation positive entre le niveau d’éducation et la transformation productive, qu’elle soit mesurée par la diversification de la structure productive (Cadot *et al*, 2011 ; Agosin *et al*, 2012) ou le niveau de sophistication (ONU, 2013). Cette relation est discutée si l’on décompose le système éducatif par ses différents niveaux. Elhiraika et Mbate (2014) montrent, à partir d’une étude portant sur 53 pays africains, que la relation n’est pas significative si l’on se réfère à l’éducation secondaire, que l’on considère la diversification comme la sophistication. Caldeira-Cabral et Veiga (2010) définissent quant à eux un impact positif de l’éducation primaire sur la diversification de la structure productive. Enfin, Vandebussche *et al* (2006) démontrent que l’éducation supérieure impacte positivement la dynamique d’innovation lorsque le pays est proche de sa frontière technologique.

Afin d'améliorer le capital humain, le gouvernement s'engage à améliorer le système éducatif équatorien par le biais notamment du développement de nouvelles infrastructures. Il s'engage également à démocratiser l'enseignement supérieur à travers un système de bourse conditionnelle pour limiter la fuite des cerveaux. Afin de renforcer la dynamique d'innovations, le gouvernement équatorien suggère un investissement important en R&D qui se concrétiserait par le financement d'infrastructures, à l'instar du projet de l'université de recherche de technologie expérimentale, nommée *Yachay*. Les axes de recherche de cette université se concentreraient sur les sciences de la vie, les nanosciences, les TIC, les énergies renouvelables et le changement climatique. En parallèle, le gouvernement équatorien propose de soutenir et accompagner des synergies entre les différents organismes de recherche tout en soutenant l'intégration des « connaissances traditionnelles et ancestrales ». Cela s'inscrit dans une démarche de valorisation des pratiques et connaissances indigènes, considérées alors comme un avantage comparatif.

2.2.5. Finances publiques

La canalisation de l'épargne publique représente trois enjeux d'après le gouvernement équatorien. « [L]e premier est la durabilité économique par la canalisation efficace de l'épargne vers des investissements productifs publics et privés. Le second est le développement des capacités humaines et des opportunités sociales, qui rendent possible une organisation économique plus équitable et une coexistence sociale plus juste. Le troisième est l'accumulation du capital productif nécessaire pour modifier le schéma de spécialisation de l'économie et le mode d'accumulation » (SENPLADES, 2009 : 65). Ainsi, les politiques budgétaires se concentreront sur le financement de la sécurité sociale et la satisfaction des besoins fondamentaux (alimentation, éducation, accès au crédit), sur celui des infrastructures soutenant l'activité productive (électricité, télécommunications, pétrochimie, software/hardware, plateforme pétrolière) et celui de la R&D (SENPLADES, 2009). Il est donc nécessaire de consolider les finances publiques, de les protéger des fortes variabilités liées à la volatilité du cours des matières premières, en particulier pour les ressources extractives qui composent une part importante des finances publiques, de façon à maintenir le niveau d'investissements publics. Dans cette sous-section, il s'agit, d'une part, d'effectuer une brève revue de la littérature traitant du financement de l'investissement public pour les économies spécialisées dans l'exportation des matières premières et des recommandations

politiques associées et, d'autre part, de déterminer la relation entre l'investissement public et la transformation productive.

En termes de financement de l'économie, deux options peuvent être considérées pour le cas équatorien lorsque l'on observe une chute du cours des matières premières : le recours à l'épargne publique et/ou l'endettement. L'économie équatorienne étant dollarisée, les mécanismes de politiques monétaires ne sont pas considérés. Les travaux néoclassiques vont privilégier la constitution d'une épargne publique de façon à lisser le revenu issu des ressources naturelles, notamment pétrolières. Atkinson et Hamilton (2003) analysent la relation entre la croissance, l'abondance en ressources naturelles et le niveau d'épargne. Les auteurs soulignent que les pays riches en ressources naturelles ayant investi les revenus de la rente via l'investissement public ne parviennent pas à maintenir un niveau de croissance « soutenable », entendu comme une accumulation durable du capital. En privilégiant l'investissement, ces pays observent des taux d'épargne nette ajustée négatifs qui, selon les auteurs, représentent un élément explicatif de la malédiction des ressources naturelles. Dans cette lignée, Auty (2007) préconise de considérer une partie de la rente comme un revenu du capital « normal » et d'épargner le surplus. Épargner la rente pétrolière est également une recommandation politique suggérée par Frankel (2010), mobilisant l'exemple du Golfe Persique (Humphreys et Sandhu, 2007 ; Davis et al., 2001). Cette stratégie requiert une gestion transparente des fonds souverains et un « environnement politique démocratique et stable » (Humphreys et Sandhu, 2007). À court terme, l'environnement politique et institutionnel ne permet pas la mise en place de fond souverains efficaces dans les pays en développement sujets à l'instabilité politique. Le recours à l'endettement public peut représenter une solution afin de maintenir les dépenses publiques lorsque le cours des matières premières baisse. Néanmoins, Van Der Ploeg (2011) et Manzano et Rigobon (2001) soulignent la dépendance de l'endettement public des pays riches en ressources naturelles à la valeur de ces dernières. Cela amène ces auteurs à identifier l'endettement public comme une source de la malédiction des ressources naturelles. L'endettement réalisé est indexé au niveau des cours de matières premières. Or, lorsque ceux-ci chutent, le remboursement des dettes contractées exacerbe la vulnérabilité des pays concernés. Cette situation rend complexe l'accès à l'endettement étranger. En parallèle, les travaux s'accordent sur la nécessaire consolidation de politiques fiscales adéquates. Cela permettrait un financement relativement stable des politiques budgétaires (Besley and Persson 2009 ; Van Der Ploeg, 2011)

Sur ce point, le gouvernement équatorien souhaite renforcer la progressivité des politiques fiscales et améliorer leur efficacité. La progressivité de l'impôt s'appliquerait à la taxation directe. « L'efficacité » des politiques fiscales illustre non seulement une meilleure administration, plus efficiente, mais également un budget alloué à la lutte contre l'évasion fiscale. En matière de gestion des liquidités, les plans de planification décrivent la volonté de consolider l'épargne publique « et de la canaliser vers des investissements pour le développement » (SENPLADES, 2013). Cette volonté d'orienter le financement de l'économie vers des marchés porteurs se traduit également par la détermination de mécanismes d'incitation à l'investissement, notamment par le biais d'avantages fiscaux. Sur les questions d'endettement public, seule « une politique » est précisée dans le plan de 2013 : « gérer la dette publique dans des conditions favorables au pays, et de manière durable à long terme » (SENPLADES, 2013). Ce qui traduit la volonté de modifier le rapport de force sur les questions d'endettement extérieur.

Pour **résumer**, la stratégie de diversification de la structure productive équatorienne repose sur quatre phases. Les deux premières étapes s'appuient sur la création de richesse, le développement technologique et la diversification de la matrice énergétique permettant une réduction de la dépendance aux ressources fossiles. Ensuite, le gouvernement équatorien prévoit de se consacrer à la consolidation de la diversification économique via le fruit de l'investissement en recherche et développement. Les secteurs ciblés, dits stratégiques, reposent sur les secteurs énergétiques, notamment la transformation des ressources extractives, mais également pharmaceutiques, informatiques et les services « environnementaux ». Au regard des dotations factorielles équatoriennes, le développement de ces activités demande un fort investissement public afin de développer les dotations factorielles nécessaires. Le *Product Space* de 2007 nous montre que les productions équatoriennes relèvent principalement du secteur agricole, de la filière métallurgique et du pétrole brut. Globalement, on remarque que la production équatorienne repose sur des matières premières, par définition peu complexes. Tout en étant lié aux dotations factorielles de 2007, les secteurs du textile, de l'industrie pétrochimique et de la métallurgie représentent des réelles opportunités économiques. Les autres filières ciblées, détachées des dotations factorielles de 2007, le sont également mais restent conditionnées aux politiques mises en œuvre sur la période. En termes de politique commerciale, la stratégie définie en 2009 est quelque peu paradoxale, défendant à la fois l'industrialisation par substitution des importations et le développement d'une zone franche comprenant la capitale économique

équatorienne. Dans les faits, on remarque que les enquêtes d'opinions réalisées auprès des acteurs économiques ne permettent pas de percevoir de changements, si ce n'est sur la période post-crise de 2013/2014. En termes de capital humain, la relation entre son niveau et les indicateurs de diversification et sophistication ne fait pas consensus, pour autant le gouvernement équatorien s'est engagé sur une logique d'investissements publics par grands projets via les écoles du millénaire et le projet d'université dédiée à la bio-connaissance, Yachay. Enfin, le gouvernement équatorien suit les recommandations des travaux académiques en matière de financement de l'économie en proposant la consolidation de ses politiques fiscales, et contrairement à la thèse néolibérale, en incitant sur la progressivité de l'impôt. Il propose également le développement de l'épargne publique. Ainsi, les politiques publiques du *buen vivir* décrites dans les plans de planification sont globalement cohérentes et proposent une forte intervention publique. Le chapitre suivant est consacré à l'analyse des premiers résultats de ces propositions.

3. Conclusion du chapitre

L'étude plus détaillée des politiques publiques proposées par les plans de planification sur les questions de gouvernance des ressources naturelles et de la transformation productive nous amène à plusieurs conclusions.

La gouvernance des enjeux environnementaux du *buen vivir* marque la volonté de contourner l'internalisation des externalités via les mécanismes de marché. Cela permet de mettre de côté la question de la commensurabilité des ressources naturelles, dont la résolution ne fait pas consensus en science économique. Les travaux académiques comportent des lacunes et ne permettent pas de saisir l'ensemble des intérêts individuels, notamment ceux des communautés indigènes équatoriennes dans ce cas. À défaut, on observe des ressources naturelles centralisées, plus enclines à favoriser une démarche participative et inclusive qui a pourtant donné lieu à des expériences positives d'après la littérature. Au-delà de la question de l'efficacité de ce type de gouvernance, cette mise de côté de la population équatorienne fragilise le contrat social équatorien. Ce phénomène est illustré par le nombre de conflits socio-environnementaux. Leur émergence n'est pas nécessairement le fait d'une dégradation de la qualité de l'environnement en Équateur sur la période, mais illustre une forme de décalage entre les attentes de la population équatorienne et les réformes proposées par le gouvernement.

Ces conflits naissent de l'expansion des politiques extractivistes. Paradoxalement, l'intensification de l'exploitation des ressources naturelles constitue la première étape de la stratégie de transformation de la structure productive. Elle permettrait de financer à la fois des politiques sociales, des infrastructures et la recherche. Cependant, les systèmes économiques reposant sur l'exportation massive de matières premières ne parviennent que difficilement à s'extraire de cette sur-spécialisation. Ce cercle vicieux serait le fait de mécanismes économiques distribuant les incitations vers les secteurs exportateurs mais également d'un environnement institutionnel peu propice à la création de nouvelles sources de richesse. L'évaluation des politiques publiques du *buen vivir* devra alors considérer l'ensemble de ces éléments et mobiliser une approche spécifique pour mieux appréhender l'environnement institutionnel sur la période.

Chapitre 3 : Évaluation des politiques publiques du *buen vivir* (2007-2017)

Dans les chapitres précédents, nous avons vu que les politiques publiques du *buen vivir* mises en œuvre entre 2007 et 2017 marquent une rupture avec les approches conservatrices défendues par les communautés autochtones et les écologistes. Le cœur du conflit entre ces groupes politiques repose sur l'expansion de l'exploitation des ressources extractives, qu'elles soient minières ou pétrolifères. L'approche conservatrice souligne que le renforcement de l'extractivisme implique celui de la dépendance de sentier, complexifiant ainsi le processus de *Grande transformation*. La rhétorique gouvernementale répond à cette limite en arguant que cette source de richesse doit être réallouée au financement de la satisfaction des besoins essentiels, à l'éradication de la pauvreté et au changement structurel. En découle la volonté de réaliser une première évaluation des politiques publiques mises en place au regard des objectifs ciblés par le gouvernement équatorien. Ce chapitre est composé de deux sections traitant chacune un enjeu stratégique des politiques publiques du *buen vivir*. Dans un premier temps, nous chercherons à analyser l'évolution des principaux indicateurs liés aux différentes dimensions des besoins essentiels. Ensuite, nous nous concentrerons sur l'analyse des indicateurs macroéconomiques.

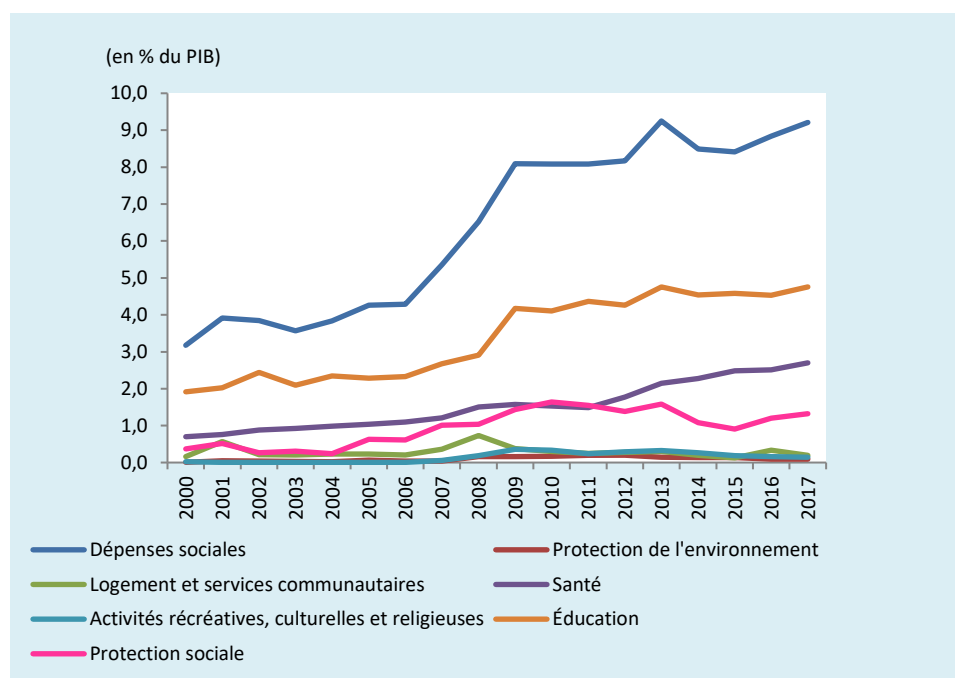
1. Les droits au *buen vivir* : quelles avancées ?

Afin d'évaluer les différents impacts des politiques publiques mises en place entre 2007 et 2017, nous analyserons dans un premier temps les évolutions des principaux indicateurs sociaux illustrant l'accès ou le non-accès aux *droits du buen vivir*. En parallèle de l'intervention publique pour satisfaire ces besoins essentiels, les autorités publiques privilégient également le canal du revenu. Dès lors, nous étudierons dans un second temps l'évolution de ce dernier, lié à la dynamique des inégalités.

1.1. Efficacité des dépenses publiques sociales

L'État équatorien se veut être le garant de la satisfaction des besoins de première nécessité pour la population équatorienne. Pour cela un investissement public massif est suggéré dans les plans de planification (SENPLADES, 2009 ; 2013). D'après la figure 3.1. présentée ci-dessous, les dépenses sociales, rapportées à la richesse totale créée, ont augmenté entre 2007 et 2017 passant de 5,4% à 9,2% du PIB. Cette hausse se manifeste particulièrement sur le premier mandat de Rafael Correa, pour ensuite se stabiliser. La figure nous permet également de déterminer les types de dépenses sociales qui composent l'investissement public. Les dépenses publiques liées à la protection de l'environnement, aux logements et services communautaires et aux activités récréatives, culturelles et religieuses constituent une faible part des dépenses sociales réalisées, leur part relative au PIB n'a que faiblement varié. L'augmentation des dépenses sociales, relativement à la richesse créée, est particulièrement portée par la hausse des dépenses sociales publiques dans le système éducatif équatorien (passant de 2,7% du PIB en 2007 à 4,8% 2017 du PIB). Elle est portée dans une moindre mesure par l'augmentation des dépenses publiques dans la santé et la protection sociale.

Figure 3.1. Dépenses sociales (% du PIB ; Équateur, 2000-2018)



Source : CEPAL /Ministerio de Economía y Finanzas del Ecuador. Mise en forme : Autrice.

Comme nous l'avons précisé dans le premier chapitre, les *droits au buen vivir* couvrent huit dimensions du bien-être²⁵. À travers l'analyse de statistiques descriptives, nous allons étudier l'évolution des principaux indicateurs de ces dimensions, regroupées en trois composantes : (1.1.1.) Santé et Éducation ; (1.1.2.) Logement, Communication et Environnement et (1.1.3.) Inclusion politique et culturelle.

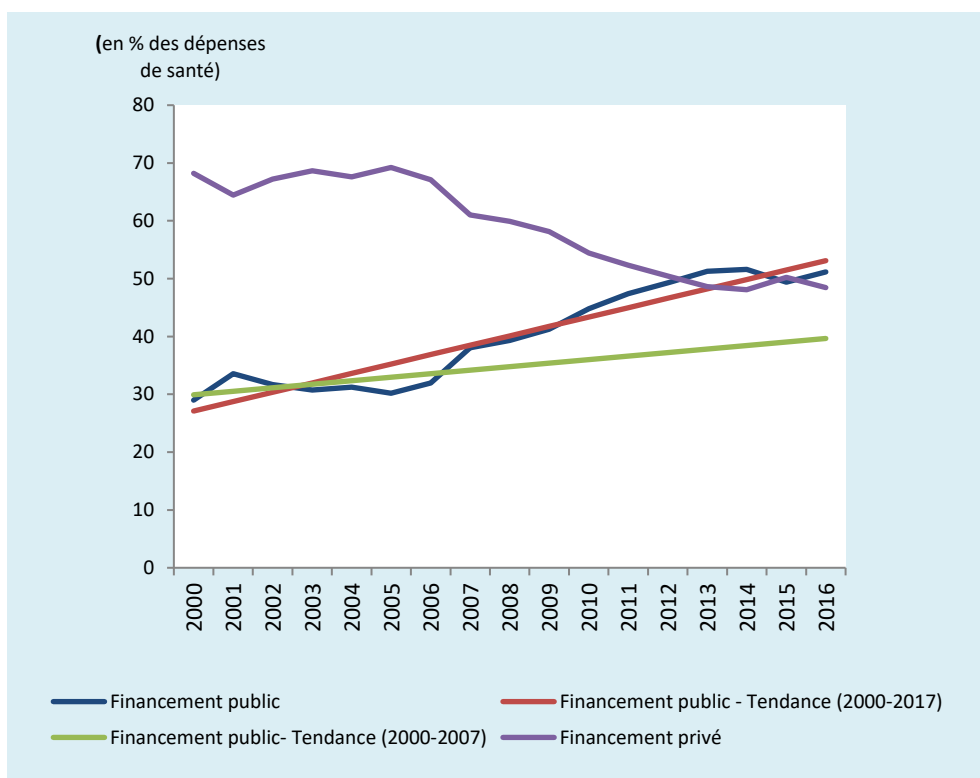
1.1.1. Santé et éducation

Précédemment, nous avons établi que l'augmentation de l'investissement public équatorien se concentrait particulièrement sur les questions de santé et d'éducation. L'objectif de cette section est de spécifier davantage l'investissement public sur ces dimensions et d'explorer les principaux indicateurs de santé et d'éducation afin de définir une première lecture de l'efficacité des politiques publiques mises en œuvre sur la période. Pour rappel, ce travail ne prétend pas déterminer une relation de causalité. Au regard de la disponibilité des données, une simple lecture des statistiques descriptives sera réalisée.

Sur les questions de santé, les plans de planification suggèrent de prioriser la santé infantile et démocratiser l'accès à la santé pour tous par le biais d'un service de gratuité. L'investissement public est illustré par une plus grande participation publique aux dépenses de santé sur la période 2007-2017, comme le montre la figure 3.2. Nous avons réalisé deux régressions linéaires simples dans le but de mettre en avant un éventuel changement de cap politique en matière de dépenses de santé. La droite rouge représente l'évolution tendancielle définie sur l'ensemble de la période. La définition de l'évolution tendancielle associée à la droite verte repose quant à elle sur la période pré-Correa. On remarque qu'après 2007, la participation publique aux dépenses de santé est supérieure au niveau attendu par l'évolution tendancielle pré-2007. Enfin, à partir de 2013, la participation publique avoisine la participation privée aux dépenses de santé.

²⁵ (1) Eau et alimentation ; (2) environnement sain ; (3) communication et information ; (4) culture et science ; (5) éducation ; (6) habitat et logement ; (7) santé ; (8) travail et sécurité sociale

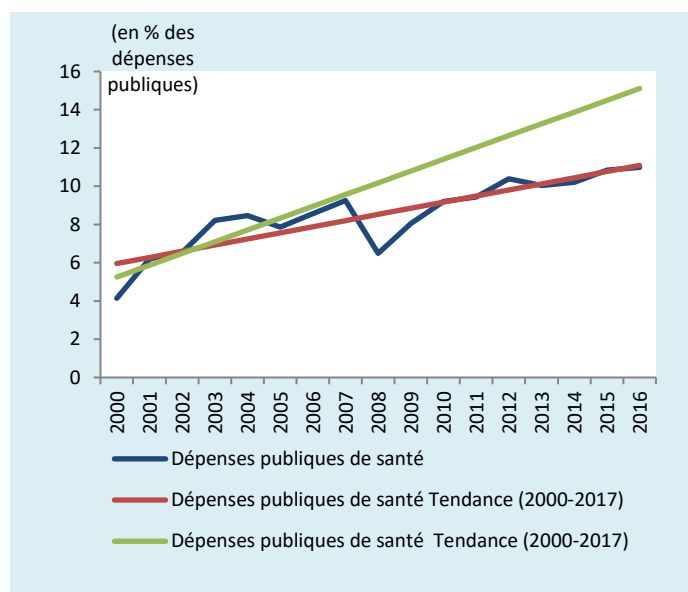
Figure 3.2. Participations publiques et privées aux dépenses de santé (Équateur - 2000 - 2016)



Source : Banque Mondiale – WDI ; Mise en forme par l’auteurice

En parallèle, on remarque une augmentation de la part des dépenses publiques dans le secteur de la santé sur l’ensemble des dépenses publiques totales (voir figure 3.3. ci-dessous). À nouveau, nous avons déterminé deux évolutions tendanciennes : la première (rouge) basée sur les données de 2000 à 2016, la seconde (verte) basée sur une estimation réalisée sur la période pré-Correa, de 2000 à 2007. La période pré-Correa est marquée par une forte augmentation de la part des dépenses publiques de santé dans les dépenses publiques globales, ce qui explique la forte pente de la droite verte. On remarque que la part des dépenses de santé a augmenté sur la période avoisinant les 10% des dépenses publiques en 2016.

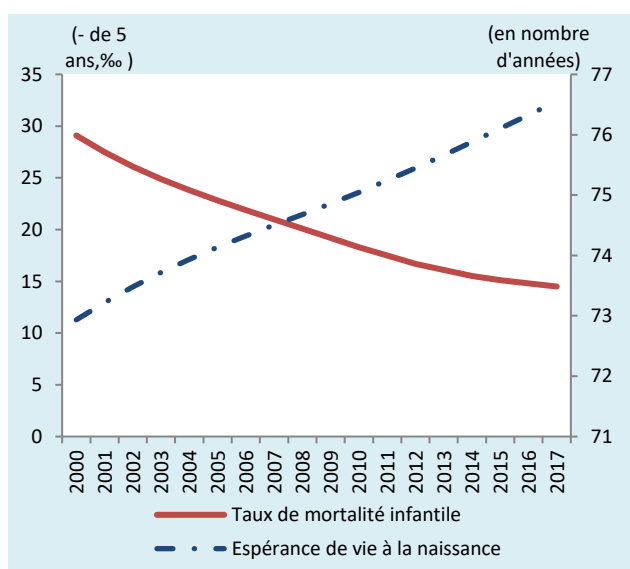
Figure 3.3. Part des dépenses publiques de santé sur l'ensemble des dépenses publiques (Équateur - 2000-2016)



Source : Banque Mondiale – WDI ; Mise en forme par l' autrice

Ainsi, l'investissement public dans le domaine de la santé est réel, il ne nous permet pas néanmoins d'évaluer son efficacité. La figure 3.4 illustre l'évolution de l'espérance de vie à la naissance ainsi que celle du taux de mortalité infantile. L'espérance de vie à la naissance augmente tout au long de la période. Le taux de mortalité infantile diminue sur la période. Les dépenses de santé réalisées ont permis le maintien de son évolution tendancielle positive, sans chute liée aux récessions économiques.

Figure 3.4. Indicateurs de santé (Équateur ; 1994 – 2017)



Source : Banque Mondiale - WDI. Mise en forme par l' autrice

En matière d'éducation, le gouvernement s'engage à attribuer davantage de moyens financiers aux écoles ou aux organismes associés à l'éducation (SENPLADES, 2013). Il cible l'amélioration de la qualité de l'enseignement par la formation des enseignants ou le financement d'investissements numériques. Il vise également une école plus inclusive et davantage adaptée aux spécificités socioculturelles à l'instar de la question de la langue parlée qui représente un enjeu crucial pour un pays tant divisé culturellement (SENPLADES, 2013). Le gouvernement équatorien s'engage également à combler le coût d'opportunité lié à l'éducation primaire et secondaire de façon à réduire le travail des enfants.

Dans les faits, le manque de données macroéconomiques illustrant l'investissement public dans le système éducatif rend complexe l'appréciation de l'engagement de l'État équatorien sur ces questions. Le tableau 3.1. ci-dessous montre néanmoins une forte augmentation du poids des investissements dans le système éducatif dans les dépenses publiques totales ainsi que dans la croissance. Le manque de données entre 2000 et 2009 ne nous permet pas d'identifier la période durant laquelle cette hausse a eu lieu. Ainsi, au regard de ces données, nous ne pouvons affirmer que l'on observe un changement de cap sous les mandats de Correa ou si les politiques publiques sur la période s'inscrivaient dans une forme de continuité aux politiques des gouvernements antérieurs.

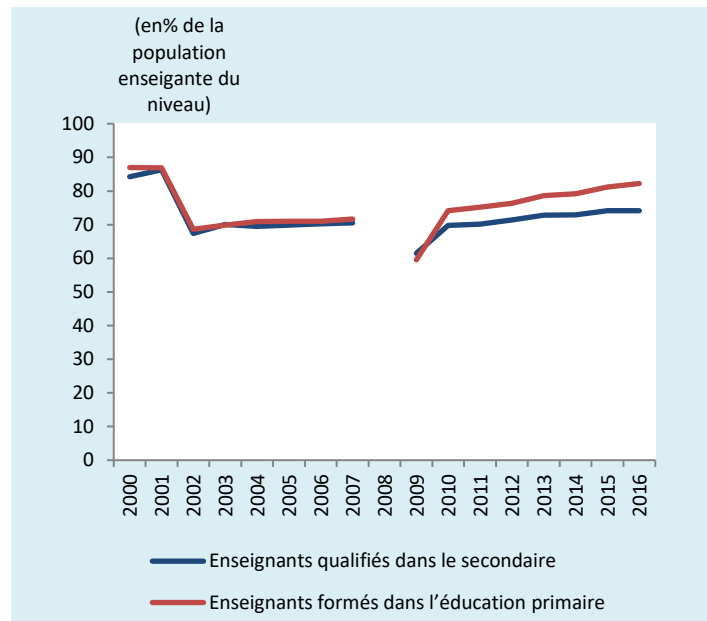
Tableau 3.1. Dépenses publiques en éducation (Équateur – 1998 – 2015)

	1998	1999	2000	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépenses publiques en éducation (% des dépenses publiques)	10,84	6,66	4,95	13,17	12,99	11,97	11,53	11,44	12,06	12,59
Dépenses publiques en éducation (% du PIB)	2,19	1,54	1,15	4,34	4,5	4,72	4,64	5,04	5,26	4,99

Source : Banque Mondiale – WDI. Traitement : Autrice

En parallèle, les indicateurs d'éducation progressent à partir du début des années 2000. Le manque de données ne nous permet pas de pouvoir déterminer une rupture avec leur évolution tendancielle. On note sur la période 2009-2016 une amélioration constante de la qualification des enseignants dans les niveaux primaire et secondaire (voir figure 3.5. ci-dessous).

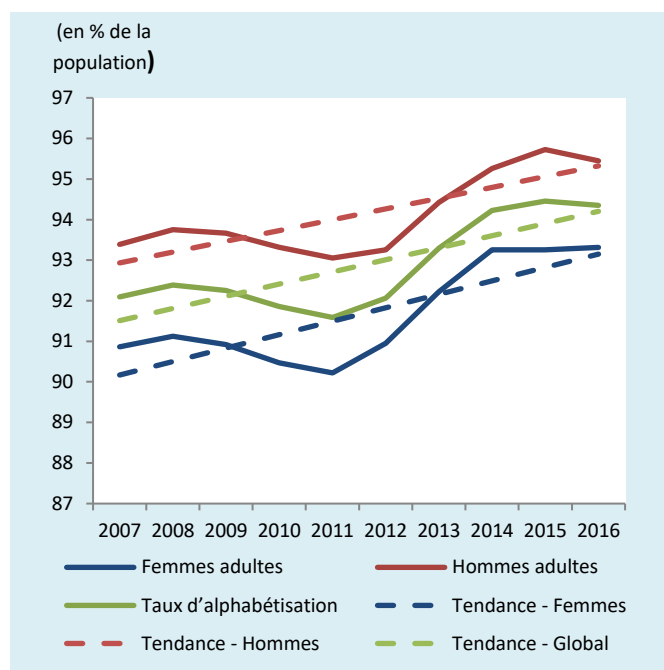
Figure 3.5. Enseignants qualifiés dans le primaire et secondaire (Équateur - 2000-2016)



Source : Banque Mondiale – WDI. Mise en forme par l'Autrice

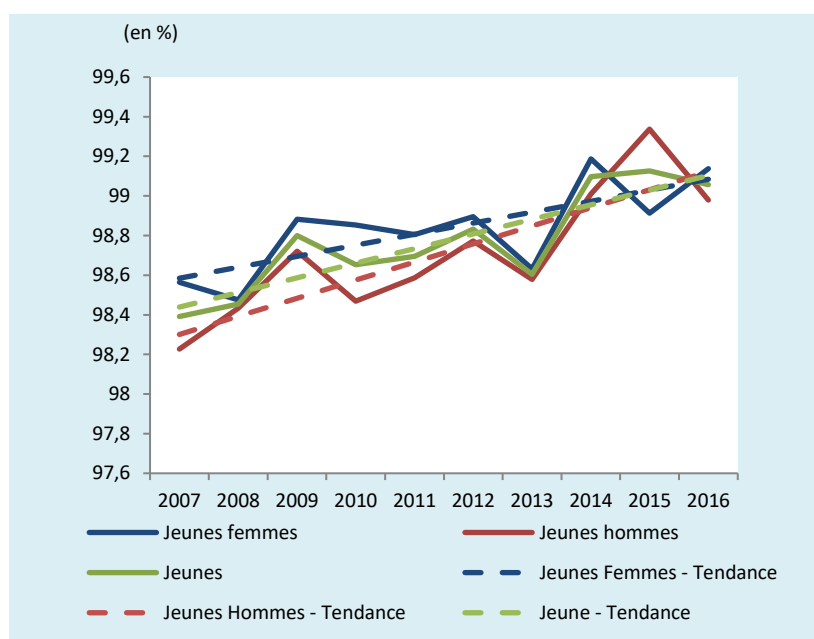
En dépit de la faible visibilité statistique des politiques publiques dédiées à l'éducation, on observe sur la période une nette amélioration du taux d'alphabétisation chez les 15-24 ans et chez les adultes. Elle est visible à travers les figures 3.6 et 3.7 présentées ci-après. Ces données ne sont pas disponibles sur la période antérieure, ne nous permettant pas une réelle comparaison entre la pré-révolution citoyenne et les mandats de Rafael Correa. Malgré une évolution tendancielle prometteuse, on observe une phase de creux qui débute en 2008 et se termine en 2012 pour le taux d'alphabétisation des adultes qui semblerait lié au premier creux du taux d'alphabétisation des 15-24 ans.

Figure 3.6. Taux d'alphabétisation chez les adultes (15 ans et plus /Équateur – 2007-2016)



Source : Banque Mondiale – WDI ; Traitement : Autrice

Figure 3.7. Taux d'alphabétisation des jeunes (15-24 ans ; Équateur – 2007 - 2016)



Source : Banque Mondiale – WDI ; Traitement : Autrice

Pour mieux comprendre l'évolution de ces indicateurs, nous pouvons explorer les données des recensements réalisés en 2001 et 2010. Les compétences *Lire* et *Écrire* ont été évaluées durant ces enquêtes. Il apparaît en rouge les taux d'alphabétisation en dessous de la

moyenne totale déterminée par les données de recensement. On observe une augmentation des taux d’alphabétisation dans l’ensemble des provinces entre 2001 et 2010.

Tableau 3.2. Taux d'alphabétisation par province et classe d'âge (Équateur – Années 2001 et 2010)

PROVINCES/ANNÉE	0 - 5		6 - 12		13 -18		19 - 25		26 +	
	2001	2010	2001	2010	2001	2010	2001	2010	2001	2010
AZUAY	1	16	89	93	97	99	98	99	88	91
BOLIVAR	1	22	89	93	96	99	94	97	77	81
CAÑAR	1	19	89	94	96	99	94	98	77	83
CARCHI	1	18	91	93	97	99	97	98	91	92
COTOPAXI	1	21	87	93	96	99	95	98	76	81
CHIMBORAZO	1	21	88	95	96	99	95	98	74	81
EL ORO	1	24	90	96	97	99	97	99	93	95
ESMERALDAS	1	15	84	87	93	97	93	95	86	88
GUAYAS	1	35	88	95	96	99	97	98	91	94
IMBABURA	1	13	89	93	96	99	96	98	82	86
LOJA	1	17	89	93	97	99	97	99	90	92
LOS RIOS	1	23	88	92	95	98	95	97	85	88
MANABI	1	20	86	92	94	98	94	96	84	87
MORONA SANTIAGO	1	14	88	88	95	98	96	98	86	91
NAPO	1	22	88	92	96	99	97	99	85	91
PASTAZA	1	17	87	90	96	99	97	98	86	90
PICHINCHA	1	20	89	94	97	99	98	99	93	95
TUNGURAHUA	1	17	90	94	98	99	98	99	86	90
ZAMORA CHINCHIPE	1	13	89	91	97	99	97	99	89	92
GALAPAGOS	1	23	90	97	97	100	98	100	97	98
SUCUMBIOS	1	16	87	90	95	99	96	98	89	91
ORELLANA	1	18	88	90	96	99	97	98	87	91
SANTO DOMINGO	N/R	16	N/R	94	N/R	99	N/R	98	N/R	92
SANTA ELENA	N/R	20	N/R	93	N/R	99	N/R	98	N/R	93
ZONAS DELIMITADAS	1	13	85	88	94	97	93	94	84	85
MOYENNE	1	19	88	92	96	99	96	94	88	85

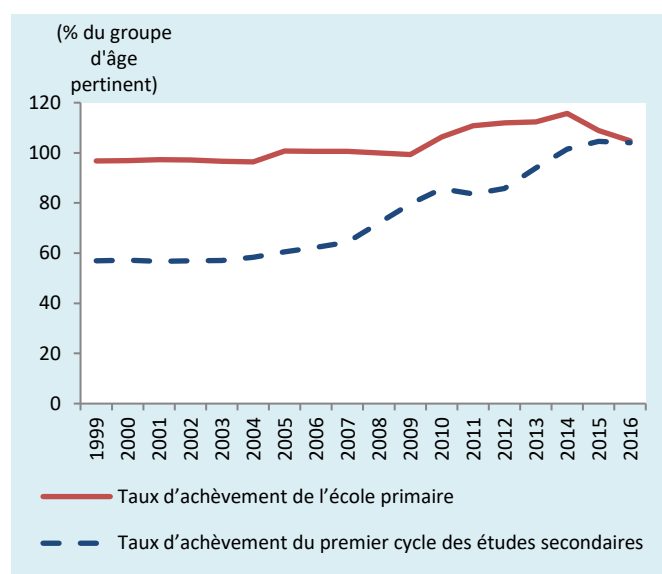
Source : INEC - Données de recensement (2001 et 2010). Mise en forme par l’auteurice.

On remarque que plusieurs provinces détiennent des taux d’alphabétisation globalement plus faibles que la moyenne (*Esmeraldas, Los Rios, Manabí, Sucumbíos* ainsi que les zones non-délimitées). Alors que l’analphabétisme est plus fort au sein des zones dites non-délimitées et de la province d’*Esmeraldas* toutes classes d’âge confondues, celui de *Los Rios* et *Manabí* se concentre davantage sur les individus âgés de plus de 13 ans et celui de

Sucumbíos concerne davantage les enfants de moins de 13 ans. Cela peut supposer des enjeux d'accès aux infrastructures.

Au-delà de l'augmentation de l'alphabétisme, nous pouvons explorer les taux d'achèvement des différents niveaux scolaires disponibles. On voit une nette amélioration de l'achèvement du premier cycle du secondaire. L'indicateur déduit les redoublants mais intègre les enfants abandonnant au cours de la dernière année. Il est rapporté à la population ayant l'âge d'intégrer la dernière année du cycle. Le taux d'achèvement de l'école primaire est relativement stable, on distingue une légère augmentation à partir de 2009. Le taux dépasse les 100% ce qui indique que le nombre d'inscriptions brut en dernière année dépasse le nombre d'individus de la tranche d'âge concernée²⁶. Le nombre d'enfants entrant en dernière année du premier cycle du niveau secondaire a fortement augmenté sur la période, plus particulièrement depuis 2007.

Figure 3.8. Taux d'achèvement des niveaux primaires et secondaires - Équateur (1999-2016)



Source : Banque Mondiale – WDI. Mise en forme par l'auteurice.

Enfin, la figure 3.9 illustre les évolutions des niveaux d'éducation de la population âgée de plus de 25 ans. On remarque des variations contrastées du niveau d'éducation. La tranche de la population ayant achevé les cycles primaire secondaire a augmenté sur la période. La tranche de la population ayant atteint un niveau d'éducation supérieure a quant à lui stagné.

²⁶ Le taux d'achèvement rapporte le nombre d'élèves, à tout âge, ayant achevé le niveau d'éducation au nombre total d'enfants ayant l'âge « normal » pour l'achèvement de ce niveau.

Or, l'enseignement supérieur et la recherche constituent un élément crucial pour le changement structurel.

Figure 3.9. Taux d'achèvement des cycles d'études (Équateur ; 2007- 2017)

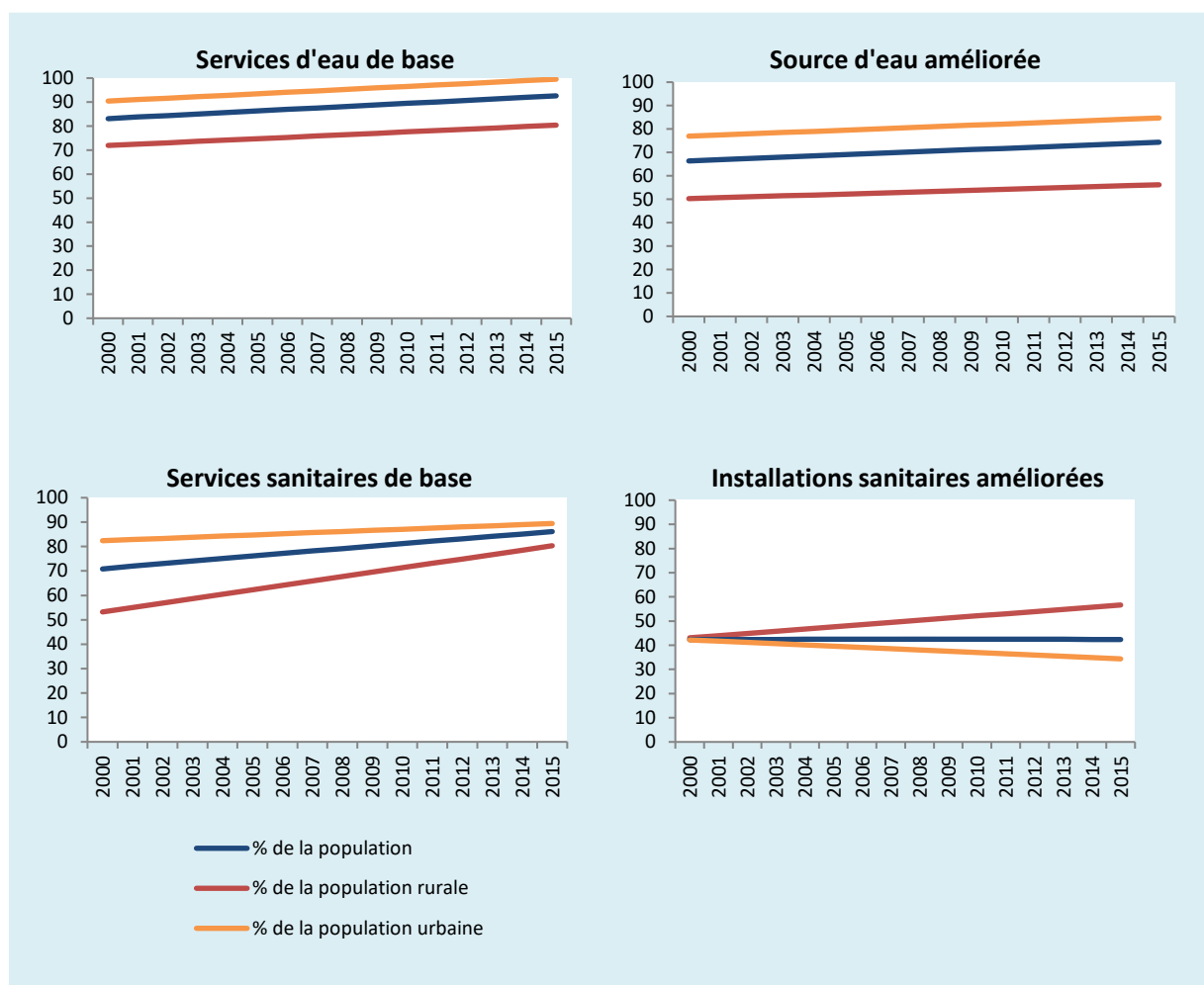


Source : Banque Mondiale – WDI. Mise en forme par l'auteurice.

1.1.2. Logement et techniques de communication

Au-delà des dépenses de santé directe, la démocratisation de l'accès à l'eau et des systèmes d'assainissement constitue un vecteur primordial pour l'amélioration du bien-être des individus. Comme le montre la figure 3.10, on constate que l'évolution de l'accès à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement est presque linéaire. L'accès aux services d'eau basiques a augmenté sur la période sans laisser apparaître de rupture durant la période 2007-2016. L'évolution la plus notable est celle de l'accès aux systèmes d'assainissement de base et ce plus particulièrement auprès de la population rurale. Ces résultats positifs sont contrastés par l'accès aux systèmes sanitaires dits « améliorés », dont la part de la population en bénéficiant a diminué à l'échelle nationale. Malgré l'amélioration du système d'assainissement en zone rurale, la part de la population urbaine bénéficiant de ce type de système a diminué sur la période. L'expansion des bidonvilles pourrait être un élément explicatif de ce phénomène. Peu de données sont disponibles, la Banque Mondiale estime que la part de la population urbaine vivant dans les bidonvilles était de 21,5% en 2005 et de 34% en 2014 (WDI, 2019).

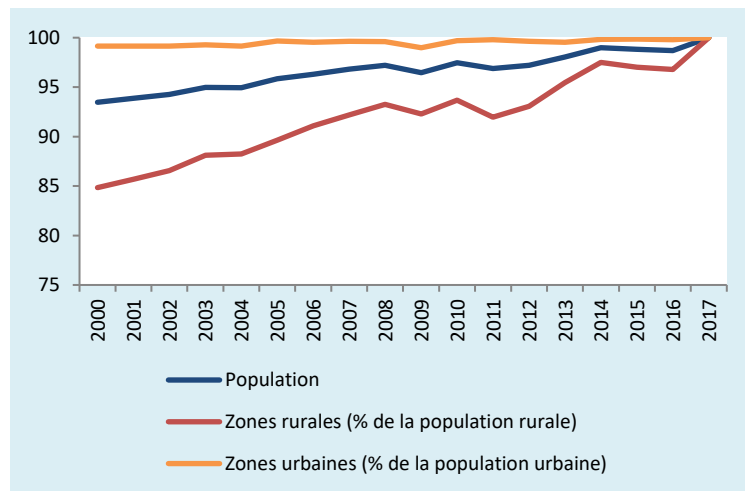
Figure 3.10. Accès à l'eau et systèmes d'assainissement (Équateur - 2000 – 2015)



Source : Banque Mondiale – WDI. Mise en forme par l'auteurice.

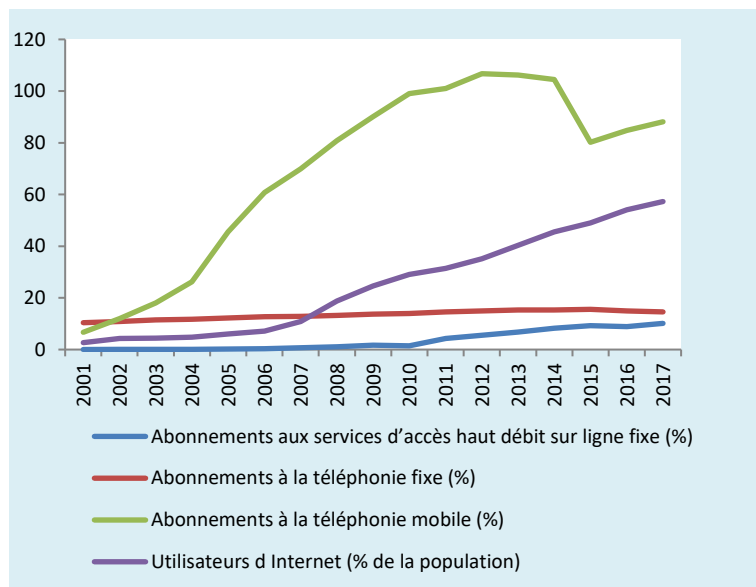
En termes d'infrastructures électriques et de télécommunication, on remarque une nette amélioration de l'accès à l'électricité, notamment un très fort rattrapage des zones rurales, en orange sur la figure 3.11. La figure 3.12. illustre quant à elle l'usage des TIC. On remarque que la téléphonie mobile a connu un réel essor, une dynamique prévalant à la mise en œuvre du *buen vivir*. L'usage d'internet suit cette évolution, contrairement aux indicateurs de téléphonie fixe et d'installation de ligne fixe.

Figure 3.11. Accès à l'électricité (Équateur ; 2000 - 2017)



Source : Banque Mondiale – WDI. Mise en forme par l'auteurice

Figure 3.12. Accès à la communication (Équateur ; 2001 - 2017)



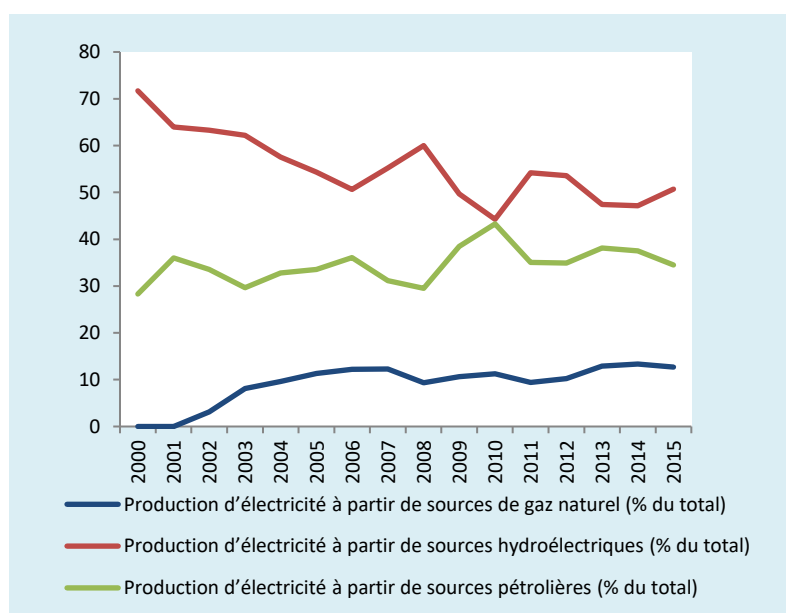
Source : Banque Mondiale – WDI. Mise en forme par l'auteurice

1.1.3. Enjeux environnementaux

Parmi les droits au *buen vivir*, apparaît le droit à un environnement sain. Comme nous l'avons souligné dans le deuxième chapitre, le gouvernement équatorien a défini plusieurs axes de travail dans la perspective de réduire les externalités négatives du système économique.

En premier lieu, le gouvernement équatorien souhaite se concentrer sur la modification de la « matrice énergétique » en privilégiant les ressources renouvelables aux non-renouvelables. Cet engagement est illustré par le développement de grands travaux, notamment hydrauliques. À travers la figure 3.13. ci-dessous, on remarque que la production hydroélectrique évolue en dent de scie, autour des 50% de la production d'électricité totale. On remarque également que cette évolution est asymétrique avec la production des sources pétrolières. En parallèle, la production d'électricité émanant de l'exploitation des gaz naturel se stabilise, avoisinant les 10%.

Figure 3.13. Production d'électricité selon les sources d'énergies (Équateur : 2000 - 2015)



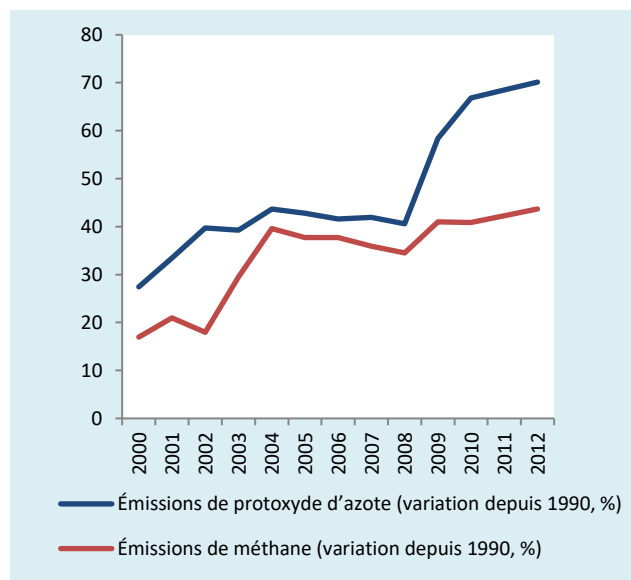
Source : Banque Mondiale – WDI. Mise en forme par l'auteurice

La production d'électricité, avec les transports, constitue la principale source d'émissions de CO₂. Les contributions de l'industrie manufacturière avoisinent 15% de la combustion totale de carburant tout au long de la période ; celle des bâtiments résidentiels et des services commerciaux est estimée à 10% environ sur la période. Néanmoins, ces

émissions n'ont que légèrement augmenté sur la période (2,23 tonnes métriques par habitant en 2007 à 2,75 tonnes métriques en 2017).

En second lieu, il convient d'analyser l'évolution des externalités négatives environnementales du système économique équatorien. On constate une nette augmentation des émissions de protoxyde d'azote à partir de 2008 (voir figure 3.14). Entre 1990 et 2014, l'émission de protoxyde d'azote a augmenté de 70%. L'émission de méthane a également augmenté depuis 2008. Le taux de variation depuis l'année de référence, 1990, est passé de 34% à 43% entre 2008 et 2014. Ces deux gaz à effets de serre sont liés à l'utilisation d'engrais chimiques agricoles et à l'expansion des secteurs d'élevage. Cette forte augmentation est à mettre en lien avec le renforcement de la monoculture (Gudynas, 2011d).

Figure 3.14. Émissions de protoxyde d'azote et de méthane (Équateur : 2000 - 2012)



Source : Banque Mondiale – WDI. Mise en forme par l'auteur

En termes d'incidence sur la santé publique, le tableau 3.3. présenté ci-dessous, décrit la part de la population affectée par la pollution de l'air via les particules fines. Trois types d'exposition sont définis par l'Organisation Mondiale de la santé : 35 (1), 25 (2) et 15 (3) microgrammes par mètre cube. L'OMS souligne qu'au-delà de 10 microgrammes par mètre cube, les particules fines ont des effets néfastes sur la santé. On remarque qu'entre 2005 et 2017, l'exposition aux particules fines a considérablement diminué, que ce soit pour un seuil à 25 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ et 15 $\mu\text{g}/\text{m}^3$.

Tableau 3.3. Exposition aux particules fines (Équateur : 1995 – 2017)

	1995	2000	2005	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Part de la population exposée aux particules fines (Seuil de 35 µg/m ³).	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Part de la population exposée aux particules fines (Seuil de 25 µg/m ³).	3,8	3,2	3,7	3,7	3,25	3,3	2,3	0	0	0	0
Part de la population exposée aux particules fines (Seuil de 15 µg/m ³).	89	89	94,2	95,2	92,6	94,3	86,7	68,6	61,3	49,7	46,8

Source: Brauer, M. et al. (2017). Mise en forme par l'auteurice

1.1.4. Inclusion culturelle et politique

Sur le plan culturel, le gouvernement équatorien souhaite mettre en place un État plurinational reconnaissant la diversité culturelle du pays c'est-à-dire l'ensemble des nationalités et des langues parlées et permettant une meilleure prise en compte des spécificités culturelles. Pour cela, il s'engage à lutter activement contre les discriminations. En amont, il s'engage à mettre en œuvre des politiques de prévention et de promotion de la diversité culturelle équatorienne. En aval, le gouvernement équatorien souhaite mieux pénaliser les actes de racisme.

L'invisibilité est une forme de violence symbolique. Celle-ci se manifeste par le manque de reconnaissance des spécificités culturelles des communautés. Ce phénomène est particulièrement visible au sein des entreprises et des administrations publiques équatoriennes. Nous pouvons illustrer cela par la non-reconnaissance de documents tels que les passeports ou les certificats de mariage délivrés par les communautés mais également par le fait que les administrations publiques ne sont pas adaptées pour intégrer les pratiques et les modes de vie de ces communautés (reconnaissance des activités professionnelles, de la structure de logements, etc...). Cela contribue au manque de visibilité statistique. Il est difficile de quantifier le nombre d'individus faisant partie des communautés autochtones. Comme nous pouvons le voir dans le tableau présenté ci-dessous, il est indiqué que la part de la population considérée comme indigène entre 1995 et 2004 varie entre 5,5% et 43% selon l'institution qui recueille les données et les indicateurs choisis. Ainsi, le gouvernement équatorien souhaite restructurer les instances administratives de manière à ce qu'elles soient

plus adaptées à la prise en compte de ces spécificités et définir les circonscriptions selon les nationalités autochtones. Ainsi, le gouvernement s'engage à créer des espaces de dialogues et à mettre en place une politique plus participative (par la création d'une assemblée citoyenne plurinationale et interculturelle pour le *buen vivir* par exemple (*Asamblea Ciudadana Plurinacional e Intercultural para el Buen vivir* en espagnol)).

Tableau 3.4. Estimations de la part de la population autochtone en Équateur

Quantification de la population autochtone par source				
Source	Année	Variables	Population	Pourcentage
Instituto Nacional de Estadística y Censos (INEC)	1950	Langue	347 745	10,9%
Instituto Nacional de Estadística y Censos (INEC)	1950	Langue	362 500	3,8%
Comité del Decenio de los pueblos Indígenas del Ecuador	1995	Localisation géographique et organisation communautaire	3 055 678	26,7%
Encuesta de condiciones de vida del INEC	1998	Langue	616 844	5,5%
Encuesta de Empleo, subempleo y desempleo (ENEMDUR – 2001)	2001	Langue Auto-identification	1 682 875	15%
VI Censo de Poblacion y V de Vivienda del INEC	2001	Langue Auto-identification	830 418	6,8%
Sistema de indicadores de las nacionalidades y pueblos del Ecuador (SIPENDE)	2003	Estimations	1 058 363	8,7%
			1 157 498	9,5%
Nations-Unies	2004	Estimations	4 100 000	43%

Source : Instituto nacional de Estadística y Censos (INEC), 2006. Traitement : Autrice.

En termes d'accès aux besoins essentiels, la question est plus complexe. On constate de fortes disparités entre les populations indigènes et non-indigènes en termes d'indicateurs sociaux. Le tableau 3.5 illustre cet élément en comparant les taux de mortalité infantile des populations indigènes et non-indigènes, rurales et urbaines, déterminés à partir des données de recensements de 2001 et 2010. En 2001, les écarts sont considérables entre les populations indigènes et non-indigènes, en particulier dans les milieux ruraux. On remarque que ces écarts s'amenuisent avec le temps. Ces parts ont été presque divisées par deux entre les deux périodes.

Tableau 3.5. Taux de mortalité infantile en Équateur (‰ ; Données de recensement 2000 et 2010)

		Recensement 2001	Recensement 2010
Population indigène	Urbaine	39,08	27,12
	Rurale	73,82	35,90
	Total	67,64	33,82
Population non-indigène	Urbaine	24,61	19,40
	Rurale	37,94	23,84
	Total	29,85	21,02

Source : CEPAL /CELADE. Traitement : Autrice

Sur le plan politique, les plans de planification consacrent plusieurs objectifs et politiques publiques à la réduction de l'écart entre la population équatorienne et la formulation des politiques publiques. Dans les faits, cette volonté s'illustre par le référendum constitutionnel de 2008 validant la nouvelle Constitution équatorienne mais également par la *Ley Orgánica de Participación Ciudadana* mise en place dès 2009 qui soumet quelques propositions. Parmi celles-ci, le gouvernement équatorien propose la création du Conseil de Participation Citoyenne et de Contrôle Social (Consejo de Participación Ciudadana y de Control Social) regroupant sept citoyens et sept suppléants nommés par l'Assemblée Nationale. Ce conseil détient trois missions principales. Il doit promouvoir la participation citoyenne, surveiller les pratiques de l'État notamment sur la question de la corruption et du clientélisme, et nommer plusieurs hauts – fonctionnaires ou postes stratégiques comme les membres du Conseil national électoral (CNE) dont la mission principale est de vérifier la conformité des élections.

En parallèle, le gouvernement équatorien s'engage dans les plans de planification à davantage décentraliser les instances politiques et administratives à travers le Code organique d'organisation territoriale - autonomie et décentralisation (*Código orgánico de organización territorial, autonomía y descentralización*). En maintenant le respect de la Constitution, cette réforme redistribue les pouvoirs à l'échelle des régions, des provinces et des cantons qui ont « le droit et la capacité effective de ces niveaux de gouvernement à être régies par des normes et des organes de leur propre gouvernement dans leurs circonscriptions respectives, sous leur responsabilité, sans intervention d'un autre niveau de gouvernement et au profit de ses habitants » (Código Orgánico de Organización Territorial, Autonomía y Decentralización, 2010 :8).

Dans les faits, plusieurs travaux académiques soulignent la verticalité des politiques publiques et le rôle prépondérant joué par l'État. « C'est l'État qui signifie en termes technocratiques, économistes et humanistes ce qu'est le développement et le *buen vivir*. En ce sens, le *buen vivir* comme le développement, c'est l'État » (Walsh, 2011: 62). Catherine Walsh souligne l'importance qui a été accordé à l'État et de manière plus large au secteur public dans la mise en œuvre du *buen vivir* (Walsh, 2010 ; 2011). Ce point est partagé, notamment par les travaux qui reposent sur les différences théoriques du *buen vivir* désignant l'État comme principal agent de l'approche social-étatiste (Le-Quang et Vercoutere, 2013 ; Hidalgo-Capitán, Cubillo et Guevara, 2014; Villalba-Eguiluz et Etxano, 2017).

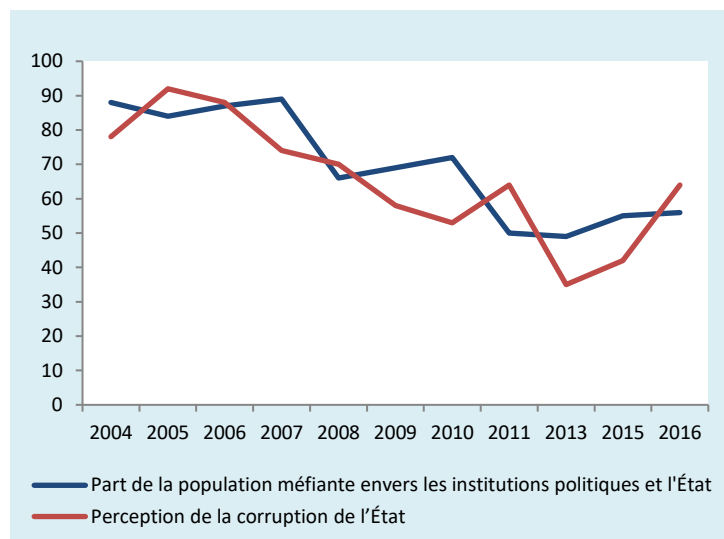
Le rôle fondamental de l'État est discuté car il est en contradiction avec les discours politiques prônant une meilleure horizontalité dans l'élaboration des politiques publiques et les principes du *buen vivir*. « Dans une société politiquement équitable, tous les citoyens doivent avoir le même pouvoir de participer au contrôle collectif des décisions politiques affectant leur destinée commune, ce qui implique de défendre les principes d'égalité politique, de participation et de pouvoir collectif démocratique » (SENPLADES, 2013 :24). L'extrait précédent, issu du plan de planification de 2013, illustre la volonté d'une démarche plus participative. Or, en termes de stratégie, le gouvernement équatorien laisse peu place aux citoyens équatoriens à l'exception de la création du Conseil de Participation Citoyenne et de Contrôle Social décrite plus tôt et mis en place en 2009. L'image de l'État fort est également renforcée par des mouvements de répression des manifestations organisées par les communautés autochtones suite à la loi de 2009 facilitant l'expansion du secteur minier en Équateur sur leurs territoires (Walsh, 2011). Pour Catherine Walsh (2011), cette mise en application serait une nouvelle colonisation portée, cette fois-ci, par les institutions politiques équatoriennes. De plus, l'une des revendications principales des mouvements sociaux indigènes était l'autonomisation des territoires ancestraux. Les communautés indigènes souhaitent obtenir la gestion de leur territoire afin de les protéger des activités d'extraction des ressources naturelles. Or, elles n'ont obtenu qu'un rôle consultatif au sein des instances de décision (Radcliffe, 2012).

Le développement du secteur public s'est traduit selon Borja (2011) par une forte augmentation de la bureaucratie et du contrôle de l'État. L'expansion du secteur et des missions étatiques sont visibles à la lecture des plans de planification (SENPLADES, 2009 ; 2013) ainsi qu'au nombre d'instances publiques de l'appareil d'État qui a fortement augmenté. On peut voir dans les organigrammes de la fonction exécutive qu'entre 2006 et

2015, le nombre total d'instances affiliées à cette dernière a presque doublé, passant de 49 à 80 établissements. Ce point ne peut néanmoins être vu indépendamment de l'évolution de l'emploi dans le secteur public. D'après l'INEC, la part de l'emploi public dans l'emploi total s'est stabilisée sur la période concernée.

En termes de perceptions politiques, les données issues d'enquêtes d'opinions réalisées par *Latinobarómetro* et diffusées par la CEPAL traduisent une position paradoxale et volatile. Lorsque l'on regarde l'évolution du sentiment de méfiance envers les institutions politiques et le gouvernement équatorien, les politiques publiques du *buen vivir* permettent le rétablissement d'une relation de confiance entre la population équatorienne et le gouvernement équatorien.

Figure 3.15. Représentations sociales de l'État (Équateur : 2004 - 2016)



Source : CEPAL/ *Latinobarómetro*. Traitement : Autrice

À la lecture des plans de planification plusieurs limites peuvent être évoquées. La critique que nous considérons comme principale est le manque de clarté des réformes et des politiques publiques définies (Escobar, 2010). Pour illustrer cela, nous pouvons voir que les plans de planification répertorient des objectifs et stratégies associées qui se veulent extrêmement généralistes et à dominante régulatrice. En d'autres termes, le ministère précise que le plan d'action est la régularisation, la réforme, la standardisation sans réellement préciser comment et vers quoi. L'horizon temporel fixé par le gouvernement pour atteindre le *buen vivir* est 2030. Une date arbitraire qui explique en partie que les objectifs fixés ciblent également des seuils arbitraires devant être atteints à la fin du mandat par exemple « 40% de la population

doit avoir une sécurité sociale [en 2013]» (SENPLADES, 2009 : 157) ou « Augmenter jusqu'à 71% le pourcentage des ménages qui sont propriétaires [en 2013] » (SENPLADES, 2009 : 157). Ce manque de visibilité est exacerbé par les contradictions du discours politique équatorien et par le faible respect des législations mises en œuvre (Houtart, 2011). Nous pouvons illustrer cela par l'extrait suivant :

« Malgré cette avancée et moins de trois mois après l'adoption de la nouvelle constitution, une loi sur les mines a été adoptée qui favorise systématiquement les sociétés minières: en leur accordant un traitement national; permettre l'expropriation de terres sans le consentement de leurs propriétaires; garantir les droits et l'accès des sociétés minières aux droits collectifs et ancestraux; appel à la participation et à la consultation uniquement après que des concessions ont été accordées; criminaliser ceux qui perturbent les activités minières; donner la liberté de prospecter sans l'autorisation de la communauté » (Walsh, 2011 : 63).

Le gouvernement équatorien se contredit au sujet de la croissance (Acosta et Gudynas, 2011), de la notion du développement (Acosta et Gudynas, 2011) et du maintien de l'extraction pétrolière. Comprendre ce qui a réellement été mis en œuvre en Équateur est rendu complexe par l'échec des plusieurs projets emblématiques à l'instar de Yasuni-ITT. Plusieurs projets de complexes universitaires sont discutés au sein de la littérature critique du *buen vivir*. C'est le cas de l'université d'Ikiam situé près de l'Amazonie dont l'objectif était de créer un espace inclusif dédié à la recherche et au développement de la bio-connaissance. Les travaux de Wilson et Bayon (2017) portent sur ce projet afin d'étudier la notion de bio-socialisme structurant les politiques publiques équatoriennes. En se reposant sur des entretiens semi-directifs, des « focus group » et une analyse textuelle des documents de planification, ils démontrent que non seulement le bio-socialisme reproduit la logique accumulative d'un modèle basé sur l'exportation des ressources naturelles, que le projet d'Ikiam est un projet fantôme « *un 'laboratoire vivant' sans laboratoires* » (Wilson et Bayon, 2017 : 63) et que les travaux des deux auteurs « ont créé des tensions entre CENEDET et la gouvernement équatorien, exacerbées par la diffusion des résultats de la recherche, critiques sur les différentes dimensions de la Révolution Citoyenne. Alors qu'il entreprenait des recherches sur le terrain dans la région politiquement sensible de la mine El Mirador, le chercheur principal de ce projet a été licencié sans explication et CENEDET a été fermé peu de temps après.

Pour **résumer**, cette section nous a permis d'explorer l'évolution des différents indicateurs sociaux couvrant les domaines de la santé et de l'éducation, mais également des infrastructures, de l'inclusion politique et culturelle et de la qualité environnementale. À

travers l'évolution des indicateurs d'évaluation du système éducatif, nous avons pu constater une nette amélioration du niveau d'éducation de la population équatorienne, en termes de compétence et de diplômes. Les indicateurs de santé poursuivent quant à eux une dynamique déjà engagée par les gouvernements antérieurs. Le maintien de la tendance constitue néanmoins un résultat positif. En termes d'accès aux infrastructures basiques, celui aux systèmes des eaux et d'assainissement et à l'électricité poursuit sa progression pré-Correa. On note néanmoins une diminution de la qualité des systèmes d'assainissement en zone urbaine, qui prévalait avant 2007, mais dont la tendance n'a pas été inversée. Deux éléments viennent contraster ces points positifs : enjeux environnementaux et politiques. La qualité environnementale s'est dégradée sur la période, par le biais de l'augmentation de l'émission des protoxydes d'azotes émanant des fertilisants chimiques. Sur le plan politique, une plus grande horizontalité et une plus forte inclusion politique ont été suggérées dans les plans de planification. Contrairement aux indicateurs de la CEPAL qui soulignent une forme d'amélioration du contrat social durant la période étudiée, la littérature académique est plus critique envers le positionnement (trop) central du gouvernement. Cette centralité limite l'inclusion des communautés indigènes dans le processus décisionnel et donc de leurs requêtes.

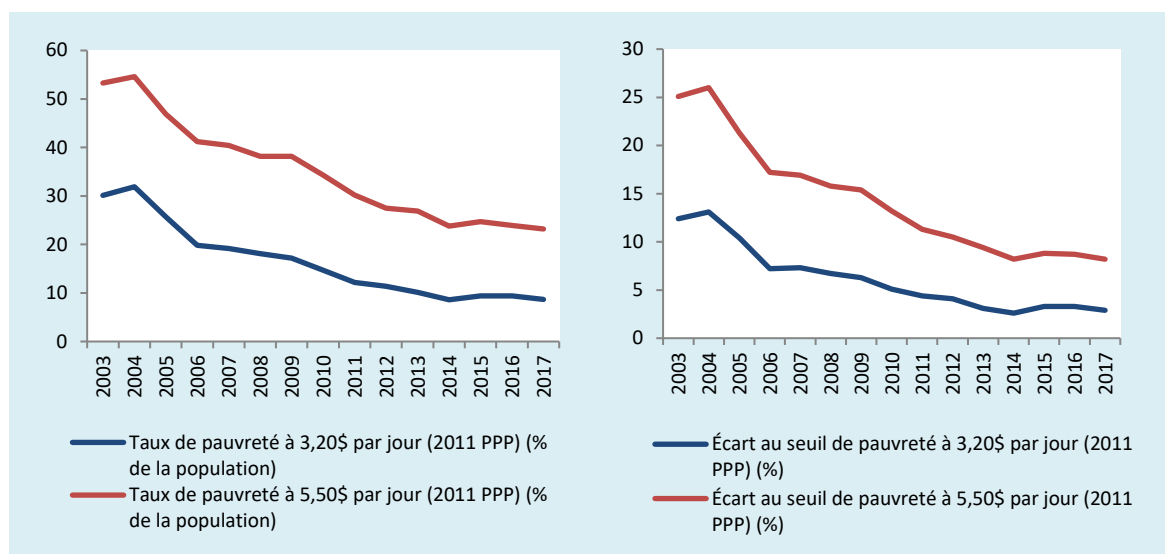
1.2. Analyse de l'évolution des revenus

L'accès à un travail digne constitue à la fois un droit au *buen vivir* et un moyen pour satisfaire les besoins de première nécessité. Cette sous-section repose sur l'analyse de la dynamique du revenu et de la pauvreté en Équateur, que nous confronterons à celle des inégalités.

1.2.1. Dynamiques de revenus et de pauvreté

À travers la figure 3.16, on remarque une forte réduction du taux de pauvreté qui débute en 2004 et qui ralentit à partir de 2014. Cette diminution de la pauvreté est accompagnée de celle de sa profondeur, les écarts aux deux seuils de pauvreté ont eux-mêmes diminué entre 2004 et 2014. Pour Villalba (2013) cette baisse serait partiellement le fait de la politique de transferts conditionnels à l'instar de *Bono de Desarrollo Humano* (bon de développement humain).

Figure 3.16. Taux de pauvreté PPA : 2011 (% population) et Écarts aux seuils de pauvreté (PPA : 2011 ; %)



Source : Banque Mondiale – WDI. Mise en forme par l’auteurice

L'évolution des taux de pauvreté est liée à celle de la structure de l'emploi. Le taux et la profondeur de la pauvreté se stabilisent à la fin de la période étudiée. Cela nous amène à explorer le lien entre cette forme de pauvreté structurelle et le marché du travail équatorien.

D'après les données de l'Organisation internationale du travail (OIT), la répartition de l'emploi parmi les trois secteurs économiques n'a pas changé au cours de la dernière décennie : 54% des emplois s'établissent dans le secteur des services, contre 27,5% dans le secteur agricole et 18,5% dans le secteur industriel (ILO, 2019). Les données de recensements, qui ne couvrent que les trois premières années du premier mandat, confirment cette stabilisation et montrent qu'elle s'établit antérieurement. Le tableau ci-dessous regroupe la répartition des personnes interrogées durant le recensement de 2010.

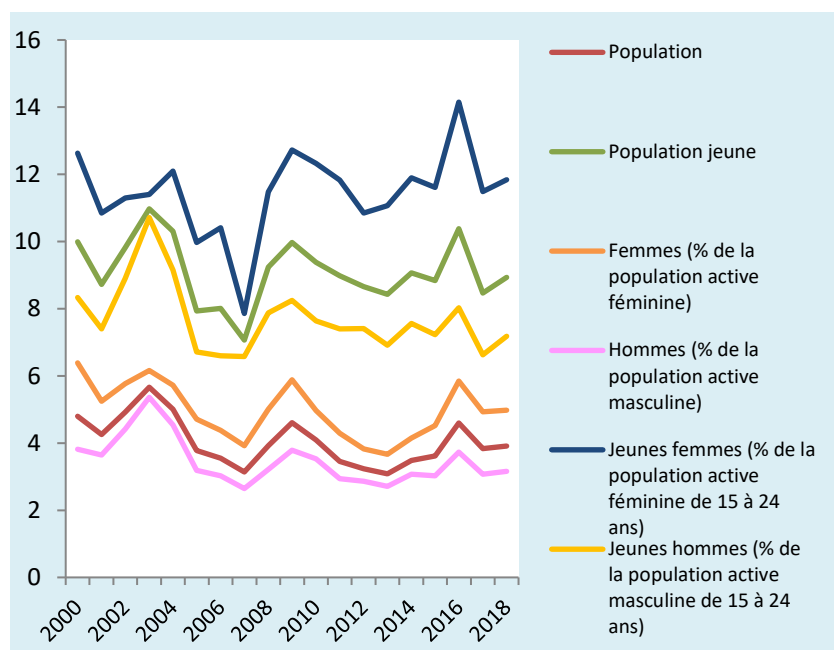
Tableau 3.6. Part de la population par secteur d'activité (Équateur : 2010)

Secteur d'activité	Pourcentage de la population interrogée (2010)	Secteur d'activité	Pourcentage de la population interrogée (2010)
Agriculture, élevage, chasse et sylviculture	26,25%	Intermédiation financière	0,7%
Pêche	1,34%	Activités immobilières, commerciales et de location	2,9%
Mines et carrières	0,6%	Administration publique et défense	3,7%
Industries manufacturières	10,3%	Enseignement	4,6%
Fourniture d'électricité, de gaz et d'eau	0,3%	Activités de santé et services sociaux	2,1%
Construction	6,28%	Autres activités sociales, communautaires, personnelles de proximité	3,2%
Commerce de gros et de détails	17,1%	Maisons privées avec service domestique	3,9%
Hôtels et restaurants	2,1%	Organisations et organismes étrangers	0,03%
Transport, stockage et communications	5%	Non-déclarés	9,1%

Source : INEC – Recensement 2010. Traitement : autrice

En parallèle, on note une forme de précarisation et de vulnérabilité de l'emploi. On observe ce phénomène à travers l'évolution des estimations du taux de chômage réalisées par l'OIT (figure 3.17). On remarque dans un premier temps la forte variabilité du taux de chômage estimé, signe d'une forme de vulnérabilité. Dans un second temps, le taux de chômage de la population active dite jeune est plus important que celui de l'ensemble de la population active. Les fluctuations concernent particulièrement la population jeune, et plus particulièrement les femmes. Dans un troisième temps, on remarque que le taux de chômage augmente particulièrement au début du premier mandat de Rafael Correa (2007-2009) ainsi qu'à la fin du second mandat (2016-2017). Ces chiffres sont à contraster avec l'évolution du ratio emploi/population active qui augmente à partir de 2014, passant d'un taux d'emploi de 64% à 68% d'après l'estimation réalisée par OIT (OIT, 2019).

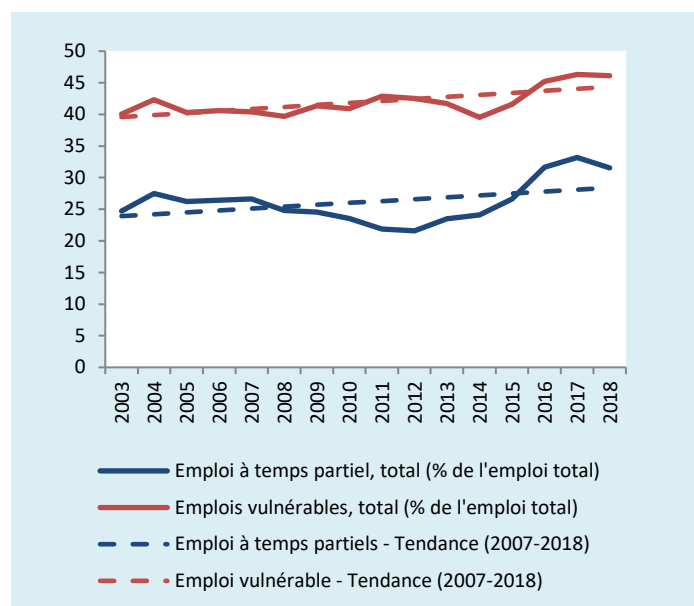
Figure 3.17. Évolution du taux de chômage (population active jeune et totale)



Source : OIT (2019) ; Traitement : Autrice. Les données sont estimées via les modélisations de l'OIT. Le taux de chômage selon le genre est déterminé sur la population active du genre donné. Le taux de chômage des jeunes est calculé à partir de la population active de la classe d'âge donnée.

Par ailleurs, les politiques publiques du *buen vivir* n'ont pas inversé la tendance de l'évolution de la part des contrats à temps partiel ni des emplois dits « vulnérables » (travailleurs familiaux et travailleurs indépendants) sur l'ensemble des emplois. La figure 3.18 ci-dessous illustre cela.

Figure 3.18. Indicateurs de précarisation des emplois (Équateur ; 2003 - 2018)



Source : Banque Mondiale – WDI. Mise en forme par l'auteurice

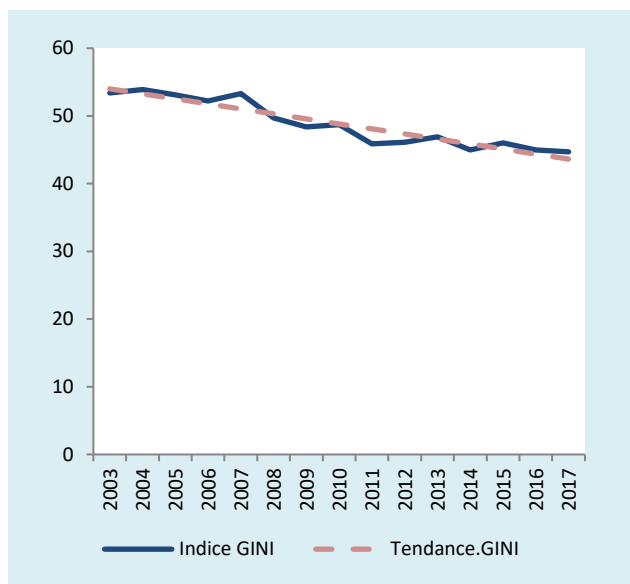
En parallèle, le poids du secteur informel dans l'emploi total a diminué sur la période, passant de 75% de l'emploi total non-agricole en 2007 à 65% en 2017, deux tiers de l'emploi tertiaire et industriel est réalisé dans l'informalité.

1.2.2. Évolution des inégalités

Sans pour autant pouvoir définir une relation de causalité, l'interventionnisme public aurait contribué à la baisse des inégalités en Équateur d'après les travaux de Ponce et Vos (2012) et de Moscoso (2017). Cette réduction des inégalités est visible dans les figures 3.19 et 3.20 qui nous montrent d'une part l'évolution de l'indice de Gini et d'autre part l'évolution de la part du revenu total détenue par le décile le plus pauvre et le décile le plus riche. On perçoit une baisse de l'indice dès les premières années d'application du *buen vivir* en Équateur. L'indice de GINI passe de 53,3 en 2007 à 44,7 en 2017 d'après les données de la Banque mondiale issues de la base des indicateurs de développement. La redistribution des richesses semble cibler particulièrement les 20% des ménages les plus riches de la population équatorienne. Ce constat est confirmé sur la figure 3.21. représentant les parts de revenus

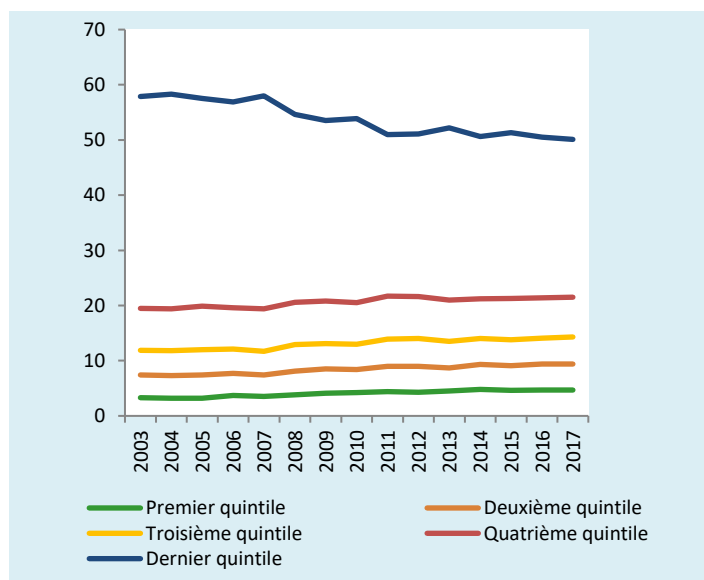
détenues selon les quintiles²⁷. Les bénéficiaires de cette redistribution ne sont en revanche pas clairement définis. On constate que les parts de revenus détenues par les quatre premiers quintiles augmentent légèrement sur la période.

Figure 3.19. Indice de Gini - Équateur (2003-2017)



Source : WDI – Banque mondiale . Mise en forme par l’auteurice

Figure 3.20. Parts des revenus détenus par quintile - Équateur (2003-2017)



Source : WDI, Banque Mondiale. Mise en forme par l’auteurice

²⁷ Lorsque l’on regarde la répartition des revenus par déciles, on remarque que la baisse de la part des revenus des 20% les plus riches concerne particulièrement le dernier décile. La part de revenus détenus par les 10% les plus riches est passée de 42% en 2007 à 33,8% en 2017 de la richesse totale.

D'après Ponce et Vos (2013), la réduction des inégalités serait le fait de la politique de microcrédits, *Bono Solidario*, mais également des investissements majeurs dans les services publics à vocation sociale en matière d'éducation et de santé. Les auteurs soulignent néanmoins que cette baisse des inégalités n'est pas pérenne. Fortement dépendante de l'intervention publique, elle n'est pas liée à une modification de la structure de l'emploi et de l'augmentation des salaires. Ils ajoutent que le changement structurel est impératif pour absorber une main d'œuvre plus qualifiée et pérenniser la baisse des inégalités.

En résumé, l'engagement du gouvernement équatorien sur la période est manifeste. Il s'illustre à travers des dépenses sociales plus importantes dans les domaines de la santé et de l'éducation. Les principaux indicateurs de santé et d'éducation évoluent positivement sur la période, maintenant à minima l'évolution positive tendancielle constatée sur les deux dernières décennies. L'amélioration du taux d'alphabétisation est notoire à l'échelle nationale, tout comme le taux d'achèvement du premier cycle du secondaire. Cela illustre un investissement important et concentré sur les niveaux primaire et secondaire. L'analyse de données descriptives réalisée ne nous permet pas de faire le lien entre l'amélioration des indicateurs sociaux et l'évolution du revenu des équatoriens. Ce qui peut être un élément explicatif du niveau de pauvreté structurelle qui se maintient depuis 2011 environ. Malgré une diminution importante du niveau de pauvreté, et ce quel que soit le seuil choisi, la structure du marché du travail n'a que très peu changé sur la période principalement portée par le commerce et l'agriculture. Ce qui nous amène à nous interroger sur la capacité du système économique équatorien à moduler la structure de l'emploi en faveur des secteurs plus rémunérateurs.

2. Indicateurs macroéconomiques

Une meilleure rémunération induit des emplois plus qualifiés, et en conséquence, une structure économique plus sophistiquée. Nous allons analyser les différents indicateurs de diversification et de sophistication de la structure productive proposés par la littérature du changement structurel. Les richesses créées ne vont pas suffire à consolider la diversification économique constatée sur la période, ni permettre à l'Équateur de se prémunir des chocs extérieurs. En conséquence, le financement du *buen vivir* repose sur une hausse du financement extérieur.

2.1. La dynamique de changement structurel

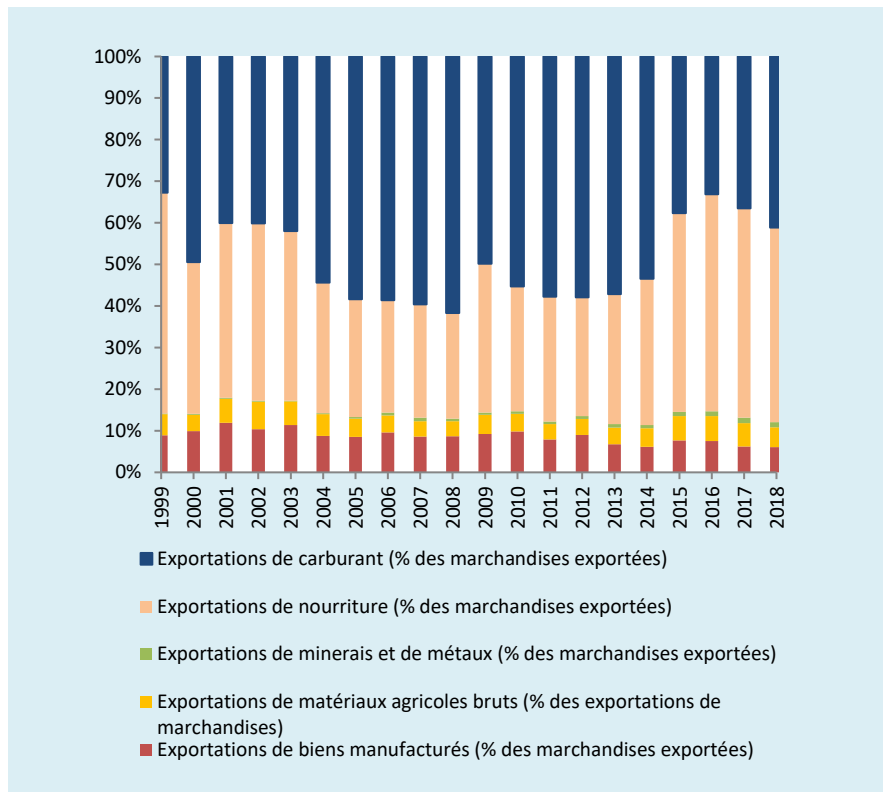
La définition de nouvelles sources de richesse, plus inclusives que la rente pétrolière, constitue un enjeu des politiques publiques du *buen vivir*. La diversification de la structure productive représente une étape fondamentale du développement économique par la minimisation du risque macro-systémique et la production de biens à forte valeur ajoutée et intensifs en capital (travail et physique). Peu de références académiques se consacrent à l'analyse du changement structurel équatorien à partir de 2007. On retient les travaux de Hausmann et Klinger (2010), Caria et Dominguez (2014) et, dans une moindre mesure, ceux de Larrea (2013). Ces travaux distinguent selon les indicateurs mobilisés. Caria et Dominguez (2014) et Larrea (2013) analysent la composition sectorielle des exportations équatoriennes et concluent que sur les périodes étudiées, les politiques publiques du *buen vivir* n'ont pas permis la diversification de la structure productive. Cette dernière est définie comme l'augmentation du nombre de biens exportés, une analyse à l'échelle sectorielle ne permet pas de conclure cela. L'analyse proposée ici s'inscrit dans la continuité des travaux de Hausmann et Klinger (2010) qui mobilisent les indicateurs définis par la littérature de la transformation productive et établis sur les données de commerce international. Nous proposons de compléter ces travaux en réalisant une analyse plus approfondie et actualisée des indicateurs de la transformations productive : la concentration et la sophistication des exportations ainsi que l'ubiquité des exportations.

2.1.1. Analyse de la diversification des exportations

Caria et Domínguez (2014) réalisent une analyse descriptive de plusieurs indicateurs de la structure productive équatorienne sur la période 2009-2014. Ils constatent une augmentation de la part des exportations primaires sur les exportations totales. Leur analyse repose dans un premier temps sur l'étude de l'évolution des exportations primaires, comparée à celle des exportations industrielles. Les auteurs concluent à un renforcement des exportations de matières premières, qui serait portée par celui des exportations pétrolières sur la période. Entre 2009 et 2014, d'après les données de la Banque Centrale d'Équateur, la part des exportations pétrolières sur le total des exportations est passée de 50,2% à 51,7%. Entre les deux années, elle a atteint des niveaux plus élevés avec un pic en 2011 à 57,9% du total des exportations. La figure 3.21. montre également ce phénomène. On remarque que sur la période 2004 – 2014, la part des exportations de carburant constitue plus de 50% des

marchandises exportées. On note néanmoins, qu'à partir de 2012, elle diminue au profit du secteur alimentaire.

Figure 3.21. Compositions des marchandises exportées (Équateur ; 1994 - 2018)



Source : Banque Mondiale – WDI. Mise en forme par l'auteur

D'après Caria et Dominguez (2014), la hausse des exportations des matières premières, hors pétrole, est plus globalement portée par l'expansion des biens dits « traditionnels » : bananes et plantains, fèves de cacao, crevettes, poissons, et café. On remarque en effet, que le panier d'exportations repose sur quelques biens agricoles bruts. Les indicateurs utilisés par les auteurs reposent sur des données agrégées, ne nous permettant une exploration suffisante de l'évolution de la diversification de la structure productive. La part des exportations alimentaires peut être portée par un seul bien, en l'occurrence un bien agricole brut. Le tableau 3.6. nous permet de préciser davantage cette affirmation, en intégrant les exportations de services. Nous pouvons constater que les cinq biens et services pesant le plus dans le panier d'exportations sont le pétrole brut, les bananes et plantains, les crustacés dont les crevettes, les poissons et le tourisme d'après les données de *l'Atlas of Economic Complexity*. Ces exportations représentent plus de deux tiers des exportations totales. À partir

de 2015, on remarque une forte baisse de la part du pétrole brut dans le total des biens et services exportés. Cette baisse est associée à une augmentation des autres biens et services présentés dans le tableau, notamment le tourisme et le secteur des bananes et plantains. On constate que la part totale de ce panier de biens et services représente une part plus faible de l'ensemble des exportations. Cette baisse est indéniablement liée à la chute du prix du baril de pétrole, qui est passé de 121,75\$ en 2014 à 64,21\$ (en dollars constants). Ce niveau de prix a été maintenu en 2016 et 2017.

Tableau 3.7. Évolution des cinq biens et services les plus exportés (en % des exportations)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Pétrole brut	42,92	43,93	45,43	42,84	48,47	39,14	45,98	47,87	47,08	47,81	47,86	31,86	27,64	31 ;88
Bananes, plantains	15,90	15,20	12,89	13,51	11,82	15,62	12,83	12,04	10,64	10,86	10,84	14,63	16	15,02
Crustacés	3,32	3,75	4,06	3,85	3,54	4,10	4,14	4,72	4,49	5,23	6,88	8,46	9,76	9,97
Poissons	3,68	3,87	4,19	3,91	4,28	4,92	3,70	3,71	4,13	4,82	4,76	4,05	4,55	4,97
Tourisme	4,54	3,97	3,45	3,91	3,48	4,11	3,94	3,36	3,83	4,56	8,04	7,47	7,67	7,41
Total	70,36	70,72	70,02	68,02	71,59	67,89	70,59	71,7	70,17	73,28	78,38	59	65,62	69,25

Source : *The Atlas of Economic Complexity," Center for International Development at Harvard University, <http://www.atlas.cid.harvard.edu>. Mise en forme par l'autrice.*

Ce résultat nous est confirmé par l'évolution de l'indice de concentration des exportations Herfindahl-Hirschmann, Cet indicateur est calculé de la manière suivante :

$$H_j = \frac{\sqrt{\sum_{i=1}^n \left(\frac{x_{ij}}{X_j}\right)^2} - \sqrt{1/n}}{1 - \sqrt{1/n}}$$

avec :

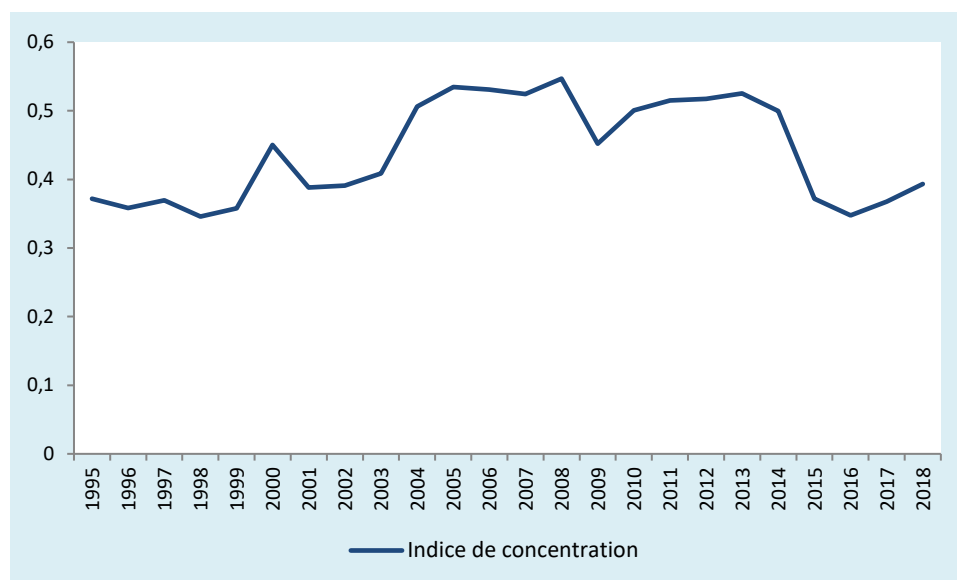
H_j = indice de concentration

x_{ij} = valeur des exportations du pays j pour le produit i

Ainsi, plus l'indice est proche de 1, plus les exportations du pays j sont concentrées autour de quelques produits.

La figure 3.22 nous permet d'étudier l'évolution de la concentration des exportations. Elle confirme une augmentation de la diversification de la structure productive à la fin de la période étudiée. Cette évolution n'est pas nécessairement durable et peut n'être que le fait de la chute du cours du pétrole.

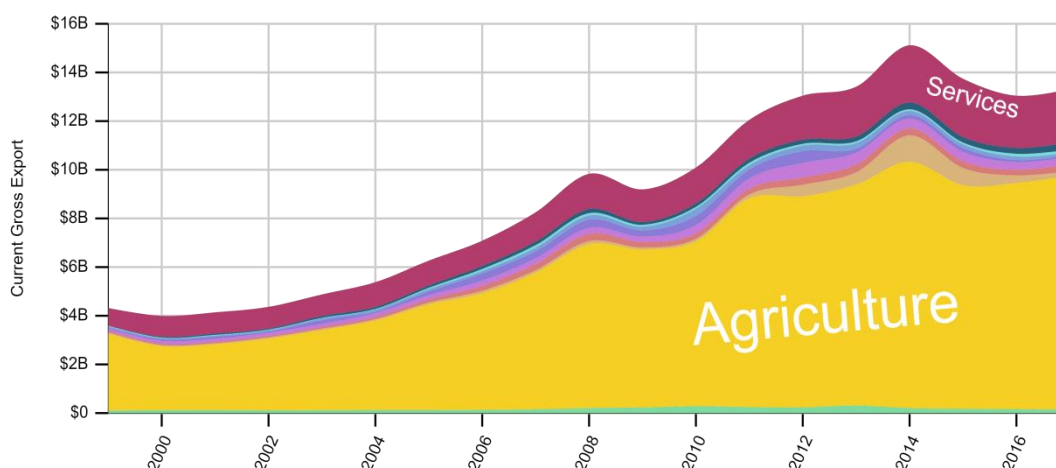
Figure 3.22. Indice de concentration (Équateur ; 1995 - 2018)



Source : UNCTAD. Mise en forme : Autrice.

Nous poursuivons notre analyse en étudiant l'évolution de la valeur des exportations selon les secteurs et concentrons notre attention sur les années 2014 et 2015. La figure 3.23 décompose les parts des exportations de biens et services non pétroliers selon plusieurs sous-secteurs : agriculture (jaune), services (grenat), textiles (vert), pierres précieuses (ocre), métaux (rose foncé), produits chimiques (mauve), véhicules (violet), machinerie (bleu), électroniques (turquoise) et autres (bleu marine).

Figure 3.23. Répartition sectorielle des exportations (hors minéraux) – (Équateur ; 1999-2017)



Source : *The Atlas of Economic Complexity*, "Center for International Development at Harvard University, <http://www.atlas.cid.harvard.edu>

La figure 3.23. nous permet alors de constater que, globalement, la richesse issue des exportations (hors minéraux) a particulièrement augmenté sur les deux dernières décennies. On remarque que les exportations non-pétrolières sont particulièrement portées par l'agriculture et les services. La figure nous permet de constater qu'en 2014, les parts des exportations de services, agricoles et de pierres précieuses ont augmenté, des secteurs ayant permis la réduction de la concentration des exportations. En 2015, en revanche, on remarque une diminution de la valeur des exportations de l'ensemble des secteurs. La diminution de l'indice de concentration constatée à la figure 3.22. est principalement le fait de la baisse du cours du pétrole.

On observe une réelle volonté de diversification de la structure productive de la part du gouvernement équatorien, qui dans un premier temps concentre ses moyens sur les politiques agricoles. Villalba (2013) souligne le soutien apporté aux entreprises agroalimentaires favorisant les monocultures d'exportation, une stratégie discutable au regard de ses impacts environnementaux. En dépit de cela, notre analyse nous amène à considérer un maintien de la concentration de la structure productive autour du pétrole brut et des quelques biens agricoles en Équateur. Nous allons voir si cette concentration est associée à un processus de sophistication des exportations.

2.1.2. La sophistication de la structure productive

La sophistication de la structure productive peut être mesurée à deux niveaux : à l'échelle du bien produit et/ou à celui des dotations factorielles du pays. Nous privilégions ici une méthode mixte couplant les caractéristiques produits et pays via l'étude du *Product Complexity Index (PCI)*. En mettant de côté les services, les biens les plus exportés, en pourcentage sur le volume d'exportations total, en Équateur en 2014 sont reportés dans le tableau 3.7., associés à leur niveau de *Product Complexity Index*. Cet indicateur est développé par Hausmann et al. (2011) et combine l'analyse de l'ubiquité avec celle de la diversité des exportations (Lectard, 2016). L'ubiquité mesure les capacités d'un pays à produire un bien. Si elle est forte, cela signifie que plusieurs pays produisent ce bien, et ainsi que les dotations factorielles nécessaires à sa production sont relativement accessibles. À l'inverse, lorsque l'ubiquité est faible, le pays dispose d'un set de dotations factorielles rare permis par une ressource spécifique ou un certain niveau technologique. Si la faible ubiquité repose sur une ressource rare, cela ne traduit pas la complexité du bien produit. Afin de distinguer les deux situations, les auteurs étudient la diversité du panier d'exportations, si les exportations sont diversifiées, cela suggère que le pays détient un ensemble de capacités permettant la production de plusieurs biens qui peut supposer un certain niveau technologique (Lectard, 2016)²⁸.

Tableau 3.8. Caractéristiques des principaux biens exportés (Équateur ; 2014).

Biens exportés	Part dans les exportations totales	Product Complexity Index	ACR
Pétrole brut	47,86%	-3	6,35
Bananes et plantains	10,84%	-1,81	153
Crustacés	6,88%	-1,79	53,2
Poissons	3,99%	-1,53	50,3
Or	3,43%	-2,28	2,28
Fleurs coupées	2,44%	-1,56	54,1
Fèves de cacao	1,82%	-2,23	39,2
Pétrole raffiné	0,85%	-0,94	0,18
Huile de palme	0,70%	-2,23	4
Fruits secs et noix	0,54%	-1,29	7,66
Café	0,70%	-0,77	13

Source : *The Atlas of Economic Complexity*, "Center for International Development at Harvard University, <http://www.atlas.cid.harvard.edu>. Mise en forme par l'auteurice.

²⁸ Le calcul du PCI est détaillé dans l'annexe 3.1

Les différentes valeurs PCI prises par les biens les plus exportés par l'Équateur montrent des niveaux de sophistication relativement faibles. Les biens les plus « sophistiqués » sont situés sur les dernières lignes du tableau avec le pétrole raffiné, les fruits secs et noix et le café. Ces secteurs peuvent représenter une réelle opportunité pour la transformation de la structure productive équatorienne.

L'atlas de la complexité économique nous permet également d'obtenir les valeurs des Avantages Comparatifs Révélés (ACR), calculées de la manière suivante :

$$ACR = \frac{xval_{c,i,t} / \sum_i xval_{c,i,t}}{\sum_c xval_{c,i,t} / \sum_i \sum_c xval_{c,i,t}}$$

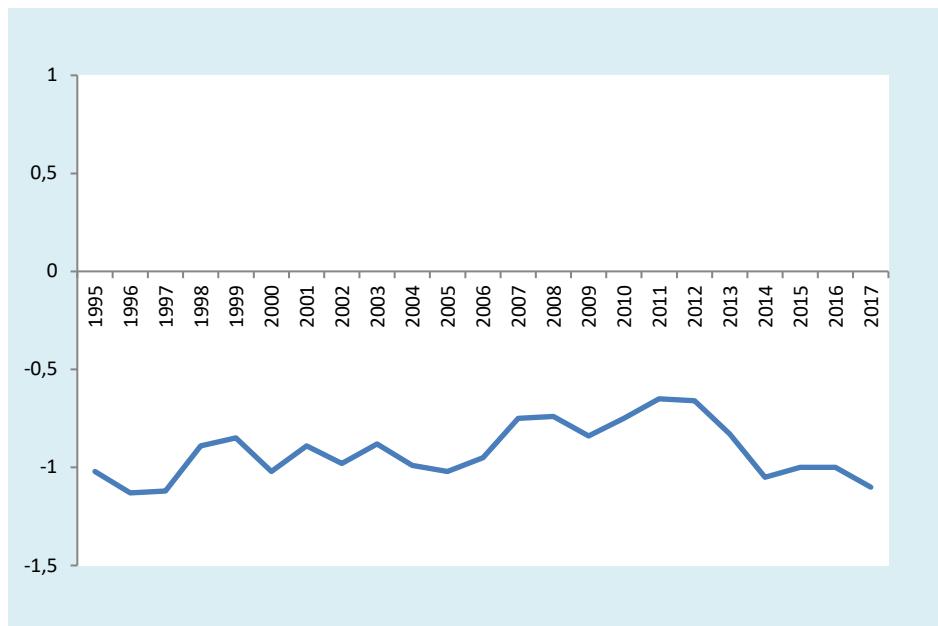
Avec $xval$ = la valeur d'une exportation ; i = le secteur ; c = pays ; t = année.

Cet indicateur représente ainsi le rapport entre le poids d'un secteur sur l'ensemble des exportations d'un pays donné et le poids des exportations dudit secteur sur le volume total des exportations mondiales (Hausman et Klinger, 2010). Lorsque cet indicateur est supérieur à un, le pays détient un avantage comparatif révélé. C'est ainsi le cas de l'ensemble des biens les plus exportés recensés dans le tableau 3.7. à l'exception du pétrole raffiné. Nous remarquons également les valeurs ACR très élevées pour les bananes et plantains, crustacés et fèves de cacao, très peu complexes, dont les valeurs PCI sont particulièrement faibles.

Il est possible de mesurer le degré de sophistication de la structure productive dans son ensemble à travers l'*Economic Complexity Index* (ECI). Ce dernier est une forme dérivée de l'approche par produit proposée par le PCI. Il mesure la diversité des exportations corrigées de leur niveau d'ubiquité.²⁹

²⁹ Le calcul de l'ECI est détaillé dans l'annexe 3.3.1.

Figure 3.24. Economic Complexity Index (Équateur ; 1995-2017)



Source : *The Atlas of Economic Complexity*, " Center for International Development at Harvard University, <http://www.atlas.cid.harvard.edu>. Mise en forme par l'autrice.

Un niveau d'ECI élevé traduit un niveau de sophistication global élevé. La figure 3.24. montre l'évolution de l'ECI entre 1995 et 2017, on remarque une légère progression de 1996 à 2011/2012. Par la suite, le niveau de sophistication de la structure productive diminue. Cette baisse coïncide avec la diminution de la concentration des exportations constatée à la section précédente. Nous pouvons cependant explorer davantage les différentes connexions entre les nouveaux biens exportés, participant à la diversification de la structure productive, et les autres secteurs et biens. En dépit de la baisse du degré de sophistication des exportations, les nouveaux biens exportés peuvent représenter des opportunités futures au gré de leur degré de connexion avec les autres secteurs économiques.

2.1.3. Mesurer les liaisons entre les systèmes de production équatoriens

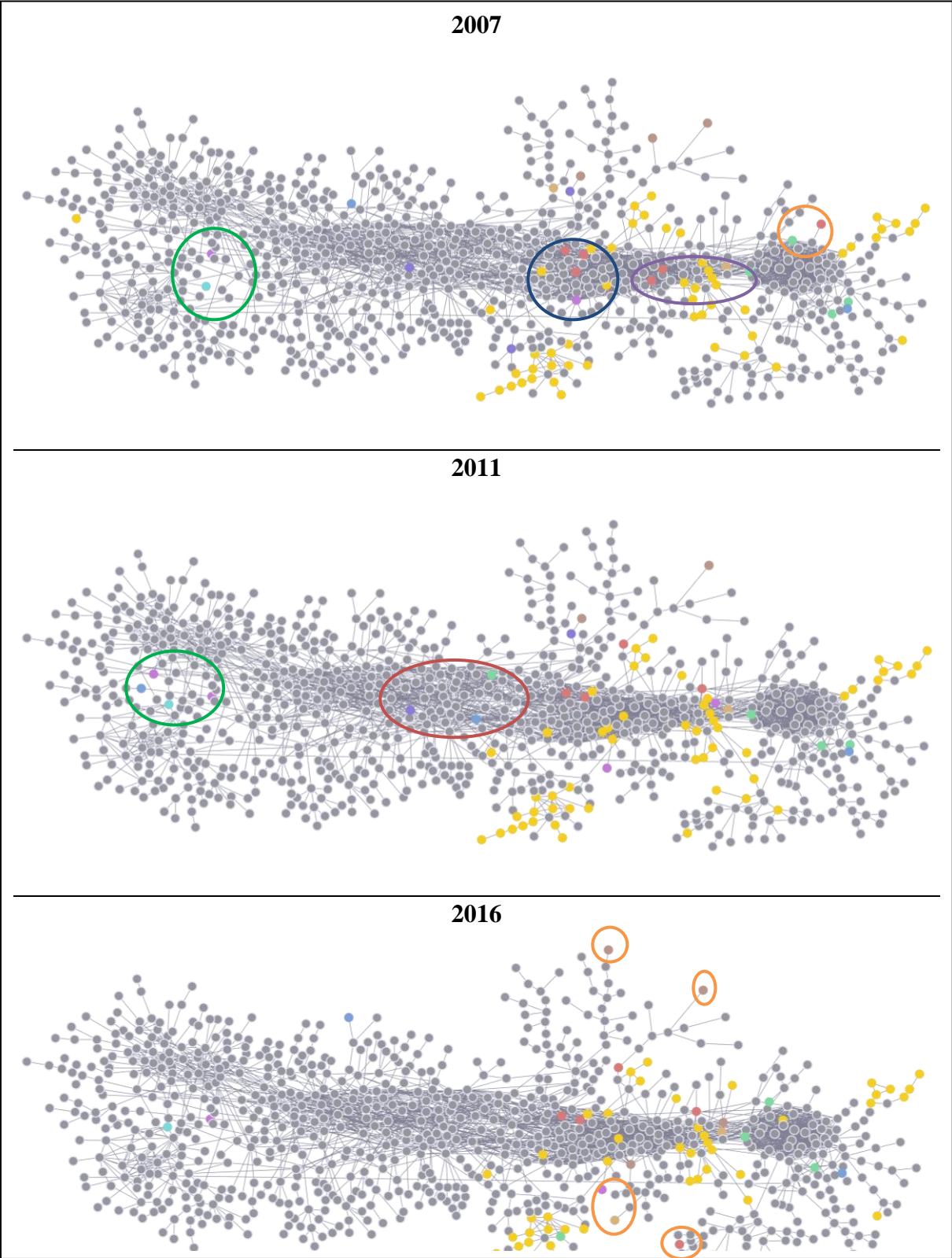
Afin d'explorer les opportunités en termes de transformation de la structure productive nous pouvons mobiliser le *Product Space* réalisé par l'Atlas de la complexité économique. Cet outil cartographie les différentes liaisons entre les différents types de production. Il repose sur la détermination d'un indice de proximité déterminant la probabilité que deux biens puissent être exportés ensemble, ou la probabilité d'avoir un ACR pour le bien i , lorsque le pays détient un ACR dans le bien j (Lectard, 2016). En d'autres termes, les liaisons représentent une forme de degré de similarité entre les systèmes de production entre les deux

biens. Le principal avantage de cet outil est sa lisibilité. La figure 3.25 regroupe les *Product Space* de 2007, début de notre période d'étude, 2011, l'année durant laquelle on observe le niveau de sophistication de la structure productive le plus élevé et 2016, l'année qui a suivi la chute du cours du pétrole. Pour rappel, chaque point représente un bien produit selon la classification HS4³⁰. Les points colorés sont les biens exportés et constituant un ACR pour le pays étudié. Les points gris, sont à l'inverse, des biens qui ne sont pas exportés et/ou ne constituent pas un ACR. Lorsque l'on regarde les trois illustrations, il est complexe de déterminer des différences entre les trois années. On constate une concentration des exportations équatoriennes dans le secteur agricole, en jaune dans le *Product Space*. On remarque également que les biens exportés se situent majoritairement à l'extérieur de l'illustration, ce qui reflète des biens plutôt isolés ayant de faibles effets d'entraînement sur la transformation productive. Cependant, comme le concluent Hausman et Klinger (2010), plusieurs biens sont très « connectés », une condition prometteuse pour la diversification et la sophistication de la structure productive³¹. Cet espoir se maintient jusqu'en 2015.

³⁰ La classification HS4 représente un certain niveau de désagrégation des données issues du commerce international, celle-ci repose sur l'identification de 1 080 biens différents exportés.

³¹ Les auteurs précisent que le niveau de « connexion » est plus élevé en Équateur qu'en Bolivie et au Venezuela.

Figure 3.25. Product Space (Équateur ; 2007 / 2011 / 2016)



Source : "The Atlas of Economic Complexity," Center for International Development at Harvard University, <http://www.atlas.cid.harvard.edu>.

En 2007, on remarque dans le cercle vert, plusieurs produits exportés prometteurs, en termes de connectivité et de sophistication : gélatine (code HS4 3503 ; PCI à 0,546 ; ACR à 2,55) dont le système de production est proche de celui des insecticides etc. (HS4 3808), du textile non-tissés etc. (HS4 5603) et machines à trier et nettoyer les semences (HS4 8437). Ces biens représentent plusieurs secteurs économiques aux niveaux de valeur ajoutée plus élevés. La connexion avec le textile non tissé est particulièrement intéressante au regard du niveau de connectivité de ce bien avec les autres types de production notamment dans les secteurs de la machinerie et des produits chimiques. Dans le cercle bleu, on retrouve plusieurs biens associés à la métallurgie, secteur qualifié de stratégique par le gouvernement équatorien, qui représentent également de réelles opportunités de diversification et de sophistication de la structure productive. Ainsi, on retrouve la production de tubes d'aluminium (HS4 7608 ; PCI à 0,148 ; ACR à 1,61), bouchons et couvercles (HS4 8309 ; PCI à 0,231 ; ACR à 1,04), couvercles, poêles, cuisinières etc. (HS4 7321 ; PCI à 0,119 ; ACR à 9,14). Ces marchandises ont plusieurs similitudes avec le secteur agroalimentaire mais surtout avec le secteur de la métallurgie. La consolidation de la production de ces biens permettrait celle du secteur, dont les niveaux de PCI sont plus élevés. Dans le cercle orange, le point turquoise représente les collants, chaussettes et bas (HS4 6115 ; PCI à -0,688 ; ACR à 1,09). C'est un bien peu complexe mais particulièrement connecté avec les biens textiles, on comptabilise une vingtaine de liaisons dans le *Product Space*. Enfin, dans le cercle violet, les deux points roses représentent les barres et/ou tiges d'aluminium (HS4 7604 ; PCI à 0,231 ; ACR à 1,04) et les réservoirs/fûts (HS4 7310 ; PCI à -0,0622 ; ACR à 1,04), deux biens particulièrement proches des secteurs agricoles, de la machinerie et de la métallurgie. De manière générale, on remarque en 2007 qu'il existe de réelles opportunités d'expansion économique via la production de bien, exportable, mobilisant des dotations factorielles sensiblement proches d'autres biens aux niveaux de sophistication plus élevés ou représentant eux-mêmes de nouvelles opportunités de développement. Il ne s'agit pas uniquement de se concentrer sur des biens à des niveaux de PCI élevés mais d'explorer des secteurs peu sophistiqués mais qui permettraient une plus grande diversification.

En 2011, on remarque le maintien de certaines de ces opportunités mais également le retrait de plusieurs biens, notamment les bouchons/couvercles et la production de certains plastiques, situés dans les cercles violets et bleu en 2007. Dans le cercle vert, on constate que la production d'outils d'aide à la navigation, GPS, radars se développe (HS4 8526 ; PCI à 1,03 et ACR à 1,04), ce qui peut induire les prémices d'une consolidation des exportations

équatoriennes dans le secteur électronique, porteur en termes de diversification de la structure productive et dont le développement des biens connexes aboutirait à un niveau de sophistication plus important. Les productions de gélatine et de machine à trier le grain se maintiennent mais n'ont pas abouti au développement des biens connexes. Dans le cercle rouge, le point violet représente la production de véhicules de transport de marchandises (HS4 8704 ; PCI à 0,558 ; ACR à 1,18), de machines à traire et laitières (HS4 8434 ; PCI à 0,29 ; ACR à 1,05) et de textile à usage technique (HS4 5911 ; PCI à 1,14 ; ACR à 6,39). Ces trois biens se situent au centre du *Product Space*, suggérant des systèmes de production proches de ceux de plusieurs biens. Ces sont trois biens particulièrement intéressants car ils sont particulièrement liés aux secteurs industriels (machines et électronique).

En 2016, on constate la baisse de la sophistication des exportations avec l'absence des tous les biens que nous avons définis comme de réelles opportunités pour la transformation de la structure productive équatorienne, du fait certainement de la période de récession qui a précédé. Il n'apparaît en 2016 que les points jaunes, confirmant la consolidation du secteur agricole et quelques points roses, liés à la fabrication de tubes d'aluminium et quelques produits dérivés. Les cercles noirs soulignent les exportations de matières premières non-agricoles, situés à l'extérieur, le *Product Space* souligne leur enclavement et leurs faibles effets d'entraînements.

Pour **résumer**, les travaux traitant la question de la diversification de la structure productive en Équateur se concentrent sur le premier mandat de Rafael Correa et sur les données sectorielles agrégées : primaire, secondaire et tertiaire³². Nous avons élargi la période étudiée et avons mobilisé des données désagrégées du commerce international (classification HS4). Les politiques publiques du *buen vivir* n'ont pas suffi à amorcer la diversification de la structure productive et à protéger l'économie équatorienne des répercussions de la volatilité du cours des matières premières et plus particulièrement de celle du pétrole. On remarque une légère sophistication des exportations en 2011, qui diminue par la suite atteignant un niveau proche de celui de 1996. En explorant les différentes liaisons entre les dotations factorielles des biens exportés, on remarque néanmoins que certaines filières, certains biens, sont prometteurs. On a vu émergé timidement dans les *Product Space* de nouveaux biens qui en plus d'être à des niveaux de sophistication plus élevés reposent sur des dotations factorielles

³² À l'exception de Hausmann et Klinger (2010).

dont le développement permettrait la production de nouveaux biens. Pour expliquer cela, Larrea (2013) et Caria et Dominguez (2014) évoquent une mauvaise répartition des investissements, très concentrés sur des grands ouvrages et des grandes infrastructures à l'instar de l'aéroport de Quito ou les grands barrages hydroélectriques. Caria et Dominguez (2014) ciblent particulièrement l'effet d'éviction de l'investissement public sur l'investissement privé. Ces conclusions, établies sur des statistiques descriptives et sur des données agrégées, sont discutables. Il nous paraît nécessaire de les nuancer. D'une part, le niveau de diversification de la structure productive sur la période étudiée par ces auteurs augmente légèrement. D'autre part, il est nécessaire de contextualiser davantage l'analyse de l'évolution de la structure productive, notamment au regard de la dynamique du commerce international. Nous concluons cette section en soulignant que certaines filières sont prometteuses mais leur développement exige une forme de résilience macroéconomique équatorienne.

2.2. Le financement de la transition

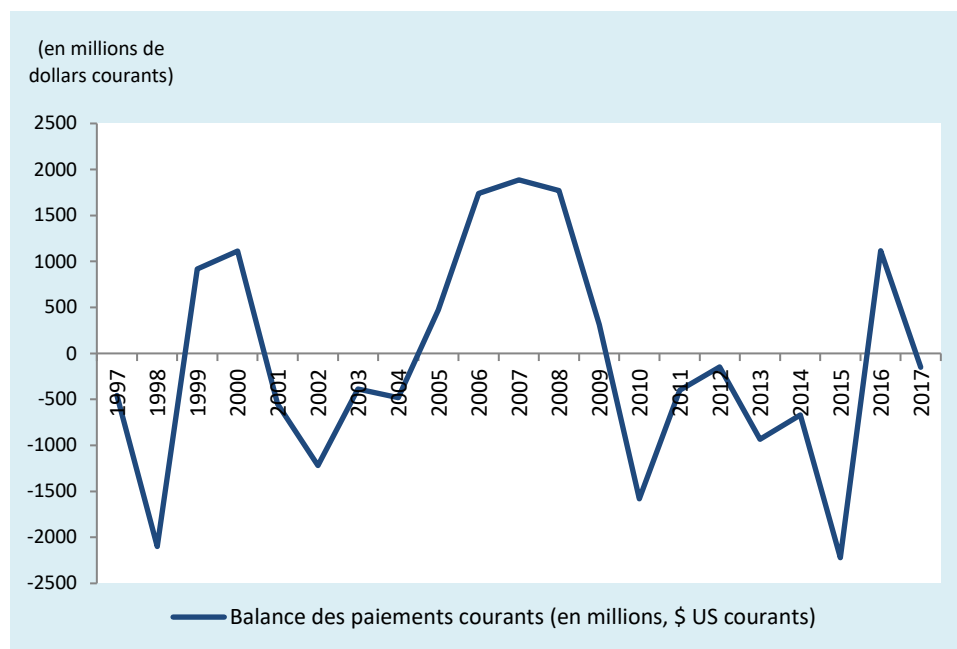
Nous avons vu, au prisme des sections précédentes, que les politiques publiques du *buen vivir* sont associées à un investissement public important. Cet engagement financier induit une analyse plus approfondie sur les sources de financement. Les plans de planification décrivent « une nouvelle architecture financière » veillant au développement d'alternatives à l'endettement, à la création monétaire, rendue impossible par la dollarisation, et au financement extérieur. La littérature sur la malédiction des ressources naturelles et les plans de planification équatoriens soulignent tous deux l'importance du développement et/ou de la consolidation d'une source de financement interne. Nous étudierons cette question dans la première sous-section de cette partie. Nous constaterons que faute de sources financières internes, la dette extérieure a fortement augmenté sur la période malgré le moratoire établie au début de la période étudiée.

2.2.1. Le financement du buen vivir : vers la consolidation du financement interne ?

En premier lieu, la figure 3.26. illustre l'évolution de la balance des paiements courants sur la période, exprimée en millions de dollars courants (1997-2017). Le premier mandat de Rafael Correa est marqué par une forte baisse de la balance des paiements courants. Elle est

négative entre 2009 et 2016 ce qui traduit une difficulté d'accès aux capitaux qui s'étale sur sept ans. Le financement de l'investissement public en devient plus complexe.

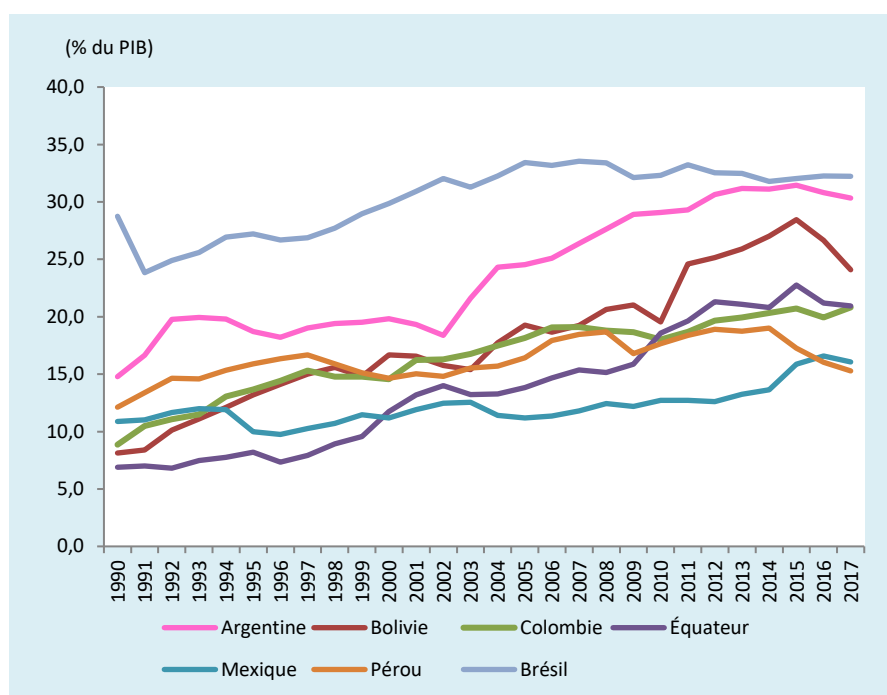
Figure 3.26. Balance des paiements courants (en millions de dollars courants ; Équateur ; 1997-2017)



Source : Banque Mondiale – WDI. Traitement par l'auteurice.

Afin de moins dépendre des sources de financement externe et des structures de pouvoirs qui en émanent, le gouvernement équatorien propose la consolidation des recettes fiscales, en ciblant plus particulièrement la hausse des impôts sur le revenu et le patrimoine (SENPLADES, 2009 ; 2013). Le plan de planification de 2013 souligne les avancées qui ont été réalisées au cours du premier mandat sur la progressivité de l'impôt, qui aurait permis une augmentation de 104% des recettes fiscales entre 2002 et 2010 (SENPLADES, 2013). Au regard des recettes fiscales présentées à travers la figure 3.27., nous observons des résultats plus limités. L'Équateur est représenté par la courbe violette qui montre une progression relativement continue des recettes fiscales rapportées au PIB (ce qui corrige l'effet volume émanant des impôts indirects). On note que l'augmentation des recettes fiscales est légèrement plus forte sur la période 2009 - 2012. Les recettes fiscales n'augmentent pas durant le second mandat. On remarque également que l'expérience équatorienne n'est pas isolée en Amérique Latine. Mis à part le Brésil, dont les recettes fiscales représentent une part relativement stable de la richesse du pays, les autres pays choisis à titre comparatif connaissent la même dynamique de progression.

Figure 3.27. Recettes fiscales (% du PIB)



Source : CEPAL – CEPALSTAT. Mise en forme par l’auteurice.

Les données collectées par la CEPAL nous permettent d’explorer davantage l’évolution des composantes de ces recettes fiscales. On remarque qu’entre 2007 et 2017, les recettes fiscales rapportées à la richesse créée sont en majorité portées par les impôts sur les biens et services. Les impôts directs reposent principalement sur les revenus plutôt que sur le patrimoine. Il est surprenant de constater la forte volatilité des recettes fiscales issues des revenus des particuliers ou des sociétés en début de période. Durant le second mandat, elles se stabilisent autour de 0,2% du PIB pour les particuliers et 1,4% du PIB pour les entreprises et sociétés. Les impôts indirects sont quant à eux portés par la TVA, la hausse des recettes fiscales est le fait d’une hausse de la TVA, de la TVA spéciale³³ et des impôts « autres » qui augmentent chacun d’un point sur la période. La taxation issue du commerce international ne contribue que faiblement à la hausse des recettes fiscales. Il est difficile de constater « une restructuration » de la politique fiscale en Équateur. En revanche, on constate une nette augmentation des recettes fiscales sur la période, à la hauteur de l’augmentation des dépenses sociales constatée au début de ce chapitre (voir figure 3.1.).

³³ La TVA spéciale attribue des taux spécifiques à certains biens (alcool, tabac, etc.) pour des enjeux de santé publique.

Tableau 3.9. Compositions des recettes fiscales en Équateur (en % du PIB ; 2007-2017)

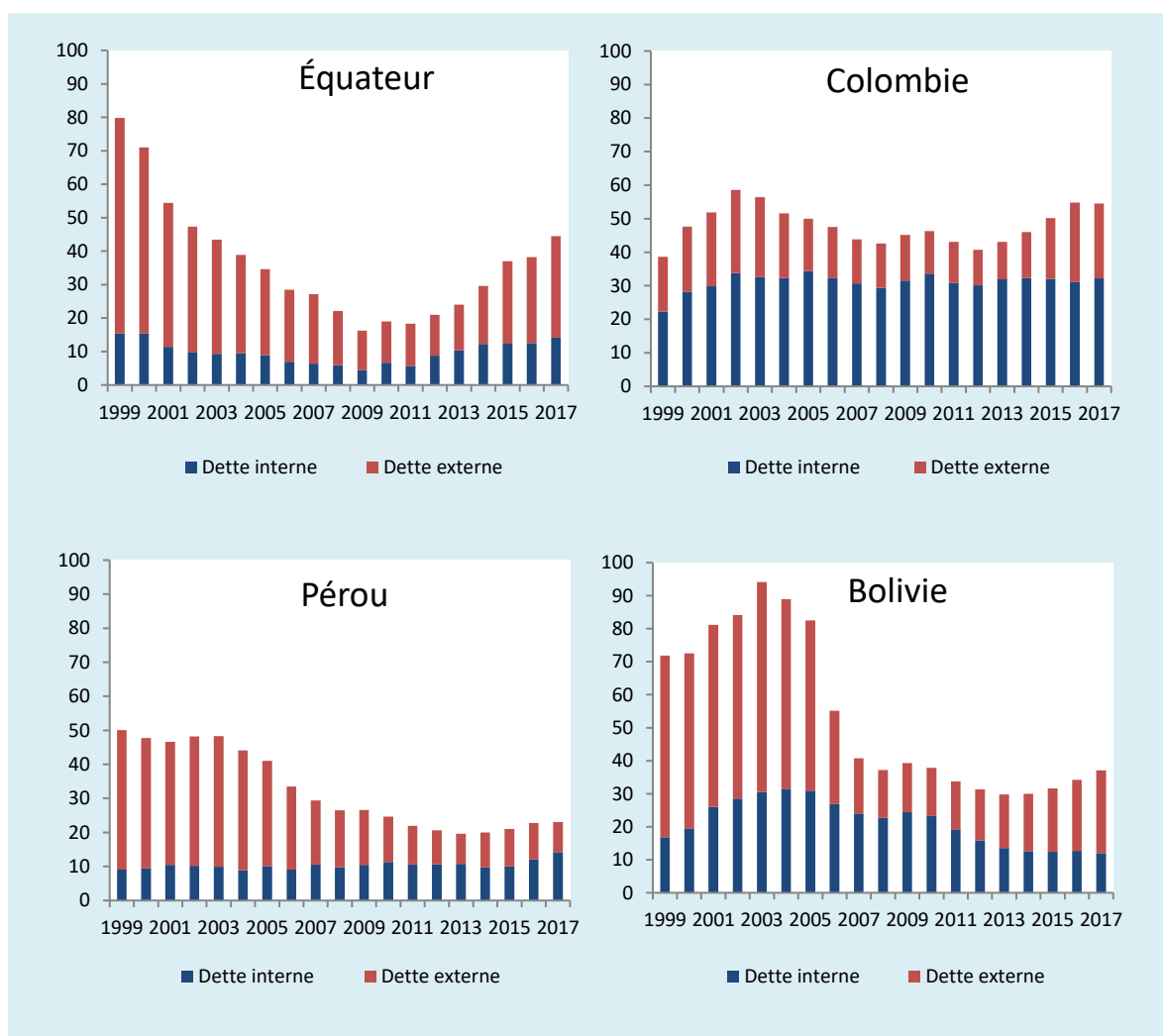
Types d'impôts	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Impôts directs :	3,6	4,0	4,3	5,3	5,2	4,1	4,5	4,5	5,3	5,2	4,6
Impôts sur les revenus, bénéfiques et plus-value	3,4	3,8	4,0	4,3	4,0	3,8	4,0	4,1	4,7	4,4	4,2
Personnes physiques	0,1	0,1	0,1	0,8	1,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Sociétés et entreprises	0,8	0,9	1,1	0,1	0,3	1,0	1,1	1,1	1,6	1,4	1,0
Non classés	2,5	2,9	2,8	3,4	2,6	2,7	2,8	2,8	3,0	2,8	2,9
Impôts sur la propriété	0,2	0,2	0,2	1,0	1,2	0,4	0,4	0,4	0,5	0,8	0,5
Autres impôts directs	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Impôts indirects :	7,7	7,2	7,8	9,1	8,9	11,2	11,3	11,0	11,7	10,4	11,0
Taxes générales sur les biens et services	5,5	5,1	5,3	5,5	5,3	6,2	6,4	6,3	6,4	6,1	6,6
Taxes spéciales sur les biens et services	0,9	0,8	0,7	1,4	1,5	2,3	2,2	2,2	2,2	1,7	1,9
Commerce et transactions internationales	1,3	1,3	1,5	1,7	1,5	1,4	1,4	1,3	2,0	1,7	1,4
Autres impôts indirects	...	0,1	0,3	0,5	0,6	1,3	1,3	1,2	1,1	1,0	1,1
Autres impôts	...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
Contributions sociales	3,5	3,4	3,3	3,7	5,0	5,4	4,8	4,6	5,1	4,8	4,6
Total des recettes fiscales	14,8	14,6	15,4	18,1	19,1	20,8	20,5	20,2	22,1	20,5	20,3

Source : CEPAL – CEPALSTAT. Mise en forme par l'auteurice.

La hausse des recettes fiscales peut éventuellement permettre de couvrir la hausse des dépenses sociales. Cela constituerait une réelle avancée et nous amènerait à discuter la notion d'impératif extractiviste qui indexerait les politiques sociales aux bénéfices tirés de l'extraction pétrolière (Arsel et al., 2016 ; Van Teijlingen, 2016). Il est possible de financer un surplus de dépenses sociales par l'impôt, toutes choses égales par ailleurs. Cependant, les dépenses sociales ne constituent pas l'unique dépense de l'État équatorien sur la période étudiée, le recours au financement extérieur est inéluctable. La figure 3.28 montre l'évolution

de la dette publique de quatre pays sud-américains : l'Équateur, la Colombie, le Pérou et la Bolivie. On remarque que tout au long de la période, la dette interne équatorienne se maintient à un niveau relativement faible. Ce constat est d'autant plus marquant que pour la Colombie et, dans une moindre mesure, la Bolivie, la dette interne représente un outil clé pour le financement de l'économie. À travers cette figure, on constate l'augmentation de la dette publique équatorienne à partir de 2009, passant de 15,2% du PIB à 44,5% du PIB en 2017.

Figure 3.28. Composantes de la dette publique (en % du PIB ; analyse comparative ; 1999-2017)

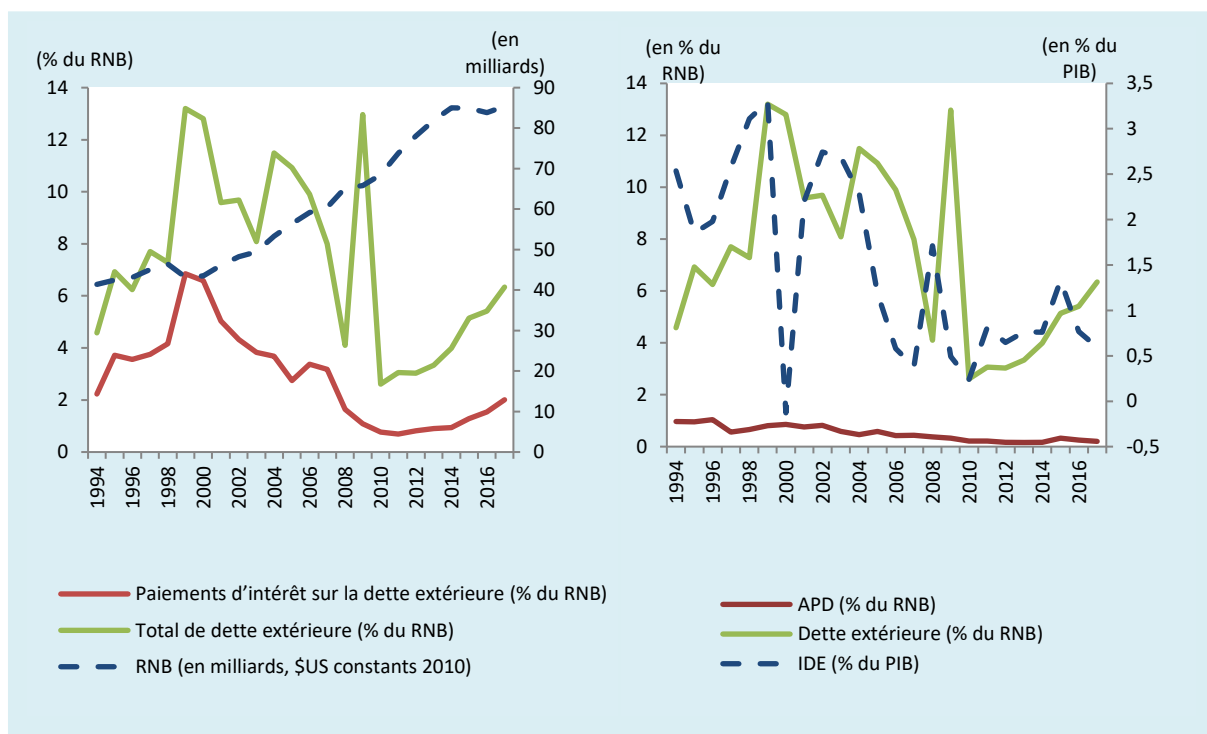


Source : CEPAL – CEPALSTAT. Mise en forme par l'auteur

2.2.2. Évolution de la dette extérieure et changements de partenaires financiers

La figure 3.29 montre de façon plus précise l'évolution de la dette extérieure équatorienne et la confronte aux autres sources de financements externes (aide publique au développement nette reçue et les investissements directs étrangers nets reçus). Le moratoire sur la dette a permis l'annulation d'une partie de la dette publique équatorienne définie comme illégitime ou odieuse et a été réalisé entre 2007 et 2008. Par la suite, on observe une augmentation progressive de l'endettement extérieur passant de 2,6% à 6,34% entre 2010 et 2017. La hausse de la dette extérieure est accompagnée de celle, timide, des investissements directs étrangers (IDE) qui progressent légèrement entre 2010 et 2015, puis diminuent. L'aide publique au développement poursuit son déclin, amorcé dès 1994.

Figure 3.29. Évolution de la dette extérieure et d'autres sources de financement extérieur (Équateur ; 1994 - 2017)



Source : Banque Mondiale – WDI. Mise en forme par l'auteurice

Ainsi, la « restructuration de l'architecture financière », annoncée dans les plans de planification, est à redéfinir. Le financement du *buen vivir* repose sur la dette extérieure, comme les années précédentes. En revanche, les partenaires financiers ont changé, les institutions financières internationales laissent place à la coopération Sud-Sud et plus particulièrement la Chine. Berr et Ponsot (2015) montrent que l'engagement financier de la

Chine auprès de l'Équateur est marqué par deux spécificités. En premier lieu, la Chine est devenue le prêteur en dernier ressort de l'Équateur, permettant à la fois l'apport de liquidités et la détente des taux d'intérêt appliqués aux dettes souveraines. En second lieu, les auteurs soulignent la particularité des prêts chinois, dont les clauses permettent leur remboursement via les matières premières (Berr et Ponsot, 2015). En parallèle, les plans de planification défendent une forme de régionalisme financier illustré par le projet *Banco del Sur*, un organisme de financement sud-américain dédié au développement. Ce projet, porté par des volontés politiques sensibles aux cycles électoraux, n'a pu aboutir faute de consensus sur les modalités de fonctionnement. Ce dernier n'est pas parvenu à « soustraire les économies latino-américaines de la contrainte extérieure » (Berr et Ponsot, 2015 : 69).

Pour **résumer**, les politiques publiques du *buen vivir* proposaient une restructuration de l'architecture financière souhaitant une meilleure indépendance vis-à-vis des organismes internationaux. Le niveau de la dette extérieure a ainsi fortement chuté en début de période grâce au moratoire réalisé sur la dette qui a permis de se prémunir du remboursement de la dette illégitime. Ensuite, contrairement au souhait de privilégier des sources de financement interne, la dette extérieure a fortement augmenté, constituant la source de financement principale. En dépit de l'augmentation des recettes fiscales, la variation du financement interne reste relativement faible et ne permet pas le financement de l'ensemble de l'investissement public. Le financement des politiques publiques du *buen vivir* repose principalement sur le financement externe et plus particulièrement sur la dette extérieure. Les recettes fiscales constituent la principale source de financement interne, la dette interne se maintient tout au long de la période.

3. Conclusion du chapitre

Ce chapitre nous a permis d'analyser les différents indicateurs évaluant directement ou indirectement la mise en œuvre du *buen vivir* en Équateur. Le premier résultat observé est une amélioration des indicateurs sociaux, principalement en matière de santé et d'éducation. On remarque également le développement de meilleures infrastructures permettant des conditions de vie plus dignes. Sur les questions environnementales, au-delà des conflits associés à la gouvernance des ressources naturelles vus au chapitre précédent, on remarque une diminution de l'exposition aux particules fines contrebalancée par la forte augmentation des émissions d'azote et de méthane, une conséquence de l'usage de produits phytosanitaires pour

l'expansion des rendements agricoles. Sur le plan culturel, on observe une amélioration des indicateurs sociaux pour les communautés indigènes. Cependant, les indicateurs disponibles reflètent ce que l'on peut attendre du développement, ce qui pour rappel, n'est pas la proposition de l'approche culturaliste du *buen vivir*. Comprendre le positionnement des communautés autochtones vis-à-vis de la mise en œuvre du *buen vivir* sera l'un des objectifs du chapitre suivant. Sur le plan politique, on remarque une société équatorienne clivante dont la moitié est méfiante vis-à-vis des institutions politiques. Le niveau de méfiance diminue mais le sentiment de corruption de l'État augmente à partir de 2013.

L'amélioration des indicateurs est indéniable mais son caractère soutenable interroge. On observe une diminution de la pauvreté qui n'est pas associée à une restructuration du marché de l'emploi, particulièrement précaire. En dépit de l'émergence de certaines productions, dont les dotations factorielles nécessaires à leur développement sont proches d'autres biens, le système économique équatorien ne s'est ni diversifié, ni sophistiqué. L'émergence fragile de ces secteurs a été particulièrement mise à mal par la crise de 2015. Le financement de la mise en œuvre du *buen vivir* repose sur l'endettement extérieur et, dans une moindre mesure, sur la hausse des recettes fiscales. La dette publique a particulièrement augmenté sur la période, et est principalement financée par la Chine. Le changement de partenaire financier permet un assouplissement des conditions de prêts mais accentue le piège extractiviste en acceptant le remboursement de la dette en pétrole brut.

Chapitre 4 : La mise en œuvre du *buen vivir* et ses enjeux : une analyse de discours des parties prenantes

Les chapitres précédents nous ont montré une palette d'enjeux associés à la mise en œuvre du *buen vivir* en Équateur. En soulignant ce qui distingue les trois approches du *buen vivir*, le premier chapitre a mis en exergue indirectement les différentes attentes du projet politique. Par la suite, nous avons exploré les enjeux de la gouvernance des ressources naturelles et de la transformation de la structure productive de façon à identifier les éventuels freins et limites des stratégies adoptées. Pour les questions environnementales, les différences entre les approches conservatrice et extractiviste marquent nécessairement une rupture entre les partisans du projet, fragilisant politiquement le gouvernement équatorien. Dès lors, les enjeux de l'efficacité des politiques de redistribution de la rente sont doubles ; elle doit justifier le maintien de l'extractivisme. Le chapitre trois a montré que les politiques publiques du *buen vivir* ont permis une amélioration des indicateurs sociaux, qui est indexée directement et indirectement sur l'extraction du pétrole. Directement, car la richesse issue de cette ressource sert en partie à financer infrastructures et programmes sociaux ; indirectement car la dette contractée auprès de la Chine permet son remboursement en barils de pétrole. Nous souhaitons, dans ce dernier chapitre, mieux appréhender les éléments qui ont mis en difficulté le gouvernement équatorien durant la décennie 2007-2017. La littérature souligne plusieurs problèmes de gouvernance, que ce soit des intérêts conflictuels entre acteurs locaux, nationaux et internationaux, ou des difficultés de coordination.

Nous souhaitons ainsi analyser les représentations sociales de certaines parties prenantes du *buen vivir*. Cette démarche s'inscrit dans les méthodes mobilisées par la socioéconomie écologique, qui reposent sur la volonté de mieux appréhender les interactions entre les systèmes socioéconomiques et biologiques en s'extrayant des logiques néoclassiques, de redéfinir la finalité de l'économie et les aspirations individuelles, et de considérer les institutions au-delà d'une perspective fonctionnaliste en intégrant les systèmes de valeurs et les structures de pouvoir dans l'analyse des problématiques environnementales (Spash, 2011). Elle permet d'avoir un autre regard sur les politiques publiques mises en œuvre, sur les

attentes qui en découlent et les apports et difficultés avérés et rencontrés par les acteurs. En science économique, cette analyse nous permet de confronter des politiques économiques à la sphère réelle et de tirer des enseignements des acteurs qui mettent en place les recommandations politiques ou, au contraire, dont les intérêts vont à l'encontre de la stratégie adoptée. Ainsi, ce chapitre se décompose en trois sections. La première veille à définir la méthodologie choisie pour analyser les représentations sociales. Nous motiverons également le choix de ce type d'analyse qualitative pour le traitement de notre sujet. La seconde section se concentrera sur les différentes étapes de notre analyse. Enfin, la troisième section présentera les résultats obtenus.

1. Choix du cadre d'analyse

Nos questionnements nous incitent à mobiliser une approche qualitative permettant de mieux comprendre l'environnement institutionnel dans lequel le *buen vivir* a émergé, comment ont été reçues les politiques publiques qui en ont découlé et comment elles ont influencé le comportement des parties prenantes. Dans cette voie, nous avons mobilisé une analyse des représentations sociales des parties prenantes de la transition. Nous présenterons cette méthodologie, proche d'une analyse des parties prenantes, pour ensuite exposer notre grille d'entretien et le processus d'identification des parties prenantes.

1.1. L'analyse des représentations sociales des parties prenantes du *buen vivir*; un outil d'aide à l'appréciation de l'environnement institutionnel

Cette première sous-section développe les différents éléments justifiant le choix de notre méthodologie. Nous présentons dans un premier temps l'intérêt de mobiliser les parties prenantes pour mieux appréhender les politiques publiques du *buen vivir*. Par la suite, nous verrons comment les représentations sociales, sur lesquelles reposent les discours, peuvent influencer la formulation des politiques publiques et inversement. Enfin, nous présenterons la méthode de collecte des données.

1.1.1. Mobiliser les parties prenantes

Notre démarche s'inscrit dans une perspective institutionnelle. Comme le montre les travaux récents de socioéconomie écologique, il est nécessaire d'appréhender les interactions entre les systèmes socioculturels et les systèmes biologiques. En analysant les déterminants de l'évolution des systèmes socioculturels, nous pouvons appréhender leurs différents effets sur l'évolution des systèmes naturels ou « comment la culture humaine affecte à la fois le cours et les lois de l'évolution » (Gual et Norgaard, 2010 : 708). En l'occurrence, on observe en Équateur une pression sur la production de ressources naturelles à des fins de redistribution mais également afin de diversifier le panier d'exportations ; cette pression implique une dégradation de l'environnement, notamment via la pollution des sols. Cette situation représente une forme de compromis social qui joue en faveur de certains acteurs qu'il s'agit d'identifier. Par ailleurs, la soutenabilité des politiques publiques du *buen vivir* ne peut être vue sans appréhender la dynamique institutionnelle et les modifications de la structure sociale sur la période. Le changement institutionnel qui permettrait la mise en place d'un modèle de développement soutenable est le fruit de conflits sociaux, de négociations entre acteurs et une modification des systèmes de valeurs et de croyances. La littérature institutionnelle distingue les institutions *slow-moving* et les institutions *fast-moving* (Bush, 1987 ; Roland, 2004 ; Caballero et Sono-Oñate, 2015). Le *buen vivir* représente un mélange des deux, avec d'un côté un système de croyances et de valeurs qui sacralisent la Nature pour une tranche de la population équatorienne et, d'un autre côté, un ensemble de réformes qui légifère la gouvernance des ressources naturelles en objectifiant la Nature. Notre objectif est de mieux appréhender leur confrontation.

Pour cela, nous souhaitons mobiliser les parties prenantes du *buen vivir*. Comme le montre les travaux de Reed et al. (2009), elles peuvent être définies comme des individus, des groupes ou un organisme qui affectent ou qui sont affectés par une décision ou une action. Ces travaux reprennent la définition mobilisée par Freeman (1984), philosophe considéré comme fondateur de l'analyse des parties prenantes (APP) (Reed et al., 2009). La notion de partie prenante est à distinguer de celle « d'acteurs », cette dernière suggérant une vision plus restreinte, concentrée autour de ceux ayant à la fois de l'influence et de l'intérêt pour le projet. La définition instrumentale donnée par Freeman (1984) nous permet d'intégrer dans notre analyse les acteurs directs des politiques publiques du *buen vivir* tout comme des populations

plus marginalisées qui, de leur côté, vont être touchées positivement ou négativement par ces réformes.

Ainsi, la mobilisation des parties prenantes dans notre étude est pertinente sur plusieurs points. Premièrement, elle permet l'intégration d'un autre point de vue, plus opérationnel, sur cette période de transition majeure en Équateur. Cette autre vision pourra nous éclairer sur les points qui manquaient de visibilité, que ce soit sur des projets clés, le rapport complexe entre la sortie de l'extractivisme et l'accélération simultanée de l'exploitation pétrolière, les difficultés de coordination entre les acteurs et les facteurs extérieurs interférant la gouvernance. Leur contribution peut permettre de raccrocher le *buen vivir* à des faits plutôt qu'à des discours et des projets politiques, restés encore au stade embryonnaire. Deuxièmement, les parties prenantes pourront nous renseigner sur l'impact qu'a pu avoir le *buen vivir* sur l'activité des organisations, des mouvements sociaux et sur les entreprises, si ce dernier a structuré leurs activités ou si, au contraire, la notion n'a que peu d'influence sur leur quotidien. Enfin, nous souhaitons mettre en œuvre une méthodologie scientifique inclusive et éthique.

1.1.2. Une étude au croisement de l'analyse des discours et des représentations sociales

En termes de politiques environnementales, on observe un intérêt croissant pour les analyses de discours en sciences sociales (Leipold et al., 2019). Elles constituent une réelle opportunité pour appréhender les origines et fondements des discours politiques écologistes mais également les éventuelles relations, notamment conflictuelles, entre les instances. Plus globalement, elles permettent de voir les éléments qui ne sont pas quantifiables et non tangibles. Elles permettent, comme c'est le cas ici, d'outrepasser la difficulté d'accès aux données et le manque de lisibilité des politiques publiques (Leipold et al., 2019). Ces discours sont portés par des représentations sociales qui vont structurer les différents positionnements des acteurs et qui, selon leur degré d'influence et de pouvoir, vont venir structurer le changement institutionnel (Fischer, 2003 ; Leipold et Winkel, 2017 ; Leipold et al., 2019). Les représentations sociales représentent des « ensemble[s] organisé[s] de cognitions relatives à un objet, partagées par les membres d'une population homogène par rapport à cet objet » (Flament, 1994 :37). Ainsi, comme le suggère Lilian Negura (2006), une représentation sociale contient trois sous-éléments à étudier : *l'ensemble organisé* (la structure de la représentation), les *cognitions relatives* (le contenu de la représentation) et les individus qui la partagent et leur environnement social. Les cognitions relatives peuvent être, elles-mêmes,

subdivisées en trois éléments : les opinions, les stéréotypes et les attitudes (Moscovici, 1976 ; Negura, 2006). La structure de la représentation peut être vue comme la manière avec laquelle les cognitions relatives sont liées entre elles, verticalement ou horizontalement, centrale ou périphérique (Flament, 1994 ; Negura, 2006). Enfin, Doise (1990) souligne que l'environnement social participe fortement à la formation des représentations sociales. Le capital social va participer grandement à la création des opinions, des attitudes et des stéréotypes. Il est nécessaire de les considérer dans l'analyse des représentations sociales afin de mieux appréhender ces dernières. L'analyse des représentations est rendue pertinente par la relation quelque peu étroite que ces dernières ont avec la formulation des politiques publiques (Leipold et al., 2019). Les représentations sociales modulent, à l'issue d'un processus de moyen/long terme, les politiques publiques, comme le montrent les travaux de Jobert (1992) traitant des répercussions des représentations sociales sur les politiques agricoles en France. Les travaux scientifiques dans ce sens sont nombreux. De façon plus contemporaine, nous pouvons, par exemple, évoquer les travaux de Heath (2015) qui montrent comment les représentations sociales des classes et la représentativité politique vont impacter les votes dans une Angleterre pré-Brexit. Des auteurs vont plus loin en soulignant que les représentations sociales constituent une source de légitimité de la reproduction (ou de la rupture) des relations de pouvoirs qui peuvent être économiques comme politiques (Howarth, 2006). Lorsqu'elles sont hégémoniques, elles « imprègnent la construction sociale dominante de la réalité. [...] Elles incarnent et définissent l'expérience de la réalité, déterminant ses frontières, sa signification et ses relations» (Howarth, 2006 : 79). En d'autres termes, les représentations sociales ne constituent pas une vérité, mais elles contribuent à fragiliser ou consolider l'équilibre économique comme politique, un impact renforcé par le statut de l'individu.

Ainsi, les politiques publiques du *buen vivir* relèvent également d'un ensemble de représentations sociales devenu, durant une période de temps bien définie, hégémonique. La manière de voir le monde, pour reprendre les propos d'Alberto Acosta (2014), de penser les relations sociales, y compris économiques, et le rapport à l'environnement naturel constituent le socle du *buen vivir* et sont le fruit de représentations sociales. Il nous paraît pertinent de voir comment les représentations sociales ont pu se moduler face à l'expérimentation du *buen vivir*, de comprendre comment les parties prenantes qui ont, elles-mêmes, contribué à la mise en œuvre du *buen vivir* la perçoivent et, enfin, comment les parties prenantes, dites passives, ont réagi.

1.1.3. Les données qualitatives utilisées

Pour notre analyse, nous avons choisi de réaliser des entretiens semi-directifs plutôt que directifs ou non directifs. Ces trois types d'entretiens se distinguent selon le degré de liberté accordé à l'enquêté et à l'enquêteur. Les entretiens semi-directifs sont souvent utilisés en analyse des représentations sociales (Espinosa, 2013). Le choix de la méthodologie dépend du degré de complexité et de connaissance du sujet (Berthier, 2000 ; Huntington, 2000). Plus le sujet est complexe, plus la non-directivité est appropriée. Le degré de complexité relève du degré d'intimité des informations à communiquer. Le thème de notre étude n'est pas lié à ces préoccupations-là. Néanmoins, il peut s'avérer complexe par le côté technique de notions, parfois économiques, ou de concepts qui peuvent être difficiles à mobiliser à l'instar de l'extractivisme. De ce fait, la semi-directivité nous permet de trouver un entre-deux, entre la liberté des sujets abordés et un cadrage, non pas par question mais par thème (Berthier, 2000 ; Huntington, 2000). Ensuite, le degré de connaissance est un enjeu important dans l'analyse qualitative dans la mesure où la directivité complète d'un entretien nécessite l'élaboration d'un questionnaire précis et donc un niveau de connaissance élevé. Au regard de notre question de recherche, qui est large, ainsi que de l'aspect multidimensionnel du *buen vivir*, une directivité complète nous semble inadaptée. Nous considérons notre connaissance du terrain et du sujet limitée sur plusieurs points. D'une part, car la multi-dimensionnalité de notre thème exige une expertise pluridisciplinaire. D'autre part, nos connaissances sont structurées par la littérature scientifique qui, de par notre discipline, est principalement économique. Nous supposons dès lors un biais disciplinaire qui impliquerait la mise de côté d'éléments importants. De plus, la littérature du *buen vivir* est principalement conceptuelle. Peu d'articles se réfèrent à l'opérationnalisation du *buen vivir*. Ainsi, nous définissons un biais académique qui renforcerait l'omission d'éléments plus pratiques que scientifiques.

1.2. Déroulé des entretiens

Nous avons réalisé les entretiens entre septembre et décembre 2017 durant un séjour de recherche soutenu par l'Université andine Simon Bolivar de Quito et l'Institut des Amériques. Ils se sont principalement tenus à Quito et dans une moindre mesure sur la côte Pacifique, à Guayaquil et Machala. Ce déséquilibre est le fait de questions logistiques. Le contexte politique est marqué par l'affaire de corruption, *Odebrecht*, qui cible le vice-président, Jorge Glas et qui aboutira à son arrestation début octobre et à sa condamnation début janvier pour sa

responsabilité dans la perception de « pots-de-vin » de la part de l'entreprise brésilienne Odebretch en échange de l'attribution d'un accès privilégié aux marchés publics. Cet événement marque la rupture parmi les partisans d'*Alianza Pais*, partagés entre Rafael Correa, dont Jorge Glas était un proche, et Lénin Moreno, l'actuel président équatorien qui souhaite se démarquer politiquement de l'ancien président. Par ailleurs, il doit être noté également que l'année 2017 est une année de sortie de crise. Les années 2015 et 2016 sont marquées par une chute du cours du pétrole et un séisme respectivement.

Nous avons réalisé la grille d'entretien présentée à la page suivante. Elle est scindée en quatre thèmes principaux. Nous avons défini des questions de relance et des sous-thèmes à aborder que nous présentons ci-dessous. La première partie de l'entretien se concentre sur les caractéristiques individuelles. Cette phase débute par une question ouverte : « *Pouvez-vous vous présenter ?* ». Il nous paraît intéressant de laisser la parole aux individus, leur laisser la liberté d'évoquer ce qui les caractérise le plus selon eux. Par la suite et si nécessaire, nous posons des questions plus précises de manière à obtenir les caractéristiques sociodémographiques qui constitueront nos modalités (âge, nombre d'enfants, statut marital, emploi, implications dans le milieu associatifs ou militant). Par la suite, nous demandons à l'individu de nous raconter son parcours professionnel. L'objectif est de voir si les représentations des parties prenantes peuvent être liées à une expérience professionnelle passée mais également d'en apprendre davantage sur les choix professionnels des enquêtés, d'identifier des moments de rupture pouvant jouer un rôle sur leurs représentations actuelles et avoir une idée de leur degré d'implication dans leur travail ou leur fonction actuel(le). Par ailleurs, ce module permet également de réduire la formalité de l'entretien et d'apparenter l'entretien à une discussion. Ce format permet d'augmenter la quantité d'informations transmises (Olivier de Sardan, 2008). Nous concluons cette section en évoquant les difficultés que les individus peuvent rencontrer dans leur fonction ou leur association. Ce point nous permet d'anticiper ou d'explorer d'éventuelles barrières pratiques dans la réalisation de leur travail. Pour illustrer cela, et nous le traiterons par la suite, durant plusieurs entretiens, la question du financement de la recherche a été évoquée. Ce point nous donne un aperçu de la perception des politiques publiques des individus.

Tableau 4.1. Grille d'entretien

Grille d'entretien (1heure)	
<p><u>Consignes :</u></p> <p>Il est demandé à l'enquêteur de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Donner la possibilité à l'enquêté de refuser l'enregistrement de l'entretien. - De lui garantir la préservation de l'anonymat si l'enquêté accepte l'enregistrement - De justifier, si nécessaire, le volet « caractéristiques individuelles », en invoquant sa nécessité pour l'analyse statistique. - D'éviter la présence d'autres individus durant l'entretien. - Si l'enquêteur ne comprend pas un terme, un raisonnement ou un sigle ne pas hésiter à demander des précisions. 	
<p>Introduction de l'entretien :</p> <p><i>Nous souhaitons discuter avec vous de la mise en œuvre du buen vivir en Équateur.</i></p> <p><i>Est-ce que cela vous dérange si j'enregistre cet entretien ? Cela restera anonyme.</i></p>	
<u>Thèmes principaux</u>	<u>Sous-thèmes / relance</u>
Caractéristiques individuelles	<ul style="list-style-type: none"> - Pouvez-vous vous présenter ? (âge, taille du ménage, fonction et membre d'association) - Quel est votre parcours professionnel et au sein de votre association ? - Pouvez-vous nous parler de l'entreprise/le service/l'association dans laquelle/lequel vous travaillez ? Quelles sont vos activités dans cette structure ? - Quelles sont les difficultés rencontrées dans votre activité ou association ?
Définition et mise en œuvre du <i>buen vivir</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Qu'est-ce que, pour vous, le <i>buen vivir</i> ? - Pensez-vous qu'il existe une différence entre votre définition et celle du gouvernement ? - Comment, pour vous, le <i>buen vivir</i> se concrétise dans la vie de tous les jours ? - ...Et au regard de cela, que pensez-vous de l'application du <i>buen vivir</i> par le gouvernement ?
La sortie de l'extractivisme	<ul style="list-style-type: none"> - Quelle est l'importance du pétrole en Équateur selon vous ? A l'échelle nationale (via les politiques sociales) et dans la vie de tous les jours ? - Est-ce que vous pensez que l'Équateur peut devenir autonome vis-à-vis du pétrole ?
Enjeux de la transition	<ul style="list-style-type: none"> - Qu'est-ce que, selon vous, l'Équateur a à perdre ou à gagner avec cette transition ? - Quelles sont les enjeux liés à la mise en œuvre du <i>buen vivir</i> ?

Source : Atrice

La seconde section est cruciale. Elle marque le début réel de l'entretien et peut nous renseigner sur la structure globale de ce dernier. Nous demandons à l'individu : « *D'après vous, qu'est-ce que le buen vivir ?* ». Au regard des diverses approches du *buen vivir*, il est important, d'une part, de faire un point sur les représentations des individus de la notion et, d'autre part, de déterminer quel impact réel a pu avoir le terme andin sur les individus. De manière plus globale, cette première question nous permet de voir comment les individus se sont appropriés la notion, de déterminer laquelle des trois approches est la plus courante et comment peut se traduire la notion au niveau pratique. Ce dernier point est d'autant plus important que pour certaines personnes interrogées la dimension spirituelle et subjective est structurante et ne nous permet pas forcément de faire un lien entre leur définition du *buen vivir* et ce qu'ils attendent des politiques publiques. Ce thème nous permet également de voir si une dimension du *buen vivir* prime plus que les autres. De manière assez naturelle, les personnes interrogées poursuivent la discussion autour des politiques publiques du *buen vivir*. Ce qui nous permet d'avoir une conversation assez fluide. Nous profitons de cette section pour essayer d'avoir des faits politiques marquants afin de mieux comprendre les mécanismes de formation des opinions. De plus, ces faits nous renseignent sur l'évolution de certaines réformes et certains projets. Cela nous permet de mieux identifier ce qui avait été mis en place. La troisième section est la plus complexe pour les personnes interrogées car elle est plus technique et peut mobiliser des notions ou des termes inconnus. Néanmoins, elle est importante sur plusieurs points. De manière globale, l'objectif est de faire un point sur les représentations du secteur pétrolier. Puis, indirectement, il s'agit d'identifier les perceptions des individus quant aux conséquences indirectes de la dépendance au secteur pétrolier. Nous discutons à la fois de la gestion de la rente pétrolière et de l'impact de cette dernière sur les activités de leur entreprise, association ou service public. La dernière section repose sur une question ouverte formulée de deux manières différentes de façon à obtenir le maximum d'éléments. Cette dernière partie se concentre sur la définition de barrières et d'enjeux associés à la transition entre les deux modèles de développement.

Pour le déroulement des entretiens, nous nous sommes référés aux différentes modalités proposées par Olivier de Sardan (2008). L'objectif global, si les conditions le permettaient, était de fluidifier au maximum l'entretien qualitatif. Il s'agissait alors de présenter l'entretien comme une forme de consultance, l'enquêté est considéré comme détenteur de savoir, d'expériences, lui permettant de parler au nom d'un groupe. Il s'agissait également de s'extraire d'une logique d'entretien formel pour privilégier la conversation. Pour cela, nous

évitons l'utilisation d'un document de référence lorsque c'était possible. L'entretien semi-directif permet de s'extraire également du formalisme, et nous permettait d'aborder un thème avant un autre si l'entretien prenait une autre direction. Nous avons également essayé de trouver un entre-deux entre « le réalisme symbolique » et le sens critique (Olivier de Sardan, 2008). Les propos rapportés durant les entretiens pouvaient être faux, selon le déroulé de l'entretien et le comportement de la personne interrogée nous modifions notre posture, soit nous discutons les propos évoqués soit nous nous inscrivons dans une démarche compréhensive.

1.3. Profils des individus interrogés

L'approche qualitative mobilisée implique un enjeu important quant à la détermination des individus constituant l'échantillon. Ce dernier n'est pas considéré comme représentatif de la population équatorienne. Les informations extraites des entretiens sont liées à la subjectivité des personnes interrogées et reflètent les représentations du *buen vivir*, du secteur pétrolier et de la dynamique institutionnelle qui régit la transition entre les deux modèles d'un groupe d'acteurs.

Pour ce point méthodologique, nous mobilisons l'APP. Elle consiste en un processus « (i) qui définit les aspects sociaux et naturels d'un phénomène qui a été affecté par une décision ou une action ; (ii) identifie les individus, groupes et organisations qui sont affectés ou peuvent affecter ces parties du phénomène [...] ; (iii) priorise les individus et les groupes impliqués dans le processus de décision » (Reed et al., 2009 : 1933). Reed et al. (2019) montrent que les méthodes d'APP se décomposent en trois étapes : identification des parties prenantes ; catégorisation en groupes ; recherche des relations entre les acteurs. Nous souhaitons nous inspirer de cette méthodologie afin d'identifier et catégoriser les parties prenantes clés. Néanmoins, nous nous distinguons de cette dernière en élargissant la notion de parties prenantes aux individus (ou groupe) affectés par les politiques publiques sans pour autant être influents ou intégrés directement dans le processus de décision. Trois types de méthodologies sont mobilisés pour le processus d'identification des parties prenantes : focus group, entretiens semi-directifs et échantillonnage « boule de neige » (Littig, 2009 ; Reed et al., 2009 ; Espinosa, 2013). Au regard de nos difficultés d'accès aux individus, nous utilisons l'échantillonnage « boule de neige » identifiant un premier groupe d'individus qui, lui-même, identifie un autre groupe d'individus, etc. Les avantages de cette méthode sont que les

entretiens sont plus simples à sécuriser et qu'elle permet un accès plus simple aux individus ou organisations désignés. En revanche, cette méthodologie entretient un biais lié au réseau des personnes interrogées. Afin de réduire ce biais, nous avons couplé cette méthodologie avec une lecture attentive des plans de planification et des actualités équatoriennes afin de définir un premier groupe d'individus relativement hétérogène.

En parallèle, nous sélectionnons les personnes interrogées en cherchant à respecter un certain équilibre entre les profils d'individus de façon à ce que les différentes strates sociales soient représentées (Biber, 1993 ; Bardin, 1997 ; Dany, 2016). Ainsi, trois critères nous paraissent nécessaires pour garantir une relative pondération : statut dans l'emploi (privé ou public), dimension du *buen vivir* dans laquelle leur activité professionnelle ou associative est impliquée (économique, sociale, culturelle, politique et environnementale) ainsi que le profil de la profession ou de l'association (entreprise, contre-pouvoir, décideur politique/fonctionnaire, chercheur). Pour chacun de ces critères, nous pouvons illustrer le type de profil interrogé. Ainsi, dans notre échantillon, 45% des enquêtés sont issus du secteur privé. Sont intégrés dans notre analyse des entrepreneurs/exportateurs de matières premières, des enseignants, entrepreneurs etc. Les fonctionnaires interrogés sont, pour la majorité, issus de différents ministères équatoriens. Ensuite, pour la dimension du *buen vivir*, l'objectif est de cibler des individus liés à une question ou un enjeu clé de la transition. Ainsi, parmi les enquêtés, il y a des membres d'associations pour la défense des droits des communautés indigènes tout comme des fonctionnaires travaillant au sein de leur ministère sur des questions d'inclusion de ces communautés. Les profils au sein d'une même dimension sont diversifiés. Enfin, le traitement de la question de l'influence d'une partie prenante est indirectement pris en compte au sein du troisième critère considéré. Il s'agit, à travers ce dernier, d'intégrer le profil d'un individu au sein des processus décisionnels sur les questions associées au *buen vivir*. On observe, au sein de ce critère, une plus forte représentation de la classe des contre-pouvoirs qui regroupe membres de syndicats, d'associations militantes et membre de partis d'opposition. Cette surreprésentation est liée aux profils très diversifiés des interrogés mais également à un plus fort taux de réponse.

En résumé, nous avons tenté de respecter deux conditions : (1) que chaque critère soit équitablement représenté ; (2) que pour chaque dimension du *buen vivir*, le nombre d'entretiens réalisés corresponde au nombre minimal défini dans la littérature (à partir duquel, chaque entretien supplémentaire n'apporte que peu ou pas d'information supplémentaire) (Olivier de Sardan, 2008). La première condition est discutable au regard du poids important

de la catégorie des contre-pouvoirs. Cette dernière regroupe certes des profils très différents, mais dont l'inclusion était pertinente pour notre analyse. On y trouve des dirigeants syndicaux et d'associations militantes mais également des membres des partis politiques d'opposition. La deuxième condition n'est cependant pas respectée pour la dernière section de l'entretien. Cette dernière section était exploratoire et a mené à des réponses très différentes.

Le tableau ci-dessous regroupe les caractéristiques sociodémographiques des individus interrogés.

Tableau 4.2 Composition de l'échantillon

Variables	Modalités				
Genre	Homme (60%)		Femme (40%)		
Classe d'âge	18-30 (13%)	30-40 (13%)	40-50 (46%)	50-60 (28%)	
Statut professionnel	Privé (45%)		Public (55%)		
Dimension du <i>buen vivir</i>	Politique (15%)	Économique (26%)	Sociale (21%)	Culturelle (21%)	Environnementale (18%)
Profil	Décideurs (21%)	Chercheurs (18%)	Contre-pouvoirs (31%)	Communautés (15%)	Entreprises (15%)

Source : Autrice

En **résumé**, l'analyse qualitative veille à la mobilisation des parties prenantes du *buen vivir* de façon à confronter les travaux académiques étudiés et l'analyse de données réalisée aux opinions des individus directement ou indirectement concernés et mieux appréhender les conflits entre les différents groupes sociaux, parfois influents. Leurs représentations sociales sont à la fois des illustrations de systèmes de croyances plus ou moins hégémoniques mais également, selon la posture de l'acteur, des éléments structurants. Le format de la récolte des données le plus approprié repose sur l'entretien semi-directif durant lequel l'enquêteur devra, dans la mesure du possible, s'adapter aux personnes enquêtées. Le profil des personnes interrogées est diversifié. L'échantillon regroupe des individus aux profils distincts mais composant pour une partie, une forme d'élite économique et/ou politique. Ce type de profil demande une attention particulière.

2. Méthodologie d'analyse

L'analyse de nos entretiens repose sur la méthodologie d'analyse de contenu issue de la psychologie sociale et de la sociologie politique et, dans une moindre mesure, appliquée en socioéconomie écologique (Davies, 2017). Cette méthode vise à « identifier les contenus significatifs d'une représentation, les liens qu'ils entretiennent entre eux, tout en permettant une articulation avec les conditions de production » (Dany, 2016 : 8). L'enjeu de cet exercice est de distinguer ce qui est significatif de ce qui ne l'est pas et d'aller au-delà d'une approche purement descriptive des opinions des personnes interrogées. Il existe une pluralité méthodologique, comme le montre Wagner (1999). Parmi ces différentes méthodes, on distingue l'analyse de contenu thématique, la plus couramment utilisée. Cette dernière peut être réalisée « manuellement » ou assistée par un logiciel (Bardin, 1997 ; Dany, 2016). Sur les thèmes du *buen vivir* et des politiques publiques mises en place durant la période considérée, nous allons nous reposer sur une analyse dite « manuelle » dans la mesure où les termes utilisés par les enquêtés ne sont pas très diversifiés. Les nuances apparaissent à travers les conjonctions de coordination, difficilement intégrables dans le logiciel du fait du manque de lisibilité que cet ajout implique. Pour les représentations sociales autour des enjeux de la mise en œuvre du *buen vivir*, le logiciel nous permet d'obtenir une meilleure lisibilité des différentes classes de discours.

2.1. La méthodologie de l'analyse du contenu des représentations sociales du *buen vivir* et des politiques publiques équatoriennes mises en œuvre entre 2007 et 2017

Nous avons procédé à une analyse non-assistée pour traiter les questions liées à la définition du *buen vivir*, aux représentations sociales des politiques publiques et à la perception du secteur pétrolier et de ses incidences. Ce traitement non-assisté est permis par la lisibilité des réponses données. Nous avons réalisé plusieurs lectures des sous-thèmes cités précédemment puis nous avons réalisé une catégorisation thématique et positionné chaque entretien dans une catégorie. Ces catégories sont nommées afin de regrouper un ensemble de notions proches évoquées autour de notre sujet. En d'autres termes, ce processus veille à « rassembler une grande quantité de matériels dans des unités d'analyses plus significatives et économiques » (Miles et Huberman, 2017 : 133). À titre illustratif, durant nos entretiens, le *buen vivir* a souvent été associé à des notions évoquant l'égalité qui, donc, constitue une

catégorie composée de notions telles que *équilibre, respect, harmonie, juste, justice, etc.* Comme le souligne Dany (Negura, 2006 ; 2016), au critère de présence, il est nécessaire d'analyser la saillance, c'est-à-dire la dénotation de termes par rapport aux autres, ainsi que l'absence de thèmes ou de notions. Afin de consolider notre grille d'analyse, il est important d'effectuer, d'une part, une relecture des entretiens et, d'autre part, de confronter la catégorisation à la littérature scientifique. Dany (2016) précise que la détermination des catégories ne doit pas dénaturer les propos des individus interrogés et que « la pertinence du thème ne relève pas nécessairement des mesures quantifiables (fréquence) mais de la façon dont il capture quelque chose d'important en relation avec la question de recherche dans sa globalité » (Dany, 2016 : 8). Une fois la catégorisation définie, ces catégories sont croisées avec les différentes caractéristiques sociodémographiques (Barbier, 1997 ; Negura, 2006 ; Dany, 2016).

Enfin, la troisième étape relève de la *validité* du contenu extrait des entretiens et de leur significativité. Cette étape est essentielle car elle garantit notre objectivité. Dany (2016) décompose les critères de validité associés à l'analyse de contenu de ceux, plus généraux, de la recherche qualitative. Ainsi, l'analyse de contenu doit être *fidèle* ou robuste, c'est-à-dire qu'elle doit être réalisée par d'autres chercheurs, qui viennent confirmer ou infirmer à la fois le processus de catégorisation et l'interprétation des résultats. Elle doit être également *validée*, un critère qui se « réfère au degré de véracité des résultats, leurs capacités à rendre compte des données et de leurs enseignements » (Dany, 2016 : 21). L'analyse doit également être *cohérente* et *transparente*, la catégorisation doit être ordonnée et disponible (Bauer, 2012). Enfin, Charmaz (2006) ajoute que l'analyse doit être *crédible*, mettre en lien des raisonnements logiques et cohérents, *originale, résonante et utile*.

Les critères dits plus généraux de la recherche qualitative sont rassemblés dans le tableau page suivante, extrait de Whittemore, Chase et Mandle (2001) et Dany (2016). Ils se décomposent en critères primaires et secondaires.

Tableau 4.3. Critères primaires et secondaires de validité associés aux recherches qualitatives

Critères	Évaluation
<i>Critères primaires</i>	
Crédibilité	Les résultats de la recherche reflètent-ils l'expérience des participants ou du contexte de façon crédible ?
Authenticité	La représentation de la perspective émiq (catégorie propre à un contexte socioculturel donné) démontre-t-elle une sensibilité aux différences subtiles présentes chez chacun des participants ?
Critique	Le processus de recherche démontre-t-il la preuve d'une évaluation critique ?
Intégrité	La recherche reflète-t-elle un contrôle récursif et répétitif de la validité ainsi qu'une représentation « humble » des résultats ?
<i>Critères secondaires</i>	
Explicitation	Les choix méthodologiques, les interprétations, et les biais liés à l'investigateur ont-ils été abordés ?
Clarté	Les descriptions, dans leur « épaisseur » et leur fidélité, ont-elles été dépeintes avec astuce et clarté ?
Créativité	Des modes imaginatifs d'organisation, de présentation et d'analyse des données ont-ils été incorporés ?
Minutie	Les résultats répondent-ils de façon convaincante aux questions posées par leur exhaustivité et leur saturation ?
Congruence	Le processus et les résultats sont-ils congruents ? L'ensemble des thèmes s'emboîtent-ils ? Les résultats s'inscrivent-ils dans un contexte en dehors de la situation propre à l'étude ?
Sensibilité	L'enquête a-t-elle été mise en œuvre avec des moyens sensibles à la nature des contextes humains, culturels et sociaux ?

Source : Whittemore, Chase et Mandle (2001) ; Dany (2016)

Ainsi, tout au long de notre analyse qualitative de contenu, nous veillerons à respecter l'ensemble de ces critères. L'enjeu est important dans la mesure où il s'agit de nous protéger de toute forme de subjectivité (Bardin, 1997 ; Dany, 2016).

2.2. Analyse statistique multidimensionnelle sur données textuelles

Pour le dernier thème de l'entretien, nous avons utilisé une méthode d'analyse de contenu dite « assistée » via le logiciel *Iramuteq*. Cette méthode est peu utilisée en science économique, néanmoins des travaux récents de socioéconomie écologique s'en emparent en tant qu'analyse complémentaire ou exploratoire (Plumecocq, 2014 ; Del Corso et al., 2015 ; Delattre et al., 2015 ; Buchs et al., 2020). Elle permet non seulement de minimiser la subjectivité du chercheur mais également de rendre plus lisible et plus simple le processus de catégorisation sur des entretiens relativement denses avec un contenu épars. Le processus de

catégorisation, défini plus tôt, s'effectue *ex-post*, les catégories sont nommées une fois les classes de discours déterminées. Il s'agit, en d'autres termes, « d'obtenir un classement d'énoncés d'un corpus en fonction de la ressemblance ou de la dissemblance statistique du vocabulaire (mot) qui les composent afin de mettre en évidence des mondes lexicaux » (Dany, 2016 : 29). L'analyse multidimensionnelle des données textuelles s'effectue en plusieurs étapes. La première relève de la mise en forme des entretiens ou la « construction du tableau lexical ». La seconde implique la réalisation d'une analyse en composantes principales effectuée sur les fréquences et cooccurrences des termes et d'une classification hiérarchique descendante (CHD) permettant la définition de classes de discours croisant la récurrence des termes et les modalités sélectionnées.

2.2.1. Mise en forme des entretiens et description du tableau lexical

Afin de pouvoir effectuer l'analyse, il est nécessaire de corriger les entretiens sur des questions de forme. L'ensemble des entretiens est *lemmatisé*. La lemmatisation du texte permet la transformation automatique des termes en leur forme « masculin/singulier » pour les adjectifs, infinitive pour les verbes (Bécue-Bertaud, 2018). Cette modification du contenu implique néanmoins certaines dispositions préalables pour les formes qui sont des noms propres telles que *Alianza País* et *CREO*, les deux partis politiques majoritaires, qui prennent alors la forme « *alianza_pais* » et « *movimiento_creo* ». Ce codage permet de les préserver de la transformation automatique. Cette correction a été réalisée sur l'ensemble des structures, des organisations et des institutions équatoriennes de manière à distinguer les représentations de ces dernières.

Le corpus est constitué de 40 textes (chaque texte représente un entretien) et regroupe 35 507 occurrences. Nous avons classé les types de formes grammaticales par clés d'analyses (actives, supplémentaires, éliminées). Cette étape est nécessaire pour faire émerger les notions clés des entretiens et améliorer la lisibilité de l'analyse textuelle. Ainsi, nous avons choisi le paramétrage suivant, sans formes graphiques éliminées (mots).

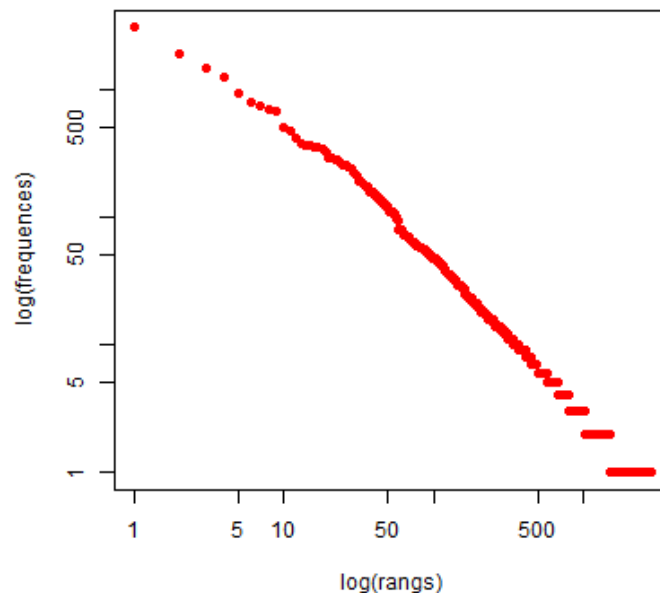
Tableau 4.4. Classification des formes graphiques par clé d'analyse (active ou supplémentaire)

Actives	Supplémentaires
- Adjectif	- Adjectif (démonstratif, indéfini, interrogatif, possessif, supplémentaire)
- Formes non-reconnues	- Adverbe
- Nom commun	- Adverbe supplémentaire
- Verbe	- Article (défini et indéfini)
	- Auxiliaire
	- Chiffre
	- Conjonction
	- Onomatopée
	- Pronom (démonstratif, indéfini, personnel, possessif, relatif)
	- Préposition
	- Verbe supplémentaire

Source : Autrice

L'analyse de contenu a été réalisée uniquement sur les formes actives pour une meilleure lisibilité. Ainsi, l'analyse s'effectue sur 2 885 formes graphiques (qui comprend 1343 formes graphiques n'apparaissant qu'une fois – nommées *hapax*). La figure 4.1. représente la fréquence d'utilisation des formes graphiques selon le nombre de formes partageant cette fréquence. La distribution est fortement concentrée à droite, ce qui signifie que très peu de termes sont mobilisés plus de 500 fois.

Figure 4.1. Distribution des formes graphiques selon leur fréquence



Source : Autrice

2.2.2. Méthodologie de l'analyse en composantes principales et de la classification hiérarchique descendante

L'analyse en composantes principales (ACP) permet d'étudier les proximités entre les discours, les associations entre les termes utilisés. Les discours « sont proches s'ils privilégient ou évitent les mêmes mots, quels que soient leurs longueur. Deux mots sont proches s'ils se répartissent de la même façon entre les différents documents, ceci sans tenir compte de leurs fréquences absolues. » (Bécue-Bertaud, 2018 : 19). Les associations de mots sont déterminées par des profils (mots/colonne ou document/ligne), calculés de la manière suivante :

$$\text{Profil ligne} = \frac{y_{i,j}}{y_i} = \frac{f_{i,j}}{f_i}$$

$$\text{Profil colonne} = \frac{y_{i,j}}{y_j} = \frac{f_{i,j}}{f_j}$$

avec $y_{i,j}$ = le document i , a utilisé le mot j

$f_{i,j}$ = la fréquence à laquelle le mot j a été utilisée dans le document i

Afin de déterminer les catégories ou classes de documents qui se repoussent, ou au contraire qui s'attirent, il est possible de mesurer l'écart entre les fréquences et effectifs théoriques et les fréquences et effectifs observés. Il est ainsi possible de déterminer le degré de significativité de notre analyse en réalisant un test du Chi². Ainsi :

$$\text{fréquence théorique} = f_i \cdot f \cdot j = f_{i,j}$$

Le calcul du Chi² s'effectue de la manière suivante :

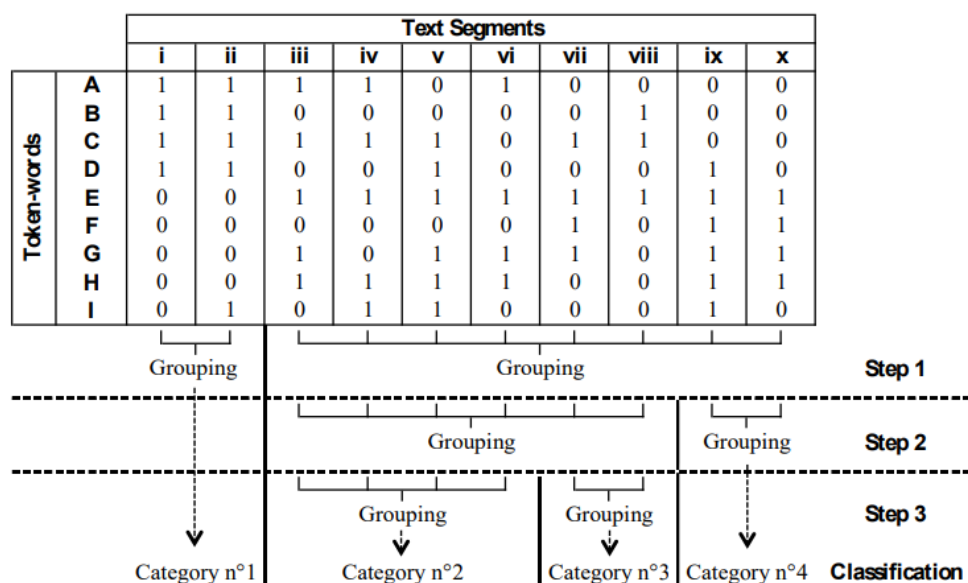
$$\chi^2 = \sum_{i,j} \frac{(N \times f_{i,j} - N \times f_i \times f \cdot j)^2}{N \times f_i \times f \cdot j}$$

Si sa valeur est égale à 0, cela signifie qu'il y a une égalité entre les fréquences (ou effectifs) observés et les fréquences (ou effectifs) théoriques. En d'autres termes, cela signifie que les relations entre document (ou texte) et mots sont indépendantes.

Pour la classification, le logiciel détermine un tableau de contingence répertoriant la présence ou l'absence d'un terme dans un segment de texte. Pour réaliser la classification,

l'algorithme ALCESTE sur lequel le logiciel se repose, va dans premier temps classer les segments de texte en deux catégories, déterminées au regard des cooccurrences des termes. Puis, à nouveau, ces deux catégories vont être subdivisées en sous-catégories au regard des termes distincts utilisés. Ce processus est réitéré jusqu'à ce que la scission soit considérée significative. La figure ci-dessous schématise le processus. L'algorithme ALCESTE, sur lequel la classification repose, établit un niveau de significativité à 0,05% d'un terme pour une classe de discours à une valeur du Chi² supérieure à 3,84 (Del Corso et al., 2015 ; Buchs et al., 2020).

Figure 4.2. Processus de la classification hiérarchique descendante



Source : Del Corso et al. (2015) : 96

En **résumé**, notre méthodologie repose sur une approche mixte. Les deux premières parties de la grille d'entretien ne permettent pas l'utilisation d'analyse statistique textuelle « assistée ». Elles reposent sur une méthode « simple » thématique veillant à respecter les critères de validité définis dans la littérature sur l'analyse de contenu. La dernière partie des entretiens, traitant des enjeux de la mise en œuvre du *buen vivir*, repose sur une analyse textuelle assistée, via le logiciel open source *Iramuteq*. Ce logiciel nous permet l'utilisation de certaines fonctionnalités de *Text Mining*, notamment l'analyse en composantes principales et la classification hiérarchique descendante, toutes deux nous permettant de déterminer des classes de discours et des représentations sociales.

3. Résultats

Ainsi, nous présentons nos résultats en trois temps, chacune des sous-sections présentée ci-dessous explore un thème abordé durant les entretiens semi-directifs. Ainsi, nous avons pu explorer les représentations sociales associées à la notion du *buen vivir* qui tendent à consolider une vision culturaliste. Ensuite, nous avons pu constater un clivage important dans la perception des politiques publiques du *buen vivir*. Alors que les fonctionnaires vont avoir tendance à défendre les politiques publiques mises en œuvre durant la période, le reste des parties prenantes interrogées montre, globalement, un regard assez critique, mobilisant des faits divers ou le manque de résultats sur les différentes dimensions du *buen vivir*. Enfin, l'analyse textuelle réalisée à l'aide du logiciel *Iramuteq* nous permet de définir quatre classes de discours autour des enjeux de la mise en œuvre du *buen vivir*.

3.1. Enjeu conceptuel du *buen vivir* : comment se structurent les approches du *buen vivir* au regard des classes d'individus ?

La lecture des entretiens nous renseigne sur les différentes manières d'appréhender le *buen vivir* selon les parties prenantes interrogées. Il existe une rupture claire dans les définitions du *buen vivir* données, entre une vision à l'échelle d'un individu et sa communauté et une vision nationale du *buen vivir* vu comme un projet politique. Certains individus ont des définitions plurielles du *buen vivir* et reconnaissent la polysémie du concept. Dès lors, il est complexe de croiser ces définitions avec les variables définies plus tôt. Ainsi, à travers ces représentations, on retrouve régulièrement des éléments subjectifs faisant écho à l'approche culturaliste, notamment la notion d'*équilibre*. Ces éléments subjectifs sont contrebalancés par des discours définissant le *buen vivir* comme la satisfaction des besoins essentiels, portés presque essentiellement par les fonctionnaires ou décideurs politiques. Pour d'autres, le discours est plus critique, le *buen vivir* est défini comme une récupération politique.

3.1.1. Le buen vivir culturaliste comme approche dominante

Cette section recouvre l'ensemble des éléments évoqués dans les entretiens semi-directifs qui font écho aux trois principes de l'approche culturaliste du *buen vivir* que nous avons traité dans le chapitre 1 : relationnalité, complémentarité et réciprocité. Ces éléments sont issus d'entretiens effectués auprès des individus issus des communautés autochtones mais également de chercheurs, d'entrepreneurs et de militants écologistes. Que les individus partagent ou non le projet politique qui en découle, ils s'accordent sur l'origine de la notion et l'importance de la dimension subjective que détient cette dernière.

La recherche d'un état de bien-être en *équilibre, en paix avec son environnement naturel et social, en harmonie*, est, à plusieurs reprises, évoqué. La notion d'*équilibre* est mobilisée au pluriel. Il ne s'agit pas d'un état individuel de bien-être, mais plutôt en communauté et avec tous les éléments avec lesquels les individus sont en interaction. Nous pouvons illustrer cela en citant les extraits suivants.

« Je pense qu'il existe une définition officielle mais, pour le moment, je ne l'ai jamais vue. Cependant, celle qui me semble la plus proche est celle de certaines définitions issues des communautés indigènes et qui visent avant tout à trouver les trois équilibres, que ce soit l'équilibre avec soi-même, avec la société et avec l'environnement [naturel] ».

Assistant Parlementaire – Alianza País

« Je pense que le *buen vivir* intègre beaucoup d'éléments. La qualité de vie que vous avez, que vous pouvez avoir. Mais pour avoir une bonne qualité de vie, vous devez, je pense, équilibrer les choses que vous faites. Et je pense que c'est ça, équilibrer votre vie en atteignant une qualité de vie dans laquelle vous vous sentez bien, équilibré. Vous équilibrez votre comportement, vos actes, votre travail [...] C'est cet équilibre qui vous mène au *buen vivir*. Il n'est pas nécessaire d'avoir trop d'argent pour vivre donc vous devez vous donner une qualité de vie. La qualité de vie consiste à tirer parti des choses magnifiques que vous avez autour de vous, de la famille par exemple ».

Entrepreneur - Exportateur de bananes

La lecture des entretiens nous amène à confirmer le poids subjectif et symbolique que peut prendre le *buen vivir*. Cette subjectivité touche des acteurs aux profils très différents et ne concerne pas uniquement les communautés autochtones équatoriennes. Ce point confirme l'idée qu'il est nécessaire que la science économique consolide un cadre théorique pouvant prendre en compte ces déterminants du bien-être qui sont, par définition non-quantifiables.

D'autant plus que plusieurs entretiens soulignent que le *buen vivir* est contraire à toute forme de consumérisme ou ne peut être lié uniquement à la dimension du revenu des individus. Les thèmes de la relationnalité et de la réciprocité sont également évoqués à plusieurs reprises. À la lecture de certains extraits on retrouve l'idée d'un concept holistique qui voit la société comme un tout et non comme la somme d'intérêts individuels.

Les entretiens nous informent également du besoin de reconnaissance de la diversité culturelle équatorienne qui est associée au *buen vivir*. Le *buen vivir* représente ou a pu représenter une opportunité de renforcement de l'identité nationale qui est associée à un besoin de reconnaissance. Ce dernier a, naturellement, plus d'importance pour les acteurs issus des communautés autochtones qui sont marginalisées en Équateur. En parallèle des éléments du discours plutôt descriptifs sur les traditions et les coutumes des communautés, on retrouve le besoin de reconnaissance du multiculturalisme mais également la nécessité de revaloriser l'identité autochtone comme le soulignent les extraits suivants :

« Respectez les différentes cultures, c'est-à-dire le multiculturalisme tel que vous le définissez. Cela signifie qu'il n'y a pas de moyen unique, appelons-le occidental ou toute autre réalisation de l'être humain, mais plutôt que chaque culture peut avoir sa propre forme et sa propre vision du monde. Et nous devons respecter et accepter les autres visions du monde qui ne nous appartiennent pas. Deuxièmement, l'être humain ne peut être réalisé s'il n'est pas en harmonie avec la société, ce qui implique le respect de la société en tant que source de création de valeur. »

Chercheur en Sciences Sociales – Université

« Appliquer moins de produits agro-toxiques dans les produits alimentaires, respecter les droits des travailleurs, s'ils existent, respecter les droits de la Nature, que les intérêts collectifs prévalent avec leurs différences, qu'il y ait un processus interculturel, que ce ne soit pas l'interculturalité qui s'adapte à l'institutionnalité, mais plutôt l'inverse »

Chercheur en Sciences Sociales – Institut de Recherche

Enfin, dans cette section, plusieurs parties prenantes soulignent la nécessaire redéfinition des relations entre les individus, eux-mêmes, et avec leur environnement naturel. Ce point rejoint l'idée d'*équilibre* que nous avons vu plus tôt sans que cette notion soit clairement explicitée ou, à l'instar de l'extrait suivant, que le *buen vivir* soit lui-même porteur de conflits :

« Le *buen vivir* en milieu rural doit être d'une part, la réconciliation entre les êtres humains et la nature et entre les êtres humains eux-mêmes. Une conciliation qui n'a rien à voir fondamentalement avec la question harmonique, car je crois qu'il y a toujours des conflits. [...] »

Chercheur – Sciences Sociales

« Il me semble que [le *buen vivir*] est une aspiration qui traverse une pensée, une pensée américaine, d'une relation très proche, d'une relation entre nous, et entre nous et l'environnement. Il s'agit non seulement d'une relation harmonieuse et équilibrée entre l'être humain et l'environnement mais également entre les êtres humains et les êtres humains. C'est une aspiration à vivre mieux, à vivre maintenant mais aussi à vivre demain. C'est un état de bien-être et dont les principes occidentaux d'égalité tels que notre société les interprète passent également par une équité sociale et une équité, une justice environnementale »

Collaborateur – Ministère de l'environnement

La dimension sociale est cruciale dans les représentations définies par les parties prenantes du *buen vivir*. En parallèle de l'idée de relationnalité, plusieurs parties prenantes définissent le *buen vivir* comme un état de bien-être pour lequel l'ensemble des besoins de première nécessité est satisfait.

3.1.2. Le *buen vivir* comme la satisfaction des besoins de première nécessité

Le *buen vivir* est également perçu par les parties prenantes comme la représentation de la satisfaction des besoins de première nécessité. Dans cette lignée, les entretiens se distinguent selon le niveau de priorité donné à tel ou tel besoin. Leurs approches intègrent des éléments subjectifs, néanmoins l'accent n'est pas porté en premier lieu sur ces derniers.

La satisfaction des besoins de première nécessité comme définition du *buen vivir* est illustré par les extraits suivants :

« C'est avoir les ressources de base pour pouvoir mener une vie normale. Une vie normale c'est lorsqu'une personne a les services de base [...] - *Quels sont ces services de base ?* Par exemple, un logement, de la nourriture, de l'eau et de l'énergie. Je pense que ce sont les quatre éléments principaux pour qu'une personne soit considérée en dehors du niveau de pauvreté et qu'elle se situe dans une fourchette de vie satisfaisante. »

Entrepreneur/Ingénieur agronome – Producteur agricole

Le *buen vivir*, par le biais de la satisfaction de ces besoins, est perçu également comme un ensemble de droits qu'il est nécessaire de consolider. Comme le suggèrent les propos suivants :

« Je crois que c'est un accès pour tous les citoyens à tous les services. Notre Constitution nous dit que le *buen vivir* répertorie tout, Sumak Kawsay, tout, la nature, l'eau, tout. Tout ce dont nous avons besoin en tant qu'être humain. Donc, de mon point de vue, ce que serait le *buen vivir*, c'est donner à la société tous ces droits ».

Anonyme.

Des droits qu'il est nécessaire de consolider afin que les individus marginalisés puissent être à nouveau « dignes ». Le terme de dignité est utilisé à plusieurs reprises et souligne le poids de la discrimination et de l'exclusion sociale, comme le précise un fonctionnaire travaillant au ministère de l'inclusion économique et sociale à Quito :

« Le *buen vivir* c'est avoir ce dont vous avez besoin, rien de plus. Il ne s'agit pas d'accumuler beaucoup de choses, même d'en enlever certaines, mais avoir les choses dont j'ai besoin pour vivre dignement. Ce serait le mot de base, vivre avec dignité. Je n'ai pas besoin de beaucoup de choses pour vivre dans la dignité »

Fonctionnaire - ministère de l'inclusion économique et sociale

Ces besoins sont enrichis par la notion d'opportunité. Le *buen vivir* doit permettre l'accès aux opportunités à tous comme le formule cet entrepreneur :

« Sans prendre un point de vue politique, le *buen vivir* est un droit que tout être humain devrait avoir pour le simple fait d'être humain, le droit de naître, de bien naître, d'avoir une enfance heureuse et surtout, de mener une vie heureuse. Le reste des choses dépendra des individus et non de facteurs spécifiques de pauvreté, de richesse, de race ou de sexe. Mais parce que les opportunités étaient offertes de manière équitable, et que ces opportunités pouvaient ou ne pouvaient pas être saisies. Dans ce concept de *buen vivir*, il y a l'environnement, la sécurité évidemment, l'éducation, des opportunités d'accéder à l'éducation Les opportunités de vivre dans un environnement sain, environnemental et social. Ceci est pour moi le *buen vivir*. »

Entrepreneur

Pour finir, la citation ci-dessous souligne également le besoin de sécurité. C'est un terme qui est utilisé à plusieurs reprises dans les entretiens de la classe *Entreprise* ainsi qu'un membre d'un parti d'opposition de droite – CREO. Cette sécurité intervient à la fois sur le plan physique, manifestant la crainte de la violence et de la délinquance, mais également sur le plan de la sécurité économique, à l'instar des propos suivants :

« Le *buen vivir* doit reposer sur plusieurs piliers, qui selon moi, seraient importants, principalement la sécurité [...] La question de la santé, des ressources ou des options en matière de santé aussi fiables que possibles [...]. Sur le plan économique, évidemment, il est important de disposer de la solvabilité nécessaire pour se nourrir, se vêtir et de tout ce dont vous avez besoin [...] ».

Entrepreneur/Ingénieur agronome – matières premières

« Pour nous, le *buen vivir* c'est la sécurité pour notre famille d'avoir un travail stable, qu'il y ait des opportunités pour les personnes qui aiment travailler et tout ce qui implique un bonne vie »

Membre du parti d'opposition CREO

« Selon moi, parce que selon le gouvernement, le *buen vivir* a de nombreuses définitions incompréhensibles, pour moi le *buen vivir* c'est, principalement, le pouvoir de rencontrer des opportunités économiques dans lesquelles vous pouvez vous développer selon le niveau de risques que vous seriez prêt à courir. Si vous ne voulez pas prendre de risques, vous allez probablement travailler pour quelqu'un. Si vous avez une opportunité, vous prenez un risque. Évidemment, pour se développer, générer un peu plus de richesse, de stabilité, vous couvrez vos besoins essentiels, vos besoins importants, pour que vos enfants puissent grandir dans un environnement sain, dans un environnement solide dans une société qui cherche à ce que la société toute entière puisse se développer. Pour moi, c'est le noyau du *buen vivir* ».

Représentant syndicats d'exportateurs.

Le dernier extrait suggère un autre point intéressant. Curieusement, le *buen vivir*, qui a été démocratisé par un parti de gauche interventionniste, parvient à impacter des individus à droite politiquement. Plusieurs parties prenantes, au comportement et aux propos plutôt virulents à la simple évocation des politiques publiques sous les gouvernements de Rafael Correa, se sont appropriées la notion de *buen vivir* et la traduisent comme une forme de liberté d'entreprendre, ou de donner la possibilité de travailler « *pour les personnes qui aiment travailler* ».

3.1.3. Le *buen vivir* : un projet national ?

Contrairement aux deux sections précédentes, pour plusieurs parties prenantes le *buen vivir* décrit davantage un projet de société qu'un état de bien-être. D'un côté, il représente un changement de paradigme ou une alternative aux politiques néolibérales, au développement et au capitalisme. D'un autre côté, il représente une récupération politique menée par *Alianza País*.

Le *buen vivir* illustre tout d'abord la nécessité de mieux considérer les populations les plus marginalisées. Ce type de discours mobilise les notions d'équité et de justice sociale. Il prolonge la question de la satisfaction des besoins de première nécessité à une échelle globale. Cette vision est partagée par le discours tenu par une journaliste issue des communautés autochtones, qui signale que :

« Le *buen vivir* est totalement collectif. Il doit être collectif, il doit exister une justice sociale et une répartition équitable des budgets de l'État. Il doit y avoir une représentation à l'Assemblée Nationale de la diversité, des peuples autochtones. Pas comme un cadeau, mais comme un droit légitime et acquis par toutes les luttes qui ont été faites, mais cela n'existe toujours pas »

Journaliste – Communautés autochtones

La satisfaction des besoins de première nécessité représente le socle de la pensée politique du *buen vivir* telle qu'elle a été pensée durant les mandats de Rafael Correa. Ainsi, l'idée d'un projet politique global veillant à intégrer ces enjeux multidimensionnels est soutenue dans certains entretiens. Le *buen vivir* est alors décrit comme un changement de paradigme en cours et qui a été initialement porté par les mandats de Rafael Correa et *Alianza País*. Le *buen vivir* est, ici, avant tout un programme politique et ses représentations sont positives. Naturellement, ce type de discours est principalement mobilisé par des représentants de ce projet comme l'illustrent les deux extraits suivants issus d'entretiens réalisés auprès d'un ancien membre du gouvernement et d'un assistant parlementaire d'*Alianza País*.

« Le *buen vivir* est un projet politique de société qui s'incarne à travers un pacte de coexistence que nous, Équatoriens, avons fait en 2008, et qui est inscrit dans la Constitution de la République elle-même [...] C'est passer de l'anthropocentrisme au biocentrisme, passer du capitalisme à l'économie sociale et solidaire, passer de la démocratie représentative à la démocratie délibérative, participative et communautaire, passer du patriarcat au féminisme, passer du colonialisme à un État plurinational [...] ».

Ancien membre du gouvernement.

« Le *buen vivir* est une idée générale que tente de résumer ou tente de refléter ou tente de représenter le projet du gouvernement de la Révolution Citoyenne et du gouvernement du Socialisme du 21^{ème} siècle. [...] Ensuite, plusieurs éléments sont importants dans ce changement de vision. En général, on retrouve une idée importante qu'est la nouvelle orientation donnée à la relation avec la nature et la reconnaissance des Droits de la Nature : cesser d'exploiter les ressources primaires, cesser d'être un pays qui exporte les matières premières

Assistant parlementaire – *Alianza País*

Dans une perspective globale, le *buen vivir* est décrit comme un nouveau paradigme qui ne peut être régi par des principes capitalistes. D'une part, car le *buen vivir* présente une vision holistique de la société, ce qui va à l'encontre de l'individualisme méthodologique qui structure le capitalisme, comme le décrivent les propos d'une militante écologiste exposés ci-dessous :

« L'un des problèmes que nous avons est que le *buen vivir* doit être compris comme une façon d'interpréter le monde à partir d'une vision holistique d'une nouvelle société, assimilant ce que nos peuples ancestraux avaient comme enseignements pour leur vie. Manifestement, entre le faire et la recherche de ce nouveau mode de vie pour tous et toutes, cela signifiait une rupture avec le capitalisme, une alternative appropriée à l'Amérique latine pour faire face au capitalisme »

Militante écologiste

D'autre part, la place accordée à la nature dans les systèmes capitalistes n'est pas compatible avec les droits de la Nature, selon un dirigeant syndical :

« Il est nécessaire que la souveraineté soit pleinement exercée, comme le stipule notre Constitution, que les droits de la Nature soient respectés, que la vie soit au centre de toutes les sphères sociales, culturelles et économiques. Nous comprenons, de par notre conception, que, au sein du capitalisme, le *buen vivir* est impossible ».

Dirigeant syndical

Enfin, pour conclure cette thématique, la question posée a mené également à la caractérisation du *buen vivir* comme une récupération politique d'*Alianza País*. Plusieurs individus relèvent l'écart existant entre les discours politiques de Rafael Correa et les politiques réellement menées. Au regard de la totalité des entretiens, leurs représentations négatives révèlent une forme de déception, ils croyaient au projet initial. Le premier extrait qui illustre ce point souligne non seulement la logique de récupération mais également les difficultés actuelles des communautés autochtones pour se réapproprier la notion.

« Le problème est donc que le gouvernement a pris cela comme un projet de son mouvement de son parti et, voilà que si les gens parlent du *buen vivir* maintenant, c'est s'identifier à cette fraction du pouvoir, du *corréisme*³⁴ Alors il ne faut pas dire ça. Nous devons trouver un moyen de reprendre, de récupérer tout cela. C'est-à-dire que le problème est qu'ils rusent en prenant les discours, les mots et cela a été fait par Rafael Correa. Il s'est approprié le discours, il s'est approprié les luttes qui ont toujours été le patrimoine des secteurs sociaux politiques de gauche, des chansons, des slogans, tout. Et il les retourna. Tant de gens croient même que c'est du

³⁴ Désigne le courant de pensée porté par Rafael Correa.

socialisme, du communisme [...]. Il y a une image déformée, à l'heure actuelle beaucoup de gens comprennent ce qui se passe. À un moment donné, cette possibilité de changement m'obnubilait et rien n'était vrai. C'est le problème. La distance entre le discours et la réalité ».

Militante écologiste

La stratégie de récupération politique servirait, selon un leader des contestations sociales des communautés autochtones, à légitimer l'extraction pétrolière qui se situe aux antipodes des principes régissant le Sumak Kawsay. Ce phénomène serait lié à une dérive conceptuelle concernant l'appréciation de la notion andine, comme le montre l'extrait suivant :

« Il existe des difficultés, en Équateur, si vous passez en revue tous les discours sur le *buen vivir*, des universitaires, de l'État, dans les politiques publiques, si vous passez en revue le Plan national du *buen vivir*, c'est une logique complètement différente aux systèmes de vie des peuples autochtones. Au fond, la conceptualisation du *buen vivir* qui a été faite légitime un système extractiviste. Si vous examinez le Plan national du *Buen vivir* de l'Équateur, c'est ça. Cela n'a rien à voir avec le Sumak Kawsay des communautés autochtones ».

Ancien leader des mouvements sociaux autochtones.

On retrouve cette idée à la lecture d'autres entretiens. Le *buen vivir* est qualifié de nouvelle rhétorique, dans un contexte politique qui s'est essoufflé. La logique développementaliste est maintenue et l'exploitation des individus et des ressources, dénoncés à la fois par les mouvements sociaux et dans les discours politiques des différents gouvernements du *buen vivir*, reste un enjeu majeur en Équateur.

3.2. Les représentations sociales des politiques publiques mises en œuvre en Équateur et de la gestion du secteur pétrolier

3.2.1. Les représentations positives des politiques du buen vivir

Globalement, les améliorations sociales réalisées sont celles qui sont le plus souvent retenues par les parties prenantes. Ce fait concerne particulièrement les individus issus du secteur public, néanmoins, même dans des entretiens critiques, les représentations négatives peuvent parfois être contrebalancées par ces résultats « positifs ». Les parties prenantes concernées soulignent l'investissement important qui a été réalisé par le gouvernement équatorien dans l'éducation et la santé. Ces investissements sont illustrés par la construction de structures, voire mégastructures, dédiées à améliorer l'accès aux populations marginalisées

aux services de base. Ces investissements sont accompagnés, dans le domaine de la santé, par une meilleure couverture sociale d'après ces entretiens.

« Je pense que les politiques dans lesquelles [le gouvernement] a le plus investi, où on le voit le plus, c'est dans l'éducation et la santé. Il y a eu beaucoup d'investissements dans ces domaines, pour le bien ou le mal, on constate des changements et des améliorations ».

Militante syndicale - Santé

« Simplement, le fait d'avoir accès aux services de base, c'est une manière d'accéder au *buen vivir* car il y avait des gens qui avaient tout et des gens qui n'avaient même pas l'eau potable. Avoir accès à l'éducation, avant nous payions pour étudier, même dans les écoles publiques. Maintenant l'accès est gratuit. Ils vous donnent des uniformes, des livres, vous n'avez pas besoin de les acheter. Il est nécessaire d'investir, tout à un coût au final, mais vous pouvez vous éduquer. Il n'y a plus d'enfants qui ne peuvent pas être éduqués pour des raisons économiques désormais. [...] Pour le domaine de la santé, avant, vous pouviez mourir dehors parce que vous n'aviez pas les moyens d'acheter une simple pilule, désormais le système public est articulé de manière à ce que tout soit accessible de manière égale et gratuite. Il n'y a plus de barrières entre ceux qui détiennent et ceux qui n'ont rien. [...] C'est ce qu'a fait l'État : reprendre son rôle, qu'il avait laissé autrefois aux nombreux groupes économiques appartenant à des familles, telle une *hacienda*».

Fonctionnaire au ministère de l'inclusion économique et sociale

« Bien, plusieurs politiques ont été mises en œuvre au cours des dix dernières années [...]. L'accès, par exemple, à l'éducation, aux services de base, et d'une manière ou d'une autre, à l'élimination des personnes qui pourraient ne pas avoir accès à l'éducation. Par exemple, la question des frais de scolarité, que cela ne soit pas une barrière ou une excuse pour les enfants qui n'ont pas cette somme d'argent, de ne pas aller à l'école [...] En réalité, je ne maîtrise pas beaucoup la question de la redistribution, mais il est évident que l'État exporte le pétrole et, de toute évidence, les devises rentrent dans le pays et sont redistribuées dans un premier temps par le biais d'investissements dans l'éducation et peut être aussi la santé ».

Fonctionnaire – Économie Sociale et Solidaire

Afin d'accompagner le changement structurel, nous avons vu précédemment que le gouvernement équatorien avait insisté sur une nouvelle spécialisation basée sur la connaissance et l'innovation. On retrouve ces éléments dans les entretiens, certaines personnes ont parlé des systèmes de bourses conditionnelles pour attirer les chercheurs et étudiants étrangers en améliorant l'accès à l'enseignement et la recherche universitaire selon les besoins du système productif. Cette réforme a été évoquée dans un entretien réalisé auprès d'un entrepreneur signalant :

« [...] que par exemple, sur la question de l'éducation, une proposition de changement a été présentée. Vous pouvez voir que l'accès aux bourses octroyées par le gouvernement est un problème historique. [...] Ce qui a été

promu depuis, c'est la formation scientifique, l'innovation. Par exemple, mon frère [chilien] voulait obtenir une bourse du gouvernement, on lui a refusé car il n'y avait pas besoin d'économistes ».

Entrepreneur

« L'une des politiques industrielles défendues par le gouvernement était celle de l'enseignement supérieur, le programme de bourse qui, je crois, comptait au final environ entre 18 000 et 20 000 bourses [pour étudier à l'étranger], notamment dans les carrières liées à l'ingénierie, et à leur retour, ils peuvent modifier les structures productives et améliorer l'enseignement technique et technologique, améliorer les écoles. »

Assistant parlementaire

Les améliorations évoquées dans les entretiens concernent également les politiques énergétiques réalisées durant les deux mandats. Les parties prenantes du secteur public soulignent l'investissement massif du gouvernement à travers la construction de barrages hydroélectriques. Ces éléments nous ont été rappelés par un conseiller ministériel de SENPLADES :

« Nous en avons quelques-uns [des investissements]. Tout d'abord, nous avons l'hydroélectrique, une production d'énergie renouvelable, ce qui a permis de modifier l'utilisation des combustibles fossiles, des polluants. Nous avons des centrales hydroélectriques qui nous permettent d'être auto-suffisants en matière de production, nous allons même exporter de l'électricité. Cela signifie que vous disposez non seulement d'une source d'énergie stable et à moindre coût pour les entreprises, mais également que les processus de production sont moins coûteux. ».

Cet extrait corrobore les propos d'un dirigeant d'association qui nous signale que :

« [...] oui, les centrales hydroélectriques se sont développées. Je pense qu'il y a 45% d'énergie renouvelable. Il y a beaucoup d'espoir d'augmenter sa production pour réduire la dépendance au pétrole. [...] Une chose a été évoquée par Correa, c'est développer l'hydroélectricité afin de l'exporter ».

Sur le plan environnemental, une chercheuse française nous informe que les contrôles ainsi que des dispositifs veillant à réduire l'impact environnemental de l'extraction pétrolière se sont nettement renforcés ces dernières années, sous la direction du ministère de l'environnement. Ce point confirme des éléments évoqués par un conseiller ministériel de ce dernier.

Enfin, plusieurs individus mettent en avant un investissement important dans les TIC, les grands axes de communication (autoroutes, aéroport). Les représentations positives que l'on a pu extraire des entretiens concernent également les TIC, l'accès à l'eau et la législation mais apparaissent moins fréquemment.

3.2.2. *Les projets emblématiques critiqués*

La lecture des entretiens nous interpelle quant à l'appréciation des projets emblématiques des politiques du *buen vivir*. Que ce soient les écoles du millénaire ou les complexes universitaires *Yachay* et *Iquiam*, ces projets ont été utilisés comme exemples pour illustrer le gaspillage d'argent public ou l'incohérence entre les discours et les faits politiques, en particulier liée au pluriculturalisme.

Nous avons vu précédemment qu'un investissement important avait été réalisé dans le système éducatif. Ce dernier est illustré par la construction de grands complexes éducatifs en milieu rural nommées *les écoles du millénaire*. Ces écoles sont décrites dans plusieurs entretiens, comme nous pouvons le voir à travers les extraits suivants.

« Les écoles du millénaire, en plus de l'affaire qui a eu lieu, sont à côté de ce qui se passe dans les communautés urbaines ou rurales, davantage en milieu rural. Par exemple, ils ont fermé les écoles situées dans les hameaux et ont créé un seul centre. Les garçons et les filles doivent marcher des heures pour se rendre à leur nouvelle école. Ils n'y vont plus. Beaucoup n'y vont plus. Bien sûr, ce sont des installations gigantesques, mais elles ne répondent pas aux besoins de la population, ni à la nouvelle vision d'éducation supposée intégrer de nouvelles conceptions et de nouvelles visions pour les enfants, les adolescents et les jeunes universitaires [...]. Cela fait partie d'une vision occidentalisée, colonisatrice : "nous sommes les civilisés, les peuples autochtones sont les non-civilisés, ceux qui n'ont pas le progrès de toute façon, ils vivent dans leurs cabanes, au milieu de la jungle et c'est bien, ils ne vivent pas mal, ils vivent même mieux que beaucoup d'entre nous" ».

Militante écologiste

« Je n'ai trouvé aucun impact sur les résultats scolaires [des écoles du millénaire]. Je n'ai trouvé qu'un impact sur le niveau de mathématiques, il diminue avec le temps. Chaque école du millénaire coûte environ 4/5 millions de dollars. C'est de la brutalité. Voilà, vous voyez la notion de développement. Allez dans une communauté autochtone ou dans la *Sierra* rurale, et vous verrez les montagnes, et au milieu, une infrastructure monstrueuse. Brutal. »

Chercheur en Sciences Sociales

« Le gouvernement affirme avoir investi dans l'éducation, tout en ayant fermé plus de la moitié des écoles rurales du pays, créant ainsi des conditions très défavorables pour une éducation multiculturelle ».

Chercheur en Sciences Sociales

Ces extraits mettent en avant des résultats plus contrastés des politiques publiques mises en œuvre en matière d'éducation. Les individus enquêtés trouvent que les écoles du millénaire ne

sont pas adaptées aux contextes locaux. Les propos de la militante écologiste soulignent un élément vu dans la littérature, l'idée que les politiques du *buen vivir* représentent une forme de néo-colonialisme. Il est nécessaire de mettre en œuvre des réformes, d'investir dans des infrastructures, de légiférer sans intégrer les communautés autochtones dans le processus de décision. D'une autre part, les représentations négatives sont entretenues par des résultats perçus comme mitigés et des politiques publiques qui vont à l'encontre des principes de la Constitution, qui donne le droit à tous à une éducation interculturelle dans laquelle la diversité des traditions et des langues est enseignée. De plus, les représentations des écoles du millénaire sont entachées par le scandale des abus sexuels perpétrés dans les écoles publiques. Durant la période des entretiens, de nouveaux abus ont été recensés. Les chiffres énoncés dans l'extrait suivant sont approximatifs, le ministère de l'Éducation nationale reconnaît 882 cas d'abus entre 2014 et 2017. Leur énonciation durant les entretiens montre l'impact de ces faits sur les représentations des politiques publiques en Équateur. Le scandale a été évoqué à plusieurs reprises dans les entretiens.

« L'éducation que nous voyons maintenant, celle qui nous a été vendue comme l'une des plus grandes œuvres de la Révolution, est représentée par les écoles du millénaire et 6000 écoles fermées. Ils ont transformé l'éducation en un vote politique. [...] Cela se reflète dans la qualité de l'éducation et dans des sujets aussi abominables que la question des abus sexuels sur les jeunes et les enfants dans le système éducatif, ce qui a choqué la société et montré l'effondrement du système éducatif. [...] 1000 plaintes au cours des quatre dernières années parce que vous avez une école où le modèle est autoritaire, profondément anti-démocratique, où il y a le copinage politique, la peur et le silence. C'est une école qui peut être au meilleur endroit, avec la meilleure infrastructure, mais si vous avez une communauté éducative qui a peur, obligée de garder le silence, ou l'élève ne peut avoir confiance dans le maître, que le maître ne peut avoir confiance dans le père de famille. C'est voué à l'échec. »

Président d'un syndicat

Dans le premier chapitre, nous avons évoqué le projet du complexe universitaire d'Iquiam. Ce dernier est associé à un autre complexe, Yachay. Tous deux font l'objet d'une multitude de critiques dans les entretiens.

Une chercheuse synthétise le projet initial et son échec par les propos suivants :

« Cela n'a pas beaucoup changé en ce qui concerne les universités censées être à l'origine de la transformation de la bio-économie ou de la bio-connaissance. Il y en a deux. L'une est un échec et l'autre est ... Ceci est le défi auquel le pays est confronté. Il serait nécessaire mais difficile que le pays puisse s'intégrer de manière équitable dans les biotechnologies ou la bio-économie et que cela génère un impact sur le tissu productif équatorien. Car,

le problème qui existe aussi dans le pays est que la petite industrie [...] n'utilise pas ce type de savoir. Donc ce qui est le plus susceptible de se produire, c'est que le pays reste un pays fournisseur non seulement de matières premières mais également de biodiversité. *Quelles sont ces universités ?* Yachay et Iquiam. Celle qui a échoué est Yachay [...]. Iquiam était le laboratoire où la biodiversité serait inventée, et à Yachay, elle aurait été industrialisée. [...] Nous n'en sommes plus au début du projet, il n'y a pas de recherche qui a été réalisée là-bas, il n'y a pas de clarté sur la façon avec laquelle c'est géré »

« [Cela représente un échec] pour plusieurs raisons. Ces deux universités sont des universités qui ont été créées et continuent d'être un projet gouvernemental. Elles ne sont pas encore des universités institutionnalisées, elles sont donc très soumises à la situation et aux besoins politiques. Yachay [...] se situe dans la région d'Ibarra, isolée de tout endroit, ce n'est pas un bon endroit pour dynamiser la recherche. Il y a beaucoup de choses qui sont en train de devenir des éléphants blancs.[...]

Le gaspillage d'argent public via le projet Yachay a été à plusieurs reprises évoqué dans les entretiens, en particulier ceux réalisés auprès de la communauté scientifique équatorienne. Cette dernière souligne la frustration liée à cette allocation d'argent public vers un projet risqué alors que plusieurs universités publiques ont dû faire face sur la même période à des restrictions budgétaires. Par ailleurs, afin d'attirer les entreprises étrangères, ces complexes universitaires étaient intégrés dans une zone franche, comme dans le cas du *modèle sud-coréen*. Ce modèle pose des problèmes selon cet ancien leader des mouvements autochtones :

« C'est entre une université et une ville de la connaissance, une sorte de zone franche. Nous critiquons cela car ce projet est étroitement lié à des investissements non-garantis. Et surtout, il est davantage connecté à des sociétés internationales que locales. Il faut compter sur le bon cœur des entreprises étrangères pour investir ou non ».

Ancien leader des mouvements sociaux autochtones

Enfin, le projet le plus emblématique du *buen vivir* est celui de Yasuni-ITT que nous avons présenté dans l'encadré 1 dans le second chapitre. L'arrêt du projet a eu un impact important dans la formulation des représentations des individus. Nous reviendrons sur ce point dans la section suivante.

3.2.3. La gestion de la diversification productive

Un des engagements des politiques du *buen vivir* est la sortie de l'extractivisme à moyen/long terme. L'expansion de la production pétrolière, les moyens mis en œuvre pour la stratégie de diversification économique, la dépendance des politiques sociales aux retombées

financières pétrolières sont un ensemble de facteurs structurant des représentations négatives des parties prenantes dans ce domaine. Les critiques viennent des partis d'opposition, de droite comme de gauche, des entreprises, des partisans de l'approche culturaliste et écologiste et du contre-pouvoir.

Ainsi, dans un premier temps, la lecture des entretiens nous renseigne sur le scepticisme des individus interrogés quant à l'efficacité des politiques mises en œuvre par les gouvernements de Rafael Correa en matière de diversification économique. Il se manifeste par des doutes exprimés quant à la dynamisation des nouveaux secteurs promus par les plans de planification : tourisme, bio-connaissance, agriculture. Pour la question du tourisme, les individus sont mitigés, car le tourisme représente une réelle alternative mais il leur paraît insuffisamment soutenu par le gouvernement, le programme *All you need is Ecuador* n'a pas une image positive et le coût de l'éco-tourisme est élevé. Les représentations des politiques associées à la bio-connaissance ont été traitées par le biais des projets Yachay et Iquiam. Les politiques dans le secteur agricole ont été évoquées par les parties prenantes. Une chercheuse s'inquiète de l'usage des pesticides et des engrais financés par le ministère de l'agriculture et distribués massivement en milieu rural. Cette « aide » serait accompagnée d'incitations à la monoculture pour toutes tailles d'exploitation. Cette information nous a été confirmée par un fonctionnaire du ministère de l'agriculture.

Par ailleurs, un événement marquant, précisé par les parties prenantes à plusieurs reprises, a été la mise en place de la réforme de l'exploitation minière au début du mandat (2009-2013). Ce moment marque la rupture entre l'approche sociale-étatiste et les approches culturaliste et écologiste. De ce fait, les partisans de ces dernières ont exprimé leur déception et leur colère à la simple évocation des politiques publiques du *buen vivir*. Sur le plan pratique, ils ne défendent pas la fin immédiate de l'exploitation pétrolière mais une stagnation de la quantité extraite.

« Nous constatons que cela n'a rien à voir avec une vie agréable. Qu'est-ce que l'expansion de la frontière d'exploitation pétrolière peut avoir avec le *buen vivir* dans le parc de Yasuni, quelle compatibilité ? Il s'agit d'un processus évident de destruction de la nature visant simplement à accumuler des ressources pour l'Équateur sans tenir compte ni des peuples autochtones qui habitent la région, ni des peuples isolés, ni des multiples êtres qui vivent dans la zone la plus diversifiée au monde. Comment peut-on considérer que le *buen vivir* soit compatible avec un projet minier à ciel ouvert ? »

Chercheur en sciences sociales

Le regard critique des parties prenantes est également lié à des incertitudes à moyen/long terme sur plusieurs problématiques qui, toutes, reflètent le développement d'un cercle vicieux. La première relève de la dette contractée auprès de la Chine qui repose sur une vente anticipée des barils de pétrole ainsi que des droits d'exploitation de puits de pétrole et des contrats d'ouvrages publics. Cette crainte concerne des acteurs aux profils distincts :

« Lorsque le gouvernement a pris ses fonctions, un audit complet de la dette extérieure avait été réalisé et participait à la rupture avec le FMI. Nous étions choqués des niveaux d'endettement, mais maintenant, ils sont pires. Pire encore, ils ont été établis dans de pires conditions. [...]. Au départ, ils [les membres du gouvernement] nous ont dit "Non, ils nous prêtent sans conditions ". Ce n'est pas ça qui s'est produit. Le FMI... mais la Chine, ils ne nous prêtent pas gratuitement non plus, en plus des intérêts, ils ont conditionné le prêt à des travaux d'infrastructures, à l'accès aux industries stratégiques, pétrolières et minières. Le changement est désastreux, de la dépendance de notre économie à l'extraction, pétrolière comme minière. C'est la ruine pour le pays ».

Militante écologiste

Les incertitudes portent également sur la dépendance des politiques sociales aux retombées financières du secteur pétrolier ce qui nous évoque la logique d'impératif extractiviste proposée dans la littérature scientifique.

« Il a été démontré que la pauvreté avait été considérablement diminuée dans presque toutes les régions du pays. C'est vrai. Mais la question est de savoir dans quelle mesure cela est-il durable, au regard des conditions actuelles de crise économiques ? Il est probable que la pauvreté augmente à nouveau. Avec un baril à 100 dollars, un certain investissement social a été réalisé et cet investissement a produit les résultats escomptés, mais l'avenir est très difficile. »

Chercheur en sciences sociales

Enfin, les représentations négatives de la gestion de la rente pétrolière sont également formulées par les partis d'opposition, en particulier des parties de droite. Elles reposent sur les faibles incitations au développement du secteur privé. Cette classe d'individus souligne un excès de bureaucratie et de barrières au commerce international, la difficulté pour les entreprises du secteur privé à accéder à un financement extérieur, à attirer les IDE ainsi qu'une faible couverture du risque inhibant l'entrepreneuriat. Ces propos peuvent être illustrés par un extrait d'un entretien réalisé auprès d'un représentant syndical et patronal d'un groupe d'exportateurs.

« Aujourd'hui, il y a des coûts de production élevés, il y a un coût de l'investissement élevé. Ce coût fait que vous n'investissez pas. Si vous n'investissez pas, vous ne générez pas d'emplois, vous ne générez pas de consommation, vous ne créez pas d'emplois qui auraient pu se traduire en consommation et en investissement. Il y a un frein et c'est ce que vit actuellement l'Équateur. C'est un frein dramatique à l'économie [...]. Il y a des règlements, sur le plan commercial, la législation est totalement fermée. Il y a eu un soutien commercial avec l'Union européenne, car quatre secteurs ont exercé des pressions, notamment les bananes, les crevettes, le thon et les fleurs. À nous quatre nous nous sommes opposés au gouvernement. Si cela n'avait pas été le cas, la question serait devenue beaucoup plus grave. Mais nous n'avons pas assez d'accords commerciaux, nous avons une économie assez fermée [...] dans laquelle ces règles de « protection » ont été créées, entre guillemets car ce ne sont pas des protections, ce sont des murs. [...] Aujourd'hui, normalement dans un pays où le capital est ouvert, votre contribution à une société anonyme, c'est uniquement votre risque. Pas ici. Ici, vous mettez en péril votre capital, celui de vos enfants, de vos petits-enfants. Ce sont trois générations que vous mettez en danger, en matière de travail et de responsabilité civile de l'entreprise »

Ce discours est complété par des représentations négatives des investissements publics et de la logique de redistribution. Cette dernière ne serait pas une solution viable pour réduire la pauvreté, contrairement à *la création de places de travail* selon un représentant du mouvement politique CREO. D'autant plus que ces investissements sont en partie financés par l'imposition. Non seulement la redistribution créerait une dépendance sociale, mais en plus elle est en partie financée par les classes les plus aisées.

3.2.4. La dynamique institutionnelle

La question institutionnelle a particulièrement été développée durant les entretiens, notamment les thèmes de la corruption, de la croissance de l'appareil d'État et de la violence étatique. À nouveau, ces éléments ne sont évoqués que par les partisans des approches culturaliste et écologique ainsi que par la droite équatorienne.

Les relations de copinage et le poids des *groupes de pression* au sein de l'élite équatorienne – politique et économique – sont mis en avant dans le domaine de la communication et de l'énergie et principalement par des individus militants. Ont été cités la concession qui a été accordée au groupe *Claro* dans la téléphonie mobile ou les grands groupes qui tirent le revenu indirectement de l'exploitation pétrolière comme dans le secteur de l'assurance par exemple, pour mobiliser les exemples issus des entretiens.

La corruption est associée au caractère opaque de la gestion publique des contrats de concession, notamment avec la Chine. Les personnes interrogées soulignent l'opacité dans la gestion publique, notamment dans l'élaboration des contrats de concession. L'exemple le plus cité, et nous l'avons vu plus tôt, c'est le cas des accords avec la Chine. Cet élément est amplifié par l'impossibilité ou les difficultés réelles pour obtenir des informations sur ce qu'il se passe autour des travaux confiés aux entreprises chinoises, liés à l'extraction pétrolière ou non.

Par ailleurs, il est ressorti des entretiens une critique de l'expansion de l'appareil d'État. Cela se traduit, d'après les individus interrogés, notamment issus du secteur privé et défendant une logique libérale, par une forte augmentation des instances, des ministères, dont les missions ne leur paraissent pas toujours claires. Un économiste nous souligne que « [la taille du] gouvernement a énormément augmenté. Les dépenses publiques du gouvernement, corrigées de l'inflation, sont passées de 14 milliards de dollars en 2006 à 47 milliards en 2014. Cela a été multiplié par 3,2, c'est une croissance extraordinaire ». En parallèle, plusieurs individus décrivent un accroissement des pouvoirs autour du président équatorien. Ils décrivent une logique *hyper-présidentielle* qui dérive, décrite à plusieurs reprises comme « autoritaire, totalitaire, dans laquelle l'opposition a été persécutée, la liberté d'expression a été limitée et dans laquelle, du point de vue économique, qui est mon domaine, le gouvernement a commencé à occuper de plus en plus de place » selon un économiste équatorien.

De plus, plusieurs individus interrogés ont abordé des faits de violence étatique et de pressions exercées par le gouvernement équatorien. Les répressions exercées concernent, d'après les individus interrogés, les communautés autochtones qui auraient été victimes, selon un chercheur en sciences sociales, de tentatives d'intimidation, d'agressions et de disparitions qui ne sont pas vérifiables. Les pressions exercées viseraient les contre-pouvoirs (associations militantes, laboratoires de recherche, médias) ainsi que la justice. L'engagement à davantage de participation politique aurait été inhibé car le gouvernement « limitait au maximum la démocratie, limitait au maximum la participation des organisations sociales en tentant de les détruire ou les dissoudre comme par exemple la fondation Pachamama, mais il y a des centaines d'exemples d'organisations sociales persécutées » selon un chercheur en sciences sociales. Un autre chercheur a évoqué les pressions budgétaires que son université aurait subies sous l'ère Correa, qui font écho aux travaux de Wilson et Bayon (2017) qui signalaient également ce type de pression. Ces éléments sont aux antipodes de la démocratie participative

décrite dans le projet initial. Comme nous le fait remarquer un individu travaillant dans le secteur de la justice, « tout ce qui était dans la Constitution a été violé par le gouvernement précédent. Le *buen vivir*, c'est aussi la liberté d'expression, la liberté d'association. [...] pour ce qui concerne la fonction judiciaire, nous avons pratiquement perdu l'association que nous avons structurée, car il a déclaré qu'il n'y avait aucune possibilité de représentation dans aucune des institutions, nous ne pouvions nous rassembler. Je pense donc que tous les droits, avec le gouvernement précédent, ont été violés. »

3.3. Les enjeux définis par les parties prenantes

Afin de définir les différents enjeux mis en avant dans les entretiens semi-directifs, nous avons mobilisé les statistiques multidimensionnelles. Par le biais de la CHD, nous avons pu déterminer quatre enjeux majeurs définis par les parties prenantes.

3.3.1. Extraction des résultats

La compilation des résultats nous permet d'extraire quatre types de discours autour de la question des enjeux de la transition. La représentation en deux dimensions permet de capter 70% de l'information totale (Axe 1 : 36,81% ; Axe 2 : 33,19%). Les informations globales de notre analyse sont synthétisées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4.5. Contributions des facteurs

	Valeurs propres	Pourcentages	Pourcentages cumulés
Facteur 1	0,155281	36,80537	36,80537
Facteur 2	0,140032	33,19086	69,99623
Facteur 3	0,126585	30,00377	100

Source : Autrice

La première étape est de déterminer la signification des axes. Nous avons réalisé un tableau synthétisant les termes contribuant le plus à ces derniers, que nous présentons ci-dessous. Nous n'avons pas intégré les termes génériques (exemple : aller, faire, ...) pour une meilleure lisibilité.

Tableau 4.6. Contributions des formes graphiques aux facteurs

Axe 1 (36 ,81%)	
-	+
gens, gouvernement, individu, transition, ressources, premièrement, travailler, revenu, travail, emploi, public, loi, argent, chercher, créer, rencontrer, maison, tourisme, écologique, école, imposer, bien (nm), améliorer, qualité, égal, privé, opportunité, mal, activité, enfant, fils, compliquer, santé, environnement, aller de l'avant, bénéfice, investissement, chuter (diminuer), investir, demain, enseigner, programme, ministère, corruption, campagne (zone rurale), mentalité, lien, court, unir, sentir, positif, souhaiter, infrastructure, coût, indépendance, famille, entrepreneur, tributaire, province, personnel, industrie, grave, alimentation, central, capacité, apprendre, vente, subir, rente, protéger, étranger, arranger, socialiste, planification, matrice productive, manquer, chère,	indigène, crise, développement, commencer, discours, <i>sumak kawsay</i> , permettre, chemin/sentier, relation, nature, condition, organisation, traiter, peuples, processus, nécessité, juste, question, lutte, mettre en œuvre, idée, concept, proposition, extractivisme, expérience, terme, international, écrire, mouvement, acheter, repenser, essayer, pauvreté, objectif, impliquer, structure, définition, définir, culturel, entreprise, décider, culture, conceptuel, population, logique (nf), capitaliste, rompre, confronter, théorique, révolution, externe, classe, rupture, pauvre, industrialisation, démocratie, quantité, avantage, transnationales, théorie, graine, reprendre, présent, partir, imaginaire, extraction, espoir, complexe, , biodiversité, , agraire, succès, puissant, perspective, obstacle, montrer, Europe, stratégie, disputer, Bolivie, étendre, académique, réflexion, plurinational, négociier, nation, libéral, diversité, interculturel, climatique, andin, extractiviste, corporation, contaminer,
Axe 2 (33,19%)	
individu, indigène, politique, poursuivre, communauté, parler, fait, savoir, projet, public, petit, créer, maison, traiter (de), institution, école, territoire, implémentation, aider, espace, écrire, recevoir, mal, université, lieux, reconnaître, regarder, demain, enseigner, communautaire, déchets, appliquer, , environnement, investir, terre, recycler, réaliser, possible, ministère, instance, campagne, basique, riche, pratique, femme, équipe, communication, vision, sentir, positif, initiative, inclure, extérieur, continuité, prendre, bénéficiaire, utiliser, total, situation, graines, salaire, reste, province, personnel, se battre, demander, libre, lever, langue, énorme, coûter, central, capacité existence, vert, technologie sol rente, protéger, <i>papel</i> , étudier, étudiant, espagnol, différence, manger, artisanat, soutien, atteindre, accepter, socialiste, professionnel, pratiquer, intensifier, planification, fragmenter, mourir, anglais, importance, global, manquer, extraire, équité, entrepreneuriat, direct, se développer, accord, collègue, entraide, direction, se développer, collègue , qualité,	penser, pétrolier, générer, changer, social, important, vie, laisser, secteur, premièrement, crise, revenu, production, entreprise, loi, nouveau, humain, réaliser, emploi, dette, nécessité, dépendre, productif, actuel, activité, repenser, avancer, investissement, bénéfice, principe, industrialiser, humanité, valeur, intérêt, corruption, vendre, rompre, violence, court, classe, unique, surmonter, solidaire, souhaiter, amélioration, indépendance, importer, environnement(ce qui entoure un individu), entrepreneur, affecter, tributaire, facile, rapide, redistribution, poids, lutter, Lenin Moreno, industrie, grave, dispute, demande, concurrencer, coût, vente, revoir, radical organiser, moyen (terme ?) imaginer, fondamental, disposer, construire, sain, faire faillite, mécanisme, matrice productive, insister, cher, financer, équivoquer, culture (matières premières), produire, imposer, paraître, marché, extractivisme, génération, prix,
Axe 3 (30%)	
individu, pouvoir, important, parler, premièrement, entreprise, venir, loi, <i>sumak kawsay</i> , Rafael Correa., traiter (de), équatorien, payer, emploi, dette, imposer, idée, concept, améliorer, implémentation, qualité, productif , président, chinois, sécurité, pauvreté, prix, objectif, exporter, nécessaire, définir, appliquer, corruption, distinct, croissance, réel, raison, unique, touriste, rentrer, préoccuper, passé, souhaiter, minier, amélioration, industrialisation, indépendance, inclure, fonte, extérieur, créer, utiliser, graines, respecter, proposer, libre, Lenin Moreno, imaginaire, aimer, extraction, énorme, contexte, concurrencer, existence, vert, subir, technologie, revoir, minéral, fondamental, européen, espagnol, embargo, détruire, manger, Bolivie,	gens, état, vivre, secteur, travailler, développement, petit, nouveau, terme, organisation, groupe, dépendre, intéressant, national, environnemental, propre, extractivisme, international, égal, élément, ville, argent, université , repenser, consommation, connaître, santé, faute, avancer, action, impliquer, structure, capitalisme, humanité, connaissance, conscience, valeur, <i>campesino</i> , accumulation, zone, utopie, rompre, communication, violence, construire, classe, transformation, producteur, famille, écologique, considérer, commerce, reste, préparer, se battre, main, dispute, cohabiter, voiture, sol, résister, radical, perspective, perception, papier, moyen, intéresser, imaginer, étudiant, éducatif,

atteindre, académique, faire faillite, plurinationalité, ordre, mécanisme, matrice productive, garantir, financer, équivoquer, équité, se développer, culture (matières premières), andin, acquérir,	contenir, construire, artisanat, élargir, alimentation, accoutumer, ouvrir, transférer, sain, professionnel, intensifier, fragmenter, mourir, insister, global, fonction, fruit, extraire, entrepreneuriat, accord, collègue
--	--

Source : Autrice

Le premier axe laisse suggérer une scission entre des discours davantage liés à la pratique (-) et des discours portant davantage sur des enjeux conceptuels (+). On remarque en effet, que le côté gauche de l'axe regroupe des termes tels que *transition, ressources, emploi, argent, opportunité, tourisme, investir, priorité, école, santé, aller de l'avant, etc.*, qui reflètent des enjeux pratiques. Alors que les termes contribuant au côté droit de l'axe sont plus globaux et théoriques (*développement, sumak kawsay, capitaliste, conceptuel, discours, révolution, industrialisation, peuples, nature, idéologique, etc.*).

L'interprétation du second axe est plus complexe, la différence des champs lexicaux est moins claire. Nous pouvons procéder à l'analyse de sous-thèmes présentés dans le tableau ci-dessous. Cinq sous-thèmes sont définis et pourraient illustrer l'enjeu de la mise en œuvre de politiques publiques plus inclusives qui pourraient passer par le canal de la recherche et de l'éducation. Cela décrit d'une manière plus générale, un processus de long terme.

Tableau 4.7. Caractérisation Facteur 2 - Négatif

Thèmes	Redistribution	Communautés Environnement	Planification	Communication	
				Concepts Savoirs	Agir
Formes associées	Aider,	Indigène,	Politique,	Savoir,	Poursuivre,
	Recevoir,	Communauté,	Implémentation,	Université,	Appliquer,
	Bénéficiaire,	Territoire,	Projet,	Enseigner,	Fait,
	Prendre,	Espace	Public,	Parler,	Créer,
	Manquer,	Lieux,	Institution,	Traiter (de),	Demain,
	Équité,	Terre,	Collège,	Écrire,	Investir,
	Entraide,	Campagne,	École,	Reconnaître,	Utiliser,
	Riche	Graines,	Instance,	Regarder,	Réaliser,
		Province,	Initiative,	Communication,	Pratique,
		Langue,	Ministère,	Vision,	Continuité,
	Déchet,	Socialiste,	Sentir	Se battre,	
	Recycler	Planification,		Développer	

Source : Autrice

Nous pouvons effectuer la même analyse avec le côté droit de l'axe qui laisse apparaître les sous-thèmes suivants :

Tableau 4.8. Caractérisation Facteur 2 - Positif

Thèmes	Penser le futur	Enjeu économique	Enjeu social	Incertitude
	Penser, Repenser, Imaginer, Avancer, Loi, Changer, Laisser, Nouveau, Rompre, Lenin Moreno	Pétrolier, Secteur, Production, Entreprise, Emploi, Dette, Productif, Activité, Industrie, Investissement, Concurrence, Demande, Générer, Revenu Bénéfice, Importer, Industrialisation, Intérêt, Vendre, Marché	Social, Vie, Humain, Humanité, Solidaire, Solidaire, Redistribution	Crise, Nécessité, Tributaire, Dépendre, Violence, Dispute, Indépendance, Corruption
Formes associées				

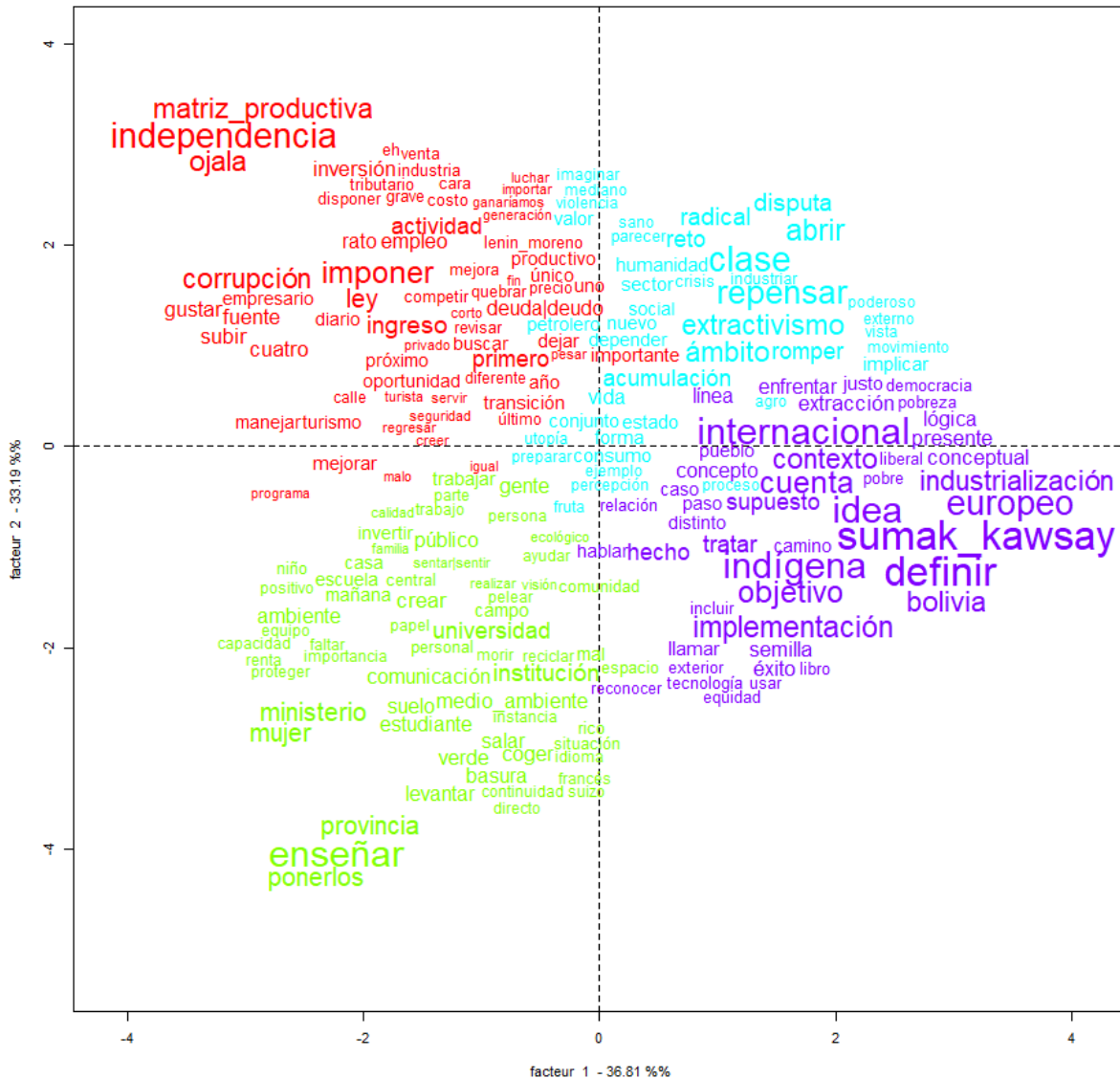
Source : Autrice

Sur le côté droit de l'axe, on retrouve une terminologie liée à la structure productive, sa nécessaire diversification et ses liens avec la dimension sociale. Ainsi, d'une certaine manière, il est possible d'interpréter cet axe comme une illustration de l'horizon temporel des enjeux évoqués.

Enfin, le troisième axe illustre la rhétorique gouvernementale. Le nombre de sous-catégories est conséquent sur le côté gauche de l'axe ce qui rend complexe son interprétation. En revanche, on remarque que les termes qui contribuent au côté droit de l'axe sont ceux souvent utilisés dans les plans de planification et discours politiques. On identifie plusieurs sous-thèmes, des notions associées à la planification (*pouvoir, appliquer, imposer, implémentation, loi, Rafael Correa, président, Lenin Moreno*) notamment liées à la sphère économique (*concurrer, extraction, entreprise, exporter, dette, croissance, productif, minier, industrialisation*). La volonté d'une amélioration est évoquée (*qualité, améliorer, amélioration, inclure*) sur des besoins fondamentaux (*pauvreté, sécurité, alimentation, éducatif*).

La projection des données textuelles sur ces axes est présentée à la figure 4.3. La taille des termes dépend de leur contribution aux deux axes. Plus cette dernière est importante, plus la taille de la forme est grande. Elle nous montre les deux axes ainsi que la CHD qui a été effectuée. Cette dernière a déterminé quatre classes et les formes associées.

Figure 4.3. Projection graphique de la classification hiérarchique descendante



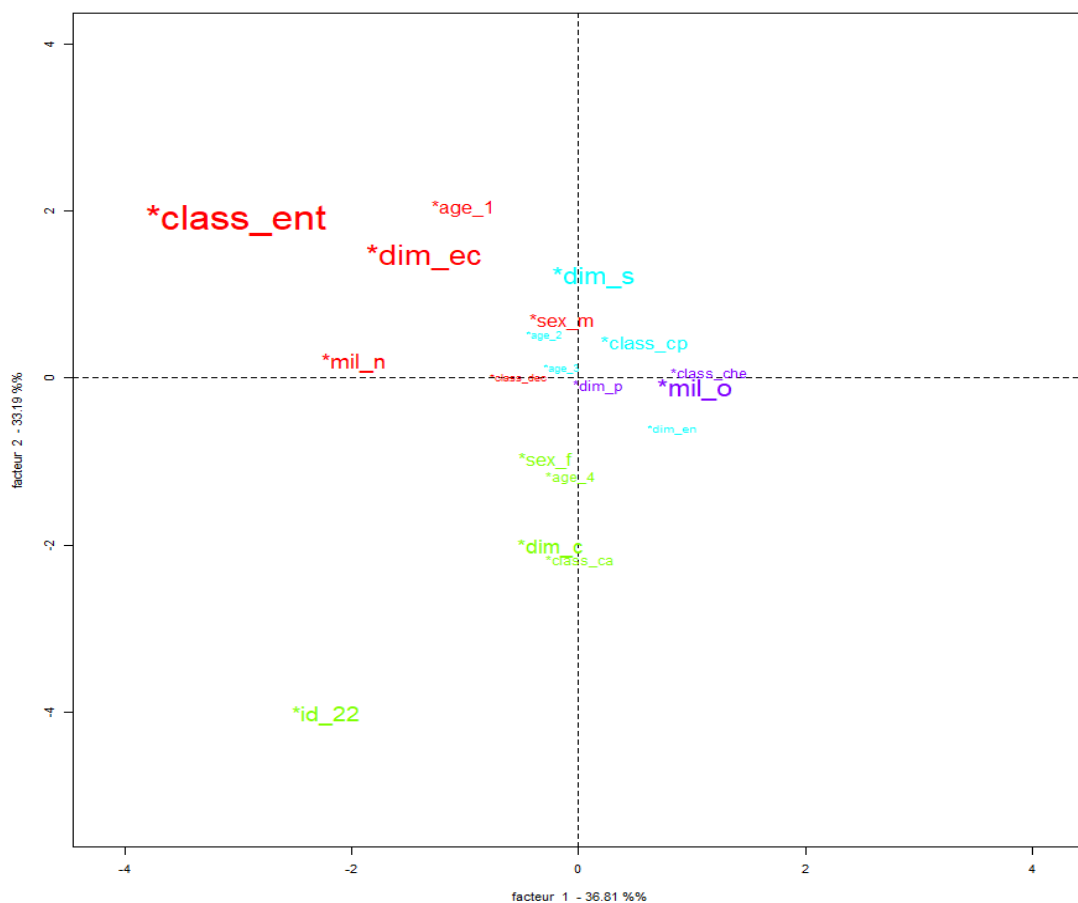
Source : Autrice

La première classe, en rouge, représente un discours basé sur la formulation d'enjeux pratiques et de court terme, de rupture. La deuxième classe, en vert, illustre un discours opérationnel mais de long terme, plutôt institutionnel. La troisième classe, en bleu, représente

un discours théorique formulant un changement de modèle. La quatrième classe, en violet, correspond à un discours théorique décrivant un processus conceptuel pour définir un changement de modèle de long terme.

La figure 4.4, ci-après, croise les modalités et les classes définies par la CHD. Toutes les modalités de notre analyse ne sont pas bien représentées dans cette figure à deux dimensions. La classe *Entreprise* se détache des autres, ainsi que la dimension économique qui lui est fortement liée. Cela semble cohérent avec le discours de la classe 1 qui décrit un processus de rupture et pratique, opérationnel. Une autre modalité intéressante est celle du militantisme qui serait partagée entre la formulation d'un nouveau modèle de rupture immédiate ou intégrant des éléments de long terme.

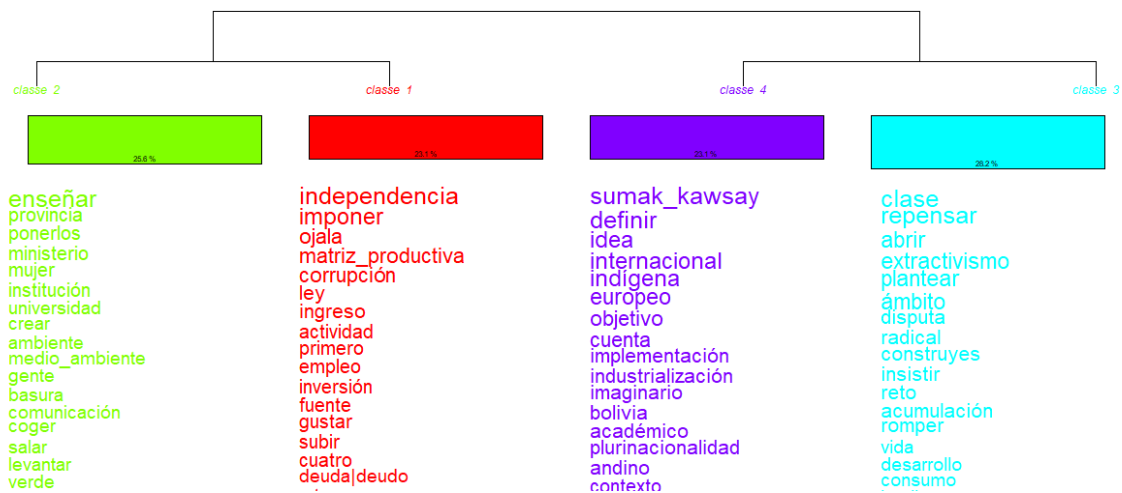
Figure 4.4. Projection graphique des modalités selon les classes



Source : Autrice

Afin d'approfondir l'analyse des classes de discours, il est nécessaire de prendre en compte l'ensemble des axes. Le dendrogramme représenté par la figure 4.5. nous permet de mieux comprendre la classification et d'intégrer davantage de modalités. Ainsi la première classe, en rouge, est structurée par les modalités suivantes : âge (20-30), Classe *entreprise*, dimension *économique* et non militant. Les enjeux définis par cette catégorie sont cohérents et sont d'ordre économique, ils regroupent la thématique de la diversification économique, de l'investissement, de la régulation institutionnelle et de la dette. Nous la nommerons, *Changement structurel*. La seconde classe, en vert, prendrait en compte la dimension culturelle du *buen vivir* ainsi que la classe *Communautés autochtones*. Ce qui est intéressant est de voir qu'un entretien contribue à la formulation de cette classe. Cet entretien a été réalisé par la membre d'une association particulièrement impliquée dans le tourisme communautaire. Le contenu du discours est plus complexe à interpréter. Il pointe l'enjeu du changement institutionnel par le biais de l'éducation et de l'enseignement, un processus de long terme. Nous la nommerons *Éducation et matrice culturelle*. La troisième classe, en bleu, serait caractérisée par la dimension *Sociale* et la classe *Contre-pouvoirs*. Le discours qu'elle porte repose sur la rupture, la dispute, la radicalité, et la nécessité de repenser, l'extractivisme, le développement, ce qui évoque un discours à la fois conceptuel et d'urgence qui est difficile à clarifier. Nous la nommerons *Économie politique de la transition*. Enfin, la quatrième classe, en violet, est portée par trois modalités principales : dimension *Politique* du *buen vivir*, individus *Militants* et classe *Chercheurs*. La terminologie est portée principalement par le terme quechua *Sumak Kawsay*, ainsi que *Définir*, *Imaginaire*, *Plurinationalité*, *Andin*,... ce qui nous laisse penser que cette classe définit un enjeu conceptuel, dans un contexte globalisé, et comment intégrer la pensée autochtone dans la pensée traditionnelle. Nous la nommerons *Penser le développement pluriculturel*.

Figure 4.5. Dendrogramme



Source : Autrice

Afin de mieux comprendre les disparités entre les discours sur la question des enjeux, nous allons compléter ces résultats par l'analyse des textes nous permettant de contextualiser les termes utilisés par chaque classe, et mieux définir les enjeux déterminés par celles-ci.

3.3.2. Analyse des résultats de la CHD

3.3.2.1. Changement structurel et incertitudes

La notion d'*emploi* est souvent mobilisée dans cette classe. D'après les représentations des parties prenantes, elle représente un enjeu important en lien avec la dynamique de changement structurel. Un entrepreneur agricole nous rappelle que le secteur primaire ne représente pas une source d'emploi stable et porteur. Il nous est indiqué également l'importance de la formation des jeunes, qui d'après les parties prenantes, n'est pas adaptée aux besoins du marché, et ce malgré les réformes mises en œuvre par Rafael Correa. En parallèle, plusieurs parties prenantes définissent le tourisme comme une opportunité réelle de diversification économique du fait de sa source d'emplois comme nous le suggère l'extrait suivant :

« Il y a les Iles Galápagos, le parc national Yasuni, le patrimoine culturel de la ville de Quito. [...]. Le secteur génère beaucoup d'emplois et nous avons mené plusieurs expériences allant dans ce sens-là, par exemple ce qui se passe à Mindo, où le cas des sources d'Intag, ou à Cuenca. Quito ! Quito, quelle ville ! L'Équateur reçoit 1,5 millions de touristes par an. Ce n'est pas si mal. Nous pouvons multiplier ce chiffre 5 ou 6 fois, sans difficulté majeure. Et ça, cela peut représenter une base pour la transition vers une société différente ».

Chercheur en Sciences Sociales

Les termes de *loi* et de *corruption* sont utilisés dans les entretiens pour désigner le défi du système institutionnel qui portera la transition. Globalement, ils s'accordent sur le fait que le système actuel n'est pas adapté aux spécificités équatoriennes ainsi qu'aux contraintes auxquelles le pays doit faire face. La contrainte la plus souvent évoquée est celle du financement des politiques publiques équatoriennes. La période des entretiens intervient en période de crise en Équateur, liée à la chute du cours du pétrole ainsi que la révélation de scandales de corruption. Dans ce contexte économique et institutionnel incertain, la dette contractée avec la Chine est source de préoccupations pour les parties prenantes. Elle amplifie l'incertitude à court terme. L'extrait suivant illustre ces craintes :

« Je veux dire, pour le moment, je pense que l'essentiel est de sortir de la crise. Le pays est pratiquement cassé. Rafael Correa l'a laissé avec une dette de 10 milliards de dollars par an. C'est un très gros poids. Et bien sûr, comment sortir de cette crise sans un ajustement catastrophique? C'est ce que fait le président Lenin Moreno. Donc, je ne pense pas avoir la tête maintenant pour penser au changement de la matrice productive. Nous vivons au jour le jour. À l'heure actuelle, le principal défi est d'un, sortir de la crise, de deux, essayer de nettoyer le pays un peu de la « catastrophe » que ces derniers ont laissée».

Économiste

Ce qui fait écho à deux autres notions appartenant à la classe 1 : *investissement* et *dette*. Celles-ci sont liées car un des enjeux définis par les individus est le maintien des politiques sociales, dans ce contexte d'incertitude. La réponse apportée par le gouvernement équatorien, à propos du maintien des politiques sociales qui, d'après eux, n'est pas soutenable financièrement, repose sur les partenariats Public/Privé, comme le suggère l'extrait suivant :

« La majeure partie des investissements réalisés ces dernières années ont été réalisés par le gouvernement central. En limitant la participation du secteur privé. Maintenant oui, maintenant [...] nous allons avoir de nouvelles politiques pour mieux connecter le secteur privé au secteur public. Nous aurons un comité d'alliance public-privé qui définira les modalités d'intervention pour maintenir l'infrastructure, créer l'infrastructure. Parce que c'est une façon de partager les risques, un financement que nous n'avons pas, c'est donc une autre alternative importante pour le financement et la réalisation des travaux. »

Conseiller ministériel – SENPLADES

3.3.2.2. *Éducation et matrice culturelle*

Cette catégorie de discours repose sur la description d'une transition lente passant par l'éveil des consciences. Ce discours est porté particulièrement par des membres de communautés autochtones et des chercheurs en environnement.

Deux notions sont clés pour comprendre les représentations des enjeux de la transition pour cette classe : l'éducation et la communication. Les autres termes listés par le dendrogramme de la CHD découlent directement et indirectement de ces deux notions. L'éducation représente un enjeu pour ces parties prenantes sur plusieurs points. À court terme, car elles ont souligné la multiplicité des incivilités sur la question environnementale, en particulier sur la question des déchets. À long terme, car elles pensent que les institutions sont les moteurs du changement, mais que pour que ce dernier soit réellement effectué, il est nécessaire de changer les mentalités en amont. Le terme *Environnement* souligné dans le dendrogramme désigne principalement un meilleur environnement institutionnel. Le changement des consciences est illustré à travers les extraits suivants :

« Je vois plus un défi non pas en termes juridiques, ou d'infrastructures, mais en lien avec les individus. Il ne s'agit pas de changer d'institutions, mais de changer la façon de penser des individus, qui sont au sein des institutions. Et ce n'est pas facile de changer ça »

Fonctionnaire au ministère de l'inclusion économique et sociale

« Je veux dire que nous ne pouvons pas cibler en haut [enseignement supérieur] si la base ne suit pas, ce n'est pas possible. Et je travaille dans de nombreuses universités ici, et malheureusement, le niveau est bas et comme il est bas, il sera difficile de sensibiliser aux problèmes mondiaux, de le faire et d'avancer un peu ».

Chercheuse sur les questions environnementales

Par ailleurs, la notion *Enseigner* est le terme le plus représentatif de cette classe. Contrairement à la notion *Éduquer*, *Enseigner* désigne la diffusion des savoirs faire et des connaissances. Un point qui représente un enjeu important pour les communautés autochtones. Pour une meilleure reconnaissance, le maintien de leur culture et pour la sécurité économique, les communautés autochtones souhaitent renforcer la diffusion de leurs savoirs faire et leurs connaissances. Ce point s'inscrit également dans un processus de long terme.

Le terme *Ministère* mis en avant par le dendrogramme cible, à la lecture des entretiens, le ministère de l'environnement, de l'agriculture et de la santé, tout trois liés par des thématiques

environnementales. Il est décrit que ces trois ministères doivent mobiliser leurs compétences pour mieux appréhender les questions environnementales et doivent mettre en œuvre une meilleure inclusion des communautés.

3.3.2.3. *Économie politique de la transition*

Cette classe de discours reflète un conflit idéologique et nous signale la difficulté qu'ont les parties prenantes à définir une réelle alternative. Le discours repose sur la dénonciation des structures de pouvoir qui entretiennent un processus d'accumulation et sur le dessin des contours conceptuels du modèle alternatif. Ce discours est à la fois porté par des décideurs politiques et par des militants. Ce sont deux groupes sociaux en conflit mais qui mobilisent la même rhétorique.

Le premier constat établi par ce discours est le processus d'accumulation renforçant les inégalités, comme le suggère l'extrait ci-dessous.

« Mais cela implique de repenser le régime de développement. Ne pas avoir à l'esprit tout ce processus d'accumulation, d'accumulation de capital, d'argent, de richesse, mais plutôt une redistribution de la richesse. Penser que si la structure actuelle de la société est maintenue, elle profitera toujours aux groupes oligarchiques ».

Représentante syndicale – secteur santé

Ainsi, la dynamique de pouvoir renforcerait les inégalités. Elle est dénoncée à de multiples reprises au sein des discours concernés. La structure de pouvoir décrit un système oligarchique, entourant le pouvoir politique, elle est évoquée dans l'extrait suivant :

« Il y a aussi un problème de pouvoir. Bien que les dirigeants de l'État équatorien s'engagent pour les intérêts transnationaux, ils s'engagent pour les grands groupes monopolistiques qui utilisent le modèle actuel, il n'y a pas eu de progrès important. »

Dirigeant Syndical

En parallèle, les notions définies par la CHD et représentatives de ce discours illustrent la nécessité d'une rupture radicale, une *confrontation aiguë*, pour reprendre les propos d'une représentante syndicale. Par ailleurs, cette classe de discours évoque le besoin de définir une alternative dans un contexte de crise multidimensionnelle. Ce qui est probant à la lecture des entretiens, c'est le caractère flou du modèle supposé représenter une alternative au développement hégémonique. Ce point est lié à l'ambivalence du *buen vivir* qui a représenté une alternative sur le plan conceptuel, mais dans les faits, en termes de politiques publiques,

le *buen vivir* traduit également, pour cette classe, le maintien du processus accumulatif. À l'instar des contradictions révélées dans un entretien avec un ancien membre du gouvernement. Ce dernier décrit le *buen vivir* dans un premier temps comme « la représentation d'une alternative aux politiques de développement classiques de même qu'à l'industrialisation occidentale qui domine actuellement le monde. Il était une alternative, car il n'entendait pas la croissance comme l'unique et le principal objectif, mais il représentait un équilibre un peu plus modéré ». Par la suite, à la même question, il complète ces propos en précisant que « le dernier gouvernement, bien que ce soit lui qui propose le *buen vivir* à travers le discours politique et tout le reste, n'a pas un schéma très différent de l'hégémonie occidentale et de l'industrialisation ».

3.3.2.4. *Penser le développement pluriculturel*

Sur le plan conceptuel, le discours souligne que la mise en œuvre du *buen vivir* par le gouvernement équatorien a affaibli la réflexion des communautés autochtones autour de la proposition politique associée au Sumak Kawsay. Comme le souligne un chercheur en sciences sociales, la première étape est de « récupérer le Sumak Kawsay, et qu'il représente une nouvelle manière d'agir économiquement ». Il ajoute qu'il est nécessaire « de construire des ponts avec d'autres notions [...]. Il faut le projeter à l'international, à la recherche d'une autre rhétorique dans un contexte mondialisé ». Il est plusieurs fois précisé que l'enjeu conceptuel est majeur dans l'appréciation de la notion de Sumak Kawsay, mais également dans la définition des implications de sa mise en œuvre.

Sur le plan pratique, la mise en œuvre du Sumak Kawsay reposerait sur les résultats d'expériences à petite échelle de programmes et d'initiatives, d'après un ancien leader autochtone. Ce dernier souligne que, contrairement aux politiques du *buen vivir*, basées sur beaucoup de discours et peu de faits, le Sumak Kawsay s'appuie sur des expériences. Il cite un exemple, celui de la production et la transformation du cacao. L'Équateur ne produit que très peu de chocolat, le pays exporte presque exclusivement des fèves de cacao non transformées. Il souligne que les résultats positifs de certaines entreprises, notamment *Pacari*, représentent une opportunité « sur le plan artisanal mais également en matière d'industrialisation ». Selon lui, la mise en œuvre du Sumak Kawsay n'est pas incompatible avec le développement du secteur industriel, au contraire. D'après une militante afro-descendante, le Sumak Kawsay ne tolérerait pas une distribution inégale des revenus.

La question des défis est également évoquée dans ce discours, les défis que devra relever le Sumak Kawsay avant et pendant sa mise en place. Un chercheur en sciences sociales nous a précisé que la mise en œuvre du *buen vivir* depuis 2007 avait permis une meilleure représentation des communautés autochtones dans la sphère politique. Mais celle-ci n'avait pas permis une amélioration des conditions de vie pour les populations autochtones. Ainsi, comprendre les mécanismes ayant freiné la mise en œuvre du *buen vivir* représente une perspective de recherche majeure pour eux. Un autre enjeu, d'autant plus majeur pour cette classe, est la possibilité de passer de l'échelle locale à l'échelle d'un pays. Le Sumak Kawsay est mis en œuvre au sein des communautés depuis des décennies d'après une militante autochtone. Il fonctionne à cette échelle-là, mais est-il applicable à une échelle nationale ? Cette question est posée par plusieurs individus enquêtés qui soulignent la nécessité de dialoguer pour y répondre. Enfin, une autre difficulté mise en avant par ce discours est la compatibilité de ce modèle et les pressions internes comme externes qui sont exercées en Équateur, que ce soit par les classes aisées équatoriennes, les accords commerciaux établis et la dette contractée ces dernières années.

En **résumé**, l'analyse qualitative réalisée nous permet de conclure sur plusieurs points. En premier lieu, les représentations sociales du *buen vivir*, en tant qu'état de bien-être, lient la notion à sa composante subjective et symbolique en majorité. Des profils très distincts vont mobiliser une terminologie relativement proche pour qualifier le *buen vivir*, en soulignant particulièrement sa subjectivité. Néanmoins, les parties prenantes liées au développement économique vont davantage aborder le *buen vivir* comme un niveau matériel résilient permettant la satisfaction des besoins essentiels mais également la saisie d'opportunités. Il est à noter que les individus représentant les communautés autochtones n'ont pas mobilisé cette terminologie, mis à part ceux travaillant dans le secteur public. Les représentations sociales du *buen vivir*, en tant que projet de société, laissent apparaître des opinions clivantes, entre les personnes interrogées qui défendent un mandat politique et celles qui proposent une forme de réflexions sur ce que devrait être le *buen vivir*, déconnectées des politiques publiques du *buen vivir* mises en place entre 2007 et 2017. Les représentations sociales du *buen vivir* des parties prenantes interrogées confirment la rupture déterminée dans la littérature entre les communautés indigènes et les associations écologistes d'un côté, et les représentants des différents gouvernements d'un autre côté. Les individus de la « classe économique » s'approprient la notion de *buen vivir* et défendent une approche plutôt libérale, l'État doit être

garant de la stabilité macroéconomique, permettre la saisie d'opportunités économiques assurant la satisfaction des besoins essentiels.

En second lieu, les représentations sociales des politiques publiques mises en œuvre entre 2007 et 2017 sont portées par les représentations des grands projets emblématiques : écoles du millénaire, *Yachay*, *Iquiam*, Yasuni-ITT, etc., dont les résultats sont contrastés. Les améliorations dans le domaine de la santé et de l'éducation sont soulignées, ainsi que l'amélioration des infrastructures de télécommunication. Ces résultats « positifs » sont davantage soulignés par les personnes interrogées intervenant dans les différents ministères. Une grande majorité des entretiens se montrait particulièrement critique envers les « *grands* » projets du *buen vivir* soulignant leur déconnexion avec la réalité économique et culturelle du pays, leur manque d'efficacité et des faits divers. Par exemple, pour les parties prenantes, notamment militantes, les écoles du millénaire représentent certes un investissement public conséquent et ayant des résultats probants, mais restent en inadéquation avec l'objectif d'inclusion des communautés autochtones. La stratégie de diversification de la structure productive est très peu soutenue dans les différents entretiens réalisés. À nouveau, les parties prenantes vont évoquer naturellement le maintien de l'extractivisme pétrolier mais également l'irréalisme et les contradictions de la stratégie de diversification économique. Les acteurs « économiques » équatoriens, lorsqu'ils représentent leurs activités, n'évoquent que très peu de changements et d'impacts des politiques publiques du *buen vivir*. Lorsqu'ils représentent un groupement d'exportateurs, ils s'avèrent plus virulent envers l'interventionnisme étatique et la politique commerciale établie sur la période. Pour finir, une majorité d'entretiens soulignent le manque de transparence de la gouvernance équatorienne, en particulier sur les accords avec la Chine, qui est source d'inquiétude pour les individus non-partisans d'Alianza País.

Enfin, l'analyse statistique des données textuelles nous a permis de déterminer quatre enjeux définis comme primordiaux par les parties prenantes interrogées. La première classe de discours repose sur la question de la diversification de la structure productive et une forme d'incertitude au regard du financement de l'économie et de l'environnement institutionnel. La seconde classe désigne l'éducation comme enjeu principal de la mise en œuvre du *buen vivir* et soulève plus particulièrement la question de l'éducation au *buen vivir* dans un processus d'inclusion des communautés, de renforcement de l'identité nationale et dans un souci de redéfinir la relation entre les hommes et la Nature. La troisième classe de discours repose sur une terminologie contestataire et marque la volonté d'une rupture radicale. Les politiques

publiques du *buen vivir* ont été décevantes et insuffisantes pour cette catégorie d'individus et n'ont pas permis à l'Équateur de s'extraire d'une logique accumulative. Enfin, la dernière classe de discours, plus académique, nous invite à mieux penser le concept du *buen vivir* et l'inclusion des spécificités socioculturelles.

4. Conclusion du chapitre

À travers une méthodologie originale, ce chapitre nous permet de faire un point sur les représentations sociales de plusieurs parties prenantes du *buen vivir* et des politiques publiques mises en œuvre entre 2007 et 2017.

La polysémie de la notion de *buen vivir* est relativement plus contrastée dans notre analyse qualitative. L'ancrage symbolique et subjectif du *buen vivir* est souligné par des parties prenantes au profil distinct et vient confirmer l'importance des méthodes mixtes (qualitative et quantitative) pour l'évaluation de projet impliquant des enjeux environnementaux en Équateur. Il marque également une certaine fierté nationale, une identité équatorienne purement subjective sur lequel le projet politique s'est initialement porté. Lorsque le *buen vivir* est assorti à la satisfaction des besoins fondamentaux, on note le souhait d'un système économique résilient, protégé des chocs macroéconomiques liés à la volatilité du cours des matières premières.

En matière de gouvernance des ressources naturelles et de diversification de la structure productive, les discours des parties prenantes confirment les résultats décrits dans notre revue de la littérature du chapitre 2. Les entretiens ont révélé les clivages entre les défenseurs d'une approche conservatrice et les représentants de l'État équatorien sur les questions environnementales. Du point de vue des parties prenantes, les grands projets du *buen vivir* ont soit pris fin, à l'instar de Yasuni-ITT, soit sont inadaptés aux contextes régionaux ou nationaux. Certains entretiens dénoncent le gaspillage d'argent public faisant écho ainsi aux travaux sur la malédiction des ressources naturelles qui précisent le développement d'*éléphants blancs*, de grands ouvrages inefficaces donnant néanmoins une certaine visibilité et légitimité au gouvernement en place. Il est à noter que ces grands projets ont un écho à l'échelle internationale et permettant une forme de reconnaissance institutionnelle notamment via les institutions internationales à l'instar de Yasuni-ITT. Le maintien du déséquilibre

sectoriel de la structure productive est souligné dans les entretiens, attribuant peu d'espoir aux développements des secteurs stratégiques.

Enfin, ce chapitre donne l'opportunité aux parties prenantes de déterminer les enjeux de la sortie de l'extractivisme et de la mise en œuvre du *buen vivir*. Nous avons mobilisé une méthode peu courante en science économique qui permet de répertorier différentes classes de discours et de les croiser avec plusieurs modalités. On note des enjeux conceptuels qui confirment notre analyse théorique et la nécessité d'une meilleure concertation publique permettant de mieux définir les politiques publiques à mettre en œuvre, qui ne serait pas nécessairement garant d'une meilleure efficacité mais qui permettrait un climat social plus adéquat. Ce décalage, entre les attentes des parties prenantes et les politiques publiques du *buen vivir* mises en œuvre sur la période reste néanmoins le reflet de la confrontation entre enjeux sociaux et environnementaux pour les pays en développement et au regard des structures économiques tournées vers les exportations de matières premières. Le constat de la nécessaire rupture avec ces modèles de croissance est fait, mais les parties prenantes « militantes » ne sont pas force de proposition. Les entretiens révèlent un réel flou quant aux alternatives éventuelles possibles à ce type de modèles économiques. Deux des discours définis par notre analyse soulignent des enjeux plus concrets. Du point de la classe « économique », la question du financement des politiques publiques et de l'incertitude liée à la dette publique inquiète, ce qui corrobore notre conclusion du chapitre 3. Du point de vue des communautés autochtones et de certains chercheurs, l'enjeu repose sur le volet éducationnel. Les entretiens révèlent une forme d'inadéquation entre le discours des individus en matière d'environnement, proche de la vision symbolique de l'approche culturaliste, et les actions individuelles.

Nous concluons cette analyse avec une remarque plus générale, qui peut relever de la subjectivité de l'autrice et/ou peut être biaisée par son regard occidental, et les bases de données utilisées pour ce travail de thèse. Le projet du *buen vivir* nous paraît être finalement un projet de développement endogène mais paradoxalement tourné vers l'extérieur. Lesdits projets emblématiques ont vocation à attirer les populations et les investissements étrangers, donner une certaine visibilité à l'identité et l'histoire équatorienne et permettre une reconnaissance institutionnelle. Tout en dénonçant, d'une certaine manière, les répercussions de la dépendance extérieure sur leur système socioéconomique, les secteurs stratégiques ciblés pour la diversification de la structure productive sont eux-mêmes fortement dépendants des pays étrangers, mais sont plus riches en dotations factorielles. Pour illustrer notre propos,

nous pouvons mobiliser l'exemple du tourisme, secteur porteur mais fortement vulnérable au contexte international. La crise sanitaire actuelle nous le démontre.

Conclusion générale

Le *buen vivir* propose un processus de *grande transformation*. Cette notion vient discuter la manière d’appréhender la Nature, sa valorisation et son exploitation, la définition du bien-être et les relations, économiques ou non, en science économique. Ces éléments nous invitent à mieux appréhender les interactions entre les systèmes socioculturels et les systèmes biologiques. Le *buen vivir* démontre qu’il n’existe pas d’interactions universelles, valables en tout temps et en tous lieux. Il nous rappelle que les systèmes économiques sont des constructions sociales structurées par un ensemble d’institutions formelles et informelles. Le projet politique du *buen vivir* traduit la volonté de corriger, structurellement, la relation que l’Homme entretient avec son environnement naturel en se concentrant particulièrement sur la réduction de l’impact environnemental de son système économique. Naturellement, ce projet nous amène à nous interroger sur le coût social de la mise en œuvre du *buen vivir* mais également sur la possibilité réelle de la transformation productive. Ces deux éléments ont constitué la base de notre réflexion et nous ont amené, pour ce travail de thèse, à préciser les enjeux de la mise en œuvre du *buen vivir*.

En premier lieu, ce travail s’est concentré sur la caractérisation du *buen vivir* et ses implications sur le cadre d’analyse à mobiliser et les recommandations politiques qui en ont découlé. La polysémie du *buen vivir*, qui implique l’usage de concepts distincts, constitue le premier enjeu. Faute d’accord, les politiques publiques du *buen vivir* ne correspondent pas aux attentes des défenseurs des approches conservationnistes donnant lieu à l’accentuation inéluctable des tensions. Cependant par cette diversité, les approches du *buen vivir* invitent finalement les courants auxquels elles font référence à préciser certains points. L’approche culturaliste est structurée selon trois principes qui viennent discuter des principes économiques fondamentaux, en particulier les déterminants économiques de l’action individuelle : principe de la non-satiété, bien-être, individualisme méthodologique. L’approche écologiste, qui caractérise le *buen vivir* comme l’expansion des libertés d’être et d’agir, fait face à l’une des limites de l’approche par les capacités qui ne détermine pas précisément la responsabilité de l’État. L’approche sociale-étatiste représente quant à elle, une nouvelle expérimentation des thèses structuralistes intégrant des préoccupations environnementales.

En second lieu, nous avons exploré la gouvernance des ressources naturelles et de la diversification de la structure productive mise en place entre 2007 et 2017. En dépit des droits de la Nature, les politiques environnementales équatoriennes s'inscrivent dans une démarche centralisée, peu recommandée par la science économique. Cette démarche permet néanmoins d'outrepasser la question de la commensurabilité des ressources naturelles et, sans pour autant être efficace économiquement, elle peut permettre la préservation de la biodiversité. Elle reste néanmoins conditionnée à la volonté du gouvernement et est ainsi, sensible aux cycles politiques. La préservation de la biodiversité est impactée par la structure économique équatorienne, tournée vers l'exportation de matières premières notamment fossiles. Les effets d'entraînement de ce type d'économie sont relativement faibles et fragilisés par la volatilité du cours des matières premières, qui accentue elle-même la vulnérabilité de l'investissement public.

En troisième lieu, notre travail de recherche s'est reposé sur l'étude de l'efficacité des politiques publiques mises en œuvre au travers d'une analyse de données de statistiques descriptives. L'analyse des conflits socio-environnementaux montre que le maintien de l'exploitation des ressources naturelles serait mieux accepté si la richesse extraite permettait une amélioration notable des conditions de vie en Équateur. Ainsi, notre analyse de données s'est portée sur l'évolution des indicateurs illustrant l'accès aux différents « *droits au buen vivir* ». Cette analyse montre une amélioration notable de l'éducation et de la santé ; on constate également une diminution du taux de pauvreté. Ces indicateurs ne sont pas associés à des modifications structurelles du marché du travail, on observe au contraire une précarisation de l'emploi formel. Ce résultat nous amène à conclure que l'amélioration de la qualité de vie des équatoriens est principalement le fait de l'investissement public. Cela est confirmé par l'analyse des indicateurs macroéconomiques soulignant une légère diversification et sophistication de la structure productive donnant lieux au développement fragile de certaines filières à l'exportation. La crise de 2015 a mis à mal la consolidation du déploiement de ces secteurs. L'investissement public sur la période a été réalisé via la hausse de la dette publique équatorienne.

Au regard des enjeux déterminés par le biais de notre revue de la littérature et notre analyse de données, nous avons réalisé, dans un dernier temps, une analyse qualitative auprès des parties prenantes du *buen vivir*. Cette étude nous a permis de faire un point sur les représentations sociales du *buen vivir* et des politiques publiques mises en œuvre entre 2007 et 2017 mais également sur les enjeux associés. Le *buen vivir* est principalement associé à ses

caractéristiques subjectives et symboliques par les parties prenantes ; il apparaît comme la satisfaction des besoins essentiels dans une moindre mesure. Les politiques publiques du *buen vivir* ont permis une amélioration de la santé et de l'éducation mais ce bilan positif est entaché par le manque d'efficacité des grands projets emblématiques promus au nom du *buen vivir*, d'après les parties prenantes. Le manque d'efficacité est justifié par les représentants de l'État par des phénomènes extérieurs. Enfin, l'analyse de données textuelles nous a permis de déterminer quatre classes de discours qui se distinguent selon le degré de concrétisation et l'horizon temporel des enjeux. Le discours militant est structuré autour des enjeux institutionnels de la mise en œuvre du *buen vivir* et représente un discours particulièrement critique envers les gouvernements de Rafael Correa. Le discours plutôt académique a souligné l'enjeu conceptuel du *buen vivir* et la nécessaire définition d'un nouveau modèle de développement pluriculturel. Le discours porté par les acteurs économiques souligne les inquiétudes liées à la dépendance macroéconomique aux ressources fossiles et les modalités de la dette contractée avec la Chine. Enfin, le discours des communautés indigènes repose sur l'enjeu de l'éducation à la diversité culturelle et au respect de l'environnement.

Ce travail, particulièrement exploratoire, donne lieu à plusieurs perspectives de recherche. Celles-ci relèvent principalement d'une perspective théorique et conceptuelle, l'accès aux données limité rend complexe une démarche empirique. En premier lieu, il s'agit de déterminer les différentes responsabilités des échecs des politiques publiques du *buen vivir*. Au-delà de la responsabilité qui incombe à la gouvernance déterminée dans ce travail de thèse, du fait des réformes parfois inadaptées ou irréalistes, l'expérience du *buen vivir* est également le fait d'un manque de coopération internationale sur les questions environnementales et plus particulièrement sur celle du financement de la dette écologique. L'extraction des ressources naturelles en Équateur a des répercussions sociales et environnementales qui doivent être mieux appréhendées et pour lesquelles la communauté internationale a une responsabilité et un rôle à jouer. Le défi académique repose alors sur la possibilité d'outrepasser la question de la commensurabilité de l'environnement naturel, l'estimation du coût d'opportunité à l'exploitation de telle ou telle ressource représente une alternative intéressante. En second lieu, ce travail nous invite à mieux considérer la concomitance des enjeux de diversification de la structure productive et de la pression sur les ressources naturelles que le système économique induit. La littérature du changement structurel et de la malédiction des ressources naturelles ne font que peu de cas de la problématique environnementale. Il serait particulièrement pertinent d'intégrer ces enjeux

dans les différents indicateurs et outils mobilisés pour la détermination des politiques industrielles.

BIBLIOGRAPHIE

ACOSTA, A., 2011, Sólo imaginando otros mundos, se cambiará éste. Reflexiones sobre el buen vivir, dans FARAH, I., VASAPOLLO, L., 2011, *Vivir bien: ¿Paradigma no capitalista?*, CIDES/UMSA/OXFAM, La Paz, 189 – 209.

———, 2013, El correísmo - Un nuevo modelo de dominación burguesa, dans Cuví, J., Machado, D., Atawallpa, A., Sierra, N., 2013, *El correismo al desnudo*, Ed. Montecristi Vive, Quito, 9 – 22.

———, 2014, *Le Buen vivir, pour imaginer d'autres mondes*, Utopia, Paris.

ACOSTA, A., GUDYNAS, E., La renovación de la crítica al desarrollo y el *buen vivir* como alternativa, *Utopía y Praxis latinoamericana-Revista Internacional de Filosofía Iberoamericana y teoría social*, 53, 71 – 83.

ACEMOGLU, D., JOHNSON, S., ROBINSON, J. 2001., The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation, *American Economic Review*, 91(5), 1369 – 1401.

ACEMOGLU, D., JOHNSON, S., ROBINSON, J., 2003, An African Success Story: Botswana, dans RODRICK, D., *Search of Prosperity: Analytic Narratives on Economic Growth*, Princeton University Press, Princeton et Oxford, 80 – 119.

ADAMOWICZ, W., BECKLEY, T., MACDONALD, D.H., JUST, L., LUCKERT, M., MURRAY, E., PHILLIPS, W., 1998, In search of forest resource values of indigenous peoples: are nonmarket valuation techniques applicable?, *Society and Natural Resource*, 11, 51– 66.

AGOSIN, M.R., ALVAREZ, R., BRAVO-ORTEGA, C., 2012, Determinants of Export Diversification Around the World: 1962–2000, *The World Economy*, 35(3), 295 – 315

ALEXANDER, S., RUTHERFORD, J., 2014, The Deep Green Alternative: Debating Strategies of Transition, *Simplicity Institute n°14*.

ALKIRE, S., 2002, *Valuing Freedoms. Sen's Capability Approach and Poverty Reduction*, Oxford University Press, New York.

ALMEIDA, M.D., 2019, *Estudio de caso sobre la gobernanza del sector minero en el Ecuador*, Documentos de Proyectos – Comisión Económica para la América Latina y el Caribe, Santiago.

ALSOP, R., HEINSOHN, N., 2005, Measuring empowerment in practice: structuring analysis and framing indicators, *World Bank Policy Research Working Paper 2510*, World Bank, Washington, DC.

AL-UBAYDLI, O., 2012, Natural resources and the tradeoff between authoritarianism and development, *Journal of Economic Behavior and Organization*, 81, 137 – 152.

AMABLE, B., 2005, *Les cinq capitalismes : Diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation*, Le Seuil, Paris.

AMIN, S., 1986, *La déconnexion : pour sortir du système mondial*, La découverte, Paris.

ARMSWORTH, P.R., CHAN, K.M.A., DAILY, G.C., EHRLICH, P.R., KREMEN, C., RICKETTS, T.H., SANJAVAN, M.A., 2007, Ecosystem-service science and the way forward for conservation. *Conservation Biology*, 21 (6), 1383 – 1384.

ARSEL, M., 2012, Between ‘Marx and Markets’? The State, the ‘left turn’ and nature in Ecuador, *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, 103(2), 150 – 163.

ARSEL, M., ANGEL, N.A., 2012, Stating Nature’s role in ecuadorian development civil society and the Yasuní-ITT Initiative, *Journal of Developing Societies*, 28(2), 203 – 227.

ATKINSON, G., HAMILTON, K., 2003, Savings, growth and the resource curse hypothesis, *World Development*, 31(11), 1793 – 1807.

AUTY, R.M., 1990, *Resource-based Industrialisation: Sowing the Oil in Eight Exporting Countries*, Clarendon Press, Oxford.

———, 1993. *Sustaining Development in Mineral Economies: the Resource Curse Thesis*. Routledge, Londres

———, 1995, Economic Development and the resource curse thesis, dans MORRISSEY O., STEWART, F., 1995, *Economic and political reform in developing countries*, Palgrave Macmillan, Londres, 58 – 80.

———, 2007, Natural resources, capital accumulation, and the resource curse, *Ecological Economics*, 61, 627 – 634.

ÁVILA, R.S., 2011, El derecho de la naturaleza: fundamentos, dans, ACOSTA, A., MARTÍNEZ, E., 2011, *La Naturaleza con derechos, de la filosofía a la política*, Abya Yala, Quito, 173 – 239.

ARSEL, M., HOGENBOOM, B., PELLIGRINI, L., 2016, The extractive imperative in Latin America, *The extractive industries and society*, 3, 880 – 887.

BADEEB, R.A., LEAN, H.H., CLARK, J., 2017, The evolution of the natural resource curse thesis: A critical literature survey, *Resources Policy*, 51, 123 – 134

BALLET, J., KOFFI, J-M., PELENC, J., 2013, Environment, justice and the capability approach, *Ecological Economics*, 85, 28 – 34.

BALLET, J., MARCHAND., L., PELENC, J., VOS, R., 2018, Capabilities, Identity, Aspirations and Ecosystem Services : an integrated framework, *Ecological Economics*, 147, 21 – 28.

BARDIN, L., 1997, *L'analyse de contenu*, Presses Universitaires de France, Paris.

BARIÉ, C.G., 2014, Nuevas narrativas constitucionales en Bolivia y Ecuador: el buen vivir y los derechos de la Naturaleza, *Latinoamérica. Revista de Estudios Latinoamericanos*, 59, 9 – 40.

BAS, M., et V. STRAUSS-KAHN, 2014. Does importing more inputs raise exports? Firm-level evidence from France. *Review of World Economics*, 150(2), 241 – 275.

BEBBINGTON, A., HUMPHREYS BEBBINGTON, D., BURY, J., LINGAN, J., MUÑOZ, J.P., SCURRAH, M., 2008, Mining and Social Movements: Struggles over Livelihood and Rural Territorial Development in the Andes, *World Development*, 36(12), 2888 – 2905.

BECUE-BERTAUD, 2018, *Analyse Textuelle avec R*, Presses Universitaire de Rennes, Rennes.

BELING, A.E., VANHULST, J., DEMARIA, F., RABI, V., CARBALLO, A.E., PELENC, J., 2018, Discursive synergies for a ‘Great Transformation’ towards sustainability: Pragmatic

contributions to a necessary dialogue between human development, degrowth, and buen vivir, *Ecological Economics*, 144, 304 – 313.

BELL, K., 2016, Green economy or living well? Assessing divergent paradigms for equitable eco-social transition in South Korea and Bolivia, *Journal of Political Ecology*, 23, 71 – 92.

BEN HAMMOUDA, H., 2001, Renouveau structuraliste : contexte, intérêt, limites, *Mondes en développement*, 113-114, 37 – 46.

BERR, E., PONSOT, J-F, 2015, Coopération Sud-Sud et financement du développement : la relation Chine – Amérique du sud face aux enjeux du développement soutenable, *Mondes en Développement*, 169, 61 – 76.

BERTHELEMY, J. C., 2005, Commerce International et diversification économique. *Revue d'économie politique*, 11, 591 – 611.

BERTHIER, N., 2002, *Les techniques d'enquête en sciences sociales*, Armand Colin, Paris,

BERTHO, F., 2013, Document de présentation de la base de données Institutional Profiles Database (IPD) 2012, *Les cahiers de la Direction Générale du Trésor*, 3.

BESLEY, T., PERSSON, T., 2009, The Origins of State Capacity: Property Rights, Taxation, and Politics, *American Economic Review*, 99(4), 1218 – 1244.

BIBER, D., 1993, Representativeness in corpus design, *Literary and Linguistic Computing*, 8 (4), 243 – 257.

BJORVATN, K., SELVIK, K., 2008, Destructive Competition: Factionalism and rent-seeking, in Iran, *World Development*, 36(11), 2314 – 2324.

BLOMSTROM, M., et A. KOKKO, 1997, How foreign investment affects host countries. *Policy Research Working Paper Series n° 1745*, Banque Mondiale.

BOIDIN, B., ZUINDEAU, 2006, Socio-économie de l'environnement et du développement durable : État des lieux et perspectives, *Mondes en développement*, 135, 7 – 37.

BOND, I., GRIEG-GRAN, M., WERTZ-KANOUNNIKOFF, S., HAZLEWOOD, P., WUNDER, S. & ANGELSEN, A., 2009, Incentives to Sustain Forest Ecosystem Services: A Review and Lessons for REDD, *International Institute for Environment and Development*, London, UK.

- BONTEMS, P., ROTILLON, G., 2007, *L'économie de l'environnement*, La découverte, Paris.
- BORJA, R., 2011, Balance político del gobierno de Rafael Correa: nudos críticos y temas polémicos, *La Tendencia. Revista de Análisis Político*, n°11, 12 – 25.
- BOSCHINI, A., PETTERSSON, J., ROINE, J., 2013, The resource curse and its potential reversal, *World Development*, 43, 19 – 41.
- BRASSEUL, J., 2011, *Introduction à l'économie du développement*, Armand Colin, Paris.
- BROWN, D., SEYMOUR, F. & PESKETT, L., 2008, How do we achieve REDD co-benefits & avoid doing harm?, dans ANGELSEN, A., 2008, *Moving Ahead with REDD: Issues, Options and Implications*, CIFOR, Bogor Barat, 107 – 118.
- BRÜCKNER, M., 2010, Natural Resource dependence, non-tradables, and economic growth, *Journal of Comparative Economics*, 38, 461 – 471.
- BRUNNSCHWEILER, C.N., 2008, Cursing the blessings? Natural resource abundance, institutions, and economic growth, *World Development*, 36(3), 399 – 419.
- BRUNNSCHWEILER, C.N., BULTE, E.H., 2008, The resource curse revisited and revised: A tale of paradoxes and red herrings, *Journal of Environmental Economics and Management*, 55(3): 248 – 264.
- BRYSON, J.M., BROMILY, 1993, Critical factors affecting the planning and implementation of major projects, *Strategic Management Journal*, 14, 319 – 337.
- BRYSON, J., CUNNINGHAM, G., LOKKESMOE, J., 2002, What to do when stakeholders matter : the case of problem formulation for the African American men project of Hennepin County Minnesota, *Public Administration Review*, 62, 568 – 584.
- BUCHANAN, K., 2013, Contested discourses, knowledge and socio-environmental conflict in Ecuador, *Environmental Science and Policy*, 30, 19 – 25.
- BUCHS, A., PETIT, O., ROMAN, P., 2020, Can social ecological economics of water reinforce the 'big tent', *Ecological Economics*, 169.
- BULTE, E.H., DAMANIA, R., DEACON, R.T., 2005, Resource intensity, institutions and development, *World Development*, 22 (7), 1029 – 1044.

BUSH, P.D., 1987, The theory of institutional change, *Journal of Economics Issues*, 21, 3, 1075 – 1116.

BWALYA, S.M., 2006, Foreign direct investment and technology spillovers: Evidence from panel data analysis of manufacturing firms in Zambia, *Journal of development economics*, 81(2), 514 – 526.

CABALLERO, G., SOTO-OÑATE, D., 2015, The diversity and the rapprochement of theories of institutional change: Original institutionalism and new institutional economics, *Journal of Economic Issues*, 49(4), 947 – 977.

CADOT, O., CARRERE, C., STRAUSS-KAHN, V., 2011, Trade Diversification: Drivers and Impacts., dans : JANSEN, M. RALF, P. et J.M. SALAZAR-XIRINACHS, *Trade and employment: From myths to facts*. Genève : ILO, 253 – 290.

CALDEIRA-CABRAL, M.H. et P. VEIGA, 2010, Determinants of export diversification and Sophistication in Sus-Saharan Africa, *FEUNL Working Paper N°550*.

CALVERT, R., 1995, The rational choice theory of social institutions : cooperation, coordination, and communication, dans BANKS J., HANUSHEK, E., 1995, *Modern political economy*, Cambridge University Press, New York, 216 – 268.

CAMPBELL, B., FROST, P., SAYER, J., VERMEULEN, S., RUIZ-PEREZ, M., CUNNINGHAM, A., RAVI, P., 2001, Assessing the performance of natural resource systems, *Conservation Ecology*, 5(2), disponible en ligne : <http://www.consecol.org/vol5/iss2/art22>

CAMPBELL, A., CLARK, S., COAD, L., MILES, L., BOLT,K., ROE,D., 2008, Protecting the future: carbon, forests, protected areas and local livelihoods, *Biodiversity*, 9, 117 – 122.

CARIA, S., DOMÍNGUEZ, R., 2014, Estructura productiva primario-exportadora y *Buen vivir* en Ecuador, 2009-2014, *Revista Internacional de Cooperación y Desarrollo*, 2(1), 37 – 64.

CEPAL, 2012, *Structural Change for equality: An Integrated Vision of Development*, San Salvador, CEPAL.

CHANDRA, V., BOCCARDO, J. et I. OSORIO RODARTE, 2007. Export diversification and competitiveness in developing countries, *Working Draft*, Banque Mondiale.

- CHANG, H-J, 2007, Understanding the relationship between institutions and economic development, dans CHANG, H-J, *Institutional Change and Economic Development*, United Nations University Press, New York, 17 – 34.
- CHARBONNEAU, B., 1969, *Le jardin de Babylone*, Gallimard, Paris.
- CHARMAZ, K., 2006, *Constructing Grounded Theory : a practical guide through qualitative analysis*, SAGE, Londres.
- CHAVANCE, B., 2018, *L'économie institutionnelle*, La découverte, Paris.
- CHEVALIER, J.M., BUCKLES, D.J., 2008, *SAS2 : a guide to Collaborative inquiry and social engagement*, Sage Publications, New Delhi.
- CHHATRE, A., AGRAWALI, A., 2009, Trade-offs and synergies between carbon storage and livelihood benefits from forest commons, *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 106 (42), 17667 – 17670.
- CLARKE, T., CLEGG, S., 1998, *Changing Paradigms : the transformation of management knowledge for the 21st Century*, Harper Collins, Londres.
- CLARKSON, M.B.E., 1995, A stakeholder framework for analyzing and evaluating corporate social performance, *Academy of Management Review*, 20, 65 – 91.
- CLAY, K., 1997, Trade without Law: Private-Order Institutions in Mexican California, *Journal of Law, Economics and Organization*, 13(1), 202 – 231.
- COLLIER, P., GODERIS, B., 2008, Commodity prices, growth and the natural resource curse: Reconciling a conundrum, *Mimeo*, Centre for the Study of African Economies, University of Oxford.
- COLLIER, P., 2013, Épargner les revenus tirés des ressources naturelles dans les pays en développement : principes et règles politiques, *Revue d'économie du développement*, 21, 59 – 96.
- CORCUFF, P., 2011, *Les nouvelles sociologies*, Armand Colin, Paris.
- CORDEN, W.M., 1984, Booming sector and dutch disease economics: survey and consolidation, *Oxford Economic Papers*, 36, 359 – 380.

CORDEN, W.M., NEARY, J.P., 1982, Booming Sector and de-Industrialisation in a Small Open Economy, *The Economic Journal*, 92(368), 825 – 848.

CORI, A., MONNI, S., 2014, The Resource Curse Hypothesis: Evidence from Ecuador, *Working Paper n°28*, SEEDS.

COSTANZA, R., DE GROOT, R., SUTTON, P., VAN DER PLOEG, S., ANDERSON, S.J., KUBISZEWSKI, I., FARBER, S., TURNER, K., 2014, Changes in the global value of ecosystem services, *Global Environmental Change*, 26, 152 – 158.

COTULA, L., MAYERS, J., 2009, Tenure in REDD. Start-point or afterthought?, *International Institute for Environment and Development*, London.

CRIVELLI, E., GUPTA, S., 2014, Resource blessing, revenue curse? Domestic revenue effort in resource-rich countries, *European Journal of Political Economy*, 35, 88 – 101.

DAILY, G.C., 1997. Introduction: what are ecosystem services? dans DAILY, G.C., 1997, *Nature's Services: Societal Dependence on Natural Ecosystems*, Island Press, Washington, DC, 1 – 10.

DANY, L., 2016, Analyse qualitative du contenu des représentations sociales, dans LO MONACO, G., DELOUVEE, S., RATEAU, P., *Les représentations sociales : théorie, méthodes et applications*, De Boeck, Bruxelles, 85 – 102.

DAVIDSON, M.D., 2013, On the relation between ecosystem services, intrinsic value existence value and economic valuation, *Ecological Economics*, 95, 171 – 177.

DAVIS, J., OSSOWSKI, R., DANIEL, J., BARNETT, S., 2001, Stabilization and Savings Funds for Nonrenewable Resources, *International Monetary Fund Occasional Paper*, 205.

DAVIS, G.A., TILTON, E.J., 2005, The resource curse. Natural Resources, *Forum*, 29, 233 – 242.

De GROOT, R.S., WILSON, M.A., BOUMANS, R.M.J., 2002, A typology for the classification, description and valuation of ecosystem functions, goods and services. *Ecological Economics*, 41, 393 – 408.

De GROOT, H.L.F., LINDERS, G-J., RIETVELD, P., SUBRAMANIAN, U., 2004, The institutional determinants of bilateral trade patterns, *Kyklos*, 57(1), 103 – 12.

DELATTRE, L., CHANEL, O., LIVENAIS, C., NAPOLEONE, C., 2015, Combining discourse analyses to enrich theory: the case of local land-use policies in South Eastern France. *Ecological Economics*, 113, 60 – 75.

Del CORSO, J.-P., KEPHALIACOS, C., PLUMECOCQ, G., 2015, Legitimizing farmers' new knowledge, learning and practices through communicative action: application of an agro-environmental policy, *Ecological Economics*, 117, 86 – 96.

De MEDEIROS COSTA, H.K., MOUTINHO Dos SANTOS, E., 2013, Institutional analysis and the resource curse in developing countries, *Energy Policy*, 63, 788 – 795.

DENNIS, A., SHEPHERD, B., 2011, Trade Facilitation and Export Diversification., *The World Economy*, 34(1), 101 – 122.

DENEULIN, S., 2002, Perfectionism, paternalism and liberalism in Sen and Nussbaum's capability approach, *Review of Political Economy*, 14(4), 497 – 518.

DENEULIN, S., MCGREGOR, A.J., 2010, The capability approach and the politics of a social conception of wellbeing, *European Journal of Social Theory*, 13(4), 501 – 519.

DIETZ, T., HENRY, A.D., 2008, Context and the commons, *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 105 (36), 13189 – 13190.

DOISE, W., 1990, Les représentations sociales, dans GHILIONE, R., BONNET, C., et RICHARDS, J-F., *Traité de psychologie cognitive tome 3*, DUNOD, Paris, 111 – 176.

DOUAI, A., VIVIEN, F-D., 2009, Économie écologique et économie hétérodoxe : pour une socioéconomie politique de l'environnement et du développement durable, *Économie appliquée*, 3, 123 – 158.

DOUGIL, A.J., FRASER, E.D.G., HOLDEN, J., HUBACEK, K., PRELL, C., REED, M.S., STAGL, S., STRINGER, I.C., 2006, Learning from doing participatory rural research : lessons from the Peak District National Park, *Journal of Agricultural Economics*, 57, 259 – 275.

EBEKE, C., OMGBA, L.D., LAAJAJ, R., 2015, Oil, governance and the (mis)allocation of talent in developing countries, *Journal of Development Economics*, 114, 126 – 141.

ELHIRAIKA, A.B., MBATE, M.M., 2014, Assessing the determinants of export diversification. *Applied Econometrics and International Development*, 14(1), 147 – 162.

ELLUL, J., 1988, *Le bluff technologique*, Hachette, Paris.

ESCOBAR, A., 2010, Latin America at a crossroads – Alternative Modernizations, post-liberalism, or post-development?, *Cultural Studies*, 24, 1 – 65.

ESPINOSA, C., 2013, The riddle of leaving the oil in the soil - Ecuador's Yasuní-ITT project from a discourse perspective, *Forest Policy and Economics*, 36, 27 – 36.

EVANS, P., 1989, Predatory, developmental and other apparatuses: A comparative political economy perspective on the third world stat, *Sociological Forum* 4(4), 561 – 587.

FAFCHAMPS, M., 1998, Market emergence, trust and reputation, *Working Paper 96106*, Stanford University.

FARAH, I., VASAPOLLO, L., 2011, *Vivir bien: ¿Paradigma no capitalista?*, CIDES/UMSA/OXFAM, La Paz.

FAROLE, T., WINKLER, D., 2014, *Making Foreign Direct Investment Work for Sub-Saharan Africa : Local Spillovers and Competitiveness in Global Value Chains*, Banque Mondiale, Washington DC.

FIGUIÈRE, C., ROCCA, M., 2011, Quatre propositions pour préciser le projet de socio-économie politique du développement durable, Colloque « *Le développement durable vu par les économistes : débats et controverses* », Université Blaise Pascal IUFM Auvergne, 15 et 16 Décembre 2011, Chamalières, France.

FISCHER, F., 2003, *Reframing public policy: Discursive politics and deliberative practices*. Oxford University Press, Oxford:

FISHER, B., TURNER, K., MORLING, P., 2009, Defining and classifying ecosystem services for decision making, *Ecological Economics*, 68, 643 – 653.

FLAMENT, C., 1994, Structure, dynamique et transformation des représentations sociales, dans ABRIC, J-C., 1994, *Pratiques sociales et représentations*, Presses Universitaires de France, Paris, 37 – 58.

FLIPO, F., HAERINGER, N., 2012, On ne peut pas combattre la pauvreté en détruisant le sens de la vie. Entretien avec José Gualinga, *Mouvements*, 70, 114 – 121.

FONTAINE, J-M., LANZAROTTI, M., 2001, Le néo-structuralisme de la critique du consensus de Washington à l'émergence d'un nouveau paradigme, *Mondes en développement*, 113-114, 47 – 62.

FRANKEL, J.A., 2010, The natural resource curse : a survey, *NBER Working Paper n°15836*.

FREEMAN, R.E., 1984, *Strategic management: a stakeholder approach*, Basic Books, New York.

GARCÍA, F., 2007, Équateur : mouvement indigène et participation (1990 – 2007), *Outre-Terre*, 18, 295 – 308.

GARCÍA-ÁLVAREZ, S., 2013, *Sumak Kawsay o buen vivir como alternativa al desarrollo en Ecuador. Aplicación y resultados en el gobierno de Rafael Correa (2007-2011)*, Thèse de Sciences Économiques, Soutenue en Juin 2013, Universidad Complutense de Madrid.

GELB, A., 1988, *Oil Windfalls: Blessing or Curse?*, Oxford University Press, Oxford/New York.

GIGLER, B.S., 2005, Indigenous Peoples, Human Development and the Capability Approach, Conférence *International Conference on the Capability Approach – Knowledge and Public Action*, 11 au 14 Septembre 2005, Paris, France.

GILBERTHORPE, E., PAPYRAKIS, E., 2015, The extractive industries and development: the resource curse at the micro, meso and macro levels, *Extractive Industries and Society*, 2, 381 – 390.

GÖRG, H., GREENAWAY, D., 2003, Much Ado About Nothing? Do Domestic Firms Really Benefit from Foreign Direct Investment?. *IZA Discussion Papers 944*, Institute for the Study of Labor.

GREIF, A., 1989, Reputation and Coalitions in Medieval Trade: Evidence on the Maghribi Traders, *Journal of Economic History*, 49(4), 857 – 882.

———, 1994, Cultural beliefs and the organization of society: A historical and theoretical reflection on collectivist and individualist societies, *Journal of Political Economy*, 102 (5), 912 – 950.

———, 1997, On the historical development and social foundations of institutions that facilitate impersonal exchange, *Working paper n°97-016*, Stanford University.

———, 1998, Historical and comparative institutional analysis, *American Economic Review*, 88(2), 80 – 84.

GRIMBLE, R., CHAN, M.K, 1995, Stakeholder analysis for natural resource management in developing countries : some practical guidelines for making management more participatory and effective, *Natural Resource Forum*, 19, 113 – 124.

GROSSMAN, G. M., HELPMAN, E., 1991. Quality Ladders and Product Cycles. *The Quarterly Journal of Economics*, 106(2), 557 – 586.

GUAL, M.A., NORGAARD, R.B., 2010, Bridging ecological and social systems coevolution: A review and proposal, *Ecological Economics*, 69, 707 – 717.

GUARDIOLA, J., GARCÍA-QUERO, 2014, Buen vivir (living well) in Ecuador: community and environmental satisfaction without household material prosperity?, *Ecological Economics*, 107, 177 – 184.

GUDYNAS, E., 2011a, Buen vivir: Today's tomorrow, *Development*, 54(4), 441 – 447.

———, 2011b, Desarrollo, extractivismo, y *buen vivir*. Debates sobre el desarrollo y sus alternativas en América Latina: un breve guía heterodoxa, dans JARRÍN, S., 2011, *Más allá del desarrollo*, Fundación Rosa Luxemburgo y Abya-Yala, Quito, 21 – 55.

———, 2011c, Desarrollo, derechos de la naturaleza y buen vivir después de Montecristi, dans WEBER, G., 2011, *Debates sobre cooperación y modelos de desarrollo. Perspectivas desde la sociedad civil en Ecuador*, Centro de investigaciones CIUDAD et Observatorio de la cooperación al desarrollo, Quito, 83 – 102

———, 2011d, Caminos para las transiciones post extractivistas, dans ALAYZA, A., GUDYNAS, E., *Transiciones. Post-extractivismo y alternativas al extractivismo en Peru*. RedGE y CEPES, Lima, 187 – 216.

GYLFASON, T., 2001, Natural resources, education, and economic development, *European Economic Review*, 45(4–6), 847 – 59.

———, 2006, Natural resources and economic growth: from dependence to diversification, dans BROADMAN, H., PAAS, T., WELFENS, P., 2006, *Economic Liberalization and Integration Policy*, Springer, Berlin, 201 – 231.

GYLFASON, T., HERBERTSSON, T.T., ZOEGA, G., 1999, A mixed blessing, *Macroeconomic Dynamics*, 3 (2), 204 – 225.

GYLFASON, T., ZOEGA, G., 2006, Natural Resources and Economic Growth: The Role of Investment, *The World Economy*, 29(8), 1091 – 1115.

HARDIN, G., 1968, The tragedy of the commons, *Science*, 162, 1241 – 1248.

HARDING, T., JAVORCIK, B., 2011, FDI and Export Upgrading, *Economics Series Working Papers n° 526*, University of Oxford.

HARVEY, D., 2003, *The new imperialism*. Oxford University Press, Oxford.

HAUSMANN, R., HWANG, J., RODRIK, D., 2007, What you export matters. *Journal of Economic Growth*, 12(1), 1 – 25.

HAUSMANN R., HIDALGO C. A. *et al.*, 2011. *The Atlas of Economic Complexity*, Puritan Press. Cambridge MA.

HAVRANEK, T., HORVATH, R., ZEYNALOV, A., 2016, Natural resource and economic growth: A meta-analysis, *World Development*, 88, 134 – 151.

HAYES, T., 2006, Parks, people, and forest: an institutional assessment of the effectiveness of protected areas, *World Development*, 34(12), 2064 – 2075.

HEATH, O., 2015, Policy representation, social representation, and class voting in Britain, *British Journal of Political Science*, 45(1), 173 – 193.

HIDALGO, C.A., KLINGER, B., BARABASI, A.L., HAUSMANN, R., 2007, The product space conditions the development of nations, *Science*, 317(5837), 482 – 487.

HIDALGO-CAPITÁN, A.L., CUBILLO-GUEVARA, A.P., 2014. Seis debates abiertos sobre el sumak kawsay. *ÍCONOS* 48, 25 – 40.

HODLER, R., 2006, The curse of natural resources in fractionalized countries, *European Economic Review*, 50, 1367 – 1386.

HOUTART, F., 2011, El concepto de sumak kawsay (*buen vivir*) y su correspondencia con el bien común de la humanidad, *Revista de Filosofía*, 69, 7 – 33.

HOWARTH, C., 2006, A social representation is not a quiet thing: Exploring the critical potential of social representation theory, *British Journal of Social Psychology*, 45(1), 65 – 86.

HUANACUNI MAMANI, F., 2010, *Buen vivir / Vivir Bien. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales andinas*, Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas (CAOI), La Paz.

HUGON, P., 2010, La crise va-t-elle conduire à un nouveau paradigme du développement ?, *Monde en Développement*, 150, 53 – 67.

HUMPHREYS, M., SANDHU, M. 2007, The Political Economy of Natural Resource Funds, dans HUMPHREYS, M., SACHS, J., STIGLITZ, J., 2007, *Escaping the Resource Curse*, Columbia University Press, New York.

HUNTINGTON, H.P., 2000, Using traditional ecological knowledge in science: Methods and applications, *Ecological Applications*, 10(5), 1270 – 1274.

IIMI, A., 2007, Escaping from the Resource Curse: Evidence from Botswana and the Rest of the World, *IMF Staff Papers* 54, 663 – 699.

ILLICH, I., 2003, *La convivialité*, Seuil, Paris.

INEC, 2006, *La población indígena del Ecuador, Análisis de estadísticas socio-demográficas*, Comunicación social y relaciones públicas, Quito.

IWAMOTO, M., NABESHIMA, K., 2012, Can FDI promote export diversification and sophistication of host countries? : dynamic panel system GMM analysis, *IDE Discussion Papers* 347, Institute of Developing Economies, Japan External Trade Organization.

IWANOW, T. et C. KIRKPATRICK, 2009. Trade Facilitation and Manufactured Exports: Is Africa Different?, *World Development*, 37(6), 1039 – 1050.

- JAX, K., 2010, *Ecosystem functioning*, Cambridge University Press, Cambridge.
- JAX, K, et al., 2013, Ecosystem services and ethics, *Ecological Economics*, 93, 260 – 268.
- JOBERT, B., 1992, Représentations sociales, controverses et débats dans la conduite des politiques publiques, *Revue française de science politique*, 219 – 314.
- JOBSTVOGT, N., HANLEY, N., HYNES, S., KENTER, J.O., WITTE, U., 2014, Twenty thousand sterling under the sea: estimating the value of protecting deep-sea biodiversity, *Ecological Economics*, 97, 10 – 19.
- JOHNSON, M. A., 2017, Contemporary higher education reform in Ecuador: Implications for faculty recruitment, hiring, and retention, *Education Policy Analysis Archives*, 25(68), 1 – 20.
- KARL, T.L., 2007, Oil-led development: social, political, and economic consequences, *Encyclopedia of Energy*, 4, 661 – 672.
- KAYSER, G.L., AMJAD, U., DALCANALE, F., BARTRAM, J., BENTLEY, M. E., 2015, Drinking water quality governance: A comparative case study of Brazil, Ecuador and Malawi, *Environmental Science & Policy*, 48, 186 – 195.
- KINGSTON, C., CABALLERO, G., 2009, Comparing theories of institutional change, *Journal of Institutional Economics*, 5(2), 151 – 180.
- KOKKO, A., 1994. Technology, Market Characteristics, and Spillovers. *Journal of Development Economics*, 43, 279-293.
- KOKKO, A., ZEJAN, M. TANSINI, R., 2001. Trade regimes and spillover effects of FDI: Evidence from Uruguay. *The Review of World Economics*, 137(1), 124-129.
- KOLSTAD, I., WIIG, A., 2009, Is transparency the key to reducing corruption on resource-rich countries, *World Development*, 37(3), 521 – 532.
- KOPMANN, A., REHDANZ, K., 2013. A human well-being approach for assessing the value of natural land areas, *Ecological Economics*, 93, 20 – 33.
- KOTHARI, A., DEMARIA, F., ACOSTA, A., 2014, Buen Vivir, Degrowth and Ecological Swaraj: Alternatives to sustainable development and the Green Economy, *Development*, 57 (3-4), 362 – 375.

- KROPF, A., 2010, Resource Abundance Versus Resource Dependence in Cross-country Growth Regressions, *OPEC Energy Review*, 34(2), 107 – 130.
- LALANDER, R., MERIMA, M., 2018, The discursive paradox of environmental conflict: Between ecologism and economism in Ecuador, *Forum for Development Studies*, 45(3), 485 – 511.
- LARREA, C., 2013, Extractivism, Economic Diversification and Prospects for Sustainable Development in Ecuador, *UASB Digital Quito*.
- LARREA, C., GREENE, N., RIVAL, L., SEVILLA, E., WARNARS, L., 2009, *Yasuní-ITT. An initiative to change history*, Gobierno Nacional de la Republica del Ecuador, Quito.
- LARREA, C., WARNARS, L., 2009. Ecuador's Yasuni-ITT Initiative. Avoiding emissions by keeping petroleum underground. *Energy for Sustainable Development*, 13 (3), 219 – 223.
- LATORRE, S., FARRELL, K.N., MARTÍNEZ-ALIER, J., 2015, The commodification of nature and socio-environmental resistance in Ecuador: An inventory of accumulation by dispossession cases 1980-2013, *Ecological Economics*, 116, 58 – 69.
- LATOUCHE, S., 2006, *Le pari de la décroissance*, Fayard, Paris.
- LECTARD, P., 2016, *Les déterminants de la transformation productive soutenable dans le contexte des chaînes de valeurs globales : une application aux pays en développement*, Thèse pour l'obtention du doctorat en Sciences Économiques, présentées et soutenues publiquement en Décembre 2016, Université de Bordeaux.
- LEIPOLD, S., FEINDT, P.H., WINKEL, G., KELLER, R., 2019, Discourse analysis of environmental policy revisited: traditions, trends, perspectives, *Journal of Environmental Policy and Planning*, 21(5), 445 – 463.
- LEIPOLD, S., WINKEL, G., 2017, Discursive agency: (Re-)conceptualizing actors and practices in the analysis of discursive Policymaking, *Policy Studies Journal*, 45(3), 510 – 534
- LELE, S., SPRINGATE-BAGINSKI, O., LAKERVELD, R., DEB, D., DASH, P., 2013. Ecosystem services: origins, contributions, pitfalls, and alternatives, *Conservation and Society*, 11, 343–358.

- LE-QUANG, M., VERCOUTERE, T., 2013. *Ecosocialismo y Buen vivir. Diálogo entre dos alternativas al capitalismo*. IAEN, Quito.
- LEVCHENKO, A.A., 2007, Institutional Quality and International Trade. *Review of Economic Studies*, 74(3), 791 – 819.
- LEWIS, C.W., 1991, *The Ethics challenge in Public Service : a problem-solving guide*, Jossey-Bass, San Fransisco.
- LIN, J.Y, 2009, *Economic development and transition, Thought, strategy, and viability*, Cambridge University Press, Beijing.
- LITTIG, B., 2009, Interviewing the elite - interviewing experts: is there a difference?, dans BOGNER, A., LITTIG, B., MENZ, W., *Interviewing Experts*, Palgrave Macmillan, Houndmills, Basingstoke, Hampshire, 98 – 113.
- MAE, 2013, *SocioBosque – Programa de protección de bosque*, Ministerio del Ambiente, Quito.
- MANOSALVAS, M., 2014, Buen vivir o sumak kawsay. En busca nuevos referenciales par la acción pública en Ecuador, *Íconos. Revista de Ciencias Sociales – SEDE*, 49, 101 – 121.
- MANZANO, O., RIGOBON, R., 2001, Resource Curse or Debt Overhang ?, *National Bureau of Economic Research Working Paper 8390*.
- MARCH, J, OLSEN, J.P., 1996, Institutional perspectives on political institutions, *Governance: an international journal of policy and administration*, 9(3), 247 – 264.
- MARTINCUS, C.V. et A. GALLO, 2009, Institutions and export specialization: Just direct effects?, *Kyklos*, 62(1), 129 – 149.
- MARTINEZ-ALIER, J., PASCUAL, U., VIVIEN, F-D., ZACCAI, E., 2010, Sustainable de-growth: Mapping the context, criticisms and future prospects of an emergent paradigm, *Ecological Economics*, 69, 1741 – 1747.
- MARTINS, N., 2011, Sustainability economics, ontology and the capability approach, *Ecological Economics*, 72, 1 – 4.
- MEDINA, J., 2011, Suma Qamaña, vivir bien y de vita beata. Una cartografía boliviana. *La Reciprocidad*, disponible en ligne : [http:// tinyurl.com/lt4tdem](http://tinyurl.com/lt4tdem), consulté le 21 Octobre 2020.

MEINZEN-DICK, R., 2007, Beyond Panaceas in Water Institutions, *Proceedings of the national Academy of sciences*, 104(39), 15200 – 15205.

MEHLUM, H., MOENE, K., TORVIK, R., 2006, Institutions and the resource curse, *Economic Journal*, 116(508), 1 – 20.

MILES, M.B., HUBERMAN, A.M., 2007, *Analyses des données qualitatives*, De Boeck, Bruxelles.

MILGROM, P.R., NORTH, D.C., WEINGAST, B.R., 1999, The role of institutions in the revival: The law merchant, private judges, and the Champagne fairs, *Economics and Politics*, 2(1), 1 – 23.

MINTEER, B., MILLER, T., 2011, The New Conservation Debate: ethical foundations, strategic trade-offs, and policy opportunities, *Biological Conservation*, 144(3), 945 – 947.

MITCHELL, R.K., AGLE, B.R., WOOD, D.J., 1997, Toward a theory of stakeholders identification and salience : defining the principle of who and what really counts, *Academic of Management Review*, 22, 853 – 886.

MOSCOSO, S.S., 2017, Evolución de la desigualdad de ingresos en Ecuador período 2007-2015, *Analitika, Revista de análisis estadístico*, 13 (1), 49 – 79.

MOSCOVICI, S., 1976, *La psychanalyse, son image et son public*, Presses Universitaires de France, Paris.

MULOT, E., 2001, Le « néo-structuralisme » et la question sociale en Amérique latine et Caraïbes : Construction d'une pensée alternative ou convergence idéologique ?, *Mondes en Développement*, 113/114, 63 – 70.

MURADIAN, R., RIVAL, L., 2012, Between markets and hierarchies: The challenges of governing ecosystem services, *Ecosystem Services*, 1, 93 – 100.

MURSHED, S.M., SERINO, L.A., 2011, The pattern of specialization and economic growth: The resource curse hypothesis revisited, *Structural Change and Economic Dynamic*, 22, 151 – 161.

NAGENDRA, H., 2007, Drivers of reforestation in human-dominated forests, *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 104(39), 15218 – 15223.

- NEGURA, L., 2006, L'analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales, *SociologieS*, mis en ligne le 22 Octobre 2006 et consulté le 26 Février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/993>
- NORGAARD R. B., 1992, Coevolution in economy, society and environment, dans ELKINS, P., MAX-NEEF, M., 1992, *Real-life economics*, London, Routledge, 76 – 86.
- , 2010, Ecosystem services: from eye-opening metaphor to complexity blinder, *Ecological Economics*, 69(6), 1219 – 1227.
- NORTH, D.C., WEINGAST, B.R., 1989, Constitutions and Commitment: the evolution of institutions governing public choice in seventeenth-century England, *Journal of Economy History*, 49(4), 803 – 832.
- NORTON, B.G., NOONAN, D., 2007. Ecology and valuation: big changes needed. *Ecological Economics* 63(4), 664 – 675.
- NUSSBAUM, M., 1998, Public Policies and international feminism, *Ethics*, 108, 762 – 796.
- , 2000, *Women and Human Development: The Capability Approach*, Cambridge University Press, Cambridge.
- , 2003, Capabilities as fundamental entitlements: Sen and social justice, *Feminist Economics*, 9(2-3), 33 – 59.
- , 2006, *Frontiers of justice: Disability, nationality, species membership*, Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge.
- , 2011, *Creating Capabilities: The Human Development Approach*, Harvard University Press, Cambridge.
- OLIVIER DE SARDAN, J-P., 2008, *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Academia-Bruylant, Louvain-La-Neuve.
- ONU, 2013, *Diversification et sophistication comme levier de la transformation structurelle des économies Nord Africaines*. Rabat : CEA/BSR-AN, Nations-Unies.
- OSTROM, E., 2009, A general framework for analyzing sustainability of social ecological systems, *Science*, 325, 419 – 422.

- OSTROM, E., NAGENDRA, H., 2006, Insights on linking forests, trees, and people from the air, on the ground, and in the laboratory, *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 103(51), 19224 – 19231.
- PAGIOLA, S., AGOSTINI, P., GOBBI, J., DE HAAN, C., IBRAHIM, M., MURGUEITIO, E., RAMÍREZ, E., ROSALES, M., & RUÍZ, J.-P., 2004, Paying for biodiversity conservation services in agricultural landscapes, *Environment Department Paper 96*, The World Bank Environment Department.
- PAGIOLA, S., ARCENAS, A., PLATAIS, G., 2005, Can payments for environmental services help reduce poverty? An exploration of the issues and the evidence to date from Latin America, *World Development*, 33, 237 – 253.
- PAPYRAKIS, E., GERLAGH, R., 2004, The resource curse hypothesis and its transmission channels, *Journal of Comparative Economics*, 32 (1), 181 – 193.
- PARCERO, O.J., PAPYRAKIS, E., 2016, Income inequality and the oil resource curse, *Resource and Energy Economics*, 45, 159 – 177.
- PASSET, R., 1979, *L'économie et le vivant*, Payot, Paris.
- PAUS, E.A., GALLAGHER, P., 2008, Missing Links: Foreign Investment and Industrial development in Costa Rica and Mexico, *Studies in Comparative International Development*, 43, 53 – 80.
- PELENC, J., BALLEST, J., 2015, Strong sustainability, critical natural and the capability approach, *Ecological Economics*, 112, 36 – 44.
- PELLEGRINI, L., ARSEL, M., FALCONÍ, F., MURADIAN, R., 2014. The demise of a new conservation and development policy? Exploring the tensions of the Yasuní ITT initiative. *The Extractive Industries and Society*, 1, 284 – 291.
- PEREZ GUARTAMBEL, C., 2012, *Agua u Oro. Kimsakocha la resistencia por el agua*. Universidad Estatal de Cuenca, Ecuador.
- PESKETT, L., HUBERMAN, D., BOWEN-JONES, E., EDWARDS, G. & BROWN, J., 2008, Making REDD Work for the Poor. *Report prepared for the Poverty Environment Partnership*, London.

PLUMECOCQ, G., 2014. The second generation of ecological economics: how far has the apple fallen from the tree? *Ecological Economics*,. 107, 457 – 468.

POLANYI, K., 1983 [1944], *La grande transformation*, Gallimard, Paris.

POLISHCHUK, Y, RAUSCHMAYER F., 2012, Beyond “benefits”? Looking at ecosystem services through the capability approach, *Ecological Economics*, 81, 103 – 111.

PONCE, J., VOS, R., 2012, Redistribution without Structural Change in Ecuador. Rising and Falling Income Inequality in the 1990s and 2000s, *UNU-WIDER Working Paper 12*.

PNUD, 1991, Rapport Mondial sur le développement humain, *Programme des Nations Unies pour le développement*, New York, disponible en ligne : http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_1991_fr_complet_nostats.pdf, consulté le 28 Août 2020.

———, 2019, Rapport Mondial sur le développement humain : Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent : les inégalités de développement humain au XXIème siècle, *Programme des Nations Unies pour le développement*, New York, disponible en ligne : http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_overview_-_french.pdf, consulté le 28 Août 2020.

PREBISH, R., 1950, *The economic development of Latin America and its principal problems*, Nations-Unies.

PRELL, C., HUBACEK, K., REED, M., 2009, Stakeholder analysis and social network analysis in natural resource management, *Society and Natural resources : An international journal*, 22(6), 501 – 518.

PRELL, C., HUBACEK, K., QUINN, C.H., REED, M.S., 2008, Who’s in the network ? When stakeholders influence data analysis, *Systemic Practice and Action Research*, 21, 443 – 458.

PUENTE, R., 2011, Vivir Bien y descolonización, dans FARAH, I., VASAPOLLO, L., 2011, *Vivir bien: ¿Paradigma no capitalista?*, CIDES/UMSA/OXFAM, La Paz, 345 – 366.

PURCELL, T.F., FERNANDEZ, N., MARTINEZ, E., 2016, Rents, knowledge and neo-structuralism: transforming the productive matrix in Ecuador, *Third World Quarterly*, 38(4), 918 – 938.

- RAMIREZ, R., 2008, *Igualmente pobres, desigualmente ricos*, Ariel/PNUD, Quito.
- REED, M., GRAVES, A., DANDY, N., POSTHUMUS, H., HUBACEK, K., MORRIS, J., PRELL, C., QUINN, C.H., STRINGER, L.C., 2009, Who's in and why? A typology of stakeholder analysis methods for natural resource management, *Journal of Environmental Management*, 90, 1933 – 1949.
- RIBOT, J., 2006, Choose democracy: Environmentalists' socio-political responsibility, *Global Environmental Change*, 16, 115 – 119.
- RING, I., HANSJÜRGENS, B., ELMQVIST, T., WITTMER, H., SUKHDEV, P., 2010, Challenges in framing the economics of ecosystems and biodiversity: the TEEB initiative, *Environmental Sustainability*, 2, 15 – 26.
- RIVAL, L., 2010, Ecuador's Yasuní-ITT Initiative: the old and new values of petroleum. *Ecological Economics*, 70 (2), 358 – 365.
- RIVERA, M.A., 2017, The synergies between human development, economic growth, and tourism within a developing country: An empirical model for Ecuador, *Journal of destination marketing & management*, 6 (3), 221 – 232.
- ROBEYNS, I., 2005, The Capability Approach: A theoretical survey, *Journal of Human Development*, 6(1), 93 – 117.
- ROBINSON, J.A., TORVIK, R., 2005, White elephants, *Journal of Public Economics*, 89, 197 – 210.
- ROBINSON, J.A., TORVIK, R., VERDIER, T., 2006, Political foundations of the resource curse, *Journal of Development Economics*, 79, 447 – 468.
- ROLAND, G., 2004, Understanding institutional change: Fast-moving and slow-moving institutions, *Studies in International Development*, 38(4), 109 – 131.
- ROSS, M.L., 2001, Does oil hinder democracy?, *World Politics*, 53, 325 – 361.
- ROTILLON, G., 2005, *L'économie des ressources naturelles*, La Découverte, Paris.
- ROUGIER, E., COMBARNOUS, F., 2017, *The diversity of emerging capitalisms in developing countries*, Palgrave Macmillan, Houndmills.

- RUIJS, A., KORTELAJNEN, M., WOSSIP, A., SCHULP, C.J.E., ALKEMADE, R., 2017, Opportunity cost estimation of ecosystem services, *Environmental and Resource Economics*, 66, 717 – 747.
- SACHS, J.D. WARNER, A., 1999, The big rush, natural resource booms and growth, *Journal of Development Economics*, 59(1), 43 – 76.
- SACHS, J. WARNER, 2001, The Curse of natural resources, *European Economic Review*, 45(4-6), 827 – 838.
- SARMIENTO, S., 2017, *Evolución de la desigualdad de ingresos en Ecuador, período 2007-2015*, Grupo de investigación en Economía Regional. Ecuador, Cuenca.
- SINGER, H.W., 1950, The distribution of gains between investing and borrowing countries, *American Economic Review*, 40(2), 473 – 485.
- SENPLADES, 2009, *Recuperación del Estado nacional para alcanzar el buen vivir. 2007-2009*, SENPLADES, Quito.
- SENPLADES, 2013, *Plan Nacional de Desarrollo/Plan Nacional de Buen vivir 2013– 2017*, Quito: SENPLADES, Quito.
- SEN, A., 1987, *On Ethics and Economics*, Basil Blackwell, Oxford.
- , 1992, *Inequality Reexamined*, Harvard University Press, New York.
- , 2002, *Rationality and Freedom*, Harvard University, Cambridge.
- SHLEIFER, A., Vishny, R., 1994, Politicians and Firms, *The Quarterly Journal of Economics*, 109(4), 995 – 1025.
- SPASH, C., 2011, Social ecological economics: Understanding the past to see the future, *American Journal of Economics and Sociology*, 70(2), 340 – 375.
- , 2020, A tale of three paradigms: Realising the revolutionary potential of Ecological Economics, *Ecological Economics*, 169.
- STEVENS, P., DIETSCH, E., 2008, Resource curse: An analysis of causes, experiences and possible ways forward, *Energy Policy*, 36(1), 56 – 65.
- STEWART, F., 1985, *Basic Needs in Developing Countries*, John Hopkins, Baltimore.

- , 2005, Groups and capabilities, *Journal of human development*, 6(2), 185 – 204.
- STREETEN, P., BURKI, S.J., UL HAQ, M., HICKS, N., STEWART, F., 1981, *First Things First : Meeting Basic Needs in Developing Countries*, Oxford University Press, New York
- THOMSON, B., 2011, Pachakutik: Indigenous perspectives, buen vivir, suma qawsay and degrowth, *Development*, 54(4), 448 – 454.
- TOBOSO, F., 2001, Institutional individualism and institutional change: the search for a middle way mode of explanation, *Cambridge Journal of Economics*, 25, 765 – 783.
- TREILLET, S., 2011, *L'économie du développement, de Bandoeng à la mondialisation*, Armand Colin, Paris.
- VALLEJO, M-C., BURBANO, R., FALCONÍ, F., LARREA, C., 2011, Leaving oil underground in Ecuador: The Yasuní-ITT initiative from a multi-criteria perspective, *Ecological Economics*, 109, 175 – 185.
- VANDENBUSSCHE, J., AGHION, P., MEGHIR, C., 2006, Growth, Distance to Frontier and Composition of Human Capital, *Journal of Economic Growth*, 11 (2), 97 – 127.
- VAN DER PLOEG, F., 2011, Natural resources : Curse or Blessing ?, *Journal of economic literature*, 49(2), 366 – 420
- VANHULST, J., BELING, A.E., 2013, Buen vivir : la irrupción de America Latina en el campo gravitacional del desarrollo sostenible, *Revista Iberoamericana de Economía Ecológica*, 21, 01 – 14.
- VANHULST, J., BELING, A.E., 2014, Emergent discourse within or beyond sustainable development, *Ecological Economics*, 101, 54 – 63.
- VAN TEIJLINGEN, K., 2016, The will to improve at the mining frontier : neo-extractivism, development and governmentality in the ecuadorian Amazon, *The extractive industries and society*, 3, 902 – 911.
- VARVASOVSKY, Z.BRUGHA, R., 2000, How to do or not a stakeholder analysis, *Health Policy and Planning*, 15, 338 – 345.
- VILLALBA, U., 2013, Buen vivir Vs development: a paradigm shift in the Andes?, *Third World Quarterly*, 34(8), 1427 – 1442.

- VILLALBA-EGUILUZ, U., ETXANO, I., 2017, *Buen vivir* vs Development (II): The limits of (Neo)Extractivism, *Ecological Economics*, 138, 1 – 11.
- VITERI-GUALINGA, C., 2002, Visión indígena del desarrollo en la Amazonía, *Polis*, Disponible en ligne : <http://bit.ly/1cZ2595>, consulté le 09 Avril 2019.
- WAGNER, W., DUVEEN, G., FARR, R., JOVCHELOVITCH, S., LORENZI-CIOLDI, F., MARKOVÁ, I., ROSE, D., 1999, Theory and method of social representations, *Asian Journal of Social Psychology*, 2, 95 – 125.
- WALSH, C., 2010, Development as *Buen vivir* : Institutional arrangements and (de)colonial entanglements, *Development*, n°53, 15 – 21.
- WALSH C. 2011, Afro and Indigenous Life-visions in/and Politics. (De)colonial Perspectives in Bolivia and Ecuador, *Bolivian Studies Journal*, 18, 49 – 69.
- WALTER, M., LATORRE, S., MUNDA, G., LARREA, C., 2016, A social multi-criteria evaluation approach to assess extractive and non-extractive scenarios in Ecuador: Intag case study, *Land Use Policy*, 57, 444 – 458.
- WALTER, M., URKIDI, L., 2017, Community mining consultations in Latin America (2002 – 2012): The contested emergence of a hybrid institution for participation, *Geoforum*, 84, 265 – 279.
- WEIGEL, V.B., 1986, The basic needs approach: Overcoming the poverty of homo oeconomicus, *World Development*, 14(12), 1423 – 1434.
- WELDEMICAEL, E., 2012, Determinants of exports sophistication, *Mimeo*, Melbourne University.
- WHITTEMORT, R., CHASE, S.K., MANDLE, C.L., 2001, Validity in qualitative research, *Qualitative Health Research*, 11(4), 522 – 537.
- WILBER, C.K., HARRISON, R.S., 1978, The methodological bases of institutional economics. pattern model, storytelling, and holism, *Journal of Economic Issues*, 12(1), 61 – 89.
- WINTHROP, R.H., 2014, The strange case of cultural services: Limits of the ecosystem paradigms, *Ecological Economics*, 108, 208 – 214.

YU, M., 2010. Trade, democracy, and the gravity equation. *Journal of Development Economics*, 91, 289 – 300.

ZELEK, C.A., SHIVELY, G.E.,2003. [Measuring the Opportunity Cost of Carbon Sequestration in Tropical Agriculture](#), *Land Economics*, 79(3), 342 – 354.

ANNEXES

Annexe 1.1. Liste des capacités de Martha Nussbaum

Extrait de Nussbaum, 2003, *Capabilities as fundamental entitlements: Sen and social justice*, *Feminist Economics*, 9(2-3), 33—59) : 41-42).

1. **La vie.** Pouvoir vivre jusqu'à la fin d'une vie humaine de durée normale ; ne pas mourir prématurément, ou avant que sa vie ne soit réduite au point de ne plus valoir la peine d'être vécue.

2. **La santé corporelle.** Pouvoir être en bonne santé, y compris en matière de procréation ; être suffisamment nourri ; disposer d'un logement adéquat.

3. **Intégrité corporelle.** Pouvoir se déplacer librement d'un endroit à l'autre ; être protégé contre les agressions violentes, y compris les agressions sexuelles et la violence domestique ; avoir des possibilités de satisfaction sexuelle et de choix en matière de reproduction.

4. **Les sens, l'imagination et la pensée.** Être capable d'utiliser les sens, pour imaginer, penser et raisonner - et de faire ces choses d'une manière "vraiment humaine", d'une manière informée et cultivée par une éducation adéquate, y compris, mais ne se limite pas à l'alphabétisation et à la formation mathématique et scientifique de base. Pouvoir utiliser l'imagination et la pensée en rapport avec l'expérience et la production d'œuvres et d'événements de son choix, religieux, littéraires, musicaux, etc. Pouvoir utiliser son esprit d'une manière protégée par des garanties de liberté d'expression en ce qui concerne le discours politique et artistique, et de liberté d'exercice religieux. Pouvoir vivre des expériences agréables et éviter les douleurs non bénéfiques.

5. **Émotions.** Être capable de s'attacher à des choses et à des personnes extérieures à soi-même ; aimer ceux qui nous aiment et qui s'occupent de nous, pleurer leur absence ; en général, aimer, pleurer, éprouver du désir, de la gratitude et une colère justifiée. Ne pas avoir un développement émotionnel gâché par la peur et l'anxiété. (Soutenir cette capacité signifie soutenir des formes d'association humaine dont on peut montrer qu'elles sont cruciales pour leur développement).

6. **Raison pratique.** Pouvoir se forger une conception du bien et s'engager dans une réflexion critique sur la planification de sa vie. (Cela implique la protection de la liberté de conscience et de l'observance religieuse).

7. **Affiliation. 7.1.** Être capable de vivre avec et envers les autres, de reconnaître et de se préoccuper des autres êtres humains, de s'engager dans diverses formes d'interaction sociale ; être capable d'imaginer la situation d'un autre. (Protéger cette capacité signifie protéger les institutions qui constituent et alimentent ces formes d'affiliation, et aussi protéger la liberté de réunion et de discours politique).

7.2. Avoir les bases sociales du respect de soi et de la non-humiliation ; pouvoir être traité comme un être digne dont la valeur est égale à celle des autres. Cela implique des dispositions de non-discrimination fondées sur la race, le sexe, l'orientation sexuelle, l'appartenance ethnique, la caste, la religion, l'origine nationale.

8. **Autres espèces.** Être capable de vivre en se souciant des animaux, des plantes et du monde de la nature et en relation avec eux.

9. **Le jeu.** Être capable de rire, de jouer, de s'adonner à des activités récréatives.

10. Maîtriser son environnement. 10.1. Politique. Être capable de participer efficacement aux choix politiques qui régissent sa vie ; avoir le droit de participer à la vie politique, bénéficier de la protection de la liberté d'expression et d'association.

10.2. Matériel. Pouvoir détenir des biens (fonciers et mobiliers), et avoir des droits de propriété sur un pied d'égalité avec les autres ; avoir le droit de chercher un emploi sur un pied d'égalité avec les autres ; être protégé contre les fouilles et les saisies injustifiées. Dans le domaine du travail, pouvoir travailler en tant qu'être humain, exercer la raison pratique et nouer des relations significatives de reconnaissance mutuelle avec d'autres travailleurs.

Annexe 2.1. Extrait de la Constitution de la République d'Équateur

Chapitre 7 : Les droits de la Nature

Art. 71 : La Nature, ou *Pacha Mama*, dans laquelle la vie se reproduit et se réalise, a le droit de voir son existence pleinement respectée et le maintien et la régénération de ses cycles de vies, sa structure, ses fonctions et ses processus évolutifs.

Toute personne ou nationalité peut exiger de l'autorité publique le respect des droits de la Nature. Pour appliquer et interpréter ces droits, les principes sont établis dans la Constitution le cas échéant.

L'État encouragera les personnes physiques et morales et les groupes à protéger la Nature et encouragera le respect de tous les éléments qui composent un écosystème.

Art. 72 : La Nature a droit à la restauration. Cette restauration sera indépendante de l'obligation de l'État et des personnes physiques et morales d'indemniser les particuliers et groupes qui dépendent des systèmes naturels affectés.

En cas d'impact environnemental grave ou permanent, y compris ceux causés par l'exploitation des ressources naturelles non-renouvelables, l'État mettra en place les mécanismes les plus efficaces pour réaliser la restauration et prendre les mesures appropriées pour éliminer ou atténuer les conséquences néfastes sur l'environnement.

Art. 73 : L'État appliquera des mesures de précaution et de restriction pour les activités susceptibles d'entraîner l'extinction d'espèces, la destruction des écosystèmes ou l'altération permanente des cycles naturels.

L'introduction d'organismes et de matières organiques et non-organiques susceptibles de modifier définitivement le patrimoine génétique national est interdite.

Art. 74. Les personnes, les communautés, les villes et les nationalités auront le droit de bénéficier de l'environnement et des richesses naturelles qui leur permettent le *buen vivir*.

Les services environnementaux ne seront pas soumis à l'appropriation ; leur production, fourniture, utilisation seront réglementées par l'État.

Annexe 2.2. Politiques de diversification de la structure productive et Objectifs : une synthèse (SENPLADES, 2009)

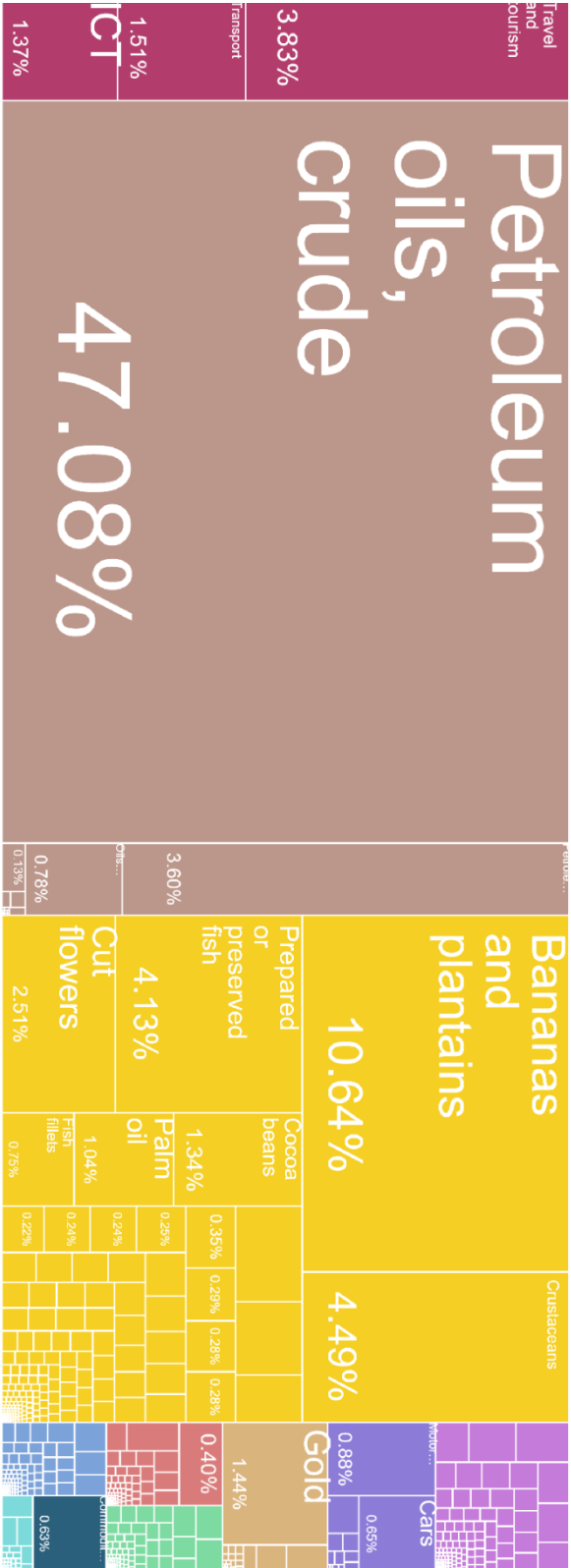
	Politiques	Objectifs
<i>Commerce International</i>	Viser à réduire la vulnérabilité produite par la dépendance alimentaire et énergétique extérieure.	- Remplacer les importations de maïs, de pâte de soja, de blé et d'orge jusqu'à ce que la part soit réduite à 40 % d'ici 2013
	Promouvoir le dialogue politique et la négociation souveraine de la coopération internationale et des instruments économiques	- Atteindre 60 % des flux de la coopération internationale comptabilisés dans le budget national d'ici 2013.
	Impulser l'intégration avec l'Amérique du Sud et les Caraïbes	- Augmenter l'indice d'intégration latino-américaine à 0,4 d'ici 2013
	Promouvoir les relations extérieures souveraines et stratégiques, complémentaires et solidaires	- Porter le rapport entre les exportations industrielles et les exportations de produits primaires non pétroliers à 0,95 d'ici 2013 - Réduire la concentration des exportations par destination à 0,65 d'ici 2013 - Diminuer de 13% la concentration des importations par pays d'origine d'ici 2013
<i>Diversification de la structure productive</i>	Promouvoir une économie endogène pour le <i>Buen vivir</i> , durable et territorialement équilibrée, qui tend à garantir les droits et à transformer, diversifier et spécialiser la production en promouvant différentes formes de production.	- Réduire la concentration des exportations par produit à 0,72 d'ici 2013. - Obtenir une croissance de 5 % du PIB industriel non pétrolier en 2013
	Promouvoir l'activité des petites et moyennes unités économiques associatives et encourager la demande des biens et services qu'elles génèrent	- Porter à 45 % la participation des petites et moyennes entreprises dans les montants des achats publics d'ici 2013 - Déconcentrer le marché de la commercialisation des denrées alimentaires d'ici 2013
	Promouvoir le développement souverain de secteurs stratégiques dans le cadre d'une utilisation écologiquement et socialement responsable des ressources non renouvelables.	- Augmenter la production de pétrole (publique et privée) à 500,5 mille barils par jour d'ici 2013. - Atteindre une production de dérivés d'hydrocarbures de 71 000 barils d'ici 2013 et de 176 000 barils supplémentaires d'ici 2014 - Augmenter de 79 % la production minière métallique (or) dans des conditions d'exploitation minière durable à petite échelle d'ici 2013. - Remplacer 8 points de pourcentage pour les importations de produits miniers non métalliques

<p>Renforcer et étendre la couverture des infrastructures de base et des services publics afin d'élargir les capacités et les possibilités économiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire le temps de dédouanement à 5 jours d'ici 2013. - Réduire de 10 % la durée moyenne des déplacements entre les villes d'ici 2013 - Atteindre 3,34 dans l'indice de développement des technologies de l'information et de la communication d'ici 2013. - Augmenter le taux de charge mobilisé à 8,4 % d'ici 2013. - Augmentation du transport aérien de passagers de 6,5 % d'ici 2013.
<p>Diversifier les mécanismes d'échanges économiques, promouvoir des systèmes de prix et de qualité équitables pour minimiser les distorsions dues à l'intermédiation, et privilégier la complémentarité et la solidarité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la concentration des exportations par exportateur de 0,06 point d'ici 2013.
<p>Promouvoir des conditions adéquates pour le commerce intérieur et international, en particulier compte tenu de leurs interrelations avec la production et les conditions de vie</p>	<p style="text-align: center;">N/R</p>
<p>Identifier, contrôler et sanctionner les pratiques de concurrence déloyale et toute violation des droits économiques et des biens publics et collectifs afin de promouvoir l'égalité des conditions et des chances sur les marchés.</p>	<p style="text-align: center;">N/R</p>
<p>Promouvoir l'accès aux connaissances et aux technologies et leur production endogène en tant que biens publics</p>	<p style="text-align: center;">N/R</p>
<p>Promouvoir des changements dans les modes de consommation, afin de réduire les importations et les produits de luxe, et de promouvoir des habitudes saines et des pratiques socialement et écologiquement responsables.</p>	<p style="text-align: center;">N/R</p>
<p>Promouvoir la durabilité</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Atteindre 15,1 % de la part du tourisme dans les exportations de biens et services non pétroliers d'ici 2013.

	<p>écosystémiques de l'économie par la mise en œuvre de technologies et de pratiques de production propres</p>	
	<p>Tendre vers la durabilité macroéconomique en renforçant le secteur public dans ses fonctions économiques de planification, de redistribution, de régulation et de contrôle.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire de moitié le pourcentage du commerce d'importation non enregistré d'ici 2013 - Réduire à 1 % d'ici 2013 le pourcentage des exportations non enregistrées. - Porter à 8,1 % la participation des investissements par rapport au produit intérieur brut nominal en 2013.
	<p>Promouvoir l'épargne et l'investissement nationaux, en consolidant le système financier en tant que service d'ordre public, avec un fonctionnement adéquat et une complémentarité solidaire entre les secteurs public, privé et populaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Atteindre 3 % des investissements directs étrangers par rapport au PIB d'ici 2013. - Tripler le pourcentage de ménages qui envoient des fonds vers des activités productives d'ici 2013. - Augmenter le volume des opérations bancaires publiques de 69 % d'ici 2013. - Augmenter le volume des opérations bancaires publiques de 110 % d'ici 2013

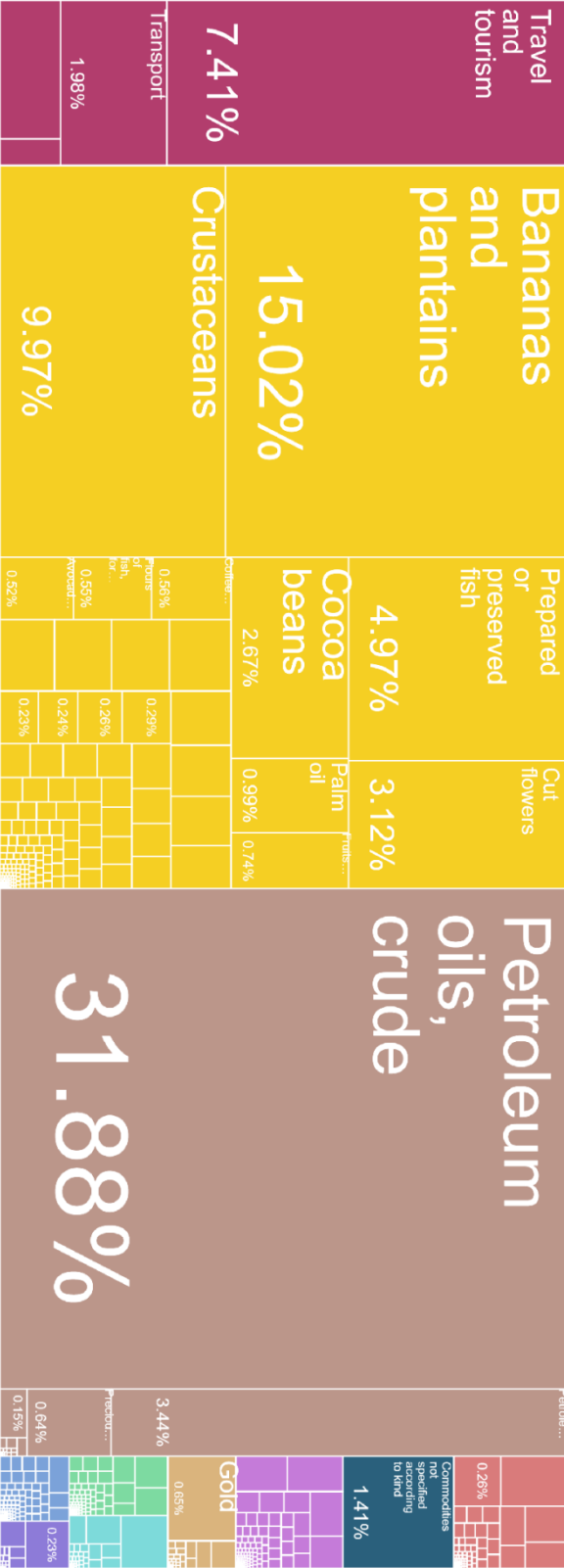
Source : Senplades (2009 ; 2013), N/R : non-renseigné.

Annexe 3.2. Biens exportés par l'Équateur (2012)



Source : Atlas de la complexité économique

Annexe 3.3. Biens exportés par l'Équateur (2017)



Source : Atlas de la complexité économique

Liste des tableaux

Tableau 1.1. Les trois approches du buen vivir	17
Tableau 1.2. Différences théoriques entre le développement durable et les approches radicales du bien-être (<i>Buen vivir</i> , décroissance et <i>Ecological Swaraj</i>).....	30
Tableau 1.3. Les droits au buen vivir	42
Tableau 1.4. Liste des besoins essentiels (Weigel, 1986 : 1429).....	43
Tableau 1.5. Les composantes des « droits au buen vivir »	44
Tableau 2.1. Garantir les droits de la nature et promouvoir un environnement sain et soutenable : politiques et objectifs	60
Tableau 2.2. Superficie du territoire continental sous protection et gestion environnementale (en hectares).....	61
Tableau 3.1. Dépenses publiques en éducation (Équateur – 1998 – 2015).....	110
Tableau 3.2. Taux d'alphabétisation par province et classe d'âge (Équateur – Années 2001 et 2010)	113
Tableau 3.3. Exposition aux particules fines (Équateur : 1995 – 2017)	121
Tableau 3.4. Estimations de la part de la population autochtone en Équateur	122
Tableau 3.5. Taux de mortalité infantile en Équateur (‰ ; Données de recensement 2000 et 2010).....	123
Tableau 3.6. Part de la population par secteur d'activité (Équateur : 2010)	129
Tableau 3.7. Évolution des cinq biens et services les plus exportés (en % des exportations)	136
Tableau 3.8. Caractéristiques des principaux biens exportés (Équateur ; 2014).....	139
Tableau 3.9. Compositions des recettes fiscales en Équateur (en % du PIB ; 2007-2017)	149
Tableau 4.1. Grille d'entretien	162
Tableau 4.2 Composition de l'échantillon	166
Tableau 4.3. Critères primaires et secondaires de validité associés aux recherches qualitatives	169
Tableau 4.4. Classification des formes graphiques par clé d'analyse (active ou supplémentaire)	171
Tableau 4.5. Contributions des facteurs	192
Tableau 4.6. Contributions des formes graphiques aux facteurs.....	193
Tableau 4.7. Caractérisation Facteur 2 - Négatif.....	194

Tableau 4.8. Caractérisation Facteur 2 - Positif 195

Liste des figures

Figure 0.1. Niveaux de PIB/habitant et du taux de mortalité infantile selon la part des revenus tirés de l'exploitation pétrolière (Équateur ; 1990 - 2007)	13
Figure 1.1. Représentation stylisée et non-dynamique de l'approche par les capacités	33
Figure 2.1. Les conflits socio-environnementaux : une comparaison entre l'ère néolibérale (1980-2006) et post-néolibérale (2007-2013)	72
Figure 2.2. Phases de la diversification de la structure productive	89
Figure 2.3. Product Space - Équateur (2007)	92
Figure 2.4. Niveau de contrôle du mouvement des capitaux	96
Figure 2.5. Barrières non-tarifaires au commerce	97
Figure 2.6. Barrières tarifaires au commerce.....	98
Figure 3.1. Dépenses sociales (% du PIB ; Équateur, 2000-2018)	106
Figure 3.2. Participations publiques et privées aux dépenses de santé (Équateur - 2000 - 2016)	108
Figure 3.3. Part des dépenses publiques de santé sur l'ensemble des dépenses publiques (Équateur - 2000-2016)	109
Figure 3.4. Indicateurs de santé (Équateur ; 1994 – 2017)	109
Figure 3.5. Enseignants qualifiés dans le primaire et secondaire (Équateur - 2000-2016).....	111
Figure 3.6. Taux d'alphabétisation chez les adultes (15 ans et plus /Équateur – 2007-2016).....	112
Figure 3.7. Taux d'alphabétisation des jeunes (15-24 ans ; Équateur – 2007 - 2016)	112
Figure 3.8. Taux d'achèvement des niveaux primaires et secondaires - Équateur (1999-2016)	114
Figure 3.9. Figure 3.0.9. Taux d'achèvement des cycles d'études (Équateur ; 2007- 2017)	115
Figure 3.10. Accès à l'eau et systèmes d'assainissement (Équateur - 2000 – 2015).....	117
Figure 3.11. Accès à l'électricité (Équateur ; 2000 - 2017).....	118
Figure 3.12. Accès à la communication (Équateur ; 2001 – 2017).....	118
Figure 3.13. Production d'électricité selon les sources d'énergies (Équateur : 2000 - 2015)	119
Figure 3.14. Émissions de protoxyde d'azote et de méthane (Équateur : 2000 - 2012).....	120
Figure 3.15. Représentations sociales de l'État (Équateur : 2004 - 2016)	125

Figure 3.16. Taux de pauvreté PPA : 2011 (% population) et Écarts aux seuils de pauvreté (PPA : 2011 ; %)	128
Figure 3.17. Évolution du taux de chômage (population active jeune et totale)	130
Figure 3.18. Indicateurs de précarisation des emplois (Équateur ; 2003 - 2018)	131
Figure 3.19. Indice de Gini - Équateur (2003-2017)	132
Figure 3.20. Parts des revenus détenus par quintile - Équateur (2003-2017)	132
Figure 3.21. Compositions des marchandises exportées (Équateur ; 1994 - 2018)	135
Figure 3.22. Indice de concentration (Équateur ; 1995 - 2018)	137
Figure 3.23. Répartition sectorielle des exportations (hors minéraux) – (Équateur ; 1999-2017)	138
Figure 3.24. Economic Complexity Index (Équateur ; 1995-2017)	141
Figure 3.25. Product Space (Équateur ; 2007 / 2011 / 2016)	143
Figure 3.26. Balance des paiements courants (en millions de dollars courants ; Équateur ; 1997-2017)	147
Figure 3.27. Recettes fiscales (% du PIB)	148
Figure 3.28. Composantes de la dette publique (en % du PIB ; analyse comparative ; 1999-2017)	150
Figure 3.29. Évolution de la dette extérieure et d'autres sources de financement extérieur (Équateur ; 1994 - 2017)	151
Figure 4.1. Distribution des formes graphiques selon leur fréquence	171
Figure 4.2. Processus de la classification hiérarchique descendante	173
Figure 4.3. Projection graphique de la classification hiérarchique descendante	196
Figure 4.4. Projection graphique des modalités selon les classes	197
Figure 4.5. Dendogramme	199

Liste des acronymes

AC : Approche par les capacités

ACP : Analyse en composantes principales

ACR : Avantages comparatifs révélés

APP : Analyse des parties prenantes

CEPII : Centre d'études prospectives et d'informations internationales

CHD : Classification hiérarchique descendante

CNE : Consejo nacional electoral

CONAIE : Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador

ECI : Economic Complexity Index

FMI : Fond monétaire international

IDE : Investissement direct étranger

INEC : Instituto nacional de estadística y censos

ISI : Industrialisation par substitution des importations

OIT : Organisation internationale du travail

MAE : Ministerio del ambiente del Ecuador

NEI : Nouvelle économie institutionnelle

PCI : Product Complexity Index

PNUD : Programme des Nations-Unies pour le développement

SENPLADES : Secretaría nacional de planificación y de desarrollo

Table des matières

Sommaire	9
Introduction générale.....	11
Chapitre 1 : Les trois approches du <i>buen vivir</i>	17
1. L'approche culturaliste.....	19
1.1. Les principes du <i>Sumak Kawsay</i>	19
1.2. Les implications du <i>Sumak Kawsay</i> sur la définition du bien-être	21
2. L'approche écologiste	23
2.1. <i>Buen vivir</i> et les approches post-développementalistes du développement	24
2.1.1. Une approche post-développementaliste et biocentrique.....	24
2.1.2. L'approche écologique, décroissance et développement durable	26
2.2. <i>Buen vivir</i> , libertés et politiques publiques.....	32
2.2.1. Les capacités, une approche universelle du bien-être.....	33
2.2.2. La responsabilité de l'État et l'approche par les capacités	35
3. L'approche sociale-étatiste, l'État comme garant de la satisfaction des besoins fondamentaux	38
3.1. Les Droits au <i>buen vivir</i> et les capacités individuelles.....	38
3.1.1. Cadre général	39
3.1.2. La définition des besoins essentiels dans les plans de planification	40
3.1.3. Objectifs et hiérarchisation des besoins	43
3.2. <i>Buen vivir</i> et macroéconomie du développement.....	46
3.2.1. (Néo)-structuralisme et <i>buen vivir</i>	47
3.2.2. Développement durable et <i>buen vivir</i>	49
4. Conclusion du chapitre.....	51
Chapitre 2 : La gouvernance des ressources naturelles et de la transformation de la structure productive en Équateur (2007-2017)	53
1. Ressources naturelles, institutions et <i>buen vivir</i>	54
1.1. Gouvernance des ressources naturelles en Équateur	54
1.1.1. La remise en cause de la commensurabilité des ressources naturelles.....	54
1.1.2. Les mécanismes de gouvernance des enjeux environnementaux.....	59
1.2. Gouvernance des ressources naturelles en Équateur : la confrontation entre les enjeux locaux et nationaux.....	68
1.2.1. La légitimité de la gouvernance des ressources naturelles en Équateur.....	69

1.2.2.	Économie politique des conflits socio-environnementaux.....	71
2.	Impulser le changement structurel	76
2.1.	La dépendance aux ressources naturelles en Équateur.....	76
2.1.1.	Les conséquences de la dépendance aux ressources naturelles sur le système économique	77
2.1.2.	Les déterminants institutionnels de la dépendance aux ressources naturelles	79
2.1.3.	Les limites de la littérature consacrée à la malédiction des ressources naturelles	82
2.2.	Diversification de la structure productive, soutenabilité et gouvernance.....	88
2.2.1.	La diversification de la structure productive en Équateur : un cadre général	89
2.2.2.	Intervention publique et définition des secteurs stratégiques.....	90
2.2.3.	Les politiques commerciales et la stratégie d'industrialisation par substitution des importations	93
2.2.4.	Capital humain.....	98
2.2.5.	Finances publiques.....	99
3.	Conclusion du chapitre.....	102
Chapitre 3 : Évaluation des politiques publiques du <i>buen vivir</i> (2007-2017).....		105
1.	Les droits au <i>buen vivir</i> : quelles avancées ?	105
1.1.	Efficacité des dépenses publiques sociales.....	106
1.1.1.	Santé et éducation	107
1.1.2.	Logement et techniques de communication.....	116
1.1.3.	Enjeux environnementaux	119
1.1.4.	Inclusion culturelle et politique.....	121
1.2.	Analyse de l'évolution des revenus	127
1.2.1.	Dynamiques de revenus et de pauvreté.....	127
1.2.2.	Évolution des inégalités	131
2.	Indicateurs macroéconomiques	133
2.1.	La dynamique de changement structurel	134
2.1.1.	Analyse de la diversification des exportations.....	134
2.1.2.	La sophistication de la structure productive.....	139
2.1.3.	Mesurer les liaisons entre les systèmes de production équatoriens.....	141
2.2.	Le financement de la transition	146
2.2.1.	Le financement du <i>buen vivir</i> : vers la consolidation du financement interne ?.....	146
2.2.2.	Évolution de la dette extérieure et changements de partenaires financiers	151
3.	Conclusion du chapitre.....	152
Chapitre 4 : La mise en œuvre du <i>buen vivir</i> et ses enjeux : une analyse de discours des parties prenantes		155
1.	Choix du cadre d'analyse	156

1.1.	L'analyse des représentations sociales des parties prenantes du <i>buen vivir</i> ; un outil d'aide à l'appréciation de l'environnement institutionnel	156
1.1.1.	Mobiliser les parties prenantes.....	157
1.1.2.	Une étude au croisement de l'analyse des discours et des représentations sociales.....	158
1.1.3.	Les données qualitatives utilisées	160
1.2.	Déroulé des entretiens	160
1.3.	Profils des individus interrogés	164
2.	Méthodologie d'analyse	167
2.1.	La méthodologie de l'analyse du contenu des représentations sociales du <i>buen vivir</i> et des politiques publiques équatoriennes mises en œuvre entre 2007 et 2017	167
2.2.	Analyse statistique multidimensionnelle sur données textuelles.....	169
2.2.1.	Mise en forme des entretiens et description du tableau lexical	170
2.2.2.	Méthodologie de l'analyse en composantes principales et de la classification hiérarchique descendante	172
3.	Résultats	174
3.1.	Enjeu conceptuel du <i>buen vivir</i> : comment se structurent les approches du <i>buen vivir</i> au regard des classes d'individus ?	174
3.1.1.	Le <i>buen vivir</i> culturaliste comme approche dominante	175
3.1.2.	Le <i>buen vivir</i> comme la satisfaction des besoins de première nécessité	177
3.1.3.	Le <i>buen vivir</i> : un projet national ?.....	179
3.2.	Les représentations sociales des politiques publiques mises en œuvre en Équateur et de la gestion du secteur pétrolier.....	182
3.2.1.	Les représentations positives des politiques du <i>buen vivir</i>	182
3.2.2.	Les projets emblématiques critiqués	185
3.2.3.	La gestion de la diversification productive	187
3.2.4.	La dynamique institutionnelle.....	190
3.3.	Les enjeux définis par les parties prenantes	192
3.3.1.	Extraction des résultats	192
3.3.2.	Analyse des résultats de la CHD.....	199
4.	Conclusion du chapitre.....	206
	Conclusion générale	209
	BIBLIOGRAPHIE	213
	ANNEXES.....	239
	Annexe 1.1. Liste des capacités de Martha Nussbaum	239
	Annexe 2.1. Extrait de la Constitution de la République d'Équateur	241
	Annexe 2.2. Politiques de diversification de la structure productive et Objectifs : une synthèse (SENPLADES, 2009).....	243
	Annexe 3.1. Biens exportés par l'Équateur (2007).....	246

Annexe 3.2. Biens exportés par l'Équateur (2012).....	247
Annexe 3.3. Biens exportés par l'Équateur (2017).....	248
Liste des tableaux	249
Liste des figures	251
Liste des acronymes	253
Table des matières	255

